



LA LUTTE DU PEUPLE TOUT ENTIER



Comité de rédaction

ILIE CEAUȘESCU
(président
de la Commission
Roumaine
d'Histoire Militaire)
GHEORGHE
ARĂDĂVOAICE
ION ARDELEANU
CONSTANTIN
CĂZĂNIȘTEANU
FLORIN
CONSTANTINIU
VASILE MOCANU
MIRCEA MUȘAT
ȘTEFAN PASCU
ȘTEFAN
ȘTEFĂNESCU
IOAN TALPEȘ
GHEORGHE TUDOR
GHEORGHE ZAHARIA

SOMMAIRE

● 140 d'années depuis la révolution roumaine de 1848	
— La conception du président Nicolae Ceaușescu concernant l'importance de la révolution de 1848 dans l'histoire roumaine — <i>Maître de conférence dr ION ARDELEANU</i>	1
— „Dix-huit siècles d'efforts.” — <i>Maître de conférence dr NICOLAE EDRIOU</i>	3
— 1848: La révolution roumaine „avant-poste” de la révolution européenne — <i>Maître de conférence dr VASILE CRISTIAN</i>	5
● La révolution enflamme le sol roumain	
— Iași, 27 mars/8 avril 1848. Le premier programme révolutionnaire — <i>Professeur de l'Université dr GHEORGHE PLATON</i>	8
— Blaj, le 3/15 mai 1848. „Nous voulons nous unir avec le pays” — <i>Maître de conférence dr LIVIU MAJOR</i>	12
— Islaz, le 9/21 juin 1848. L'historique proclamation, véritable constitution du pays — <i>Maître de conférence dr IULIAN CĂRĂNA</i>	15
● L'armée roumaine défend la révolution — par le colonel dr GHEORGHE TUDOR	20
● Les structures militaires — <i>DUMITRU PREDA</i>	23
● Le campement du champ de Trojan — par le colonel dr CONSTANTIN UCRAIN	27
● Repères chronologiques, (mai 1848—août 1849) — <i>MARIA GEORGESCU</i>	29
● L'an 1848 à la lumière des sources sigillaires — colonel dr CRISTACHE GHEORGHE, dr MARIA DOGARU	30
● L'importance politique et militaire de la révolution de 1848 dans le pays roumain — colonel dr VASILE MOCANU	32
● Témoignages étrangers	
— „La nation roumaine a le droit de vivre par elle-même, pour elle-même” — <i>Commandant GHEORGHE VARTIC</i>	36
— Echos viennois — dr EUGEN GLUCK	38
● Maximes et réflexions	39
● 55 années depuis la création du Comité National Antifasciste où s'affirma brillamment le jeune révolutionnaire NICOLAE CEAUȘESCU	
— La Roumanie se prononce résolument contre le fascisme et le révisionnisme — par professeur de l'Université NICOLAE PETREANU	40
— La lutte antifasciste de Roumanie avait un appui de confiance: l'armée — par le colonel dr CONSTANTIN TODERAȘCU	43
● La Roumanie dans la guerre antihitlérienne. Arguments nouveaux réconforment la quatrième place occupée par notre pays dans la coalition antihitlérienne — <i>Commandant ALESANDRU DUTU</i>	47
● Vérités fondamentales de l'histoire nationale. Nous sommes ici depuis toujours Autochtonisme et continuité du peuple roumain dans l'espace carpatodanubien-pontique — par le général-lieutenant dr ILIE CEAUȘESCU	52
● Fondements de la doctrine militaire roumaine. La nation armée et la guerre populaire dans la conception des révolutionnaires de 1848 — par le colonel CONSTANTIN CĂZĂNIȘTEANU	60
● Un dossier pas encore élucidé: réseau „Cereus” (I) — <i>Commandant dr MIHAIL E IONESCU</i>	63
● La mémoire des documents	
— „Parlons encore un peu d'humanité” — <i>Commandant VIOREL DOMENICO</i>	65
— 1877—1878. Pages d'épopée — <i>MIRCEA SOREANU</i>	67
— Nicolae Bălcescu, un brillant historien militaire — <i>SERGIU IOSIPESCU</i>	70
● Grandes commandants — <i>Capitaine VLADIMIR ZODIAN</i>	73
● Grandes batailles	
— L'opération offensive de la 4 ^e Armée roumaine dans les Monts Petite Fatra — par le colonel NICOLAE CIOBANU	75
— La „Mer des Coraux” — <i>NICOLAE KOSLINSKI</i>	77
● Monuments à nos luttes. L'armée roumaine: marche victorieuse sur le territoire de la Tchécoslovaquie — <i>Colonel de réserve dr FLORIAN TUCA</i>	80
● Attitudes. Histoire et politique vérité et faux sur certains ouvrages concernant l'histoire de la Transylvanie — dr FLORIN CONSTANTINIU	83
● De l'activité de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire	
— La création de l'association d'études historiques Roumanie—Inde — <i>REDACTION</i>	86
— Présences des scientifiques roumains aux Etats-Unis — dr GHEORGHE BUZATU	87
— Rendre connus à l'étranger les vérités fondamentales de l'histoire du peuple roumain — <i>Lieutenant colonel ANGHEL FILIP</i>	88
● Le livre d'histoire. Histoire militaire du peuple roumain tome V — <i>Maître de conférence dr ION PATROIU</i>	94

PARAÎT sous l'égide de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire — supplément de la revue „VIAȚA MILITARĂ”

ADRESSE : Commission Roumaine d'Histoire Militaire, 5—7, Drumul Taberei, secteur 6, Bucarest, tél. 31.30.44

LES LECTEURS DE L'ETRANGER peuvent se procurer des abonnements en s'adressant à ROMPRESFILATELIA — département Export-Import presse, 64—66, Calea Griviței, secteur 1, Bucarest, Roumanie. P.O. 12-201. télex 10376

LA CONCEPTION DU PRÉSIDENT NICOLAE CEAUȘESCU CONCERNANT L'IMPORTANCE DE LA RÉVOLUTION DE 1848 DANS L'HISTOIRE ROUMAINE

par maître de conférences **ION ARDELEANU**
docteur en histoire

La conception du président Nicolae Ceașescu de l'histoire de notre peuple occupe une place de choix dans la pensée socio-politique roumaine. L'examen de l'histoire, des sources du développement socio-économique de notre pays est un aspect fondamental de l'oeuvre théorique du président de la Roumanie. Et, dans le cadre de l'examen de l'histoire, il n'y a pas d'étape, de problème, de mouvement socio-politique dont le président Nicolae Ceașescu n'ait relevé le rôle et l'importance dans l'évolution de notre peuple. Un de ces moments est la Révolution de 1848 dans les pays roumains, dont nous célébrons cette année-ci le 140^e anniversaire.

La Révolution de 1848 est un événement de référence dans notre évolution : elle a influencé — par son caractère, son programme, son déroulement, ses effets — plus d'un siècle d'histoire des Roumains. Elle trouve sa source dans l'ensemble de l'évolution du peuple roumain. «La Révolution de 1848 en Roumanie ne fut pas un phénomène désordonné, éphémère, sans passé et sans avenir, sans autre cause que la volonté fortuite d'une minorité ou le mouvement général européen. La révolution générale constitua l'occasion et non pas la cause de la révolution roumaine. Sa cause est à découvrir dans les siècles mêmes. Ses inspirateurs sont dix-huit siècles de peine, de souffrance et d'évolution interne du peuple roumain», montrait Nicolae Bălcescu. Ayant eu lieu dans le contexte révolutionnaire général européen, la Révolution de 1848 dans les pays roumains a eu des causes et des objectifs spécifiques, a constitué l'avant-poste des mouvements bourgeois-démocratiques de l'époque dans cette partie de l'Europe.

Faisant partie du processus de résurrection nationale par voie révolutionnaire déclenché en 1784 et 1821, le mouvement de 1848 a conféré de nouvelles dimensions aux idéaux qui animaient les masses populaires. Le développement de la société roumaine au milieu du XIX^e siècle réclamait — plus manifestement qu'au cours des décennies antérieures — des réformes démocratiques structurales qui assurent l'épanouissement des activités économiques, industrielles, culturelles, etc. Le président Nicolae Ceașescu montrait que «dans tous les pays roumains, la révolution bourgeoise-démocratique représentait la nécessité objective de libérer les énergies créatrices de la nation, de l'intégrer dans la civilisation moderne, d'accomplir son rêve séculaire : l'union dans les frontières d'un seul Etat».

Illustrant l'évolution objective de la société roumaine, le mouvement révolutionnaire national de 1848 a été préparé par nombre d'associations et sociétés politiques secrètes, littéraires, artistiques, etc. Les représentants de la culture, «soldats du progrès national», comme caractérisait Alecu Russo les patriotes de l'époque dont il faisait partie lui-même, ont mis leur talent au service des transformations novatrices, de la diffusion des idées révolutionnaires.

Nombre de publications périodiques — «Curierul românesc» («Le Courrier Roumain»), fondée par Ion Heliade Rădulescu, «Albina românească» («L'Abeille Roumaine»), fondée par Gheorghe Asachi, «Gazeta de Transilvania» («Gazette de Transylvanie»), fondée par George Barițiu, «Foaie pentru minte, inimă și literatură» («Feuille pour l'esprit, le coeur et la littérature»), fondée par le même, les revues de culture «Dacia literară» («La Dacie littéraire») et «Arhiva



L'assemblée populaire de la Capitale à l'occasion de la célébration de 130 d'années depuis la révolution démocratique bourgeoise de 1848

românească» («Archives roumaines»), fondées par Mihail Kogălniceanu, «Magazin istoric pentru Dacia» («Magasin historique pour la Dacie»), dirigée par Nicolae Bălcescu et August Treboniu Laurian — ont pleinement contribué à la cristallisation de l'idéologie révolutionnaire, à la maturation des conditions ayant favorisé l'éclat et le déroulement de la révolution.

Le processus de modernisation a commencé en Roumanie pendant la première moitié du XIX^e siècle. L'idéologie nationale, issue de réalités sociales et nationales spécifiques, et qu'enrichissaient les grands courants de l'idéologie européenne, a représenté un instrument essentiel dans la promotion du nouveau, dans la critique d'états de choses périmés, dans la démonstration du caractère anachronique de la domination étrangère, qui était en contradiction avec les aspirations du peuple roumain vers le progrès social et national. Militante et légitime de par son contenu, l'activité idéologique mobilisait les masses, élevait leur compréhension au niveau des desiderata majeurs de la nation, contribuant à assurer leur participation à la révolution. Les transformations structurales que réclamait le développement de la société roumaine visaient tant à la liquidation des relations féodales, à la création des conditions nécessaires au progrès matériel et spirituel, à l'organisation de la vie sociale d'après les principes de la société moderne, qu'à l'édification de l'Etat national indépendant suite à la lutte contre l'oppression des grands empires dominateurs ou «protecteurs». Les documents à caractère de programme de la révolution sont une expression de ces commandements fondamentaux; la pléiade des révolutionnaires leur avaient donné une forme nette, significative. La révolution a éclaté et s'est déroulée sur un «fond de tableau» caractérisé par de nombreuses contradictions; elle a été précédée et annoncée par d'importantes accumulations dans l'économie nationale, par l'idéologie révolutionnaire et démocratique, par d'essentielles formes de manifestation de la conscience nationale. Le mouvement révolutionnaire a éclaté en mars 1848 et pris fin en août 1849.

Le président Nicolae Ceaușescu appréciait que la révolution de 1848 dans les pays roumains — Valachie, Moldavie, Transylvanie — séparés par des frontières éphémères, imposées par les vicissitudes de l'histoire, par l'intervention des empires voisins, a eu un caractère unitaire. C'est là une contribution théorique particulièrement importante: **«La révolution bourgeoise-démocratique s'est déroulée simultanément en Moldavie, Transylvanie et Valachie et a eu un caractère unitaire, étant l'expression des mêmes nécessités objectives du développement de la société roumaine, des idéaux qui animaient tous les fils du peuple»**, montrait le président de la Roumanie. En effet, quels que fussent le lieu ou le moment d'élaboration des programmes de la révolution, les idées et les principes qu'ils renfermaient étaient les mêmes, parties d'un grand programme unique d'émancipation sociale et nationale du peuple roumain.

Les aspirations vers la liberté et la justice sociale du peuple roumain ont été formulées plus ou moins explicitement dans tous les programmes, dans les manifestes et les articles parus pendant la révolution ou après sa défaite. On demandait «l'égalité en droits politiques», «la contribution générale aux dépenses publiques selon l'état et les revenus de chaque personne et l'abolition des privilèges», la constitution d'une «assemblée générale formée de représentants de tous les états de la société», la désignation par vote, «pour une période de cinq ans, d'un prince régnant responsable, éligible de tous les états de la société», «la responsabilité des ministres et des officiers publics», «la liberté absolue de la presse», «la liberté de parler, d'écrire et d'imprimer sans censure aucune», «la mise du peuple en armes», «la garantie des libertés individuelles», «la constitution de cours d'assises aux séances publiques», on formulait d'autres revendications à caractère politique mettant en relief l'objectif majeur des révolutionnaires: organiser la société roumaine selon les principes bourgeois-démocratiques. Il y avait également des prévisions importantes pour le développement capitaliste et pour l'amélioration des conditions de vie des masses: création de condi-

«DIX-HUIT SIÈCLES D'EFFORTS...»

par maître de conférences **NICOLAE EDROIU**
docteur en histoire

La révolution de 1848 dans les pays roumains est le résultat de l'évolution de notre société, d'importantes accumulations enregistrées dans les principaux domaines de la vie sociale. Ses racines remontent aux siècles antérieurs, ses prémisses se sont puissamment manifestées dans la première moitié du XIX^e siècle, caractérisée par de nombreuses actions révolutionnaires. Le soulèvement des Roumains en 1848 a exprimé le stade d'évolution de notre société, les tâches de son développement.

En même temps, la Révolution roumaine doit être intégrée à l'ample mouvement qui, à l'époque, secoua toute l'Europe. La période comprise entre la Révolution française (1789) et le milieu du XIX^e siècle est la période des révolutions démocratiques, de l'affirmation révolutionnaire des masses, de la bourgeoisie qui, constituée comme classe sociale, voulait conquérir le pouvoir politique. C'est l'époque de la formation et de l'affirmation des nations, décidées d'édifier leurs Etats nationaux par la libération de sous la domination étrangère et l'unification politique.

La société roumaine a connu elle aussi ces phénomènes ; en général, son évolution est synchrone avec l'évolution de la société européenne. La source de la Révolution roumaine est à chercher dans l'évolution antérieure de notre société ; le mouvement révolutionnaire a été possible du fait de la maturation de celle-ci, de la cristallisation des éléments capitalistes et de la radicalisation des actions des masses (chose également valable pour les révolutions ayant éclaté dans d'autres pays d'Europe)¹.

Les traditions révolutionnaires du peuple roumain sont riches. L'intensification de l'exploitation féodale a déterminé la lutte permanente de la paysannerie asservie pour la limitation des impôts et des charges, pour la libération sociale. Une grande émeute a eu lieu en 1437 ; les paysans révoltés avaient organisé leur camp sur la colline de Bobîlna, située entre les villes de Cluj et de Dej. C'est ici qu'on a enregistré la première grande victoire des paysans — qui leur a permis d'imposer leurs conditions — dans leur lutte contre les féodaux. Nombreuses furent, à l'époque antérieure et après la répression de l'émeute de 1437, les révoltes des paysans, des habitants des villes, des

mineurs ; nombreux furent les troubles locaux, diverses furent les formes d'opposition des masses contre les classes exploiteuses. Au printemps de 1514 a éclaté la guerre paysanne ; se sont révoltés contre les nobles transylvains les serfs, les paysans que ceux-ci voulaient asservir ou attacher à la glèbe². Les mesures énergiques qu'avaient prises les nobles après la répression de la révolte, les lois destinées à attacher à la glèbe les paysans, l'augmentation du nombre des jours de corvée, des autres obligations envers les seigneurs ont provoqué l'éclat d'autres mouvements sociaux, dont les révoltes de 1562, 1595—1596, les mouvements d'adhésion aux actions de Michel le Brave en Transylvanie (à l'automne de 1599)³.

L'empirement au XVII^e siècle de la situation des paysans asservi l'accentuation de leur exploitation par les nobles et les boyards, l'attachement à la glèbe ont déterminé l'intensification des révoltes. En Moldavie et en Valachie, les soulèvements ont eu lieu dans le contexte des luttes pour le trône ; la participation des habitants des villes, des hobereaux les a transformés en amples mouvements populaires. En 1655, une grande révolte éclata en Valachie ; les féodaux valaques, transylvains et moldaves ont jugulé le mouvement qui risquait de se propager dans les autres pays roumains⁴. La domination des Habsbourg en Transylvanie, instaurée à la fin du XVII^e siècle et l'exploitation qui suivit à la nomination en Valachie et en Moldavie, à partir du début du XVIII^e siècle, de princes phanariotes ont déterminé des soulèvements des habitants des pays roumains (1703—1711, 1744, 1759—1760), l'abandon par les serfs des domaines féodaux.

Le processus de constitution de la nation roumaine s'est accéléré au XVIII^e siècle ; de même, s'est intensifiée la lutte pour la libération sociale et nationale. En Transylvanie, les Roumains représentaient la majorité de la population, sauvagement exploitée par les nobles magyars et privée de droits politiques. Inochentie Micu et ses continuateurs ont élaboré le programme politique des Roumains transylvains, la Révolution dirigée par Horea a démontré une fois de plus le potentiel révolutionnaire de nos paysans⁵. L'ultimatum que les révoltés adres-



Horea, le chef de la révolution populaire de 1784

sèrent aux nobles magyars fut un véritable programme du mouvement, qui demandait la suppression de la classe féodale, l'attribution des terres à ceux qui les travaillaient, qui établissait les objectifs révolutionnaires futurs. Nicolae Bălcescu, notre grand historien et révolutionnaire, allait remarquer que Horea «avait établi (...) les droits de la nation roumaine, le programme politique et social des révolutions futures»⁶. Avant l'éclat de la Révolution de 1848, le jeune Avram Iancu disait : «Ce n'est pas à l'aide d'arguments philosophiques qu'on va persuader ces tyrans, mais par la lance, comme Horea»⁷.

Le *Supplex* (1791) a démontré la maturation du mouvement national roumain ; la Révolution dirigée par Horea avait joué un rôle important dans sa conception : «Le Mémoire (Supplex) — constatait D. Prodan — est plus qu'un indice de l'évolution locale ; il indique la mesure dans laquelle cette évolution s'intégra aux grands efforts de renouvellement, de transformation de l'Europe»⁸.

La Révolution dirigée par Tudor Vladimirescu (1821) illustra la modernisation de la société roumaine, de ses institutions, l'intensification de la lutte sociale (anti-féodale) et nationale (anti-ottomane). Des représentants de toutes les couches de la société ont participé à la révolution⁹. Elle a eu nombre d'adeptes en Moldavie ; de

même, en Transylvanie on a enregistré des manifestations de solidarité avec la révolution de Tudor Vladimirescu¹⁰, faits qui permettent de constater l'extension progressive du mouvement révolutionnaire dans tous les pays roumains.

Entre 1821 et 1848 se sont cristallisées dans les pays roumains les prémisses de la révolution de libération sociale et nationale. Le capitalisme pénétra dans l'agriculture, s'installa dans les villes ; on enregistra des accumulations quantitatives dans tous les domaines de la vie sociale. La population augmenta sensiblement, toujours plus de localités devinrent villes, se séparant ainsi de la production agricole. Ce fait eut des conséquences importantes sur le développement de l'agriculture ; la question agraire était prioritaire dans les programmes politiques révolutionnaires. Le développement de l'industrie, les progrès techniques, la création d'entreprises en Valachie, Transylvanie et Moldavie, l'intensification de l'exploitation des gisements, le perfectionnement des technologies d'extraction et d'usinage, la généralisation du travail salarié, la création d'un marché national sont autant d'éléments nouveaux s'étant produits avant 1848. C'est dans la même période que se cristallisèrent la culture et l'idéologie nationale, fondement des programmes de la révolution. Les jeunes roumains enregistrèrent les transformations qui avaient lieu dans le cadre de la société roumaine, les nouvelles orientations progressistes, y apportèrent leur contribution méditant eux-mêmes aux tâches qu'on devait réaliser.

Les transformations radicales ayant eu lieu dans la société roumaine au début du XIXe siècle, la croissance démographique, les changements enregistrés dans l'agriculture et dans l'industrie, dans la culture et l'idéologie furent les prémisses de la Révolution de 1848. La constitution et l'affirma-

Cloșca et Crișan (estampe d'époque)





Tudor Vladimirescu, à la tête de ses soldats en se dirigeant vers Bucarest

tion de la nation roumaine est un processus aux conséquences des plus fertiles sur l'évolution de l'ensemble de la société roumaine ¹¹.

La Révolution de 1848 dans les pays roumains trouve son origine dans l'évolution de notre société, dans les tâches de son développement. C'est à juste titre que Nicolae Bălcescu affirmait, dans les années d'évaluation ultérieures à la révolution : «La révolution roumaine de 1848 ne fut pas un phénomène désordonné, éphémère, sans passé et sans avenir, sans autre cause que la volonté fortuite d'une minorité ou le mouvement européen général. La révolution générale constituait l'occasion et non pas la cause de la révolution roumaine. Sa cause est à découvrir dans les siècles mêmes. Ses inspirateurs sont dix-huit siècles de peine, de souffrance et d'évolution interne du peuple roumain. Ce fut une étape historique naturelle, nécessaire, prescrite de la providence qui entraîna la nation roumaine, aux côtes de l'humanité entière, sur la voie infinie du développement progressif» ¹².

¹ Gh. Platon, *Geneza revoluției române de la 1848. Introducere în istoria modernă a României, Junimea, Iași, 1980, p. 303*

² Ștefan Pascu, *Voievodatul Transilvaniei, vol. III, Dacia, Cluj-Napoca, 1986, p. 295-348.*

³ Ștefan Pascu, *Miscări țărănești prilejuite de intrarea lui Mihai Viteazul în Transilvania, dans «Studii și materiale de istorie medie», I, 1966, p. 123-154*

⁴ Lidia A. Demény, N. Stoicescu, *Răscoala seimenilor sau răscoală populară ? 1655, Editura științifică, București 1988, p. 325.*

⁵ D. Prodan, *Răscoala lui Horea, vol. I-II, Editura științifică și enciclopedică, București, 1979.*

⁶ Nicolae Bălcescu, *Miscarea românilor din Ardeal la 1848 dans Opere, ediția G. Zane, Editura Academiei, București, 1982, p. 114.*

⁷ Iosif Sterca Suluțiu, *Biografia lui Avram Iancu, Sibiu, 1897, p. 5-6*

⁸ D. Prodan, *Supplex Libellus Valachorum. Din istoria formării națiunii române, Editura științifică și enciclopedică, București, 1984, p. 9-10.*

⁹ A. Otețea, *Tudor Vladimirescu și revoluția din 1821, Editura științifică, București, 1971.*

¹⁰ A. Otețea, *Solidaritatea românilor din Transilvania cu miscarea lui Tudor Vladimirescu, Colecția Hurmuzaki, Serie Nouă, III, Editura Academiei, București, 1937.*

¹¹ Gh. Platon, *op. cit., p. 114-284*

¹² Nicolae Bălcescu, *op. cit., vol. II, p. 107*

1848: LA RÉVOLUTION ROUMAINE, «AVANT-POSTE» DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

par maître de conférence dr. VASILE CRISTIAN

En 1848, les pays roumains étaient la région la plus orientale de l'Europe que secouait la révolution. Blaj, Bucarest, Iași, Cernăuți sont des villes où s'est allumée sa flamme, où l'on a conçu des plans de lutte et formulé des programmes d'édification de la société moderne. Ce fait, aux profondes conséquences internes et internationales, a été mis en évidence par les contemporains mêmes, diplomates ou journa-

listes. Le 19 novembre 1848, le journal français «La Réforme», soulignant l'unité de la nation roumaine, de son territoire, considérait la Roumanie — élément très significatif pour le problème qui nous intéresse — comme la France de l'Orient et son allié naturel, comme l'avant-garde de l'Europe libre et républicaine, comme le pays appelé à planter le drapeau de l'indépendance entre la Russie et la Turquie,

entre le Kremlin et la Cité des sept tours. En même temps, soulignant l'importance du Bas-Danube, où elle appréciait que se trouvait le noeud de la guerre européenne et dont dépendait, à son avis, le salut de l'Europe et de la civilisation, la publication française mettait en relief la position économique et stratégique des Principautés, l'acuité de la question roumaine, qu'elle jugeait une des plus importantes du point de vue de l'équilibre en Europe et notamment du grand conflit qui s'y déroulait entre démocratie et absolutisme¹. C'est de cette perspective, et à propos de l'intervention des troupes tsaristes, qu'on pouvait considérer le Prut comme un Rubicon de l'histoire contemporaine². Le journal cité adoptait le point de vue d'un Roumain de Paris qui attirait l'attention sur le fait que les Principautés représentaient, du point de vue de la politique générale, la clé de voûte de l'équilibre européen et que, se défendant contre un protectorat arbitraire, les Roumains défendaient des intérêts européens aussi et, surtout, l'édifice démocratique qu'on était en train d'édifier en Europe³.

En même temps, outre les nombreuses et constantes informations concernant l'évolution des événements dans les pays roumains qu'ils publiaient, les journaux étrangers, français en premier lieu, soulignaient le rôle de notre peuple en tant que défenseur du bassin du Bas-Danube, l'importance qu'aurait eu un Etat roumain unitaire dans l'arrêt de l'expansion russe vers les détroits de Bosphore et des Dardanelles, la nécessité — qui concernait les pays latins premièrement — d'aider notre nation⁴. C'était un devoir qui résultait non seulement de ce que les Roumains avaient réalisé en 1848, mais aussi de leur rôle de défenseurs, dans le passé, de la civilisation européenne. Jules Michelet a clairement relevé ce fait dans un ouvrage qu'il leur a consacré. Il pensait que les peuples de l'Occident devraient conserver à jamais un souvenir reconnaissant des nations orientales qui avaient défendu l'Europe contre les invasions des Tatars et des armées turques, de la «malheureuse» Roumanie, un des boucliers de l'Europe⁵. Par ses actions de 1848, la nation roumaine a laissé son nom dans l'histoire, appréciait l'historien français. Son affirmation envisageait le fait que les Roumains, autrefois avant-garde de l'Empire romain⁶, ayant livré de rudes combats, fait le sacrifice suprême pour arrêter les envahisseurs — ce qui avait permis l'essor de l'Occident —, ont exprimé, par leur soulèvement en 1848, leur volonté de s'intégrer à l'«édifice» européen. Volonté qui passait outre aux menaces des deux empires voisins, aux fondements conservateurs et déployant une politique réactionnaire, politique que les événements de 1848—1849 ont nettement mise en évidence, l'intervention armée n'étant que le prolongement d'une position

politique illustrée par nombre de documents dont la note du 19/31 juillet 1848 du gouvernement tsariste, contradictoire, où abondaient les inexactitudes et les mystifications et où Nesselrode constatait l'existence d'une question roumaine sans cependant la reconnaître comme telle et l'éliminant du droit public européen⁷.

Souligné par les forces progressistes et les forces réactionnaires à la fois, le rôle d'avant-poste du mouvement européen que joua la révolution roumaine ne fut pas le fruit du hasard, mais eut des racines profondes, étroitement liées au processus de développement et d'affirmation de la nation roumaine; elle a été précédée de deux autres mouvements aux échos européens. La Révolution dirigée par Horea, précédée de la Révolution américaine et précédant la Révolution française, constitua le plus grand soulèvement contre l'oppression sociale et nationale dans l'Europe centrale et de l'Est au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle; événement considéré comme très important pour l'histoire contemporaine, la Révolution dirigée par Horea a éveillé des réactions contradictoires; le révolutionnaire français J.-P. Brissot la jugeait parfaitement légitime⁸. La Révolution dirigée par Tudor Vladimirescu (1821) doit être intégrée à l'ample processus révolutionnaire ayant compris l'Europe dans les premières décennies du XIX^e siècle. Ultérieurement, la situation politique dans les pays roumains a été telle que des soulèvements de proportions pareil-

Le sceau du Horea, ayant l'inscription „Horea Rex Daciae“



les n'est plus été possible ; cependant, cette période s'est caractérisée par de fréquentes tentatives d'établir l'«architecture» du futur Etat roumain moderne, quelquefois par des tentatives d'appliquer ces projets, conformément à l'«esprit du siècle», aux aspirations les plus nobles de l'époque ; bien entendu, on n'ignorait pas le fondement historique du développement spécifique de la société roumaine. Les tendances révolutionnaires se sont accentuées suite aux contacts avec les mouvements spirituels et politiques que connaissait l'Occident, où nombre de jeunes roumains allaient compléter leurs études. D'autre part, les étrangers ont concentré davantage leur attention sur les réalités de cette partie de l'Europe ; on a établi des contacts avec les Roumains, on leur a consacré des ouvrages, dont quelques-uns impressionnants (J.A. Vaillant leur a consacré en 1844 un ouvrage en trois tomes, intitulé suggestivement *La Romanie*). On peut affirmer que par l'assimilation de ses idées, l'activité de nombre de représentants des Roumains illustre, avant 1848 déjà, le mouvement révolutionnaire européen ; leur participation aux événements ayant eu lieu à Paris en février exprime leur adhésion aux tendances générales de l'époque.

Bien entendu, essentielle à cet égard fut la révolution dans les pays roumains elle-même, expression de l'évolution de notre nation qui témoigne au monde entier du fait que cette dernière était une entité en plein processus de modernisation, d'émancipation nationale et sociale, qu'elle était «intimement liée à la dignité et à l'indépendance de l'Europe civilisée»⁹, que le statut juridique international des pays roumains avait un caractère artificiel, que, de par leurs aspirations, ils faisaient partie de ce que les publications de l'époque appelaient «la grande famille des peuples européens». C'était, d'ailleurs, l'esprit des programmes qu'on y avait formulés. Il est vrai, il y a eu des programmes qui, par des raisons tactiques, ont dû faire des concessions — qui se sont avérées inutiles — afin d'éviter les susceptibilités des grandes puissances voisines. Mais leur esprit est l'esprit de l'époque, bien qu'ils n'ignorassent pas les particularités nationales.

L'action concrète des révolutionnaires en est une autre ébroue. Il y eut des moments où elle revêtit des aspects militaires ; cependant, ce fut l'activité diplomatique qui prévala, effet des circonstances, comme le soulignaient les contemporains¹⁰. Les Roumains ont fait d'importantes démarches diplomatiques en Autriche, France, etc., ont développé leurs rapports avec les révolutionnaires polonais, ont essayé de changer l'attitude de ces Etats où la révolution n'avait pas éclaté ou qui leur étaient hostiles. A leur tour, ils ont joui de l'appui considérable de l'opinion publique internatio-

nale, fait illustré en premier lieu par les grandes campagnes de presse ; on a remarqué, à juste titre, qu'en deux ans on a écrit et parlé des Principautés roumaines plus qu'on ne l'avait fait des décennies durant¹¹.

Egalement significative pour l'ampleur du mouvement révolutionnaire roumain, pour son rôle d'avant-poste de la révolution européenne est la manière dont il a été réprimé : la réaction interne était incapable de s'y opposer ; aussi l'intervention armée conjuguée des trois empires voisins fut-elle nécessaire¹². Les significations de cette intervention sont évidentes. Essayant de justifier l'intervention contre la révolution hongroise, le ministre russe des affaires étrangères, Nesselrode, montrait : «nous avons agi ainsi seulement pour protéger notre propre maison et éteindre l'incendie chez nos voisins». La signification exacte de son affirmation, que la forme métaphorique ne peut pas cacher, est d'autant plus manifeste lorsqu'il s'agit de l'intervention de la Russie dans les Principautés roumaines. Il est vrai que la diplomatie russe a essayé de la justifier surtout par l'invocation du souci particulier que l'Empire tsariste se faisait pour l'intégrité de l'Empire ottoman — souci pour l'héritage d'un parent malade que guêtent d'autres prétendants aussi — et du statut des pays roumains (on invoquait le fait qu'ils n'étaient pas indépendants). L'élément essentiel était en fait la crainte de voir se constituer — suite à la révolution — un royaume daco-roumain, dont les conséquences les plus importantes (et l'évolution ultérieure des événements allait confirmer ces conjectures) auraient été la modification de la situation internationale par la création dans la région d'un obstacle à l'expansion russe vers le sud-est et l'apparition d'un foyer révolutionnaire qui influât sur la lutte de libération des peuples voisins.

La Révolution roumaine ne pris pas fin, au sens strict du terme, au milieu du siècle dernier. Bien que l'organisation politique ultérieure à la révolution fût comparable à celle antérieure et qu'elle n'ait pas permis l'intensification de l'activité révolutionnaire, l'esprit moderne n'est pas disparu. Il s'est manifesté tant à l'intérieur, revêtant parfois des formes «voilées», qu'à l'extérieur : les exilés, appuyés par des journalistes, des savants, des politiques, y ont déployé d'importantes activités révolutionnaires. Les idées du mouvement de 1848 s'y retrouvaient en grande mesure¹³.

On mettait l'accent, en considérant l'histoire dans son ensemble, sur l'état présent et sur le rôle de la nation roumaine, on en tirait des conclusions visant son développement futur. Les arguments mettaient à profit l'expérience de la révolution ; les discussions avaient un caractère beaucoup plus concret, notamment après que la question orientale fut posée de nouveau. En mars 1853

déjà, K. Marx et Fr. Engels constataient que l'esprit révolutionnaire ayant pénétré en 1848 dans les Principautés roumaines s'était consolidé et appréciaient que la nation roumaine «pourrait jouer un rôle important dans la solution définitive du problème que posent ces territoires»¹⁴; cette appréciation allait être confirmée par les événements ultérieurs. Parce que, et c'est là un fait qu'on ne saurait ignorer, la Révolution de 1848 ne constituait pas seulement le commencement du processus d'édification de la Roumanie moderne, mais fut également un élément ayant contribué à la maturation de la conjoncture internationale par l'affirmation de la question roumaine dans un contexte européen¹⁵ et par l'intégration dans le même contexte du développement de la société roumaine. C'est là une importante direction dans la compréhension de la Révolution roumaine en tant qu'avant-poste, non seulement dans l'espace, mais également dans le temps, de la révolution européenne. Dans une Europe conservatrice, les Roumains ont toujours fait appel à des méthodes et à des principes révolutionnaires. Résistant à de considérables pressions étrangères, ils ont peu à peu réalisé, par la politique du «fait accompli», le programme de 1848; à la direction du jeune Etat formé par l'Union de la Valachie et de la Moldavie il y avait des révolutionnaires; ce furent les révolutionnaires qui jouèrent des rôles essentiels pendant la guerre d'indépendance. Les accusations de

la diplomatie et de la presse conservatrice concernant le rôle de foyer révolutionnaire que jouait la Roumanie ne faisaient que confirmer l'idée que le sol roumain a présenté, jusqu'à l'accomplissement du programme élaboré à une époque où les flammes avaient saisi tout le continent, l'avant-poste de la révolution européenne.

¹⁴ Apud Olimpiu Boloș, Raporturile românești cu Ladru Rollin și radicalii francezi în epoca revoluției de la 1848, Bucarest, 1940, p. 110, 117, et passim.

¹⁵ Anul 1848 în Principatele române, III, Bucarest, 1902, p. 180.

¹⁶ Olimpiu Boloș, op. cit., p. 210

¹⁷ Ibidem, p. 108, 115

¹⁸ Jules Michelet, Scrieri alese, II, Istoria Revoluției, Bucarest, 1973, p. 335-336.

¹⁹ Ibidem, p. 335

²⁰ Leonid Boicu, Geneza chestiunii române ca problemă internațională, Iași, 1975, p. III et passim.

²¹ Nicolae Edroiu, Răsunetul european al revoluției lui Horea, Cluj-Napoca, 1976, David Predan, Răscoala lui Horea, II, Bucarest, 1968, p. 653-708

²² Al. Cretzianu, Din arhiva lui Dumitru Brătianu, I, Bucarest, 1933, p. 126-127.

²³ H. Desprez, La révolution dans l'Europe centrale, Paris, 1948, p. 13

²⁴ România în relațiile internaționale, 1678-1918, Iași, 1980, p. 125

²⁵ Istoria militară a poporului român, IV, Bucarest, 1987, p. 278.

²⁶ Apostol Stan, Revoluția română de la 1848, Eucarest, 1987, p. 424 et passim.

²⁷ K. Marx, Fr. Engels, Opere, 9, Bucarest, 1968, p. 9-10

²⁸ Leonid Boicu, op. cit., p. 115 et passim.

Le révolution enflamme le sol roumain

IASI, 27 mars / 8 avril 1848

LE PREMIER PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

par professeur de l'Université dr. **GHEORGHE PLATON**

La Révolution de 1848 dans les pays roumains est une expression nécessaire du développement de notre société; modalité spécifique de réalisation du progrès social et politique¹, elle représente un moment important dans l'évolution de notre nation. Elle a permis à notre peuple de consacrer son existence même, de définir les «forces profondes» qui l'animent, de rester dans

la mémoire du «siècle des nationalités». La maturation des conditions annonçant la révolution fut longue et complexe; le mouvement a ainsi accumulé une grande énergie.

Dans la période antérieure à la révolution, le rythme de l'histoire s'était accéléré. Les transformations novatrices, les révolutions (démographique, agricole, industrielle, idéologique) se succédaient à des

intervalles toujours plus brefs, la modernisation visait tous les domaines de la société, la tension sociale s'intensifiait suite aux effets des *Règlements organiques*; sur le plan politique, l'agitation était permanente. C'est dans cette atmosphère qu'avait lieu l'essor de la culture nationale, élément essentiel de la «personnalité» de notre nation; des options communes aux trois pays roumains consolidaient davantage la conscience nationale. Dans le cadre de ce processus ayant compris la vie économique, sociale et spirituelle des Roumains, ayant modifié leur mentalité leur ayant ouvert de nouveaux horizons, la *nation roumaine*, séparée du point de vue politique, «serrait les rangs», devenait encore plus unie. De même, s'accélérait son intégration dans la vie économique et politique, dans le mouvement d'idées européens.

Au moment où la révolution de 1848 éclata en Europe, ce processus de transformation de la société roumaine était en plein déroulement. La lutte entre les ordres ancien et nouveau, contre les abus et les privilèges, pour la justice sociale, la liberté et la dignité nationales s'était généralisée et avait engendré des troubles importants. Un programme théorique et pratique était nécessaire qui intéressât, rassemblât et mît en marche les forces vives de la nation, qui canalisât l'immense potentiel révolutionnaire accumulé. Ce fut la tâche qu'assumèrent les leaders de la révolution, personnalités de marque de la *génération* ayant ennobié le «*printemps des peuples*».

La situation politique des trois pays roumains, les problèmes complexes que leur longue séparation avait créés, l'absence de la préparation préalable, la révolution déclenchée dans l'Empire des Habsbourg, la transformation du susdit empire en monarchie constitutionnelle, etc. n'ont pas permis la matérialisation des plans d'union élaborés pendant la révolution roumaine. Dans les circonstances générales de la révolution (qui avait éclaté partout en Europe), le comité révolutionnaire, qui se trouvait à Paris, a décidé que les actions dans les pays roumains eussent lieu simultanément. La précipitation des événements en Moldavie a rendu ces plans inopérants. Le mouvement y a éclaté avant l'arrivée dans les pays roumains des révolutionnaires qui se trouvaient à l'étranger.

Au cours des premiers mois de 1848, les troubles politiques et l'agitation révolutionnaire étaient considérables dans toutes les contrées roumaines. A cette tension sociale, à cette activité politique intense s'ajoutaient les nouvelles sur les révolutions déclenchées dans d'autres pays. Le flux des événements a compris tout d'abord la ville de

Iasi; au début de mars 1848, une grande agitation régnait dans la capitale moldave. Appels anonymes, affiches dans les rues exhortaient la population à la lutte contre le voïvode, demandaient l'organisation d'assemblées où fussent présentées les aspirations générales. «*Rassemblez-vous, discutez avec sagesse, sans désordre et demandez l'élection d'un prince patriote. Prenez exemple sur les nations éclairées qui expriment leurs pensées en liberté*»; d'autres manifestes demandaient l'expulsion de Grigore, fils du voïvode, la destitution des membres de la Cour suprême et la liberté de la presse². En dépit de la censure sévère, on trouvait partout des traductions des journaux français que les destinataires recevaient en enveloppe, par l'intermédiaire de la poste autrichienne. Aussi pouvait-on connaître les idées de la révolution de 1848 en France et dans d'autres pays de l'Europe, apprendre l'évolution des événements dans les pays respectifs³.

Les représentants des milieux révolutionnaires se sont rassemblés à Iasi afin d'adopter les mesures nécessaires. Nombre de réunions y ont été organisées: «*Toutes les classes de la société se sont réveillées d'un sommeil profond, notait Vasile Alecsandri. Ceux capables de libérer leur patrie de l'oppression, les jeunes de Moldavie surtout (...), se sont tout à coup sentis animés de grands espoirs. Nombre de personnes de toutes les provinces se sont rendues à Iasi pour rejoindre leurs frères de la Capitale et chercher ensemble à guérir la maladie qui consume les Roumains depuis tant d'années*»⁴. «*Perdre le temps est un crime*», on avertissait G. Sion qui, en route vers Iasi, rencontrait de nombreux boyards de Vaslui et Birlad, armés «*comme s'ils allaient se battre*»⁵.

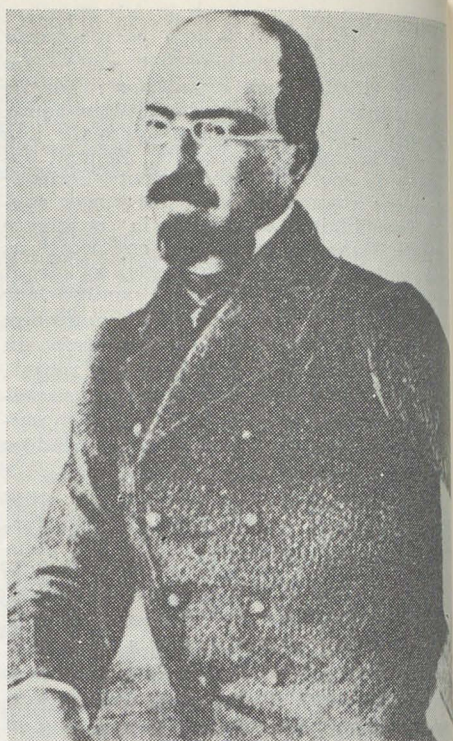
Dans ces circonstances, lorsque le déclenchement du mouvement révolutionnaire était considéré comme imminent, on a appris le contenu de la note de Nesselrode, chancelier de la Russie tsariste: on y affirmait que le tsar n'allait pas admettre l'anarchie aux frontières de son empire, ni l'affaiblissement des rapports entre les Principautés roumaines et les deux puissances, suzeraine et protectrice⁶. L'éventualité de l'intervention armée — après la démobilisation d'une partie des révolutionnaires — n'a pas pu empêcher l'évolution naturelle des événements.

Conscients des possibles conséquences internes et internationales, les facteurs responsables recommandaient avec insistance l'adoption d'une attitude calme, sage, qui ne pût servir de prétexte à l'ingérence des forces étrangères. Les consuls des puissances étrangères accrédités dans la capitale

moldeave étaient pour des concessions. Mais le voïvode, se sentant menacé en égale mesure par l'évidence du mouvement national et le risque de l'intervention du tsar, a agi énergiquement. Vu que l'armée était partisane du mouvement national, Mihail Sturdza a créé une garde prétorienne afin de réduire au silence les mécontents et dominer la situation. Cette mesure a éveillé de grandes protestations ; aussi les troubles sont-ils devenus encore plus intenses.

Bien que les manifestations fussent interdites, leur ampleur et fréquence allait croissant. M. Drăghici (dernier chroniqueur moldave), se référant à l'*«esprit de révolte»* qui avait saisi le pays, notait que les réunions des mécontents avaient lieu au début dans les maisons particulières et que peu à peu elles ont été organisées dans des locaux publics, où *«bons et mauvais se rassemblaient en égaux pour régler les affaires du pays en voulant l'émanciper par une constitution démocratique (...), sans craindre le gouvernement»*. A l'hôtel Petersburg, qui se trouvait *«près de la Cour princière, se sont déroulées trois séances très agitées, qui s'élevaient en assemblées nationales»*⁷, poursuivait-il.

Pendant la révolution de 1848, participant à la grande Assemblée Nationale de Blaj, Vasile Alecsandri a composé la première version de la „Ronde de l'Union“

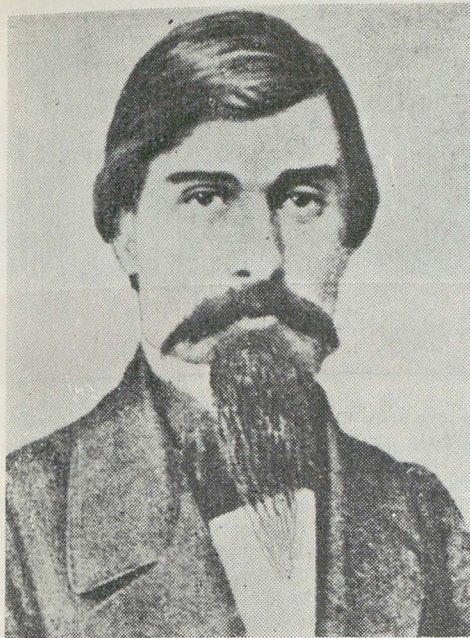


Mihail Kogălniceanu : l'Union des pays roumains Moldavie et Valachie est la clé de voûte de l'édifice national



Au cours de ces troubles, l'opposition est parvenue à une position commune correspondant aux intérêts nationaux. Le voïvode a entamé des négociations avec les leaders de l'opposition par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur. C. Rolla, V. Alecsandri, L. Rosetti, M. Epureanu, P. Cazimir, etc., représentants des jeunes intellectuels en opposition, ont été invités à informer Mihail Sturdza sur les *«aspirations du peuple»*. Ils ont répondu qu'il leur était impossible de parler au nom du peuple sans le consulter. On a tombé d'accord qu'une grande assemblée devait formuler les revendications à présenter au voïvode. Aussi a-t-on organisé le 27 mars/8 avril, une réunion à l'hôtel Petersburg. Y ont participé *«plus d'un millier de personnes (d'autres sources en mentionnent deux milliers — n.d.l'a.), de toutes les classes, de toutes les opinions, de toutes les nations, de toutes les provinces de Moldavie»*.

L'assemblée — où la nation et le gouvernement se trouvaient face à face, avaient des oppositions contraires —, que toute la population de la ville suivait avec beaucoup d'intérêt, s'est déroulée dans une atmosphère enthousiaste ; d'ailleurs, elle a été



Alecu Russo, collaborateur proche de Nicolae Bălcescu

considérée comme un véritable «club révolutionnaire». C'était pour la première fois qu'on condamnait directement et librement le régime d'oppression. Les orateurs, s'appuyant sur les fondements légaux de l'autonomie, étaient exclusivement préoccupés des «*intérêts de la patrie*». On a abordé les principaux problèmes de la société roumaine, on a élu une commission qui devait rédiger un programme de revendications. Le rôle principal revint à Vasile Alecsandri.

Le programme, intitulé *Petițiune-proclamațiune a boierilor și notabililor Moldoveni*⁸ (*Pétition-proclamation des boyards et notables moldaves*), modéré dans son contenu et sa forme, sans transgresser la «*légalité réglementaire*», comprenait 35 points. Le premier stipulait «*l'observance stricte des Règlements, dans leur ensemble et sans dénaturation aucune*». C'était une réponse aux menaces de l'extérieur. La *Pétition* comprenait des principes et dispositions dont la matérialisation visait à remplacer le régime abusif des Règlements par un régime constitutionnel qui prévint le respect de la liberté individuelle, l'institution de la responsabilité des ministres et des officiers publics, la réorganisation de l'instruction «*sur une large base nationale*», la suppression de la censure, l'augmentation du prestige moral et social du clergé. On y envisageait la fondation d'une banque nationale et d'un tribunal de commerce, l'*amélioration urgente de la situation des paysans*, l'amnistie des détenus politiques. On récla-

maît également la suppression de l'assemblée, dont les membres étaient élus par abus et violences, et la constitution d'une nouvelle assemblée, qui fût une «*véritable représentation du peuple*», la constitution d'une garde civique.

Justifiant plus tard le caractère modéré des demandes formulées en mars, Mihail Kogălniceanu observait : «*manifestant du mécontentement contre les illégalités seules, elle (la Moldavie — n.d.l'a.) voulait se placer dans la légalité afin de pouvoir réaliser légalement d'autres améliorations plus importantes*»⁹. A l'avis de M. Drăghici, nombre de revendications, bien que modérées, «*portant préjudice à l'autorité de la Turquie, contrariaient le penchant de la Russie pour le protectorat*»¹⁰.

Le lendemain (28 mars/9 avril), des gens «*de toutes les conditions*» faisaient pèlerinage à la maison du logothète C. Sturdza, où s'était réunie la commission de rédaction du programme, pour signer le document. Les «*aspirations nationales*» y étaient copiées pour être rendues publiques. On avait adopté la décision d'organiser une grande assemblée populaire qui imposât la matérialisation des demandes, au cas où le voivode aurait refusé de sanctionner la *Pétition* et légaliser le mouvement. On n'a pas exclu l'éventualité de l'utilisation de mesures plus radicales. Cependant ces objectifs n'ont pas été matérialisés. Le mouvement a été brutalement réprimé; mais il allait comprendre tout l'espace roumain et devenir une véritable révolution nationale. Séparée par des frontières politiques arbitrairement imposées, la nation roumaine restait solidaire. Elle allait mettre à l'épreuve la force de son sentiment d'unité, sa capacité d'édifier un Etat national unitaire. La confiance en le destin de la Roumanie future était devenue inébranlable.

¹ Gheorghe Platon, *Revoluția — cale de realizare a progresului social și național al societății românești în epoca modernă*, in «*Lupta întregului popor*», 4 (14) I 1937, p. 32—35

² Anul 1848 în Principatele Române. Acte și documente, vol. I, p. 142—145, 171—172

³ G. Sion, *Suvenire contemporane*, București, 1888, p. 167

⁴ Anul revoluționar 1848 în Moldova. Documente, București, 1959, p. 290

⁵ G. Sion, op. cit., p. 171—177, 176.

⁶ Anul 1848 în Principatele Române. Acte și documente, vol. I, p. 168—169

⁷ Manolaki Drăghici, *Istoria Moldovei pe timp de 500 ani până în zilele noastre*, tom II, Iași, 1857, p. 208

⁸ Anul revoluționar 1848 în Moldova. Documente, vol. I, București, 1959, p. 176—179

⁹ Ibidem, vol. IV, p. 99

¹⁰ M. Drăghici, op. cit. p. 210.

«NOUS VOULONS NOUS UNIR AVEC LE PAYS»

par maître de conférence dr. LIVIU MAIOR

La révolution roumaine de 1848, déroulée en une parfaite synchronie avec les événements du continent européen, a été le résultat d'une longue évolution historique, l'expression du processus de développement de la société dans son ensemble, constituant un sommet dans l'expression, par le peuple tout entier, de ses aspirations nationales et sociales. Elle a été un signe de la maturité de la nation roumaine, car le développement de la conscience nationale a soulevé avec une force particulière le question de l'unité nationale, de la formation de l'Etat unitaire moderne, en dépit de la domination exercée sur les territoires roumains par les empires ottoman et habsbourgeois. «La révolution — souligne le camarade Nicolae Ceausescu — a exprimé le programme unitaire du peuple entier, programme dont l'objectif le plus impérieux était l'union de tous les Roumains entre les frontières du même Etat national, démocratique, moderne et indépendant».

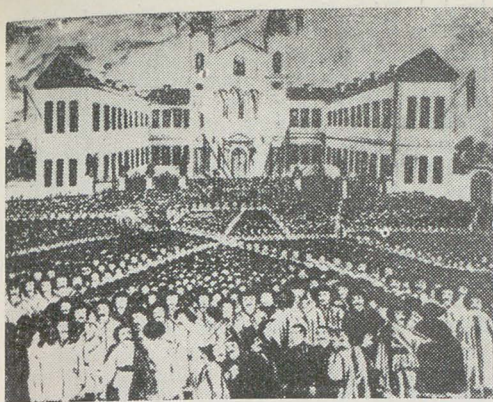
Déclenchée dans les conditions de l'aggravation des contradictions sociales et nationales en Transylvanie, la révolution de 1848 a été dirigée en premier lieu contre l'édifice féodal-absolutiste, visant à l'éliminer et à créer les conditions favorables au développement de la société dans une direction nouvelle. Les objectifs sociaux et nationaux de la révolution roumaine — la liquidation du servage et la reconnaissance de la nation roumaine — étaient étroitement liés, s'interconditionnant.

Stimulés par les puissants mouvements paysans, les dirigeants des Roumains commencent, dès la fin de mars et le début d'avril, à exposer leurs idées programmatiques concernant le règlement, par la voie révolutionnaire, des problèmes auxquels ils se trouvaient confrontés. Pendant la nuit du 24 au 25 mars 1848, Simion Bărnuțiu élabore le manifeste significativement intitulé *Provocation*. L'abolition du servage, la reconnaissance de la nation roumaine égale en droits avec les autres «nations» de Transylvanie, la convocation d'un congrès national roumain — tels sont les objectifs qu'il estime prioritaires dans cette phase de la révolution. Peu de temps après, étant donné

la réalisation d'un consensus entre les différents centres révolutionnaires et en vue d'élaborer la forme définitive du programme, on convoque, pour le 3/15 mai 1848, la Grande Assemblée Nationale de Blaj, destinée à être le Congrès national des Roumains de Transylvanie.

Une des principales raisons ayant présidé à la convocation de l'assemblée était celle liée à l'adoption d'une position solidaire envers les tendances qui se manifestaient parmi les révolutionnaires hongrois et la noblesse libérale; il s'agit notamment du plan de ceux-ci visant l'annexion de la Transylvanie à la Hongrie. La peur de voir la vieille terre roumaine de Transylvanie s'unir avec les principautés sœurs de Moldavie et de Valachie, de même que la crainte que la liquidation du régime fondé sur l'*Unio trium nationum* allait entraîner la perte de leur suprématie sociale et politique détermina les représentants de la noblesse à soutenir l'«union», ou, plus correctement, l'annexion de la principauté. Le refus de cette «union» par les Roumains, dès leurs premiers manifestes et proclamations, a apporté au premier plan la nécessité de convoquer une assemblée nationale roumaine. Outre le besoin impérieux de discuter le programme de la révolution dans un cadre large, on ressentait le manque d'un organe qui concentrât les forces dispersées des Roumains au moment décisif, et la formule unanimement acceptée fut celle de la Grande Assemblée Nationale.

En dépit des mesures prises par les autorités de la principauté, trois jours avant le terme fixé des dizaines de milliers de paysans, de tous les coins de la Transylvanie, se mettent en route vers la ville située sur la rivière Tirnava. La veille, le 2 mai, dans la cathédrale de Blaj se tient une réunion restreinte, à laquelle participent aussi des révolutionnaires moldaves, obligés de quitter leur pays après la répression de la révolution de mars. Prenant la parole, Simion Bărnuțiu proclame, une vaste documentation à l'appui, le désir des Roumains d'obtenir leurs droits nationaux légitimes, sans porter préjudice aux autres nationalités: «La nation roumaine fait savoir aux nations coha-



bitantes que, voulant se constituer et s'organiser sur une base nationale, elle ne nourrisse pas de pensée hostile à d'autres nations et reconnait le même droit pour toutes». Bărnuțiu a développé ensuite l'idée fondamentale de la priorité du problème de la constitution des Roumains en une nation politique indépendante et de la reconnaissance des droits collectifs de la nation. Il a rejeté l'idée de l'«union» de la Transylvanie avec la Hongrie, se fondant sur l'analyse des rapports séculaires entre la classe dominante magyare et les masses populaires roumaines. Son principal argument était néanmoins, selon l'exemple de ses prédécesseurs, le caractère roumain majoritaire de la population de Transylvanie. Un État unitaire magyar dans ses limites historiques médiévales — constatait-il — aurait réduit la nation roumaine au rôle de minorité et toutes les décisions ultérieures concernant la structure sociale, politique, de même que le développement culturel auraient été prises sans que les représentants de la nation roumaine en puissent influencer le contenu.

Le lendemain, 3/15 mai 1848, dans une atmosphère de haut patriotisme et d'esprit révolutionnaire, en présence de plus de 40 000 participants, s'ouvrait la Grande Assemblée Nationale, la première manifestation de ce genre de la tourmentée histoire des Roumains, produit de la volonté de liberté nationale et sociale qui animait les masses populaires entrées sur la scène de l'histoire

avec un élan sans précédent. Les dizaines de milliers de paysans écoutaient avec ravissement les paroles des tribuns, qui venaient à la rencontre de leurs aspirations séculaires. «Ce jour attendu par des milliers de gens assoiffés de liberté comme le jour de la rédemption et par de nombreux autres craint, se leva» — écrivait-on dans l'«*Organul national*», et un participant magyar, Meszaros Károly, laissait une impressionnante description de l'assemblée : «Quant à l'aspect extérieur de cette grandiose assemblée populaire, l'Europe n'a pas encore vu quelque chose de pareil».

Le protocole de la Grande Assemblée Nationale de Blaj

Chimborci generalu ar. latine (Romane) din Blana
albanic, care au terminat la Blasiu in anul
dominus 1898. H. 15

[illegible][illegible]

3) Consuetudo ad ordinare res libere.
 Consuetudo de locis vobis ubi in adu nati repa-
 cetur dicitur creditur a huius officio huius in res ho-
 tu a huius maiore in huius dicitur p[ro]prietate
 nati p[ro]prietate a nati nec remanet dicitur huius
 p[ro]prietate a huius lib[er]tate, casu huius si p[ro]prietate
 p[ro]prietate a huius in huius tempore cetera
 dicitur a huius in huius in huius

et des manifestations antionianistes faites par d'énormes masses». Ces déclarations étaient bien naturelles, car elles étaient une réaction des masses populaires, qui aspiraient à l'union avec leurs frères d'outre-Carpates. De ce point de vue, la Grande Assemblée Nationale a constitué un moment de référence dans la lutte pour l'unité nationale, une manifestation sans précédent de la puissante conscience nationale. Bălcescu, se rendant promptement compte de l'atmosphère et de la profonde signification de l'assemblée de Blaj, s'empressait d'écrire à un ami que dans la ville sise sur la Tîrnava, les dizaines de milliers de paysans prononçaient les paroles magiques «Nous voulons nous unir avec le Pays». Ces paroles simples marquaient en même temps la réaction générale envers les plans de la noblesse hongroise d'annexer la Transylvanie à la Hongrie.

De retour dans leurs villages, les milliers de participants portent avec eux la pensée, ouvertement avouée sur le Champ de la Liberté. À Mădăraşul de Cîmpie, parlant aux paysans, le prêtre leur dévoilait la signification profonde de l'Assemblée, qu'il se sentait obligé de faire connaître à ceux qui avaient attendu à la maison le retour de leurs représentants. «La Transylvanie n'est plus désormais la Transylvanie; c'est la Roumanie». Les rapports des autorités se réfèrent eux aussi à cet aspect, qui les met en alerte. Envoyé en Transylvanie, le baron S. Perenyi reçoit de la part du ministre de l'Intérieur des instructions découlant des informations fournies par les autorités de la principauté: «Il convient d'attacher une attention particulière à l'orientation des Roumains vers la Valachie, vers les principautés du bas Danube. C'est ce qu'on devait défendre à nos Roumains». D'ailleurs, les envoyés du gouvernement de Transylvanie à la Grande Assemblée Nationale, chargés d'en surveiller le déroulement, faisaient remarquer l'ample manifestation de l'idée d'unité nationale. Iakob Elek, rapportant au ministre de l'Intérieur sur les problèmes débattus au cours des trois jours, apporte au premier plan les fréquentes références des orateurs à l'«Empire dace et à sa gloire», les considérant à juste titre comme des allusions ouvertes des Roumains à la reconstitution de l'unité de la terre ancestrale. Le même fin observateur concrétise les affirmations ci-dessus mentionnées en montrant que Bănuţiu et Laurian, «désirent l'union de la Valachie, de la Moldavie et de la Transylvanie en vue de restaurer l'ancienne Dacie». Un autre participant à l'Assemblée, le professeur Carol Szász d'Aiud, complétait les informations de son collègue en écrivant inquiet au premier ministre de Hongrie que ceux qui étaient présents à Blaj rêvaient «à l'union en un seul État (la Nouvelle Dacie) de la Valachie, de la Moldavie, de la Bucovine, de même que des parties de Hongrie voisines de la Transylvanie. Ils rêvent à une Transylvanie roumaine». Quelques jours plus

tard, le 24 mai, un jeune intellectuel revenant de Blaj dans son village, Birghiş, parle aux paysans de l'union: «Il a affirmé — relate le juge nobiliaire — dans plusieurs endroits que les Roumains de Transylvanie veulent s'unir avec la Valachie et la Moldavie».

La Grande Assemblée Nationale de Blaj a également constitué un moment remarquable de la solidarité révolutionnaire roumaine, solidarité engendrée par l'idée de l'unité étatique. Les autorités autrichiennes et hongroises, avant comme après l'assemblée, signalent la présence de tous ceux qui soutenaient la reconstitution de l'«Empire dace», des Roumains des Principautés qui participaient activement aux événements de Transylvanie. Ainsi, la veille du 3/15 mai, Constantin Roman revient en Transylvanie accompagné par le jeune Kalinderu, pour participer à la Grande Assemblée Nationale. De Braşov, Michael Maurer informe le gouvernement sur une réunion qui s'est tenue dans la ville et à laquelle le jeune révolutionnaire, proche ami de N. Bălcescu, a pris la parole: «C'est lui justement qui a publiquement parlé du rétablissement de la Dacie dans son ancien état». Les révolutionnaires roumains de Moldavie, obligés de quitter leur pays à la fin de mars, sont eux aussi venus à Blaj. Ce qu'ils voient sur le Champ de la Liberté laisse des traces ineffaçables dans leur conscience. Alecu Russo, témoin oculaire de l'assemblée, écrivait: «Sur un vaste champ, quarante mille Roumains écoutent, sous les plis d'un drapeau tricolore, les paroles des intellectuels Transylvains. Moldaves et Valaques, exilés à cause des troubles des Pays, considéraient avec des battements de cœur l'assemblée rangée par groupes, selon les villages et les régions d'où les gens étaient venus, un peuple entier, portant le même costume et parlant la même langue que notre peuple». Et Gheorghe Sion affirmait: «L'histoire des Roumains, avec les souffrances du passé et du présent, les droits nationaux, l'amour de la patrie, la fierté du peuple roumain — c'étaient là les principaux thèmes abordés par les orateurs».

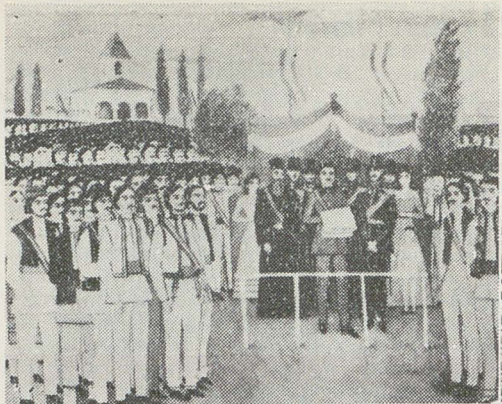
La Grande Assemblée Nationale de Blaj a été la manifestation de la conscience de l'unité du peuple roumain la plus importante de toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors. La participation des Roumains de Moldavie Gh. Sion, Alecu Russo, Ioan Cusius, Teodor Moldovan, de Dimitrie Brătianu et d'autres encore font de cet événement le moment de début de toute la révolution roumaine de 1848. Elle a constitué par les décisions prises, par son écho populaire, un point crucial dans l'histoire des Roumains de Transylvanie, de même que dans l'histoire du peuple roumain en général. L'assemblée de Blaj a marqué en même temps l'affirmation résolue des Roumains dans l'arène de l'histoire en tant que nation indépendante, décidés de défendre au prix de leur vie leur entité nationale, leur désir ardent de liberté et d'unité.

L'HISTORIQUE PROCLAMATION, VÉRITABLE CONSTITUTION DU PAYS

par maître de conférence dr IULIAN CĂRȚĂNĂ

La révolution roumaine de 1848 s'inscrit avec ses notes spécifiques dans le grand mouvement européen qui visait le renoncement aux structures anachroniques en faveur d'une évolution qui visait le progrès matériel, la démocratisation sociale et des relations internationales ainsi que l'affirmation de la souveraineté nationale. Le programme révolutionnaire roumain, considéré comme une émanation de la nation roumaine toute entière — et ce en dépit des frontières politiques artificielles qui la divisaient au milieu du siècle dernier —, se trouve exprimé explicitement, au niveau de ses principes, dans la proclamation rendue à Islaz le 9/21 juin 1848, document qui, comme le souligne le président Nicolae Ceaușescu, «allait devenir, en fait, pendant toute la durée de la révolution, la Constitution même du pays»¹. La proclamation d'Islaz polarisait les aspirations d'une nouvelle génération en tant que représentante de toute la nation. Le 13/25 juin, Nicolae Bălcescu faisait savoir aux consulats étrangers à Bucarest que, en vertu du droit à l'administration intérieure indépendante, une nouvelle Constitution avait été proclamée, profondément attachée aux intérêts intérieurs du pays. Le révolutionnaire roumain notifiait que : «J'aurai bientôt l'honneur de vous communiquer les bases de cette Constitution selon laquelle se gouvernera dorénavant la Valachie»². Environ un mois plus tard, le même démocrate révolutionnaire écrivait à Ion Ghica, lequel se trouvait alors en mission à Constantinople, dans les termes suivants : «Travaillez activement afin d'assurer la reconnaissance de la Constitution. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions sauver la Révolution et triompher de la réaction»³. Il appert l'autorité que les révolutionnaires roumains conféraient à l'acte du 9/21 juin 1848, lequel devait recevoir une confirmation sur le plan du droit politique international.

Le processus d'élaboration de l'acte du 9/21 juin 1848, fut — et il en est toujours ainsi quand il s'agit d'un document destiné à engager un pays entier dans une effervescence créatrice dont on ne saurait prévoir avec exactitude la durée — difficile et, en même temps, caractéristique pour tous les États révolutionnaires de 1848. L'idéologie révolutionnaire bourgeoise était une réalité — bien que diffuse et, évidemment, loin d'être uniforme — et se confondait avec un état d'esprit qui anticipait les grandes transformations. À la veille du déclenchement de la révolution en Valachie, dans ce pays roumain se manifestait le rayonnement de deux noyaux révolutionnaire susceptibles à amorcer, sur les plans théorique et pratique, le mouvement : celui de Paris et celui de Bucarest même. En effet, le 8/20 mars 1848, à Paris — ville qui était devenu un centre du mouvement révolutionnaire à l'échelle internationale sans en être pourtant devenue une autorité directrice⁴ — les révolutionnaires roumains qui s'y trouvaient à ce moment-là se réunissaient, sur l'initiative de Nicolae Bălcescu, afin d'élaborer le programme de la révolution. Sur les instances de N. Bălcescu, l'on y inclut la solution du problème agraire par l'attribution de terres aux paysans dans les conditions du dédommagement des anciens propriétaires des terres respectives. À cette réunion participaient des révolutionnaires de deux pays roumains — Valachie et Moldavie —, ce qui atteste éloquentement le caractère unitaire de la révolution roumaine de 1848⁵. Le programme adopté le 8/20 mars 1848, par ses prévisions essentielles, anticipait la Proclamation d'Islaz⁶. Après cet événement, les révolutionnaires roumains qui se trouvaient dans la capitale de la France décidèrent de retourner au pays afin d'organiser et de déclencher la révolution. Chemin faisant, ils allaient traverser des États où la révolution battait son plein :



La „Proclamation d'Islaz“ (peinture d'Alexandru Tipoiu)

c'était comme une symbolique marche de la révolution vers le Sud-Est de l'Europe.

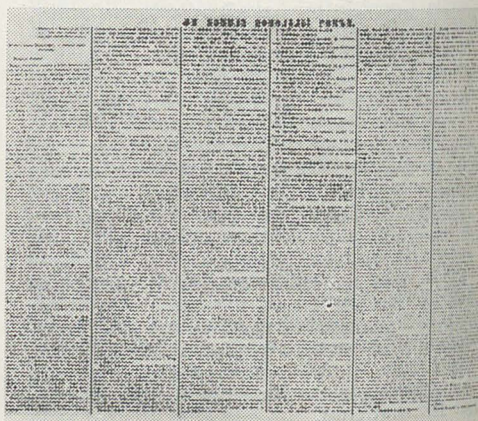
La situation à Bucarest pouvait être qualifiée, compte tenu de tous les symptômes de la vie socio-politique, de révolutionnaire. Le leader incontesté de l'opposition à l'ordre politique en place — celui du «Règlement organique» —, reconnu en tant que tel par les contemporains, roumains et étrangers, y était Ion Heliade Rădulescu. Personnalité capable de gestes susceptibles de susciter l'adhésion spontanée des masses, celui-ci ne pouvait pas ignorer le souffle novateur qui animait l'Europe sans risquer de voir ainsi annulée une oeuvre qu'il avait édifiée au cours de plusieurs décennies. Adversaire implacable du protectorat de la Russie sur la Valachie, Heliade avait, déjà en 1844, imprimé et fait circuler sur des feuilles volantes la satire «*L'Eglantier et les fleurs*», où il se référait à la concession de l'exploitation du sous-sol de la Valachie au sujet russe Trandafiloff. Au printemps de 1848, Heliade commença à publier dans le journal „Curierul român“ („Le courrier roumain“) des nouvelles sur la révolution en Europe, ce qui ne manquait pas d'inquiéter les autorités du régime du «Règlement organique». Sans aucun doute, Heliade agissait en vue du déclenchement de la révolution dès avant le retour du groupe de révolutionnaires roumains de Paris. Ceci était signalé par le commissaire russe Duhamel, qui avait sollicité le prince régnant Gheorghe Bibescu de disposer la relégation d'Heliade, mais n'avait obtenu que la suspension de la parution du journal édité par celui-ci (le 19 avril/1er mai 1848)⁷. Cependant, le succès de la révolution ne pouvait découler que d'une collaboration entre les démocrates-révolutionnaires (N. Bălcescu) et les libéraux modérés (groupés autour d'Heliade). La conciliation survint en mai 1848 et le comité révolutionnaire formé des représentants de toutes les tendances révo-

lutionnaires a concerté ses actions en vue du déclenchement de la révolution. L'élaboration de la Proclamation d'Islaz allait donner lieu, dans cette période-là même, ainsi qu'ultérieurement, à la manifestation de positions partisans. Ion Ghica soutenait que la rédaction du programme avait été l'oeuvre de Bălcescu, qui avait fait insérer l'article 13 comme une solution au problème social, expression concentrée de la révolution de 1848 dans son ensemble⁸. Vers 1848, Heliade affirmait que «*cette Constitution était mon oeuvre*». En fait, les 22 points du document furent le résultat de la délibération collective du comité révolutionnaire, issu des débats et comportant des concessions réciproques en vue d'assurer l'unité des révolutionnaires. Et, en effet, la rédaction de la partie introductive de la Proclamation, la tâche de formuler les articles et d'écrire les invocations finales furent confiées à Heliade, lequel inclut ses idées, dans son style pathétique, très personnel⁹.

Le 9/21 juin, à Islaz, dans le cadre d'un grand rassemblement populaire, Heliade lit la proclamation. Ce moment constitue le commencement de la révolution en Valachie. Ce document, présenté comme une émanation de la souveraineté du peuple, représentait aussi la base constitutionnelle qui allait orienter l'activité du gouvernement révolutionnaire de juin à septembre 1848, même si, vu les circonstances extérieures, ses stipulations ne furent pas intégralement réalisées. Son caractère de véritable *Constitution* découlait de la forme de son adoption — dans le cadre d'assemblées populaires, par la voie plébiscitaire — ainsi que du fait que, le 11/23 juin 1848, il fut sanctionné par le chef de l'Etat, Gheorghe Bibescu¹⁰.

Le document du 9/21 juin représente un acte unique, que l'on doit analyser en tant

„Au nom du peuple roumain“ — la proclamation d'Islaz apparue dans une publication contemporaine



que tel, sans minimiser les commentaires et les compléments de Heliade en faveur de la récapitulation ; aussi le manque de systématisation n'y est-il qu'apparent, car l'enjeu politique du moment réclamait des formulations qui peuvent sembler prolixes ou contradictoires. Dans le contexte historique de l'époque, la Constitution affirmait la dignité nationale et la nécessité de l'émancipation politique, des principes fondamentaux bourgeois-démocratiques relatifs aux droits de l'homme et du citoyen, des stipulations de nature administrative-constitutionnelle, qui conduisaient à une organisation bourgeoise-démocratique de l'Etat. Les compléments opérés par Heliade peuvent dérouter par l'appel réitéré qui y est fait à la tradition et au passé, glorifié, du pays. En effet, telle était la conception de Heliade sur la révolution, qu'il concevait comme une restauration, comme un mouvement lent, continu, qui réunit les suffrages et l'adhésion de toutes les classes sociales¹¹. Si l'on fait abstraction de cette justification utopiste, on remarque le caractère bourgeois-démocratique du document dans son ensemble. En effet, celui-ci consacre des principes et des normes relatives au développement des nouvelles relations capitalistes et à l'adoption du système bourgeois d'organisation de l'Etat, mettant, en même temps, en évidence la volonté de la nation de se libérer du régime féodal et de la domination étrangère¹².

L'objectif fondamental de la révolution en Valachie consistait dans l'abolition du protectorat exercé par la Russie ; à l'atteinte de cet objectif étaient consacrés plusieurs paragraphes et plusieurs stipulations de la Constitution du 9/21 juin 1848¹³. On proclamait le droit du pays à l'autonomie totale, à l'indépendance législative. Or, ces attributs avaient été gravement amputés par l'imposition du Règlement organique, puis dramatiquement restreints par l'article additionnel de 1838, lequel interdisait toute initiative intérieure de modification constitutionnelle. Le texte du préambule de la proclamation est explicite en ce sens : «Le peuple roumain rejette un Règlement qui est contraire à ses droits législatifs et contraire aux traités qui reconnaissent à ce peuple l'autonomie. Ce rejet est conforme aux intérêts mêmes de la Porte, laquelle sera appelée, avec la France, l'Allemagne et l'Angleterre, à arbitrer, car c'est auprès de ces puissances que le peuple roumain réclame justice et assistance face à toute oppression qui serait perpétuée à son égard»¹⁴. Le document énonçait l'idée de la garantie collective des grandes puissances. Le fait que les révolutionnaires s'orientaient vers l'Empire ottoman était clair, aussi bien au

niveau des déclarations qu'à celui des actions diplomatiques. Ce choix était rendu nécessaire par la conjoncture, et les révolutionnaires avaient déjà l'intuition d'un fait qui n'allait se manifester clairement que plusieurs années plus tard, à savoir du fait que les puissances occidentales prétaient leur soutien à la Porte. C'est dans le même ordre d'idée que se situait le passage suivant : «Le peuple roumain, vu ses interruptions de relations avec la Porte, notamment depuis 1828, vu que son représentant à Constantinople est un étranger, réclame l'établissement de relations directes avec la Sublime-Porte et la nomination d'un Roumain comme représentant à Constantinople»¹⁵. La question de la sécularisation des monastères qui dépendaient du Mont Athos (mesure prévue par l'article 12 et développée dans le préambule) relevait certes de raisons financières, mais aussi — et peut-être en premier lieu — de raisons politiques et nationales. La question n'était pas inédite, mais cette fois-ci l'on y apportait une solution tranchante. La présence du clergé grec en Valachie et en Moldavie servait souvent de prétexte à la puissance protectrice pour des interventions discrétionnaires dans les affaires intérieures roumaines. Cela étant, dès 1823 l'on avait décidé d'évincer les prieurs grecs des monastères des pays roumains, mesure à laquelle l'on avait cependant renoncé quatre ans plus tard. En 1843, la Russie imposa, par le mémorandum de Buyukdere l'exemption des monastères affiliés au Mont Athos de leur obligation de verser certaines sommes à l'Etat¹⁶ ; aussi l'acte d'Alexandru Ioan Cuza, en 1863, allait-il être un acte d'exercice de la souveraineté nationale. Dans la seconde partie du document d'Islaz, l'on adressait un appel énergique contre une intervention de la puissance protectrice et l'on déclarait, à titre préventif : «Nous ne réclamons que nos droits et protestons de manière anticipée, auprès de la Sublime-Porte, de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, contre toute invasion éventuelle de notre territoire, qui porterait atteinte à notre bonheur et à notre indépendance intérieure»¹⁷. Par ailleurs, les révolutionnaires roumains ne surenchéraient pas sur une intervention étrangère favorable à la défense de la révolution et avertissaient que, en cas d'agression, les Roumains étant «une nation de plus de 8 millions d'âmes, en cas d'agression venue de l'extérieur et qui menacerait nos libertés, chacun saura défendre son foyer»¹⁸. Les fréquentes références à la solidarité sociale, à l'élimination, de manière consciente, des antagonismes sociaux, étaient certes tributaires d'une conception propre de l'époque, laquelle n'acceptait pas la lutte

des classes à une époque de résurrection nationale. Cette position était, évidemment, fausse, mais il ne faut pas mésestimer pour autant le thème de la solidarité nationale face à une intervention agressive étrangère, intervention qui eût d'ailleurs compté justement avec les divergences d'ordre social susceptibles de subminer la solidarité révolutionnaire.

La question agraire occupait une place importante dans les débats des révolutionnaires et a trouvé son reflet, sous une forme succincte, dans le fameux article 13 (*«émancipation des paysans corvéables, qui deviennent propriétaires par le rachat des terres qui leurs sont attribuées»*), mais aussi dans le préambule : «Les paysans, nommés „véritables fils de la patrie“ demandent une parcelle de terre suffisante afin d'assurer la subsistance de leur famille et de leurs bête de somme et de labour, parcelle qu'ils ont rachetée par tant de siècles de labeur, où ils ont sué sang et eau. Ils l'exigent, et la patrie la leur donne.»¹⁹ Le langage inspiré, la mention explicite de la notion de patrie en tant qu'entité suprême qui bénéficie des résultats des actions collectives et individuelles afin de les attribuer, selon les principes de la justice, aux membres de la société, attestent des préoccupations cohérentes, exemptes de toute ambiguïté, à l'égard de règlement des problèmes sociaux. On est en droit de supposer que, en dépit des divergences qui se manifestaient dans les rangs des révolutionnaires à l'égard de la question agraire²⁰ — question cruciale pour la société roumaine de l'époque, société à prépondérance rurale —, une solution adéquate eût été trouvée, car l'évidence de la nécessité d'un règlement équitable des rapports agraires était déjà un bien acquis pour la mentalité de tous les membres de la société. Il est difficile de supposer qu'une formulation telle que *«La corvée, mais aussi l'infâme servage, sont abolis, la prestation en nature est supprimée, le villageois sans terres devient propriétaire»*²¹ fût restée une simple abstraction.

La Constitution proclamée à Islaz jetait les bases d'un système représentatif. La forme d'Etat préconisée était rigoureusement républicaine. Aux termes de l'article 5, le *domn* (mot qu'on peut traduire par «voïvode», «prince régnant» ou «hospodar», et qui était conservé pour des raisons de tradition, tel ayant été le terme qui désignait le chef de l'Etat) devait devenir un fonctionnaire responsable, élu pour un mandat de 5 ans, l'éligibilité pour cette fonction étant étendue à toutes les classes («états») de la société (bien que les révolutionnaires, indubitablement, pensaient à la bourgeoisie, non pas à la paysannerie, quand ils prévoyaient l'extension de cette éligibilité). Au sujet de l'élection du chef de l'Etat, l'on affirmait

que *«le peuple, ayant le droit souverain pourra investir de ce titre quiconque il jugera apte à l'exercice de cet office et pour une période qui lui semblera la plus adéquate.»*²² On envisageait la réduction de la liste civile, ce afin d'assurer que l'élu du peuple ne disposerait pas des moyens nécessaires afin de corrompre l'électorat. La conception profondément démocratique sur le *domn* (prince régnant ou chef de l'Etat) était explicitement soulignée par la suivante précision : *«Le DOMN este un citoyen élu à cette fonction, et, une fois son mandat expiré, il redevient un simple citoyen fils de la patrie»*. L'appel adressé à Gheorghe Bibescu, qui visait une légalisation de la révolution, l'enjoignait à accepter une transformation de son office en une fonction exécutive du type républicain : *«Le moment est venu pour vous de démontrer que vous avez été et êtes roumain, le moment est venu de désavouer ce que vous avez fait par le passé et de ne pas laisser à vos fils un nom maculé»*²³. Le pouvoir législatif était confié à une assemblée, laquelle allait s'occuper des affaires courantes qui lui incombait ; à cette stipulation s'ajoutait une autre, qui institutionnalisait une pratique originale : l'élection, tous les quinze ans, d'une assemblée constituante ayant pour tâche d'introduire dans la Constitution les réformes réclamées par l'évolution de la situation socio-politique durant l'intervalle passé depuis les travaux de l'assemblée constituante précédente. Cette «amélioration» de l'action constitutionnelle est dicutable.

Le domaine, très important, des droits de l'homme et du citoyen était bien représenté, aussi bien dans la récapitulation que dans le préambule, où étaient proclamées toute une série de règles et mesures relatives à la liberté : liberté de la presse, liberté d'expression, des réunions et assemblées, liberté électorale («élections larges, libres, justes»), liberté de s'instruire doublée de la garantie de l'égalité entre les sexes quant à l'accès à l'instruction publique. L'idée de la liberté était explicitement exprimée par la formule suivante : *«Le peuple, décrétant les droits civils et politiques qui furent depuis toujours propres au citoyen, déclare que tout Roumain est libre»*²⁴. En tant que membre de la garde nationale qui devait être créée, tout citoyen roumain devenait *«un garant des libertés publiques»*. La liberté était conçue comme indissolublement liée au principe de l'égalité, exprimé, entre autres, par le syntagme suivant : *«les mêmes droits civils et politiques pour tous les Roumains»*²⁵. Les stipulations relatives à l'abolition de l'esclavage²⁶, à l'émancipation des Juifs, à l'octroi des droits politiques à tous les citoyens, quelle qu'en fût la confession religieuse, la suppression des titres nobiliaires qui n'exprimaient pas une charge détenue effective-

ment par celui qui les portait (cette mesure n'allait être réalisée définitivement que par la Convention de Paris, en 1858 — n.d.l.a.) exprimaient l'abolition des privilèges et des inégalités. Le même principe présidait à la formulation des mesures d'ordre fiscal : «*la justice ne permet pas que seuls les pauvres contribuent aux charges fiscales de l'Etat et les riches en soient exemptés. Cela étant, est décrétée la contribution générale, proportionnelle au revenu de chacun*»²⁷. Ainsi, la généralisation de la qualité de contribuable était complétée de l'idée de l'impôt progressif, conception démocratique, qui engageait sur un plan plus ample le souci d'instaurer la justice sociale, d'humaniser les rapports entre les membres de la société. L'abolition des punitions corporelles et de la peine de mort figuraient également dans le document, relevant du même souci d'humanité (Le code d'instruction et de procédure criminelle de 1851 allait maintenir la peine capitale, mais son application était très limitée). Les questions relevant de l'instruction publique étaient traitées d'une manière attentive et détaillée dans la Constitution du 9/21 juin 1848. D'une part, comme nous l'avons déjà mentionné, y est énoncé le principe de l'égalité («*L'instruction est pour tous égale, progressive, intégrale*»), et, d'autre part, l'on y accorde une importance particulière à l'organisation du système d'enseignement pour ce qui était d'assurer une éducation nationale, attachée aux idéaux révolutionnaires, que seuls des citoyens politiquement engagés et instruits pouvaient accomplir. Le document d'Islaz condamnait le renoncement à l'enseignement disposé dans la langue nationale, c'est-à-dire en roumain : ceci se référerait à une mesure, à ce moment-là, tout récente, car datant de 1847, et consistant dans l'introduction, en Valachie comme en Moldavie, de la langue française — au lieu de la langue roumaine — comme langue utilisée dans les écoles, ce qui visait à former une élite qui fût fidèle à l'autorité de l'époque. Sans doute, tous les révolutionnaires étaient d'accord sur ce point, mais il faut voir, dans son introduction dans le document d'Islaz un fruit des instances de Heliade — qui allait être, en 1867, président de l'Académie roumaine —, dont le credo patriotique comportait l'idée que le soin de cultiver la langue nationale constituait un facteur fondamental pour la nationalité roumaine.

Jetant les bases d'une société de la justice, de l'égalité et de la fraternité, d'une société qui, théoriquement, offrait des chances égales à tous les citoyens, la Constitution bourgeoise-démocratique du 9/21 juin 1848 reflétait l'affirmation d'une option nationale en faveur du progrès, de l'indépendance, de la création d'un Etat unitaire, moderne.

¹ Nicolae Ceaușescu România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 8. Editura politică, Bucurest, 1973, p. 599.

² Nicolae Bălcescu, Opere, vol. IV (correspondance), édition critique éditée par Gheorghe Zane, Bucurest, 1964, p. 88.

³ Ibidem, p. 99

⁴ Felix Ponteil, op. cit., p. 81—82.

⁵ Pour ce qui est de la modalité de traiter de manière unitaire la révolution roumaine de 1848, v. Dan Berindei, 1848 în Țările Române, Bucurest, 1984 et Gheorghe Platon, Istoria modernă a României, Bucurest, 1985, pp. 114—142.

⁶ Valeriu Sotropa, Proiectele de constituție, programele de reforme și petițiile de drepturi din Țările Române în secolul al XVIII-lea și prima jumătate a secolului al XIX-lea, Bucurest, 1976, p. 138.

⁷ Mircea Anghelescu, Ion Heliade Rădulescu, Bucurest, 1986, p. 208—209.

⁸ Dan Berindei, Pe urmele lui Nicolae Bălcescu, Bucurest 1984, p. 153

⁹ Grigore Țugu, Ion Heliade Rădulescu, îndrumătorul cultural și scriitorul, Bucurest, 1984, p. 42.

¹⁰ Ion Vintu, en Istoria dreptului românesc, Bucurest, 1984, vol. II, première partie, pp. 136—138, quant à la nature d'acte constitutionnel, déclaration des droits et Constitution du document d'Islaz. Un analyste avisé de ce document. Valeriu Sotropa, le considère comme un acte complexe, ayant une triple nature : de programme politique, de déclaration des droits et de projet de Constitution (Valeriu Sotropa, op. cit., p. 188).

¹¹ Des considérations fondamentales pour ce qui est de comprendre la personnalité complexe de Ion Heliade Rădulescu, chez Gh. Zane, Bălcescu. Opera. Omul. Epoca. Bucurest, 1975, pp. 316—321.

¹² Pop Teodor Leon, Constituțiile României, Bucurest, 1984, p. 17.

¹³ Anastasie Iordache, Apostol Stan, Apărarea autonomiei Principatelor Române, 1821—1859, Bucurest, 1987, pp. 113—114.

¹⁴ Anul 1848 în Principatele Române, 1902, tome I, p. 491

¹⁵ Ibidem, p. 495

¹⁶ Mircea Păcurariu, Istoria Bisericii Ortodoxe Române, Bucurest, 1981, vol. 3, pp. 116—117.

¹⁷ Anul 1848 în Principatele Române, p. 500

¹⁸ Ibidem

¹⁹ Ibidem, p. 493

²⁰ Au sujet des tribulations de Heliade sur cette question, v. Vasile Maciu, Ion Heliade Rădulescu în revoluția română de la 1848 en Studii și articole de istorie, XXXVIII/1978, pp. 45—57, Mircea Anghelcu, op. cit., En exil, C. A. Rosetti plaçait pour l'abolition de la propriété ; cette position était critiquée par N. Bălcescu, lequel avait l'opinion la plus juste sur la question agraire.

²¹ Anul 1848 în principatele române, p. 493.

²² Ibidem

²³ Ibidem, p. 499

²⁴ Ibidem, p. 495

²⁵ Ibidem, p. 491

²⁶ Ce desideratum n'allait être accompli que le 8/20 février 1856, quand Barbu Știrbei a promulgué l'abolition de l'esclavage des Tziganes, les propriétaires étant dédommagés de 10 ducats pour chaque esclave affranchi (Cornel I. Scafeș, Vladimir Zodian Barbu Știrbei, București, 1981, p. 94).

²⁷ Anul 1848 în Principatele Române, p. 491

L'ARMÉE ROUMAINE DÉFEND LA RÉVOLUTION

par le colonel **GHEORGHE TUDOR**
docteur en histoire

La clé de voûte de l'entendement des options de l'armée et de son comportement pendant la révolution de 1848 se trouve dans la caractérisation d'une inestimable importance théorique-méthodologique faite par le secrétaire général du Parti Communiste Roumain le camarade Nicolae Ceaușescu : «**Comme un fil rouge passent par toute l'histoire de notre patrie le lien étroit de l'armée avec le peuple du sein duquel elle est née, son identification avec les idéaux de liberté, de justice et d'indépendance des larges masses populaires, la détermination inébranlable de défendre la terre ancestrale, le droit du peuple d'édifier sa vie telle qu'il la désire.**».

Le rôle et la mission de l'armée étaient directement liés au programme de la révolution de 1848. Un regard rétrospectif, facilité par le vaste appareil scientifique dont nous disposons aujourd'hui, fait ressortir le fait que, dans son avance ininterrompue sur la voie du progrès et de la civilisation moderne, le peuple roumain devait résoudre trois objectifs dont l'impact s'avérait décisif sur son avenir : liquider les relations féodales afin d'ouvrir un champ plus large au développement des forces productives ; réaliser l'union de toutes les provinces roumaines en un seul État centralisé puissant ; obtenir l'indépendance complète, comme une condition *sine qua non* de la marche en avant de la société roumaine, en pleine maturité à l'âge moderne.

Certes, les trois objectifs devaient être envisagés dans une vision et une unité corrélatives, dans un rapport d'interconditionnement, car sans la liberté intérieure il ne pouvait pas exister de liberté extérieure et vice versa. En ce sens, Nicolae Bălcescu soulignait que «la liberté de l'intérieur (...) ne saurait être obtenue sans la liberté du dehors». A son tour, Alecu Russo exprimait la même corrélation de la manière suivante : «La liberté est double : celle de l'intérieur et celle du dehors... elles sont sœurs et ne peuvent pas vivre l'une sans l'autre». Les vagues de la révolution roumaine se heurtaient ainsi puissamment à deux fronts : celui intérieur, représenté par les forces intéressées au maintien du *statu quo* socio-économique, et le front extérieur, exprimé par les intérêts des grands empires limitrophes. L'expérience historique a d'ail-

leurs prouvé que l'accession du peuple roumain à la modernité, dont le commencement est marqué par la révolution de Horea, Cloșca et Crișan et, en un sens plus large, par l'union de 1600, sous l'aspect de Michel le Brave, a été systématiquement empêchée, sans pouvoir être, pour autant, arrêtée, par l'intervention brutale des armées de ces empires.

Voilà pourquoi, considérés de la perspective de notre front historiographique, le contenu et le message des programmes de la révolution de 1848, qu'il s'agisse de celui de Blaj ou bien de ceux de Iași et de Islaz, nous apparaissent comme d'authentiques «déclarations de guerre» faites par les forces politiques les plus avancées du moment historique respectif en vue de liquider l'ancien ordre féodal et de moderniser continuellement la société roumaine. En même temps, la révolution de 1848 avait un profond caractère de libération nationale. Le contenu extrêmement riche de l'interconnexion dialectique entre les objectifs de la révolution déterminait au plus haut degré le rôle de l'armée dans le déclenchement et le déroulement avec succès de la révolution.

Optant, rien qu'une trentaine d'années après la révolution de 1821, pour la même voie, afin d'accélérer le processus de libération nationale et sociale, d'avancement plus rapide sur la voie de la civilisation moderne, le peuple roumain a parfaitement compris que dans les conditions historiques complexes données, déterminées surtout par le voisinage des empires militaristes et réactionnaires — ottoman, des Habsbourg et russe — prêts à tout moment à étouffer tout mouvement progressiste, la lutte armée était l'unique voie pour obtenir la victoire.

La pluralité des sources historiques dévoilent les modalités et les formes par lesquelles l'armée a défendu la révolution de 1848 en tant qu'acte souverain et pleinement légitime du peuple roumain, destiné à lui ouvrir de nouvelles perspectives sur la voie de l'affirmation toujours plus puissante dans le concert des nations du monde.

Sous rapport typologique, la défense armée de la révolution de 1848 ne se soumet pas aux canons connus et amplement abordés dans la littérature de spécialité. Elle a été une conséquence naturelle du fait que, étant



Le général Christian Tell, ministre de l'armée dans le gouvernement révolutionnaire de 1848 de Bucarest

appelée à soutenir un idéal national constructif et ascendant dans des conditions spécifiques, l'armée a également contribué à la défense de la révolution par la lutte acharnée menée avec la plume par certains de ses représentants les plus marquants. Ceux-ci ont fait de la parole dite, écrite ou imprimée une nourriture spirituelle et une exhortation énergique dans la lutte pour la victoire de la révolution. Des officiers actifs ont participé à l'ample processus d'élaboration de l'idéologie révolutionnaire, du programme et du plan de préparation et de déroulement de la révolution, dans le cadre desquels on réservait une place distincte à la lutte armée.

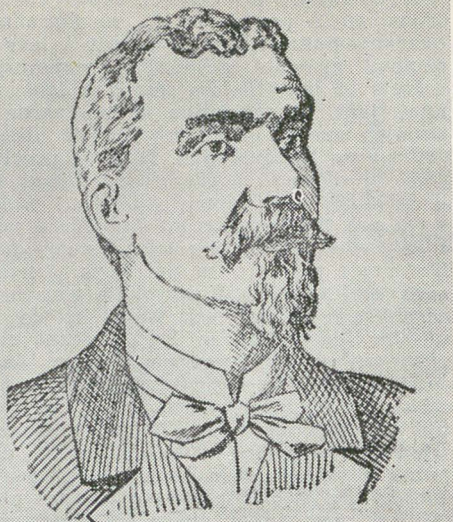
Le fait que l'armée était un garant de la révolution ressort également de l'état d'esprit qui régnait dans les rangs des militaires, les officiers compris, confirmant la vérité que l'armée roumaine a subordonné toute son existence et son évolution à l'objectif stratégique exprimé par la défense de l'entité ethnique, de la glèbe, de l'indépendance et de la liberté de notre peuple, constamment menacées, sous une forme ou une autre, par des États agressifs et des empires expansionnistes. Compte tenu justement de cette expérience historique, l'armée a été considérée non seulement comme une force motrice de la révolution, mais aussi comme un défen-

seur énergique de celle-ci. Nous comprenons ainsi pourquoi les révolutionnaires quarante-huitards ont-ils inscrit à leur programme, présenté devant les paysans, les soldats et les officiers réunis à Islaz, le 9 juin, tant l'organisation d'une garde nationale, que le rôle de l'armée dans la défense de la révolution. Dans la proclamation, on adressait à l'armée un vibrant appel à la lutte : «...Frères roumains ! Soldats, vous qui êtes nos fils et nos frères, veillez à préserver l'ordre, car tel est votre devoir. N'obéissez pas à ceux qui vous veulent et nous veulent du mal quand ils vous ordonneront de frapper vos frères et de vous souiller les mains en les dirigeant contre ceux qui se soulèvent pour votre bien et pour le bien de vos parents». S'adressant au corps d'officiers, la proclamation les exhortait : «Sortez vos épées, faites-les briller au soleil de la justice et de la liberté de la patrie. Voici, la voie la plus glorieuse des annales de la patrie s'ouvre devant vous... et si vos commandants vous inciteront contre vos frères, vous n'êtes tenus obéir qu'à la voix du peuple souverain ; brisez vos épées devant tout ordre qui ferait couler le sang».

À la veille de la révolution on testa d'ailleurs l'état d'esprit dans l'armée. À Turnu Severin on constata que les officiers «parlaient très librement et avec ardeur», ne doutant point de la victoire de la révolution ; à Islaz, le capitaine Nicolae Pleșoianu

Le capitaine Nicolae Pleșoianu, l'un des chefs de la révolution de 1848





Le capitaine Pavel Zăgănescu, le chef des braves pompiers dans le combat à Dealul Spirii.

déclarait qu'il était prêt et qu'il avait «la confiance des soldats». L'officier intensifia la propagande parmi les soldats, «les instigant contre les exploités». On apporta même à la connaissance du prince régnant Gheorghe Bibescu l'existence d'une «révolution au rang des militaires». L'option de l'armée pour la révolution détermina le colonel I. Odobescu à donner, le 8 juin 1848, un ordre du jour où il précisait : «on a constaté qu'un grand nombre d'officiers, et même des grades inférieurs, quittant leurs postes, passent leur temps se promenant dans les rues, alors que, dans toute circonstance, les militaires sont tenus de servir d'exemple en veillant au maintien de l'ordre. Nous ordonnons qu'à l'avenir personne n'ose quitter les postes et les casernes et que les militaires soient toujours prêts à accomplir exactement les ordres du gouvernement ; au cas contraire, les lois de l'armée seront rigoureusement appliquées».

Saisissant l'imminence du déclenchement de la révolution dans la capitale, le prince régnant Gheorghe Bibescu faisait de grands efforts pour s'attirer l'appui des unités militaires. Il se déplaça dans les casernes des unités de Bucarest et, après avoir montré aux militaires son épaulette criblée de balles, leur adressa l'appel à réprimer «le désordre qui veut troubler la paix». Au moment où il sollicita l'aide des militaires de la caserne de Dealu Spirii, le major Polizu, sortant des rangs, lui rapporta d'un air déterminé : «Nous sommes prêts de renouveler le serment de fidélité si Votre Altesse l'exige, pour combattre les ennemis du pays. Nous ne lutterons pourtant pas contre nos frères». À son tour, le capitaine Fărcășanu, allant à sa rencontre

à la sortie de la caserne, exhorta au prince de signer la constitution désirée par le peuple. Un fait significatif est que, tant à la caserne de l'infanterie qu'à celle de la cavalerie, Bibescu avait reçu des réponses en essence similaires et sans équivoque, à savoir que les militaires étaient «prêts à verser leur sang contre les ennemis de la patrie, mais ils n'allaient jamais faire couler du sang roumain, du sang patriotique», que «au cas où les étrangers, les ennemis de Votre Excellence et de notre patrie, viendront du dehors, nous faisons serment sur notre foi de remplir notre devoir jusqu'à la dernière goutte de sang ; mais nous ne saurions être hostiles aux Roumains, à nos frères, d'autant plus qu'ils veulent rendre meilleure la patrie».

Décidé de réprimer la révolution, le prince Bibescu convoqua les commandants des unités de Bucarest. À sa grande surprise, le capitaine Gheorghe Mavrocordat, commandant de l'escadron de cavalerie, lui rapporta que son escadron n'allait pas «attaquer les rebelles». Dans la capitale, en dépit des efforts et des mesures prises par Bibescu pour déterminer l'armée à réprimer les actions révolutionnaires, les militaires répondirent qu'ils n'allaient pas tirer sur les insurgés ; aussi le journal «Pruncul român» notait-il, le 12 juin, que «nos braves officiers... toute l'armée ont fraternisé avec le peuple... ont déclaré tous dans une seule voix qu'ils sont frères avec tous les Roumains et que... tous, ils sont prêts à verser jusqu'à leur dernière goutte de sang pour leur patrie». Ne bénéficiant pas de l'appui de l'armée et sous la pression croissante des masses, force fondamentale de la révolution, le prince régnant Gheorghe Bibescu se vit obligé de signer la Constitution.

Le déroulement des événements a mis en évidence la décision de l'armée de défendre la révolution non pas contre les forces intérieures, qui avaient été déjà défaites, mais, de nouveau, contre les troupes des empires ottoman et russe, qui étaient entrées en Valachie le 13 et respectivement 15 septembre 1848. À ce moment décisif pour le sort de la révolution, Nicolae Bălcescu élaborait un ingénieux plan stratégique d'action contre l'intervention étrangère. Le plan se fondait sur la concentration de forces militaires dans la zone de Buzău, sur l'envoi d'un groupement composé de troupes régulières et de volontaires pour accueillir les Turcs à Călugăreni, les forces de Magheru d'Olténie devant constituer une réserve générale ; ces dernières étaient une composante des formations créées par la révolution de 1848, qui a représenté un moment principal dans l'affirmation du rôle du peuple armé dans la lutte pour l'affranchissement social et national.

Les conditions politico-stratégiques étant complètement défavorables, le plan n'a pas pu devenir opérationnel. Par conséquent, le 13 septembre, dans l'après-midi, l'observateur

du «foișor» annonçait l'entrée de l'armée ottomane à Bucarest. Une partie des troupes ottomanes se sont dirigées vers la caserne de Dealul Spirii, demandant au colonel Radu Golescu de leur rendre les armes et la caserne, mais l'officier roumain répondit qu'il n'avait pas d'ordre en ce sens. Aux menaces de Kérîm-pacha, il répondit avec la dignité caractéristique de l'officier roumain, que «le devoir d'un soldat est de mourir l'arme à la main, ce qu'il lui semblait bien préférable que de se voir désarmer». Surpris par cette réponse, les Ottomans tentèrent de pénétrer dans la caserne, moment où arriva la compagnie de pompiers du capitaine Zăgănescu. Les soldats de cette brave sous-unité, soutenus par le feu des troupes de la caserne, ont inscrit une page glorieuse dans le livre d'or des traditions de combat de l'armée roumaine. Dans son ouvrage *La vie du prince Cuza*, Dimitrie Bolintineanu appelle symboliquement le combat de Dealul Spirii un «Thermopyles roumain».

Les troupes de la garnison de Bucarest, des 1er et 2e régiments d'infanterie et la compagnie de pompiers ont ainsi opposé une résistance acharnée aux forces ottomanes, de beaucoup supérieures au point de vue numérique. **«Jamais ne s'effaceront de la mémoire du peuple — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — les actes de vaillance accomplis par les détachements de pompiers dirigés par le capitaine Pavel Zăgănescu, par les soldats du 2e régiment, qui se sont sacrifiés dans un affrontement inégal, accablés par la supériorité des envahisseurs, pour sauver la cause sacrée de la révolution, pour défendre la terre de la patrie».**

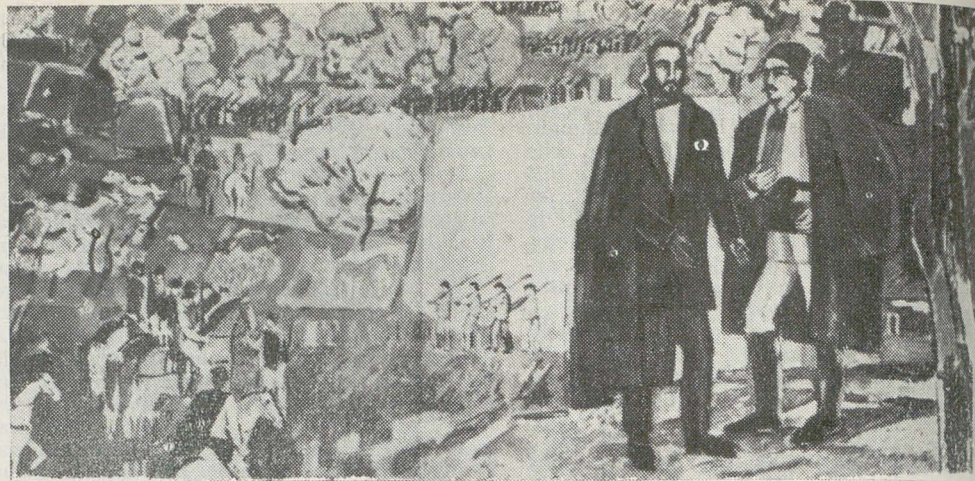
S'inscrivant dans l'ample phénomène de la révolution européenne, en renforçant les rayonnements et en estompant les ombres, la révolution roumaine de 1848 a fait ressortir le fait que l'armée a opté pour un rapprochement du peuple, de la révolution, se rassemblant, pour reprendre une suggestive expression de Nicolae Iorga, «autour du tricolore».

LES STRUCTURES MILITAIRES

L'examen des événements ayant eu lieu au milieu du siècle dernier en Europe met en évidence le rôle actif qu'y ont joué le facteur militaire, les efforts déployés par les pouvoirs révolutionnaires en vue de créer leurs propres forces armées qui, dévouées à la cause du mouvement, constituaient l'instrument le plus efficace de soutien des programmes de renouvellement social et de défense de la liberté et de l'indépendance nationales contre la réaction interne et externe, contre les tentatives de préserver l'ordre ancien.

Cette préoccupation — ayant connu diverses matérialisations, dont la plus typique, d'essence bourgeoise-démocratique, fut la «garde nationale» — a caractérisé également le mouvement roumain de «renovation» sociale et d'affirmation nationale. Les patriotes ont envisagé, à une époque antérieure à la révolution déjà, la réalisation d'un véritable système défensif qui comprit les masses populaires les plus larges. Il s'agissait de ce que Nicolae Bălcescu appelait «réserves nationales» — structures d'origine populaire formées d'individus recrutés dans les milieux urbain et rural — qui, au besoin, devaient s'ajouter à l'armée régulière de manière à ce que tous les Roumains capables de prendre les armes s'opposassent à ceux qui auraient menacé leurs droits, les conquêtes révolutionnaires. C'est à juste titre que A. C. Golescu, surnommé Albu, précisait le 18 août 1848 : «en politique, outre la justice, il faut de la puissance». «La mission d'un gouvernement révolutionnaire — allait souligner Nicolae Bălcescu dans une des lettres adressées à A. C. Golescu, surnommé Arăpîlă, compagnon d'armes et idées — est très simple : propager et armer la révolution, voilà sa mission».

Nous voulons souligner une fois de plus que l'organisation et le fonctionnement des structures militaires à caractère populaire — depuis leurs projets et jusqu'à la constitution de l'armée révolutionnaire des Roumains transylvains — ont représenté une synthèse des traditions de lutte du peuple entier et des tendances nouvelles affirmées dans la stratégie et la tactique. Au «printemps des peuples», dans les conditions où «toute l'Europe prend les armes pour conquérir la liberté», les Roumains devaient — selon les paroles qu'Avram Iancu a prononcées le 28 mai/9 juin à Cîmpeni, devant les futurs tribuns — «se préparer eux aussi, car l'heure est venue d'être eux aussi libres».



„Au Camp de Câmpeni“ (Peinture de Brăduț Covaliu)

LES PROGRAMMES DE LA REVOLUTION ET L'ARMEMENT DU PEUPLE

Les desiderata de la constitution de forces armées à caractère populaire, démocratique — tant en ce qui concerne leur structure sociale qu'en ce qui concerne les objectifs immédiats et de perspective pour la matérialisation desquels elles devaient être créées — étaient présents dans presque tous les projets et programmes des révolutionnaires roumains. En Moldavie, la poésie-manifeste *Către români (Appel aux Roumains)* de Vasile Alecsandri exhortait le peuple en février 1848 : « Aux armes, mes braves, aux armes ! (...) Passez la Molna, le Milcov, le Prut, les Carpates ». La pétition-proclamation (*Petiție-proclamație*) rédigée à Iași et présentée le 28 mars/9 avril au voïvode « au nom de tous les états » demandait « la constitution urgente d'une garde nationale dans toutes les villes » (point 35e), garde qui devait être formée tant de Roumains que d'étrangers qui avaient des propriétés en Moldavie (prévision qui, conformément à l'esprit de l'époque moderne, exigeait la participation de tous les citoyens aux affaires publiques) ; parallèlement, on demandait la dissolution des *arnăuți*, détachements armés au service du voïvode, en fait instruments au service d'intérêts privés.

Sur l'autre versant des Carpates, où, selon l'affirmation de Simion Bărnuțiu, « le cœur des Roumains a toujours battu pour la liberté », la Grande Assemblée Populaire qui a eu lieu le 3/15 mai 1848 sur le Champ de la Liberté, à Blaj, faisant serment de défendre l'être et la langue roumains, le droit fondamental du peuple à la vie, au développement, demandait au nom de cette liberté, dans les *Punturi (Points)* votés dans une vibrante atmosphère patriotique, « l'armement

du peuple et la constitution d'une garde nationale pour la défense du pays contre les menaces de l'intérieur et de l'extérieur », en précisant : « Que les milices roumaines aient des officiers roumains ».

Eftimie Murgu affirmait au nom des Roumains du Banat : « si nous voulons être libres, il faut prendre les armes afin de défendre nous-mêmes, s'il est nécessaire, nos droits. Il faut donc considérer l'armée, la garde nationale comme une garantie de ces droits, de nos libertés civiles ». Le 9/21 juin 1848, à Islaz, les Valaques affirmaient le droit souverain du peuple de s'armer et décidaient la constitution d'une « garde nationale où tout Roumain soit soldat » destinée à assurer « le bonheur et les libertés civiles de la nation ».

L'idée d'organiser d'importantes forces armées à caractère populaire, étroitement liée aux aspirations vers l'indépendance et l'unité nationales, était présente, à l'été de 1848, dans les actions des révolutionnaires roumains de Moldavie aussi. Dimitrie Cantacuzino, qui se trouvait à Baia, écrivait le 16/28 juin à Lascăr Rosetti, à Cernăuți : « Pour que la Russie ne maintienne pas son influence chez nous, par les Turcs mêmes, il nous faut accomplir l'union à tout prix, et, avant tout, organiser une armée de 25 000 soldats au moins, de sorte que nous disposions pour la défense de nos frontières au moins de 90 000 personnes, susceptibles de réaliser davantage que la garde nationale ». C'était en envisageant l'accomplissement du rêve de tous les Roumains, « l'avenir heureux de la Roumanie entière » que *Dorințele Partidei Naționale (Les Aspirations du Parti National)*, rédigées par Mihail Kogălniceanu à Cernăuți en août 1848, mettaient en évidence (point 15e) la nécessité « immédiate » de constituer « une garde urbaine et rurale », principale force du pays, afin de « garantir fermement les biens matériels et moraux, défendre le pays et le bonheur civil ».

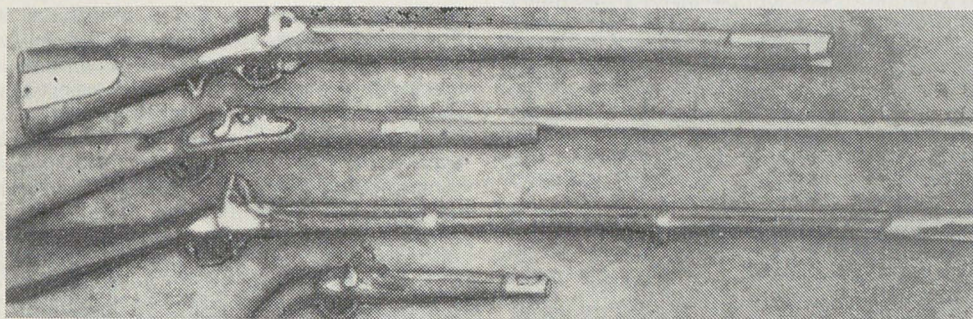
Le but de ces formations armées à caractère populaire était — comme le soulignait un des nombreux *Appels* lancés à cette tumultueuse époque — d'«être tous armés, lutter contre nos ennemis et les vaincre». «Poporul suveran» («Le peuple souverain»), journal révolutionnaire qui paraissait à Bucarest, exprimait cette volonté de résister à toute tentative d'oppression : «L'armée étrangère qui voudrait envahir notre terre envisageant de nous assujettir devra marcher sur dix millions de Roumains, faire éclater nos coeurs pour en chasser l'amour de la patrie qui y règne».

RÉALISATION RÉVOLUTIONNAIRES

Si en Moldavie la réaction interne et les troupes tsaristes ont empêché la constitution de la garde nationale, dans les autres pays roumains les programmes révolutionnaires

compris plusieurs étapes et pris fin dans la première moitié du mois de septembre, dans les milieux urbains (Buzău, Brăila, Râmnicu Vilcea, Ploiești, Focșani, Călărași, Turnu Măgurele, Turnu Severin, Craiova, Caracal, Cerneți, Pitești, Curtea de Argeș, Cîmpina, Cîmpulung Muscel, etc.) et rural (villages des départements de Muscel, Ialomița, Prahova, Râmnicu Sărat, Romanati, Vilcea, Vlașca, Dimbovița, Gorj, Mehedinți); ses effectifs étaient d'environ 20.000 personnes. Le 3/15 septembre 1848, il existait à Bucarest cinq légions, dix bataillons et 40 compagnies (10 375 personnes). Il convient de mentionner qu'en août on avait constitué une «garde mobile» (cavaliers et fantassins), dont la tâche était d'intervenir rapidement au cas d'actions contre-révolutionnaires.

Vu que l'intervention des armées étrangères était imminente, que les forces conservatrices internes s'opposaient à la transformation de la société, les révolutionnaires ont dû envisager, outre la garde nationale, d'autres formes d'organisation militaire à caractère



Armes de feu à l'époque de la révolution de 1848

visant à l'organisation de structures défensives à caractère populaire ont été matérialisés à partir de l'été de 1848.

A Bucarest, l'organisation du système défensif commença au lendemain même de la grande assemblée ayant eu lieu sur le Champ de Filaret. Deux jours après, le 14/26 juin, on décrétait la constitution de la garde nationale. Nicolae Golescu, ministre de l'Intérieur, en était responsable. Une semaine plus tard, le colonel Scarlat Crețulescu, commandant de la garde de Bucarest, présentait un «projet concernant les attributions et les devoirs de la garde nationale», auquel on a donné immédiatement suite. Chaque citoyen âgé de 21 à 50 ans devait y faire partie; les chefs et les officiers étaient élus par les membres de la garde (décret du 18/30 août); ceux-ci devaient porter une enseigne. Un état-major était constitué afin de diriger la garde et ses actions; la discipline militaire y régnait. Le principe d'organisation était le principe territorial; la garde était formée de légions, bataillons et compagnies, dont le nombre variait en fonction des divisions administratives. Le 15/28 juin, la garde nationale prêtait serment; sa constitution a

populaire. Si en Moldavie il n'y a eu que des tentatives d'armer les paysans, en Valachie, où la révolution avait triomphé, on a constitué un important contingent de *dorobanți* et *panduri* volontaires, formé surtout d'Olténiens et de soldats démobilisés. Le décret du 28 juin/10 juillet du gouvernement provisoire précisait que deux tiers des *dorobanți* «les plus exercés et leurs officiers et des cavaliers» devaient être concentrés pour agir promptement au besoin; en même temps, on organisait par régiments de 2 000 personnes chacun les volontaires «de n'importe quelle classe, nation, religion». Les régiments qu'on constituait dans tout le pays devaient avoir des appellations «les plus nationales possible»; chaque régiment était formé de deux bataillons, chaque bataillon comprenait quatre compagnies, chaque compagnie était formée de deux pelotons, chaque peloton comprenait six *despărțiri*. Chaque régiment et bataillon était dirigé par un état-major; des officiers de l'armée en faisaient partie au besoin (leur solde était conforme à leur grade). Les *panduri* volontaires étaient exempts de capitation, taille et corvées, prévision destinée à attirer dans ces régiments

des individus appartenant à toutes les classes sociales. Le 18/30 juin, le gouvernement révolutionnaire a nommé Gheorghe Magheru «capitaine général de toutes les troupes irrégulières de *dorobanți* et de *panduri* de Roumanie et inspecteur général de toutes les gardes nationales»; la nomination a été faite vu «son crédit et ses vertus militaires». De même, une chancellerie (état-major) devait l'aider à accomplir sa mission.

Fin juin, les 500 premiers *dorobanți* de Tîrgu Jiu se dirigeaient à cheval vers le camp de Trojan (département de Vilcea). La constitution de ces formations militaires à caractère populaire — freinée par des administrateurs locaux, par des boyards réactionnaires — a compris plusieurs étapes; grâce à l'inlassable activité de Gheorghe Magheru et des commissaires révolutionnaires, qui agissaient notamment en Olténie, à la mi-septembre il y avait à Trojan 1 500 *dorobanți* bien armés et 8 000 volontaires; on estimait qu'à ce moment-là Gheorghe Magheru commandait 140 000 personnes.

Au Banat, suite à l'assemblée populaire ayant eu lieu le 15/27 juin 1848 à Lugoj, on a créé un *căpitanat* (commandement militaire) des comitats de Caraș, Timiș et Torontal (divisions de la province). Le commandant suprême des effectifs était Eftimie Murgu. A l'été et l'automne de 1848, les forces armées révolutionnaires y ont instauré l'administration roumaine; elles ont gouverné la province jusqu'en avril 1849.

L'expression la plus vigoureuse de la puissance populaire révolutionnaire fut l'armée des Roumains transylvains, qu'Avram Iancu, «prince des montagnes», son général, commanda pendant la première guerre populaire de l'histoire moderne de notre pays.

L'idée de créer l'armée populaire appartient en premier lieu à Avram Iancu; au moment où la révolution a éclaté, l'idée était déjà matérialisée, suite à la mobilisation soutenue des habitants des villages situés dans les vallées de l'Arieș, du Rîul Mare et du Rîul Mic. Lors de la réunion organisée à Cîmpeni Avram Iancu avait déjà établi les principes de mobilisation et d'organisation de l'armée révolutionnaire. Ce fut un moment décisif: les Roumains transylvains ont commencé alors la lutte armée pour la matérialisation des revendications légitimes formulées dans la proclamation de Blaj (3/15 mai 1848). Leur décision ferme d'abandonner l'attente passive, qui pouvait entraîner leur assujettissement définitif, est illustrée par les mesures concernant la convocation des troupes à Cîmpeni (17 juin), à Gura Riurilor (20—21 juin) et, de nouveau, à Cîmpeni (22 juin). Ce fut, comme se souvenait le tribun Ciurileanu, «une démonstration générale dans les montagnes». Les paysans ont répondu immédiatement, avec enthousiasme, à l'appel «Aux armes !», démontrant leur état d'esprit

révolutionnaire, leur adhésion à la cause de l'émancipation sociale et nationale.

Au cours des mois suivants, Avram Iancu a établi son quartier général à Blăjeni et Bulzești et continué l'organisation militaire des villages; il s'est présenté à la troisième assemblée populaire organisée à Blaj (septembre 1848) à la tête de 6 000 paysans armés. Le 22 septembre/2 octobre, A. T. Laurian écrivait enthousiasmé à Gh. Barițiu: «La garde roumaine s'est constituée dans tout le pays. Il y a plus de 200 000 Roumains armés». Les *Instructions du Comité National* d'octobre 1848 concernant la constitution des gardes nationales furent le guide de l'organisation militaire du peuple.

L'organisation de l'armée révolutionnaire suivant le principe de la structure militaire administrative a conféré à ses unités de l'autonomie, une responsabilité accrue dans l'accomplissement des missions confiées. Conformément aux indications du Comité, l'unité militaire fondamentale était la légion; elle était divisée selon le système décimal utilisé dans l'armée roumaine et auquel on avait eu recours lors de la constitution des armées populaires de Horea et des *panduri*. Aussi les légions étaient-elles formées de *tribunate* (bataillons), *centuries* (compagnies) et *décuries*; elles comprenaient des unités de diverses dimensions, dirigées par des *tribuns* et des capitaines. On a attaché une attention spéciale à la mobilisation d'un nombre suffisant de combattants. Il y avait des troupes régulières, pas trop nombreuses mais bien instruites et dotées, et des troupes irrégulières, mobilisées temporairement, en fonction de l'évolution des événements locaux. Au printemps de 1849, on estimait qu'il s'agissait de 30 000 personnes, voire 70 000 selon d'autres.

L'armée révolutionnaire transylvaine était formée en premier lieu de paysans roumains auxquels se sont ajoutés des forestiers et des mineurs des monts Apuseni. Cette structure sociale homogène lui a conféré de la force morale, du dynamisme révolutionnaire qui ont tant impressionné les contemporains.

L'organisation des forces révolutionnaires correspondait aux meilleures modalités de résistance. Les fantassins, armés de fusils, lances, faux, haches formaient la majorité des troupes; s'y ajoutait une unité d'artillerie que commandait Avram Iancu même: il répartissait les canons aux divers endroits du conflit, comme le réclamaient les circonstances.

La légion la plus connue, que ses faits d'armes ont rendue célèbre, fut Auraria Gemina, dirigée par Avram Iancu, celui qui, entre 1848 et 1849, a transformé les monts Apuseni en «centre de la guerre nationale» (Karl Marx).

DUMITRU PREDA

LE CAMPEMENT DU CHAMP DE TROJAN

par colonel **CONSTANTIN UCRAIN**
docteur en histoire

Créé dans le but de permettre une préparation adéquate des forces qui allaient défendre, l'arme à la main, la révolution de 1848 du pays roumain de Valachie, le campement de Trojan a représenté l'un des grands accomplissements de la révolution. L'établissement de l'emplacement du bivouac et la nomination, comme commandant du camp, d'un officier particulièrement compétent, l'adoption rapide et énergique de mesures adéquates pour la préparation des effectifs, l'armement et l'instruction des troupes — ce furent autant de problèmes qui retinrent l'attention des leaders de la révolution.

Quelques jours après le déclenchement de la révolution, le 14 juin 1848, les directions administratives des départements d'Olténie ont été notifiées par le gouvernement de rassembler des hommes ayant été soldats et connaissant le maniement des armes et le combat, vaillants, valides et munis de mon-

Le général Gheorghe Magheru, l'organisateur du campement militaire de Champ du Trojan



tures¹. Le gouvernement provisoire chargea l'ancien capitaine de panduri (troupes territoriales de réserve) Gheorghe Magheru de mettre sur pied, prenant en ce sens toutes destinées à défendre la révolution. Aussi par le décret gouvernemental no 39 en date du même jour était-il nommé «*capitaine général des troupes irrégulières de Roumanie et inspecteur général de toute la garde nationale*»². Le même décret prévoyait l'organisation d'un corps de *dorobanți* et de *panduri* (troupes territoriales irrégulières — n. d. trad.)³. En même temps, le gouvernement provisoire a réglé la question de l'emplacement du campement où allaient être concentrées et instruites ces troupes. Cet emplacement fut choisi, sous le rapport géographique, de manière à permettre une éventuelle coopération politico-militaire des Roumains se trouvant des deux côtés de la chaîne carpatique. Nicolae Bălcescu opinait que le campement devait être disposé là d'où des relations avec la Transylvanie pouvaient être établies en vue d'une coopération avec les régiments frontaliers formés de Roumains⁴. Ce fut donc le nord de l'Olténie qui apparut comme étant le plus adéquat pour l'emplacement du bivouac, et cet aussi bien pour des raisons militaires, que pour des raisons politiques. D'une part, la réaction intérieure s'activait notamment en Olténie⁵, et l'implantation du camp des forces révolutionnaires dans cette région là même était conçue comme devant enrayer toute tentative de sédition contrerévolutionnaire. D'autre part, dans le nord de l'Olténie, là où le bivouac était organisé, les masses populaires cultivaient une tradition de militantisme révolutionnaire combattant, et ce fut dans cette région que s'amorça, en 1821, la révolution conduite par Tudor Vladimirescu. Les *panduri*, qui avaient combattu sous la direction de Tudor Vladimirescu pour la justice sociale et la liberté nationale, pouvaient constituer le noyau de l'armée révolutionnaire de 1848. Gheorghe Magheru prit les mesures nécessaires pour le recrutement des volontaires, avec le concours des organes de l'administration locale; il demandait aux volontaires de prêter serment à l'égard de la patrie «*d'être fidèles à la nation roumaine, la défendant de toutes forces contre toute attaque et toute oppression*»⁶. Selon certaines relations de Ioan Maiorescu, au début de septembre le campement comprenait plus 10 000 volontaires⁷, puis, à la fin du même mois, les effectifs avaient atteint le chiffre de

12 000, cet à quoi s'ajoutait un nombre de plus de 1 100 *dorobanși* des départements de l'Olténie⁸.

À la veille de l'arrivée des troupes étrangères interventionnistes à Bucarest, la Lieutenance princière — qui venait d'être constituée en remplacement du Gouvernement provisoire — décida de renforcer le campement de Trojan en y envoyant quelques unités militaires. Ainsi, le 1^{er} septembre 1848, Christian Tell, lequel avait conservé sa fonction de ministre de la Guerre, ordonnait aux 5^e, 6^e et 8^e compagnies du 1^{er} Régiment d'infanterie (qui se trouvaient, respectivement, à Zimnicea, Bechet et Islaz) de se rendre à Craiova où elles devaient se mettre à la disposition du colonel Pleșoianu, lequel, après s'être concerté avec Gheorghe Magheru, allait les envoyer à Trojan. Quelques jours plus tard, le 10 septembre, la Lieutenance princière décidait que fussent envoyés à Trojan une batterie d'artillerie et un bataillon de cavalerie, qui se trouvaient alors à Bucarest⁹. En outre, après le 13 septembre, à Trojan sont arrivées des sous-unités des 2^e et 3^e Régiments d'infanterie, des 2^e et 3^e Bataillon de cavalerie, ainsi que de nombreux soldats de la compagnie de pompiers commandé par Pavel Zăgănescu¹⁰. Ainsi dans le campement de Trojan se trouvaient réunies, en septembre 1848, des forces équivalent à une véritable armée de quelque 30 000 combattants¹¹, sous la commande du général Gheorghe Magheru. Le corps de commande, avec, à sa tête, le colonel Pleșoianu, comprenait deux majors (grade équivalent à celui de commandant ou chef de bataillon), 10 capitaines, 17 lieutenants, neuf sous-lieutenants et 12 enseignes, ainsi que des officiers étrangers : le colonel polonais Zablocki, envoyé à Trojan sur les instances de Bălcescu, ainsi que les Français Sabatier, Dessain et Guy François, dépêchés par l'ambassadeur français à Constantinople (le général Aupick) à la demande de Ion Ghica, lequel se trouvait dans la capitale ottomane.

Une attention particulière fut accordée par le commandant du camp de Trojan à l'équipement des troupes en armes et munitions et à la préparation de celles-ci pour le combat. Par les dispositions qui furent données aux organes administratifs des districts d'Olténie, suite aux nombreuses requêtes et aux appels adressés aux organes centraux, la situation de l'équipement en armes et munitions s'améliora sensiblement¹².

Le général Gheorghe Magheru attacha l'attention due à d'autres questions relevant de l'organisation des troupes se trouvant sous sa commande et de leur préparation pour le combat, du fonctionnement du service sanitaire, des ouvrages de fortification, du ravitaillement en aliments et fourrage. Pour assurer la sécurité du bivouac, il ordonna au colonel Pleșoianu d'intensifier la surveillance des troupes ottomanes qui se trouvaient à Vidin, sur la rive sud du

Danube, lui demandant de nommer, à cet effet, le capitaine A. Christofi commandant du poste de garde situé à Calafat, en face de Vidin, de l'autre côté du fleuve. Par ailleurs, après l'entrée des troupes ottomanes d'intervention dans Bucarest, il décida que les ponts mobiles qui assuraient la traversée de l'Olt fussent amarrés à la rive droite et confia la défense du pont de Slatina à un puissant détachement¹³. En même temps, il a décidé que les réserves de munitions fussent conservées dans des monastères proches du «campement de Trojan»¹⁴. Pour assurer la prévention d'éventuelles épidémies, le général a fait appel à un nombre adéquat de spécialistes¹⁵, tandis que pour l'entretien de l'armement il a demandé aux administrateurs de districts et de départements d'envoyer à Trojan des serruriers compétents¹⁶. En même temps, pour assurer la construction de barraquements, il fit procurer le matériel nécessaire, demandant, en outre, que des tentes lui fussent envoyées, de quelque dimensions que ce fût.

La nécessité d'assurer la subsistance des 30 000 hommes et des 300 chevaux se trouvant dans le camp posait des problèmes difficiles. Afin que soient assurées les nécessités en aliments et fourrages, la Lieutenance princière donna le 5 septembre 1848 un décret par lequel l'on accordait, à cet effet, au général Magheru des fonds de 3 000 ducats du budget de l'Etat¹⁷. Le commandant du camp a envoyé des hommes acquérir les aliments et les fourrages nécessaires. Début septembre, un de ceux-ci, Zisu Dumitrescu, communiquait au général qu'il avait déjà acheté plus de 40 000 oca (unité de mesure équivalent à environ 1 272 g - n.d.t) de maïs¹⁸, tandis que le gouverneur du département de Vilcea rapportait avoir rassemblé de grandes quantités de foin, de maïs, ainsi que d'autres céréales et fourrages¹⁹.

Quand la nouvelle des événements du 13 septembre 1848 (la lutte de Dealul Spirii) et des mesures adoptées par la Porte et par la Russie tsariste pour l'étouffement de la révolution arriva dans le campement de Trojan, les forces qui s'y trouvaient concentrées, à commencer par leur commandant, étaient décidées de combattre, les armes à la main, contre toute invasion étrangère. Dans les lettres officielles envoyées le 16 septembre au sultan et à Omer Pacha — qui se trouvait à Bucarest —, le commandant du camp de Trojan mentionnait qu'il attendait «en armes» l'évolution de la situation, exprimant ainsi sa ferme détermination de faire recours à la résistance armée. Mais, bien que les 30 000 hommes qui se trouvaient dans le bivouac fussent prêts à donner leur vie pour la défense de la révolution, les événements allaient suivre un cours différent. Le 27 septembre, quand les troupes étaient en train de se préparer pour le combat, un émissaire du consul britannique à Bucarest vint trouver le général Magheru, lui remettant un

message par lequel le général était conseillé d'envoyer dans leurs foyers tous les hommes en armes et de se retirer «au-delà des frontières roumaines», car, dans le contexte de la présence des troupes ottomanes et des troupes tsaristes d'occupation, toute tentative d'agir par les armes «ne saurait être que fatale à la Valachie toute entière»²⁰.

La lettre du consul britannique a déterminé la convocation de l'état-major du camp. Les débats furent longs, des hésitations s'y manifestèrent. À la recommandation du consul britannique s'ajoutaient celles de I.H. Rădulescu et du général Chr. Tell, lesquels, de Sibiu, en Transylvanie, où ils s'étaient réfugiés, avaient envoyé une lettre dans laquelle ils plaidaient pour la dissolution du camp et se prononçaient contre l'idée de s'opposer par les armes aux troupes étrangères d'intervention, car cela eût, selon eux, «jeté le pays dans une guerre fatale»²¹. En outre, certains des conseillers du général Magheru, dont le colonel polonais Zablocki, n'entrevoient aucune chance de succès en cas d'affrontement armé avec les troupes interventionnistes.

Après de longs débats, après avoir pesé pendant 24 heures le pour et le contre et analysé les diverses éventualités, le 28 septembre 1848, le général Gh. Magheru décida de dissoudre le Camp de Trojan. Cette décision fut communiquée aux troupes et à la population par deux proclamations. On y montrait que, étant contraint par les circonstances, le général avait dû adopter cette solution. En même temps, dans les proclamations, le général remerciait tous

ceux qui s'étaient montrés prêts à combattre pour la défense de la révolution. «Conservez dans vos cœurs roumains — était-il écrit dans la proclamation adressée aux soldats — les sentiments du patriotisme et de la nationalité, qui vous animent, et n'oubliez pas que, lors de tout appel de la voix de la patrie, vous avez le devoir d'accourir et de donner votre vie pour l'obtention de nos droits sacrés»²².

¹ Anul 1848 in Principatele Române, vol. 1, Bucarest, 1932, p. 500.

² Ibidem, p. 651.

³ Ibidem.

⁴ Nicolae Bălcescu, Opere, vol. IV, Bucarest, 1964, p. 96.

⁵ Apostol Stan, Constantin Vlăduț, Gheorghe Magheru, Bucarest, 1969, p. 103.

⁶ Apostol Stan, Constantin Vlăduț, op. cit., p. 106.

⁷ Anul 1848..., vol. IV, p. 493.

⁸ Ibidem, vol. III, p. 297.

⁹ C. Căzănișteanu, M. Cucu, E. Popescu, Aspecte militare ale revoluției din 1848, Bucarest, 1968, p. 113.

¹⁰ Ibidem, p. 114.

¹¹ Apostol Stan, Constantin Vlăduț, op. cit., p. 122—123.

¹² C. Căzănișteanu, M. Cucu, E. Popescu, op. cit., p. 111.

¹³ Anul 1848..., vol. IV, p. 423.

¹⁴ I. E. Rădulescu, Amintiri asupra istoriei regnerării române sau evenimentele de la 1848, Bucarest, 1893, p. 212 (À l'occasion de la suppression du campement, le 28 septembre, le général Gh. Magheru a remis à l'administrateur du département de Vilcea 5 barils de poudre, 36 240 charges de poudre pour fusil, 244 fusils à baïonnette et 348 fusils hors d'usage).

¹⁵ Anul 1848..., vol. II, p. 238.

¹⁶ Ibidem vol. IV, p. 214.

¹⁷ Ion Ghica, Amintiri din pribegie după 1848, vol. I, p. 86.

¹⁸ Anul 1848..., vol. IV, p. 299.

¹⁹ Ibidem, vol. V, p. 4.

²⁰ Ibidem, vol. IV, p. 538.

²¹ I. E. Rădulescu, op. cit., p. 250.

²² Anul 1848..., vol. V, p. 659.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

La révolution roumaine de 1848 représente un événement d'ample résonance dans le processus du développement historique du peuple roumain, un acte de haute affirmation de la solidarité et de la conscience nationale. Produit d'un nombre de causes qui appartiennent au processus social-politique intérieur des pays roumains, la révolution n'éclata pas spontanément; elle était le résultat des profondes contradictions de la société roumaine et en même temps des aspirations de liberté et d'unité nationale.

Guidée par l'idée du daco-roumanisme, la nation roumaine agit en ces moments comme un tout unitaire. „Née en conditions semblables, se déroulant pendant la même période, en proclamant des buts communs, la révolution de 1848 a eu un caractère unitaire dans tous les trois pays roumains — affirme le secrétaire général

du parti, camarade Nicolae Ceaușescu. Le fait que sur le drapeau révolutionnaire de toutes ces provinces étaient inscrits les mêmes idéaux supérieurs — l'abolition des servitudes féodales, la libération des serfs, libertés démocratiques, l'affranchissement de la domination étrangère, l'union et l'indépendance nationale — prouvent la communauté d'intérêts et d'aspirations que unissent les fils du même peuple, en dépit des frontières séparateurs, arbitraires et temporaires»¹.

Biens qu'elle a été vaincu par l'action combinée des armées des Empires ottomane, tsariste et des Habsbourgs, qui instauraient pour un temps leur autorité, le processus historique qu'elle a déclenché ne pouvait pas être arrêté. Par son déroulement, par l'essor révolutionnaire des masses, par les objectifs fondamentaux qu'elle a proclamé, la révolution



L'an 1848 à la lumière des sources sigillaires

Les symboles héraldiques n'ont jamais été négligés par les révolutionnaires roumains de 1848, qui leur ont même prêté une importance à part. Etudiant les divers témoignages relatifs à cette page glorieuse de l'histoire nationale, on se rend compte que les nobles idéaux avancés à cette époque-là s'étaient fait jour entre autres à travers le langage plastique, les leaders de la révolution y voyant un important moyen de mobiliser les masses aux grandes actions révolutionnaires. Le premier décret émis par le Gouvernement provisoire installé en Valachie instituait le drapeau tricolore — celui-ci jouant de plus en plus, au fur et à mesure que les événements se précipitaient, son rôle de symbole des plus nobles desiderata des masses, l'expression de leur volonté de transposer dans la vie le programme révolutionnaire. L'intérêt des révolutionnaires de 1848 à l'égard du symbole est attesté aussi par la fabrication, en plein tumulte révolutionnaire, de cinq moules sigillaires — le langage héraldique étant à même d'exprimer, aux yeux des personnalités faisant partie du forum dirigeant de la révolution, le caractère de plus en plus radical que revêtait la lutte révolutionnaire.

Le premier sceau en provenance du Gouvernement Provisoire du Pays Roumain de la Valachie est rond, au diamètre de 30 mm. Sur son emblème on distingue l'aigle croisée couronnée, placée au quartier supérieur, le quartier inférieur étant occupé par des doloires (haches) consulaires romaines. L'oiseau héraldique tient entre ses griffes les insignes du pouvoir, le sabre — à gauche — et le sceptre — à droite. S'y ajoute, en marge de l'espace sigilaire, le légende **GUVERNUL PROVISORIU 1848 IUN 9**. Les impressions de sceau conservées sont à l'encre de Chine noire¹. Sans doute est-ce pour souligner la signification de l'événement qu'on a inscrit sur ce sceau la date où avait éclaté la révolution² (fig. 1).

• RÉFÈRES CHRONOLOGIQUES •

de 1848 a porté un rude coup aux anciens structures économiques, sociales et politiques, en ouvrant une large voie aux programmes renouvelants de la société roumaine. Les idées révolutionnaires ont continué de rester dans la conscience des hommes, le programme de 1848 en devenant ainsi la plate — forme du combat des forces politique militantes pour l'édification de la Roumanie moderne.

10/22 mars 1848. L'assemblée populaire de Cernăuți, où se décida la constitution d'un Comité d'action. Pendant ce mois est rédigé la *Pétition du pays*, le programme de revendications des Roumains de Bucovina.

12/24 mars. Le manifeste intitulé „Proclamation“, rédigé à Sibiu par Simion Bărnuțiu et répandu dans plusieurs villes de la Transylvanie; on y revendiqua la reconnaissance de l'égalité des droits des Roumains avec les autres nations du principauté, la convocation d'une propre assemblée nationale, l'abolition du servage;

on s'éleva aussi „contre n'importe laquelle union que quelqu'un osa faire au nom de la nation!“; on y repoussa donc l'idée de l'union avec l'Hongrie, un acte qui pourrait être décidé seulement par la nation roumaine, dont l'existence politique en tant que nation indépendante devait être reconnue.

27 mars/8 avril. La grande assemblée populaire de Iași (Hôtel Petersbourg) où prendraient part plus de 1000 personnes „de toutes les classes, de toutes les opinions“. Dans leurs discours Lascăr Roșetti, Al. I. Cuza, Vasile Ghica ont dénoncé et incriminé le régime oppressif du prince régnant Mihail Sturdza; ils ont exprimé en même temps leur désir de liberté, de progrès du pays. Cette action marque le commencement de la révolution roumaine.

28 mars/9 avril. Réunion où on rédige la *Pétition-proclamation des bojards et des notables de la Moldavie*, signée par des centaines de personnes, en 35 points

Le deuxième sceau utilisé par le gouvernement provisoire (35 mm) se distingue en ceci du premier : les deux doloires consulaires romaines ont été éliminées (car elles constituaient en quelque sorte un pléonasme héraldique) ; l'aigle, qui a très clairement les caractères d'un oiseau de la montagne (à riche plumage, fortes griffes et bec recourbé) surmonte une panoplie de drapeaux déployés, d'armes et d'instruments de musique. Dans le quartier inférieur du champ sigillaire, on a disposé deux tubes de canon, des boulets disposés 3.2.1. et un tambour. La légende est : **GUVERNUL VREMELNIC AL ȚERII ROMÂNENEȘTI**³. Les armoiries que porte ce sceau reflètent la tradition d'Etat de la Valachie (l'aigle croisée étant le symbole officiel de ce pays au XIV-e s.)⁴ tout en évoquant la lutte pour l'indépendance et la justice (les armes et les drapeaux déployés) (fig. 2).

La dénomination de „gouvernement temporaire“ était celle qu'avaient choisie les masses populaires le lendemain de l'abdication du prince Gheorghe Bibescu⁵. Le gouvernement avait émis des actes où les deux noms — **GUVERNUL PROVISORIU** et **GUVERNUL VREMELNIC** — étaient employés, le premier finissant cependant par s'imposer. C'est probablement pour cette raison qu'un troisième sceau avait été conçu, a des armoiries ressemblant beaucoup à celles que portait le deuxième, décrit ci-dessus.

La différence réside dans le fait qu'on a éliminé la couronne (les révolutionnaires y voyant le symbole du pouvoir autocratique). Le texte gravé en marge de la composition comprend les paroles **GUVERNUL PROVISORIU AL ȚERII ROMÂNENEȘTI**⁶ (fig. 3).

Docteur en histoire **MARIA DOGARU**

¹ Arh. St. Buc, colecția Foi volante (Biblioteca) 111/36

² Ibidem, colecția Sigilii (matrice sigilii) nr. 3032.

³ Ibidem, fond Visteria Țării Românești dosar nr. 865/1847, partea I, f. 605.

⁴ C. Moisil, Stema României. Evoluția ei istorică și heraldică. *Extrait de Boabe de grâu*, II, nr. 2 febr. 1931, p. 65—85.

⁵ Maria Dogaru, Contribuții la cunoașterea sigiliilor folosite de guvernul provizoriu și locotenența domnească (9 iunie—13 septembrie 1848) dans *Revista Arhivelor*, XI, nr. 2/1968, p. 265—270

⁶ Biblioteca Academiei R.S. România, colecția Foi volante, 129

avec un programme de reformes sociopolitique modéré. On y revendiqua la sûreté de la personne, la libération des détenus politiques, la responsabilité des ministres, le réforme de l'enseignement sur des bases nationales, l'abolition des droits de douane pour les grains, banque nationale, l'amélioration d'urgence de l'état des paysans, l'abolition de la censure, constitution de la garde nationale et d'une nouvelle Assemblée ; mais les trois dernières revendications dépassaient „le legalisme“ de l'action et la modération du document.

29 mars/10 avril. Le prince régnant Mihail Sturdza rejeta la Petition-programme, arrêta quelques chefs du mouvement et instaura un régime oppressif.

8/20 — 9/21 avril. Lés séances secrètes du comité révolutionnaire de Bucarest où participaient les jeunes gens venus de France pour établir la date du commencement de l'action révolutionnaire en

Muntenie ; on y discuta la question de la collaboration avec les Roumains transylvains avec ceux des régiments des garde-frontiers, qui devaient passer les montagnes à l'appui des révolutionnaires de Muntenie.

18/30 avril. La première réunion de Blaj ayant un caractère représentatif des Roumains transylvains, où participaient 4000 d'hommes, pour la plupart des paysans. On a décidé de convoquer une grande assemblée de même à Blaj, pour le 3/15 mai, qui devait synthétiser et définir le programme révolutionnaire des Roumains. Y ont prononcé des discours I. Buteanu, Avram Iancu — qui était venu accompagné de 2000 de „Moți“ (habitants des Carpates Occidentaux) —, Al. Papiu Ilarian, V. Nemeș, Simion Bărnuțiu. Ce dernier declara : „le temp est venu que le servage soit aboli et que les Roumains exigeraient leur droits, qui leur revient comme à l'une nation“. L'assemblée a représentée aussi un

L'importance politique et militaire de la révolution de 1848 dans les pays roumains

par colonel **VASILE MOCANU**
docteur en histoire

Bien que l'intervention militaire des Empires ottoman, tsariste et des Habsbourg l'aient étouffée, la Révolution de 1848 dans les pays roumains a secoué — par son déroulement, par l'énergie révolutionnaire dont ont fait preuve les masses, par ses objectifs fondamentaux — les fondements mêmes des relations féodales qui freinaient le progrès de notre société, marquant le début d'une nouvelle étape dans le développement socio-économique des pays roumains, dans la lutte pour la liberté et la justice sociale, pour la réalisation de l'unité nationale et l'édification de l'Etat national unitaire roumain, pour la liquidation de la domination étrangère et la conquête de l'indépendance et de la souveraineté de notre patrie.

Nous devons à la révolution un important legs politique et militaire. L'évolution ultérieure à 1848 de la Roumanie est la

matérialisation de son programme. Le camarade Nicolae Ceaușescu montrait: «La révolution a révélé au monde entier la grande volonté de liberté et d'indépendance du peuple roumain, sa décision inébranlable de briser le joug de l'oppression sociale et de la domination étrangère, de mener une vie libre et digne, de participer, aux côtés des autres nations, au développement de la civilisation humaine. Les luttes révolutionnaires de 1848 ont affirmé le droit sacré du peuple roumain à l'existence indépendante, sa décision d'aller du pas des idées avancées de l'époque, de suivre fermement la voie de la démocratie et du progrès.»¹

En effet, la Révolution de 1848 a été une occasion d'affirmation puissante de l'organisme national unitaire roumain, a consolidé le sentiment des Roumains d'appartenir à une seule entité ethnique et nationale, a

triomphe de la solidarité nationale contre le séparatisme confessionnel.

2/14 mai. Réunion des représentants des Roumains transylvains à la cathédrale de Blaj pour rédiger le programme révolutionnaire. Simion Bărnuțiu souligna dans son brillant discours la nécessité de l'union des Roumains dans une nation politique indépendante: „la nation roumaine fait savoir aux nations cohabitantes qu'en voulant se constituer et s'organiser sur des bases nationales, elle n'a pas l'esprit hostile contre d'autres nation [...] La nation roumaine ne veut pas régner sur d'autres nations; elle ne soutiendra pas d'être soumise à d'autres, mais elle exige des droits égaux pour toutes les nations“.

3/15 — 5/17 mai. La Grande Assemblée Nationale des Roumains transylvains au Champ de la Liberté de Blaj où prendraient part 40 000 de Roumains, pour la plupart des paysans, aussi bien que des représentants des Roumains de Valachie

et de Moldavie. Ils ont discuté et adopté la *Pétition nationale* — programme rédigé sur la fois des principes contenus par le discours de Simion Bărnuțiu —, qui présentait les principales revendications de la nation roumaine: l'indépendance nationale en sens politique, le droit de représentation proportionnelle dans la Diète, l'administration de la justice, l'autonomie des deux Eglises, l'abolition du servage sans payer de dédommagement, la liberté de l'industrie et du commerce, l'abolition des corporations, liberté de la presse et de la parole, la liberté individuelle et des réunions, garde nationale, le développement de l'enseignement roumain; la question de „l'union avec la Hongrie“ devait être discuté seulement après la reconnaissance de la nation roumaine etc. En exprimant leur sentiments nationaux, les masses des participants ont exigé — selon le témoignage de N. Bălcescu — de s'unir au „Pays“.

confirmé les fondements solides de la conscience et de la solidarité nationales.

Véritable synthèse des aspirations sociales et nationales, moment important dans l'affirmation de notre nation, la Révolution de 1848 a accéléré le processus d'édification de la Roumanie moderne. Tirant les conclusions fondamentales de la préparation, l'organisation et le déroulement de la révolution, Nicolae Bălcescu soulignait clairement la nécessité impérieuse que les forces progressistes parvinssent à concrétiser deux objectifs politiques non seulement pressants, mais aussi revêtant une importance décisive pour les destinées de la nation roumaine : la réalisation de l'unité étatique et la conquête de l'indépendance d'Etat. « Cette révolution une fois terminée — écrivait-il — il y en avait encore deux à faire : une révolution pour l'unité nationale et, plus tard, une révolution pour l'indépendance nationale, pour que la nation rentrât pleinement dans ses droits naturels »².

L'idéologie et la culture de la génération de 1848, les puissantes traditions démocratiques, les idéaux d'union et de liberté nationale, nourris par les couches les plus larges de la société et amplifiés et élevés à des degrés d'effervescence toujours supérieurs par les forces progressistes des décennies suivantes ont marqué de leur sceau l'évolution du peuple roumain à l'époque moderne.

La Révolution de 1848 dans les pays roumains est — compte tenu de sa préparation, de son déroulement et de ses effets — une source intarissable de conclusions et enseignements d'ordre politique et militaire, que les penseurs ont amplement mis à profit

depuis. La matérialisation des objectifs sociaux et nationaux du programme unitaire de la révolution, dont dépendait l'avance de notre société sur la voie du progrès et de la civilisation, a soulevé nombre de problèmes d'ordre militaire concernant la défense des conquêtes révolutionnaires, la lutte contre l'invasion étrangère. Les révolutionnaires roumains considéraient à juste titre que pour accomplir cette mission, pour résister à l'invasion probable de forces répressives — dont les effectifs et les dotations étaient sensiblement supérieurs par rapport aux effectifs et aux dotations de notre armée — il était absolument nécessaire d'y entraîner les masses (comme il était arrivé en 1784 et 1821). Il convient de remarquer que, bien préparée du point de vue politique et militaire, ayant eu à la fois un caractère social et un caractère national, la Révolution de 1848 a fait prendre les armes ces classes et catégories sociales qui représentaient la majorité écrasante de la population, intéressées à la profonde transformation interne, à la modification du statut international du pays.

D'autre part, l'ample programme de transformations économiques, sociales, politiques, etc. préconisé par les révolutionnaires ne pouvait ignorer l'armée. Les succès de la propagande révolutionnaire parmi les officiers, la signification que l'armée avait acquise en tant qu'expression de la renaissance nationale, ont déterminé les leaders du mouvement de 1848 à considérer l'organisme militaire comme un des facteurs décisifs de la victoire. La révolution a mis en évidence la justesse de cette vision, des efforts déployés en vue d'attirer l'armée

8/20 mai. L'assemblée populaire de Bucovina sous la présidence du Eudoxiu Hurmuzaki, à laquelle prendraient part des représentants des toutes les nationalités ; on rédige un programme qui devient ultérieurement la *Pétition du pays* de juin.

12/24 mai. Sous l'impression profonde de la Grande Assemblée de Blaj, les révolutionnaires de Moldavie — parmi lesquels Vasile et Ion Alecsandri, C. Negri, Al. Russo, George Sion, Zaharia Moldoveanu etc. — ont rédigé à Braşov les six points du serment révolutionnaire secret intitulé *Nos principes pour réformer la patrie*. Ils inscriront dans ce programme : l'abolition des servitudes féodales, la distribution de terre aux paysans sans payer de dédommagement, l'abolition des privilèges, l'édification des „institutions d'Etat sur les principes de liberté, égalité, fraternité“, ainsi que l'union de la Moldavie et de la Valachie en un seul Etat indépendant roumain“.

18/30 mai. Article du George Bariţiu publié dans „Gazeta de Transilvania“ où il protesta contre l'incorporation de la Transylvanie à l'Hongrie, acte politique voté par la Diète de Cluj à 17/29 mai. Il souligna : „Le sort de la nation roumaine se décidera à Bucarest et Iaşi, pas à Cluj, pas même à Blaj ou à Buda“.

29 mai / 10 iunie. „Wiener Zeitung“, le journal officiel de la monarchie, publia le protest de la nation roumaine face à l'opinion publique de tout le monde contre l'union de la Transylvanie avec l'Hongrie : „L'union de la Transylvanie, proclamée contre n'importe lequel droit de l'homme, est privé de valabilité, et les tribunaux du monde entier doivent reconnaître la justesse de la protestation roumaine“.

9/21 juin. L'assemblée populaire de Işlaz marque le début de la révolution en Muntenie. On y présenta aux masses populaires la proclamation du Comité révolutionnaire, son programme d'action,

aux côtés des forces progressistes (qui connaissaient la réceptivité des militaires, officiers et soldats, aux courants novateurs), de l'utiliser comme l'instrument principal dans la lutte pour le pouvoir politique, dans la consolidation des conquêtes révolutionnaires et la défaite de la réaction interne, des forces contre-révolutionnaires étrangères.

Le succès des efforts d'attirer l'armée aux côtés des révolutionnaires a constitué un moment essentiel dans la préparation du mouvement. Elle n'a pas trompé la confiance qu'on lui avait faite ni à l'étape initiale de la révolution en Valachie — déclenché le 9 juin 1848 à Islaz, le mouvement révolutionnaire, auquel les militaires ont participé de manière active, a entraîné, dès les premiers jours, la plupart des soldats —, ni au cours des trois mois de gouvernement révolutionnaire, quand l'armée a accompli les missions qu'on lui avait confiées. L'échec des complots contre-révolutionnaires du 19 et du 29 juin 1848 s'explique en grande mesure par l'intervention prompte, aux côtés des masses populaires, des troupes dévouées au Gouvernement provisoire. Le but et la volonté de l'armée valaque, des régiments de gardes-frontière transylvains ont été de défendre et de consolider le pouvoir révolutionnaire, dont l'avènement et le maintien n'auraient pas été possibles sans l'adhésion et l'appui de la plupart de notre armée. L'attachement de l'armée à la cause de la révolution est illustré par les luttes ayant eu lieu à Dealul Spirii, contre les troupes ottomanes hostiles au mouvement révolutionnaire. Plus de 30 000 de combattants se trouvant dans le camp de Trojan — où, à part les masses armées et les membres de la garde natio-

nale il y avait des unités de l'armée active et de l'armée territoriale — étaient fermement décidés de repousser l'agression étrangère, de défendre les conquêtes de la révolution. Dimitrie Bolintineanu avait raison de conclure rétrospectivement: «toutes nos révolutions, c'est l'armée qui les fait ou ont lieu lorsqu'au moins une partie de l'armée adopte les idées révolutionnaires et appuie la révolution»³.

La révolution a illustré le principe selon lequel seule la défense générale, qui revêtit le caractère d'une véritable guerre populaire, était à même de repousser la contre-révolution extérieure, aux effectifs et dotations nettement supérieurs. Dans ce sens, il convient de souligner comme un fait particulièrement important la création, aux côtés de l'armée active et de l'armée territoriale, de structures militaires de type populaire, organisées d'après le principe de la nation armée, comprenant des représentants de toutes les couches sociales: la garde nationale et les régiments de panduri volontaires⁴ en Valachie, l'armée de soldats-paysans d'Avram Iancu en Transylvanie.

Du point de vue stratégique, il convient de mentionner la constitution et le fonctionnement d'un commandement militaire supérieur, auquel les leaders de la révolution — le *Gouvernement provisoire* en Valachie, le *Comité National Roumain* en Transylvanie — ont confié d'importantes missions relatives à l'instruction de la population, à l'organisation de la défense, à l'armement des troupes permanentes et des formations de combat constituées selon le modèle populaire, à la direction générale des opérations et actions militaires, à l'élaboration des meilleures formes de résistance, à la réali-

que revendiquait entre autres: l'égalité des droits, une assemblée représentative des toutes les classes de la société, prince régnant pour cinq ans, responsabilité ministérielle, liberté de la presse, sécularisation des biens appartenant aux monastères, l'abolition du servage et distribution de terres aux paysans sans payer de dédommagement etc. Le programme préconisa la défense ferme de l'autonomie du pays et l'interdiction à toute puissance de dehors de s'immiscer en ses affaires intérieures mais — pour raisons tactiques — il ne se prononça ouvert en faveur de l'unité et l'indépendance, pour ne pas offrir quelconque motif d'intervention étrangère.

11/23 juin. La révolution éclate à Bucarest. „En voyant la persévérance du peuple“, le prince régnant Gh. Bibescu se voit forcé de signer le programme révolutionnaire et d'accepter la formation d'un nouveau gouvernement. Les unités militaires de la Capitale ont re-

fusé de suivre l'appel du prince régnant de réprimer l'action révolutionnaire.

13/25 juin. Le prince régnant Gh. Bibescu abdique et quitte le pays.

14/26 juin. A Bucarest est constituée le gouvernement provisoire, qui devait conduire le pays jusqu'à l'élection d'un nouveau prince régnant.

Les premiers décrets du gouvernement provisoire portent sur la création d'un nouveau drapeau national tricolore — bleu, jaune, rouge, avec la devise „justice-fraternité“, sur l'abolition des rangs civils et la suppression de la censure, sur la création d'une garde nationale, ainsi que sur l'abolition de la peine corporelle et de la peine capitale.

15/27 juin. L'assemblée au Champ de Filaret (nommé depuis Champ de la Liberté) de Bucarest, où le peuple, prêt le serment au programme révolutionnaire et acclama le gouvernement provisoire.

sation dans nos frontières d'amples manœuvres en fonction des événements, à la promotion des cadres à tous les échelons, comparables ou identiques à ceux de l'armée active, etc. Les structures militaires souples et efficaces étaient conformes à la fois à la tradition roumaine et aux exigences du combat moderne, aux règles fondamentales de l'art militaire appliquées à l'évolution spécifique de la société roumaine au milieu du XIX^e siècle.

La Révolution de 1848 dans les pays roumains est un des moments les plus importants dans l'évolution historique de notre peuple. Son importance consiste dans l'effort de résoudre les problèmes fondamentaux de la société roumaine de l'époque, d'une étape décisive dans l'évolution de notre nation. L'histoire de la Roumanie entre 1848 et 1918 est la matérialisation successive des principaux desiderata de la révolution. Les fondements du développement de la société roumaine sont, en fait, ceux préconisés par les programmes révolutionnaires ; l'évolution de la Roumanie moderne est la concrétisation des demandes formulées à Iași, Blaj, Islaz, Lugoj, Brașov et Cernăuți. Le secrétaire général de notre parti, le camarade Nicolae Ceaușescu, montrait que la Révolution de 1848 dans les pays roumains « a donné une nouvelle impulsion au développement capitaliste de notre société, a ouvert la voie à d'importantes transformations dans sa structure, à l'accomplissement d'idéaux fondamentaux de notre peuple. Elle a allumé la flamme de l'esprit révolutionnaire dans les pays roumains, a rendu encore plus profonde la conscience nationale du peuple roumain, la conviction des habitants des trois pays rou-

mains de la nécessité de l'unité nationale dans les frontières d'un seul et même Etat »⁶.

Sur le plan militaire, les enseignements de la révolution seront approfondis au cours de la décennie suivante même, lorsque les exigences objectives du développement de la société roumaine réclameront la consolidation de l'organisme militaire national, son développement unitaire par l'augmentation et le renforcement des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale. Aussi a-t-on créé un cadre qui assurât l'armement et l'instruction d'effectifs toujours plus nombreux, à même de défendre les frontières du pays. C'est le grand mérite de la génération de 1848 d'avoir réalisé une synthèse entre l'expérience plusieurs fois séculaire de la lutte pour la défense de l'indépendance et les nouveaux principes d'organisation et d'action militaires, synthèse qui allait constituer le fondement du système militaire national roumain moderne.

¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 8, Bucarest, 1973, p. 463.

² Nicolae Bălcescu, *Opere*, vol. IV (Corespondență, Scrisori, Memorii. Adrese. Documente. Note și materiale), ediție G. Zane, Bucarest, 1964, p. 277—278.

³ Dimitrie Bolintineanu, 11 februarie sau istoria a trei ani precedată de domni regulamentari, Bucarest, 1879, p. 54.

⁴ Istoria militară a poporului român, vol. IV, Bucarest, 1987, p. 288—302.

⁵ Ibidem, p. 309—318.

⁶ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul dezvoltării construcției socialiste*, vol. 3, Bucarest, 1969, p. 294.

La deuxième assemblée populaire de Lugoj où participaient 12 000 de Roumains. Au Champ de la Liberté d'ici on exprima la volonté ferme d'instituer une administration nationale en revendiquant : l'armement du peuple — Eftimie Murgu étant élu capitaine suprême de Banat —, le droit d'utiliser la langue roumaine dans l'administration et l'armée, l'indépendance de l'église. Le peuple presta serment „pour garder la fraternité, la patrie et la nationalité roumaine“. Le gouvernement hongrois n'acceptera ces revendications.

18/30 juin. Des décrets concernant l'organisation d'une armée irrégulière des dorobanți (fantassins) et des pandouri volontaires, ainsi que la nomination de Gheorghe Magheru comme capitaine général des troupes irrégulières des dorobanți et des pandouri volontaires ainsi que inspecteur général de la garde nationale.

19/31 juin. Le gouvernement provisoire est arrêté à la suite d'un complot de la réaction intérieure avec l'aide des colonels Ioan Odobescu (chef de l'armée) et Ioan Solomon ; l'action énergique des masses populaires, où se distingua Ana Ipătescu, de libérer le gouvernement provisoire.

28 juin/10 juillet. L'entrée de l'armée tzariste en Iași.

30 juin/12 juillet. L'intervention prompte et énergique des masses bucarestaises restaura pour la deuxième fois le pouvoir révolutionnaire ; le gouvernement provisoire pouvait se retourner et les deux colonels traîtres, Ioan Odobescu et Ioan Solomon étaient obligés de s'exiler.

(Suite page 46)

«LA NATION ROUMAINE A LE DROIT DE VIVRE PAR ELLE-MÊME, POUR ELLE-MÊME»

Les revendications sociales et politiques inscrites au programme de la révolution roumaine de 1848, la vaillance, l'héroïsme et l'esprit du sacrifice manifestés par les masses populaires dans leur affrontement avec les forces de la réaction ont éveillé un intérêt particulier à l'échelle européenne, valant au peuple roumain l'admiration de l'opinion publique, des milieux progressistes, qui ont eu ainsi l'occasion de connaître, à un moment crucial, une nation en pleine affirmation. La presse étrangère a suivi avec beaucoup d'intérêt les événements qui se déroulaient dans les pays roumains, manifestant de la sympathie pour la cause du peuple roumain. En France, «Le Siècle» et «Le Journal des débats» ont amplement reproduit dans leurs colonnes les prévisions des 35 articles de la Pétition—Proclamation de Iași, la considérant comme une véritable charte du pays¹. À Lemberg, Augsbourg, Naples, Paris et Vienne, les journaux faisaient état du déclenchement de la révolution à Bucharest : la presse considérait qu'il s'agissait d'un «mouvement populaire» conduit par de jeunes boyards, marchands et officiers, qui avaient obligé le prince régnant Gheorghe Bibescu à approuver une Constitution aux termes de laquelle, en fait, on proclamait la République². Le déroulement des événements révolutionnaires dans les pays roumains Valachie et Transylvanie, les documents publiés dans la presse de l'époque au sujet de nombreux aspects du passé du peuple roumain qui justifiaient la légitimité de l'accomplissement de l'idéal national, celui de l'unité de la nation roumaine. «La Réforme» estimait qu'il était clair que «les Valaques, les Moldaves et les Transylvains se considéraient comme et se font appeler tous Roumains, et que le territoire depuis longtemps témoin de leur douleur est la Roumanie»³. Le même quotidien français s'élevait à la défense de la «noble et généreuse» nation roumaine, considérant que nul ne pouvait contester le droit de celle-ci de s'affranchir d'une tutelle étrangère estimée comme «odieuse» (il s'agissait du protectorat tsariste — n.d.l'a) ; aussi le journal affirmait-il que la nation roumaine

avait le droit «de vivre par elle-même, pour elle-même». Après le déclenchement de la révolution à Bucarest, «La Réforme» écrivait que l'unité d'action des Roumains des trois provinces était nécessaire afin d'assurer une résistance adéquate à la réaction⁴. Le 22 juin, l'«Allgemeine Zeitung» d'Augsbourg écrivait que «le peuple roumain de toutes les provinces désire s'unir pour former un seul pays»⁵.

Les colonnes des journaux européens comprenaient de nombreuses nouvelles relatives aux rapports entre la révolution du pays roumain de Transylvanie et la révolution en Hongrie. Il convient de remarquer que la presse étrangère avait saisi l'importance de la protestation énergique des Roumains transylvains à l'égard de la mesure arbitraire de la Diète de Cluj concernant l'annexion de la Transylvanie à la Hongrie. En ce sens, un journal parisien insista sur le vif émoi qui régnait parmi les Roumains de Transylvanie, lesquels voyaient menacé leur programme révolutionnaire⁶.

Le journaliste Hippolyte Desprez avait eu, dès le début de l'année 1848, l'intuition de l'unité du mouvement roumain national. Il écrivait que ce «peuple mutilé» ne formait, en fait, qu'un «seul corps», et que le vaste territoire qui le comprenait dans sa totalité et son unité s'appelait la Roumanie. Hippolyte Desprez était persuadé que chez les Roumains, bien que divisés en des provinces opprimées par des monarchies absolues, il existait une communauté fraternelle d'idéaux en ce qui concernait l'émancipation et l'union, et que la conscience des Roumains d'appartenir à une seule et même nation avait établi entre tous les pays roumains des liens d'idées et d'intérêts bien plus solides que ceux du sang⁷.

Éloquents étaient les témoignages des officiers français Sabatier et Dessaint, affectés au service spécial de l'ambassadeur français à Constantinople. Ceux-ci étaient arrivés à Bucarest le 6/18 août 1848 et avaient aussitôt contacté les leaders révolutionnaires roumains. Après avoir analysé les demandes adressées à la Sublime-Porte par le gouvernement provisoire, Sabatier resta impressionné par l'aspiration des révolu-

tionnaires roumains à une large autonomie, quasi-identique à l'indépendance proprement dite, la considérant comme juste et légitime. Il soulignait que deux des revendications ardentes de Moldo-Valaques l'avaient particulièrement impressionné, à savoir celles visant l'union des deux pays roumains de Valachie et de Moldavie en une seule entité politique et l'élection d'un prince devant les diriger sous la suzeraineté de la Porte, ainsi que celle relative à la garantie de la protection collective qu'étaient censées leur accorder les grandes puissances de l'Europe. Aussi admirait-il la vigueur du sentiment national des Roumains, la fierté qu'ils tiraient de leur origine latine et leur aspirations vers la reconstitution de l'ancienne Dacie⁸.

L'unité d'objectifs de la révolution roumaine de 1848 dans toutes les provinces était également relevée par l'homme politique libéral hongrois Miklos Wesselenyi, qui écrivait : «Leurs plans et leurs espoirs (des révolutionnaires roumains — n.d.l'a) visent leur union future en un seul Etat national, en un pays de toutes les populations valaques ayant une origine et une langue communes». Cet auteur montrait que les aspirations des Roumains de Moldavie, de Valachie, de Bucovine, de Bessarabie et de Transylvanie reposaient «sur leurs droits sur leur patrie de jadis, de leur propriété originaire — jamais perdue, mais seulement aliénée par l'oppression et usurpée — et sur maints autres droits de la même nature»⁹. D'ailleurs, cette unité des aspirations sociales et, surtout, nationales a constitué la cause principale de l'intervention militaire des empires voisins. Essayant de justifier l'envoi de troupes pour réprimer la révolution roumaine, le gouvernement impérial de Petersburg informait les gouvernements et l'opinion publique européenne du désir des Roumains de secouer, par la révolution, le joug de la domination étrangère et de s'unir pour former un seul Etat national et indépendant, sur le territoire où ils se sont formés en tant que peuple. «Leur plan d'avenir est, d'ailleurs, évident. Il ressort de leur programme et leurs proclamations n'essaient pas de le cacher. Ce plan consiste à restaurer (...) leur nationalité antique, c'est-à-dire à cesser d'être des provinces et à se constituer, sous le nom de Royaume daco-romain, en un nouvel Etat, séparé et indépendant, à la formation duquel ils invitent leurs frères de Moldavie, de Bucovine, de Transylvanie et de Bessarabie»¹⁰.

Les correspondants de presse ont présenté amplement l'acharnement dont le peuple roumain était décidé à défendre coûte que coûte la révolution contre l'intervention des troupes étrangères. Les journaux de divers pays européens relataient que, à Bucarest, le gouvernement provisoire préparait la résistance armée avec des forces disposées dans des régions de montagne. «Le peuple roumain, se voyant ainsi abandonné et trahi de toutes

parts, s'est décidé à une mesure extrême, qui seule peut les regrouper afin de garantir la sauvegarde des libertés d'une nation. La mobilisation en masse a été proclamée et les volontaires accourent de toutes parts. 16 000 hommes se sont déjà constitués en une armée et se trouvent concentrés en des localités sises au pied des montagnes... en outre un corps patriotique de volontaires a été formé, comprenant les volontaires les plus décidés. Tous les soldats qui composent cette légion sont prêts à donner leur vie pour la liberté de leur pays, et aucun d'entre eux n'entend survivre à une défaite ou tomber prisonnier...». Les lecteurs étaient informés que, à Bucarest, les habitants s'étaient rendus aux portes de la ville afin d'y empêcher l'entrée des troupes ennemies, et que des corps de volontaires et des masses de paysans, en armes, accouraient de toutes parts afin de défendre la Constitution. «Il est difficile de présenter dans tout son éclat ce moment important : à proximité de Bucarest, toute une population monte la garde devant les portes de la ville, résolue, enthousiaste et prête à combattre jusqu'à la mort pour défendre sa nationalité»¹¹. Le sanglant affrontement entre les pompiers de la caserne de Dealul Spirii et les troupes ottomanes fut amplement présentée par les journaux de divers pays d'Europe.

À l'automne de 1848, des journaux français, allemands et italiens informaient leurs lecteurs sur les débats qui avaient lieu dans le Parlement révolutionnaire de Pest au sujet de l'attitude à adopter par les Hongrois à l'égard des autres nationalités de Transylvanie et exprimaient des opinions relatives aux voies susceptibles de conduire à la pacification nationale en Transylvanie. Ainsi, l'organe de presse «Giornale del Regno delle due Sicilie», paraissant à Naples, affirmait que «si Kossuth et ses collaborateurs se rendront compte de la faillite de la politique qui a été menée jusqu'à présent et agiront afin d'accorder des droits égaux aux autres nationalités aussi, ce ne sera qu'ainsi que la révolution pourra être sauvée»¹². Commentant le contenu du Mémoire adressé par la nation roumaine, le 13/25 février 1849, à l'empereur de Vienne, document par lequel l'on posait comme légitime la constitution de la nation roumaine en organisme étatique unitaire dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, la presse viennoise prévoyait que «les frontières entre cette Roumanie nouvelle et les autres pays roumains s'effaceront et ainsi l'on verra se constituer un puissant empire daco-roumain»¹³.

Ce sont là des preuves incontestables du fait que, en ces mois-là pleins d'événements des plus dramatiques, l'opinion publique européenne a considéré avec une attention particulière le peuple roumain, lequel luttait pour la justice sociale et la liberté nationale. Ce sont donc des preuves que la révolution roumaine de 1848 fut non seulement un épisode de notre histoire nationale, mais aussi un épisode important de l'histoire de l'Eu-

rope. Le phénomène révolutionnaire dans l'espace roumain fut le produit de l'évolution historique de la société de l'espace géographique carpato-danubien-pontique, mais, en même temps, s'inscrivit dans le mouvement généralement européen.

Commandant **GHEORGHE VARTIC**

¹ Cf. Constantin Șerban, *Écoul révolution de la 1848 in presa europeană a vremii dans Révolution de la 1848 in țările române, Editura Academiei R. S. România, Bucurest, 1974, p. 187.*

² Ibidem.

³ Cf. Dumitru Suciu, *Écouri ale situației politice românești in presa franceză (1848) dans Anua-*

rul Institutului de Istorie din Cluj XIII, 1970, Editura Academiei R. S. România, p. 147

⁴ Ibidem

⁵ Constantin Șerban, op. cit., p. 188

⁶ Ibidem

⁷ Hyppolyte Desprez, *La Moldo-Vlachie et le mouvement roumain dans Revue des Deux Mondes, Janvier, 1848, p. 108.*

⁸ Cf. C. Colescu-Vartic in 1848. Zile revoluționare Bucurest, 1892, pp. 783-784.

⁹ Cf. Cornelia Bodea 1848 la români. O istorie in date și mărturii vol. I, Ediura Științifică și Enciclopedică, Bucurest, 1982, pp. 241-243.

¹⁰ Ibidem, vol. II, pp. 811-812, 813

¹¹ Cf. Constantin Șerban, op. cit., p. 194.

¹² Ibidem, p. 198.

¹³ Cf. Ștefan Pascu, *Făurirea statului național unitar român, vol. I, Editura Academiei R.S. România, Bucurest, 1983, p. 123.*

ÉCHOS VIENNOIS

Le premier journal viennois à avoir fait état de la victoire de la révolution en Valachie fut le «Wiener Schnellpost», dans son numéro du 5 juillet 1848. La nouvelle allait être reprise par l'autres journaux: «Der Volksfreund» et «Der Demokrat». La plus ample relation des événements parut dans le «Wiener Schnellpost» du 11 juillet, sous le titre «Révolution à Bucarest sans effusion de sang». Après avoir caractérisé l'atmosphère de la capitale valaque, le journal concluait: «À Bucarest règne un grand enthousiasme».

Peu après, le public autrichien a pris connaissance de la «Constitution» roumaine, c'est-à-dire des 22 points de la proclamation d'Isrlaz, qui furent publiés par la «Wiener Zeitung» du 15 juillet. Les nouvelles de l'abdication et de la fuite du prince régnant Bibescu furent également publiées dans les journaux de Vienne, à savoir par le «Volksfreund» du 11 juillet et par le «Demokrat» dans son numéro du lendemain. L'importance des événements qui avaient lieu dans le pays roumain de Valachie avait été parfaitement saisie par la presse de la capitale autrichienne; aussi pouvait-on lire dans le «Wiener Schnellpost» du 15 juillet: «une nouvelle victoire de la liberté et du droit sacré les peuples».

Les journaux viennois enregistraient avec satisfaction la mise en échec des tentatives de la réaction de renverser le gouvernement révolutionnaire. Dans «Die Presse» du 19 juin/1er juillet on soulignait: «La réaction a été totalement écrasée par la garde nationale non armée et par le peuple.» Le même journal informait ses lecteurs que, à Bucarest, à un moment donné, l'on avait ouvert le feu sur les masses et il y avaient eu sept morts. Un reportage écrit avec beaucoup de sensibilité et, en même temps, de vigueur, décrivait les obsèques des victimes de la réaction, occasion à laquelle 20 000 personnes

ont exprimé leur détermination révolutionnaire.

La manière dont a été déjoué le second complot contrerévolutionnaire était relatée par «Die Presse» dans ses numéros du 30 juillet et du 3 août. Le journal avait obtenu deux correspondances directes de Bucarest relatives aux événements du 29 juin/11 juillet. On y mettait en évidence le grand mouvement populaire qui s'était manifesté dans la capitale de la Valachie sous le slogan «À bas les traîtres de Dieu et de la Patrie!». La «Wiener Zeitung» du 26 juillet écrivait que «le 12 (juillet), au mouvement participèrent tous les commerçants et la classe ouvrière». «Der Volksabend», dans son numéro du 2 août, annonçait que «le calme s'est de nouveau installé et les membres du gouvernement (provisoire) ont repris leurs activités quotidiennes».

La presse de Vienne a également saisi la volonté manifeste d'union des pays roumains. Le 9 août, l'on pouvait lire dans le «Volksfreund»: «Encore quelques journées de tension, peut-être encore quelques larmes, et alors la Roumanie sera grande, libre et puissante».

Plusieurs articles soulignaient la volonté inébranlable des Roumains de rester libres. Ils étaient résolus, le cas échéant, de «mourir pour défendre la liberté que ses fils, après une menace de 18 siècles, ont enfin acquise» — montrait le journal «Der Freimütige» du 11 août. «Die Oesterreichische Biene» du 19 juillet concluait: «Les Roumains deviendront libres, tels que l'ont été leurs parents et leurs aïeux.»

Une série de reportages contenaient des éloges à l'adresse du Gouvernement Provisoire, lequel avait supprimé la censure, avait aboli les rangs et les titres des boyards, avait aboli les punitions corporelles, etc. Cependant, le principal problème social de la révolution était celui de l'affranchisse-

ment des paysans et l'attribution de terres à ceux-ci. «Die Presse» soulignait dans son numéro du 23 août 1848 que «des paysans recevront les droits qui, jusqu'à présent, leur avaient été ravis», tandis que la «Wiener Zeitung» du 23 juillet attirait l'attention sur les problèmes qui découlaient de l'ajournement de l'application de l'article 13 de la Constitution.

Les journaux viennois étaient parfaitement conscients des dangers qui découlaient, pour le succès de la révolution roumaine, du caractère réactionnaire des régimes en place dans l'Empire ottoman et dans la Russie des tsars. Cependant, ils ont eu — à tort, évidemment — confiance dans les manœuvres dilatoires de la Porte, espérant que celle-ci allait finalement reconnaître la Constitution. Dans le «Demokrat» du 2 septembre l'on faisait, par exemple, crédit à des rumeurs qui soutenaient que le Sultan eût sanctionné, sur une intervention des Britanniques, les revendications roumaines. Le «Volksfreund» estimait, le 7 septembre, que «la réaction est totalement désarmée». Les mêmes opinions étaient exposées dans les colonnes des journaux «Der Radikale», «Die Reform», etc. Mais quelques jours plus tard suivit le désenchantement. Le 30 septembre, «Der Radikale» mentionnait, se référant à une correspondance reçue de Bucarest, que «les ennemis de la patrie ont obtenu à Constantinople une victoire de taille». Et, en effet, les doléances roumaines venaient d'être rejetées.

Les tragiques événements de septembre ont occupé un espace ample dans les colonnes de la presse de la capitale autrichienne. La «Wiener Zeitung» du 6 octobre rendait compte du déclenchement de l'action de Fouad effendi. Plusieurs articles faisaient état du rassemblement populaire du 6/18

septembre, où le peuple avait exprimé sa détermination de maintenir sa «Constitution». Cette réalité a été soulignée par «Der Radikale» dans son numéro du 30 septembre, où l'on mettait aussi en évidence les conditions marâtres dans lesquelles se débattait le peuple roumain. «Abandonnés par toutes les puissances européennes, ils (les Roumains — n.d.l'a) sont obligés de défendre peut-être même leur existence devant deux puissances hostiles». «Die Presse» et «Gerad' aus» relevaient dans leurs numéros du 11, respectivement du 17 octobre, l'abnégation les masses, lesquelles avaient opposé une résistance résolue aux envahisseurs, évoquant la bataille livrée par les pompiers de Bucarest contre les troupes ottomanes qui voulaient pénétrer dans la ville. A également été signalée l'entrée des troupes tsaristes dans le pays roumain de Valachie.

Toute la presse démocratique viennoise a condamné l'intervention étrangère. Le 30 septembre, «Der Radikale» écrivait que l'action militaire ottomane avait été «contraire à toutes les capitulations (traités qui réglementaient les rapports entre la Porte et les pays roumains — n.d.t.) et aux traités conclus entre la Porte et la Russie». «Der Freimütige» concluait, le 8 octobre, que «Le droit du peuple a été lésé».

Plusieurs journaux ont mentionné la résistance organisée dans le contrée de Vilcea. Le 17 octobre, «Gerad' aus» annonçait ses lecteurs que la résistance continuait «sous la direction du vaillant chef des pandurs, Magheru». Le 20 octobre, «Die Presse» soulignait que «Le combat est très inégal, mais les Roumains veulent faire savoir à la conscience européenne qu'ils sont effectivement dignes de s'acquiescer la liberté».

EUGEN GLÜCK, docteur en histoire

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

Nous pouvons être fiers de notre passé. Dans des conditions difficiles, notre peuple a conservé son être. Dans cette région du monde, il a été un facteur de progrès et de civilisation, a apporté sa contribution à l'acheminement vers une vie meilleure.

NICOLAE CEAUȘESCU

Lorsqu'une nation est riche en ressources économiques, riche en traditions militaires, riche affectivement et, surtout, riche en sentiments patriotiques, cette nation-là, quelles que soient les circonstances historiques, est sûre de vaincre, car elle est invincible.

DIMITRIE GUSTI

La bravoure des soldats est plus importante que leur nombre.

MACHIAVEL

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

55 années depuis la création du Comité National Antifasciste où s'affirma brillamment le jeune révolutionnaire NICOLAE CEAUȘESCU

LA ROUMANIE SE PRONONCE RÉSOLUMENT CONTRE LE FASCISME ET LE RÉVISIONNISME

par professeur de l'Université
dr. **NICOLAE PETREANU**

Organisation de masse, créée et dirigée par le Parti Communiste Roumain il y a, cette année, 55 ans, le Comité National Antifasciste Roumain (C.N.A.R.) a milité avec toute l'énergie contre le danger hitlérien-fasciste-révisionniste, contre les tendances expansionnistes de l'Allemagne nazie, pour le progrès et le bien-être du peuple. Durant les 18 mois de son existence, à partir de juin 1933 et jusqu'en novembre 1934, le Comité National Antifasciste, répondant à une nécessité impérieuse du temps, s'est affirmé comme une organisation patriotique combative, comme un facteur de polarisation du mouvement antifasciste des larges masses populaires de notre pays.

L'instauration des régimes de dictature fasciste en Hongrie, en Bulgarie et dans d'autres pays, ensuite la victoire du nazisme en Allemagne et l'avènement de Hitler, au début de 1933, ont engendré de grands dangers pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté de nombreux peuples.

Le Parti Communiste Roumain fut le premier à donner l'alarme dans notre pays, se levant résolu-

ment à la lutte pour la défense du pays, contre le danger que représentaient le fascisme et le révisionnisme. L'ample activité déployée par les communistes à la défense des intérêts majeurs du peuple roumain, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du pays a trouvé un terrain favorable dans l'état d'esprit antifasciste du peuple roumain, profondément attaché aux idéaux de l'indépendance, de la démocratie et de la paix, contraire — du fait de son esprit traditionnel d'humanité — à la terreur et au diktat, à l'ingérence brutale dans la vie et la tranquillité des peuples. Persévérant dans cette direction, le Parti Communiste Roumain a réussi à rassembler autour de lui les plus larges couches sociales antifascistes, la classe ouvrière, les masses paysannes, les intellectuels progressistes, d'autres catégories sociales. Il a élargi ses contacts avec les groupements et les organisations démocratiques, a établi des liens avec différentes fractions politiques bourgeoises.

Une expression des priorités que le Parti Communiste Roumain a accordées

à la lutte antifasciste a été la création, en juin 1933, du Comité National Antifasciste, une des premières organisations de ce genre en Europe¹. Faisant ressortir l'importance de la création du Comité National Antifasciste et soulignant sa portée historique, le journal «Scinteia» consignait en août 1933 : «Le Parti communiste et tout le mouvement révolutionnaire saluent cette action de lutte contre le fascisme. Le parti communiste appelle tous les membres du parti, tous les membres de l'organisation révolutionnaire, tous les ouvriers à soutenir infaiblement l'action commencée par ce comité»². Mentionnons, puisque significative, l'inclusion, dans la direction de l'organisation, des personnalités de marque, membres du Parti communiste, intellectuels patriotes faisant partie d'autres partis politiques, travailleurs animés d'un haut sens civique et patriotique. Afin de consolider le Comité National Antifasciste par la présence d'éléments révolutionnaires provenus des rangs de la jeunesse ouvrière, le Secrétariat du C.C. du P.C.R. a désigné comme représentant de la jeunesse de la capitale au comité le camarade Nicolae Ceașescu, qui, par l'activité déployée dans le cadre du comité, a affirmé des hautes qualités de révolutionnaire

communiste : courage, dynamisme, persévérance, amour profond de la patrie et du peuple, dévouement sans bornes envers la classe ouvrière et le Parti Communiste Roumain. A côté du camarade Nicolae Ceaușescu, à la direction du C.N.A. se trouvaient : Iorgu Iordan, professeur d'université, président ; Petre Constantinescu-Iași, professeur d'université,

comme un fondement du front unique de toutes les forces nationales antifascistes et antirévissionnistes. L'accord de front unique conclu à Bucarest, en 1934, entre le Comité National Antifasciste, la Ligue du Travail et le Parti Socialiste Unitaire, les succès enregistrés dans la réalisation de l'unité d'action dans les principaux centres du pays à l'occasion

d'actions grévistes, des élections aux chambres de travail, des réunions et démonstrations antifascistes ont confirmé, une fois de plus, la justesse de la conclusion que, dans les circonstances données, il existait la possibilité réelle de constituer une large alliance de travail, fondée sur le Front Unique Ouvrier, contre le fascisme, pour la défense de l'indépendance et de l'intégrité du pays. Le résultat de cette vaste activité politique déployée par les communistes a été la création du Front Démocratique, qui réunissait le Parti Communiste Roumain, le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Unitaire, le Front des Travailleurs, l'Union des Travailleurs Magyars de Roumanie, certaines organisations locales du Parti Social-Démocrate, du Parti National-Paysan et d'autres groupements démocratiques.

Le Comité National Antifasciste a déployé une vaste activité en vue d'attirer dans le mouvement antifasciste de larges catégories de citoyens, aux préoccupations et aux con-



Titres des quelques publications illégaux éditées par le P.C.R. et diffusées parmi les militaires

vice-président ; Victor Ghe-rasim, secrétaire ; Ilie Cris-tea, professeur de lycée ; I. Mironescu, Constantin Moțaș et Radu Cernățescu, professeurs d'université ; Cicerone Theodorescu, po-ète ; Barbu Lăzăreanu, publiciste, Ion Iliescu et Gheorghe Popa, ouvriers ; Iacob Sternberg et Sandu Eliade, metteurs en scène etc.³

Dans le cadre de la stra-tégie et de la tactique de la lutte pour la préserva-tion de l'intégrité territo-riale et de l'indépendance nationale contre le danger fasciste et révisionniste, le Parti Communiste Rou-main a attaché une atten-tion particulière à la réa-lisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière,

„Le mot du parti dans l'armée“ (peinture du Paul Atanasiu)



victions politiques des plus diverses, mais unis par la volonté commune de barrer la voie du fascisme en Roumanie. «Réunissant autour de l'action antifasciste tous ceux qui travaillent avec leurs bras ou avec leur raison dans les villes et les villages — montrait-on dans l'«Appel» rendu public en juillet 1933 — nous pourrions arrêter en Roumanie le triomphe d'un courant qui porte en lui le germe de destruction de tout ce qui est source de travail et de pensée»⁴. Plus de 400 000 lettres d'adhésion sont arrivées à l'adresse du Comité National Antifasciste. Des comités régionaux et départementaux ont été créés dans le pays. À l'été de 1934, à l'initiative du parti communiste, était fondé le Comité National Antifasciste de la Jeunesse, et ensuite le Comité Antifasciste des femmes.

La création de comités antifascistes locaux et la vague d'adhésions de l'été de 1933 ont alarmé les autorités. Celles-ci, informées que à Cluj, Craiova, Iași, Timisoara et dans d'autres villes on organisait des comités antifascistes, ont demandé aux inspecteurs régionaux de police de prendre des mesures en vue de surveiller l'activité de cette organisation, étant donné que «toute l'activité dirigée contre le fascisme est canalisée vers le communisme et la propagande vise ainsi ouvertement à attirer l'attention des couches ouvrières sur la lutte contre le fascisme»⁵. Particulièrement combative s'est avérée pendant l'époque respective la presse antifasciste roumaine. Par le soin du Comité National Antifasciste, de ses comités départementaux, de nombreuses publications ont paru, dont «*Buletinul*

mișcării antifasciste», organe central du Comité National Antifasciste, «*Clopotul*» (Botoșani), devenu organe central du C.N.A. après l'interdiction, en février 1934, de la publication antérieurement mentionnée, «*Alte zări*» (Cluj), «*Ecoul*» (Iași), «*Cuvînt nou*» (Brașov), «*Echipa*», organe de la jeunesse antifasciste, «*Umanitatea*», «*Momentul*», «*Veac nou*» (Bucarest), «*Îndrumarea*» (Galați), «*Banater Deutsche Zeitung*» (Timișoara) et d'autres encore.

«Le parti — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — a attaché une importance particulière à la mobilisation des intellectuels, aux côtés de la classe ouvrière, des masses populaires, à la lutte pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux de notre nation (...). La participation pleine d'abnégation des plus marquants des scientifiques, des écrivains et des artistes, roumains et des rangs des nationalités cohabitantes, à la lutte pour la défense de l'indépendance et de l'intégrité de la patrie, contre la politique de fascisation du pays, contre la trahison des intérêts nationaux par les classes exploiteuses fait honneur à nos intellectuels, dont certains se sont rapprochés du parti, ont milité dans ses rangs, mettant au service du peuple toute leur capacité de création et jusqu'à leur vie»⁶. Iorgu Iordan, par exemple, démasquant les membres de l'organisation fasciste «La Garde de Fer» comme des traîtres du pays, écrivait que ceux-ci servaient les intérêts de l'Allemagne, de l'Italie et de la Hongrie, qui désiraient «la révision des frontières en faveur de cette dernière»⁷.

Un aspect important de l'activité du Comité Natio-

nal Antifasciste a été la contribution à la lutte contre le fascisme sur le plan international, la solidarité, manifestée par les moyens les plus divers, avec les forces antifascistes d'autres pays. «Lutter contre le fascisme — soulignait-on dans «*Buletinul mișcării antifasciste*» — c'est consolider le rôle de la solidarité profonde avec les héroïques combattants antifascistes d'Allemagne; c'est intensifier la campagne de résolutions et souscriptions pour le front de lutte antifasciste; c'est intensifier et élargir le mouvement de protestation au rang des masses contre le procès de Leipzig et pour sauver les victimes des griffes des fascistes en déclenchant une vague de grèves et de protestations contre les navires allemands qui étalent insolamment la croix gammée; refuser de décharger les marchandises allemandes des trains et des navires, empêchant le transport de celles-ci. Ce sont là, parmi beaucoup d'autres — concluait l'organe central du C.N.A. —, des armes efficaces de lutte contre le fascisme hitlérien»⁸. Des représentants du C.N.A.R. ont participé au Congrès mondial antifasciste de Paris de juin 1933, de même qu'à des congrès et des réunions plénières des Comités nationaux antifascistes des femmes et de la jeunesse, apportant leur contribution à l'établissement de la ligne tactique du mouvement européen contre le fascisme. Le Congrès antifasciste de Paris a élu le bureau international antifasciste où, aux côtés de Romain Rolland, André Gide, Maxime Gorki et d'autres faisait également partie Petre Constantinescu-Iași, comme repré-

sentant du mouvement antifasciste de Roumanie.

L'existence et l'activité du C.N.A.R., visant à influencer sur l'opinion publique, à mobiliser les larges masses à la lutte antifasciste ont alerté les autorités, qui ont intensifié les mesures d'intimidation. De ce fait, le 25 novembre 1934, dans le cadre des prévisions de l'état de siège, un nombre de 32 organisations révolutionnaires de masse, dont le C.N.A.R., ont été interdites, les sièges de l'organisation et les rédactions de

ses organes de presse étant fermés.

Évoquant les circonstances de la création, il y a 55 ans, du Comité National Antifasciste, nous pensons avec une légitime fierté à l'héroïsme et à l'esprit d'abnégation qui ont caractérisé les communistes, au patriotisme des larges masses populaires qui ont suivi et soutenu le Parti Communiste Roumain dans la lutte héroïque menée contre le danger fasciste, pour la défense de la terre roumaine.

¹ Comitetul Național Antifascist Român (C.N.A.), *Editura Politică, Bucurest, 1985, p. 139.*

² «Scinteia» no. 11, août 1933.

³ C.N.A. op. cit., p. 141

⁴ Arhiva C.C. al P.C.R., fond 25, dosar 4 161, fila 394; «Dimineața» du 7 juillet 1933.

⁵ Arhiva C.C. al P.C.R., fond 25, dosar 4 162, fila 193, 194, 205

⁶ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate vol. 13, Editura Politică, Bucurest, 1977 p. 43-44*

⁷ Art. Fascismul și pacea, dans «Ecoul» du 7 juillet, 1934

⁸ C.N.A. op. cit., p. 197

LA LUTTE ANTIFASCISTE DE ROUMANIE AVAIT UN APPUI DE CONFIANCE: L'ARMÉE

par colonel
dr. CONSTANTIN TODERAȘCU

Les objectifs de la lutte antifasciste formulés d'une clarté et précision remarquables dans les appels adressés par le Parti Communiste Roumain au peuple entier ont eu un écho profond parmi les militaires roumains. À 30 août 1940, quand à la suite du diktat fasciste de l'Allemagne et de l'Italie, l'Hongrie horthyste occupa la partie nord-ouest du territoire de la Roumanie, notre armée se trouva toute entière à côté du peuple, participant aux démonstrations ainsi qu'aux actions de protestation. „A Brașov — montrait le journal «Scinteia» — les soldats fraternisaient avec le mouvement révolutionnaire que manifeste dans les rues”¹; à Cluj „la garnison du Cluj participa en

masse”² aux manifestations du rues. A Sibiu, un officier roumain qui se trouvait parmi les rangs des manifestants, déclarait: „*Ci nous ne sauront pas défendre nos droits sacrés, nous ne méritons plus de porter l'uniforme militaire*”³.

L'esprit antifasciste, antirévionniste et antirevanchard des militaires roumains s'amplifia après l'instauration du régime légionaro-antonescien (6 septembre 1940) en Roumanie, l'entrée des premières unités du Wehrmacht sur le territoire du notre pays (12 octobre 1940), la poussée de la Roumanie dans la guerre contre l'Union Soviétique, à côté de l'Allemagne hitlérienne (22 juin 1941) et pendant toute la période de la dic-

tature antonescienne, de l'occupation nazie et de la guerre à l'Est. Conscients du fait que ces moments dramatiques de l'évolution de la situation interne et internationale auront des graves conséquences pour l'être de la nation roumaine, les militaires roumains, qui se trouvaient constamment sous la profonde influence de la parole et de l'action du Parti Communiste Roumain ainsi que d'autres partis et organisations politiques progressistes, patriotiques, se sont soulevé, aux côtés du peuple tout entier, contre l'agresseurs fascistes, contre la propagande, les attentats et assassinats qui ont été commis par les „équipes de la mort”, constituées par les membres de la „Garde de fer”, qui ont fait des victimes parmi les personnalités de la vie politique, culturelle et scientifique, y compris des généraux, des officiers et soldats.

L'aversion catégorique de l'armée roumaine contre le fascisme s'exprima surtout dans sa position ferme d'après l'entrée des légionnaires dans le gouvernement du 6 septembre 1940. La décision de la „Garde de fer“ de renvoyer ses „commissaires“ dans les unités militaires a été annihilé par les officiers et les commandantes patriotes, qui ont arrêté sur place et éliminé des casernes ces agents fascistes. De plus, en janvier 1941, quand les légionnaires ont déclenché leur rébellion afin de prendre le pouvoir tout entier, l'armée réagira avec promptitude et fermeté, en liquidant rapidement la tentative des rebelles et mettant fin au gouvernement legionnaire-antonescien. Mais le général Ion Antonescu introduira à l'instant le régime de sa dictature personnelle. Pour la manière courageuse et héroïque avec laquelle ont actionné les militaires roumains afin de liquider la rébellion légionnaire, plusieurs officiers, sous-officiers et soldats ont été décoré avec d'ordres et médailles par le monarque, qui à cette époque était le „tête de l'armée“.

La rétrospective historique offre des dates et les événements innombrables qui attestent le fait que même pendant la période et dans la conjoncture internationale où les États agresseurs ont poussé la Roumanie, contre le gré du peuple roumain, dans la guerre déclenchée par l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S., l'armée roumaine conserva sans interruption sa substance fondamentale, son esprit antifasciste, antirévioniste, antirévanchard.

Ce trait définitoire de l'armée roumaine, résultat de la mission fondamentale de suprême responsabilité des troupes armées de toujours — la défense de la terre des ancêtres — a été fort déterminé par la vaste activité politique, idéologique et organisationnelle déroulée par les communistes roumains parmi les militaires de tous les grades.

La parfaite connaissance du vaste potentiel antifasciste que représentait indubitablement l'armée roumaine permettra au Parti Communiste Roumain non seulement l'accès et le



„Séance de parti en illégalité“ (peinture de Gheorghe Labin)

lien permanent avec toute les catégories de militaires jusqu'au Commandement Suprême inclusivement, mais aussi l'intégration de l'organisme militaire du pays à l'ensemble des forces qui devaient assurer le consensus national pour la lutte décisive contre le fascisme, la préparation et le déroulement de la révolution de libération nationale et sociale, antifasciste et antiimpérialiste.

En faisant connaître sa stratégie parmi les masses de soldats et du corps de commande de notre armée,

le Parti Communiste Roumain reliait en nombreux documents la nécessité de tourner les armes contre l'Allemagne hitlérienne et de passer à la libération du pays de sous l'occupation fasciste. La Circulaire du C.C. du P.C.R. du 8 juillet 1941 montrait: „Les soldats roumains doivent /.../ tourner les armes contre les occupants fascistes /.../“⁴. Cette idée était soulignée aussi par la résolution du C.C. du P.C.R. de janvier 1942, où on mentionnait la nécessité d'attirer l'armée „dans le Front Patriotique Antihitlérien du peuple roumain tout entier“⁵. Le journal „România liberă“ qui paraissait à Timișoara releva aussi: „L'armée roumaine doit diriger les armes contre les hordes du Hitler. El doit chasser les Allemandes du pays, en répondant ainsi à son vrai appel, en défendant le pays et les besoins et le peuple“⁶.

À mesure que les événements se déroulaient, les appels des communistes adressée à l'armée soulignaient le devoir patriotique des généraux, des officiers et des soldats de se préparer pour la bataille décisive contre les occupants fascistes. Le manifeste du C.C. du P.C.R. du 7 novembre 1943, adressé aux tous les militaires roumains mentionnait: „Généraux, officiers, soldats! /.../ Préparez-vous pour la grande lutte de libération“⁷; le „Buletinul Capitalei“ du 1 juillet 1944 appelait: „Soldats! Le pays vous demande de lutter contre le hitlérisme! Soldats roumains! Officiers et soldate! /.../ Le peuple roumain tout entier se trouve à côté de vous! Unis avec les ouvriers et les paysans, luttiez bravement pour une Roumanie libre et indépendante!“⁸.

Repondant aux tels appels patriotiques, exprimant les propres convictions antifascistes, nombreux militaires ont participé activement à l'organisation et au déroulement de la résistance antifasciste. Nous signalons de la multitude des exemples attestés par les documents : le transport à Bucarest, par moyens auto, de la 9^e Division d'infanterie de Constanța, des certains quantités d'armes et de munitions afin d'armer les formations de combat patriotiques ; l'acquisition des fusils, pistolets et grenades de quelques unités militaires de Craiova et d'autres localités. Pendant l'étape de préparation politique et militaire de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et antiimperialiste, le Parti Communiste Roumain se trouva en contact direct avec des cadres militaires avec des postes-clé dans la hiérarchie militaire, parmi lesquels les généraux Constantin Sănătescu, Gheorghe Mihail, Constantin Niculescu, Constantin Vasiliu-Rășcanu, Constantin Anton, les colonels Dumitru Dămăceanu, Radu Ruscescu, Emilian Ionescu etc. Sous l'influence des communistes, ils ont établi des contacts avec d'autres militaires, comme les généraux Iosif Teodorescu du Commandement Militaire de la Capitale (C.M.C.), Ilie Șteflea, le chef du Grand État Major (G.É.M.), Ilie Crețulescu, commandant de division, les colonels Valeriu Șeșescu, Aurel Balaban, Gheorghe Zamfirescu et d'autres du G.É.M., du C.M.C. ou des quelques grandes unités.

L'état d'esprit anti-hitlérienne et antidictatoriale qu'exista parmi les rangs de l'armée roumaine se

manifesta aussi par la démission ou l'écartement des quelques généraux avec des fonctions importantes, des personnalités, avec des fortes affinités dans les milieux politiques du pays. Entre 3 septembre 1940 et la fin de l'année 1942 ont été écartés de l'armée 81 généraux et un nombre plus grands de colonels⁹.

Des officiers supérieures du Grand État Major ont manifesté en formes caractéristiques l'opposition envers le fascisme et contre le prolongement de la guerre à l'Est. Ils ont concentré leurs efforts de concert avec le désir de la nation entière de sauver et de conserver le potentiel militaire du pays pour la lutte de libération de la partie nord-ouest du territoire de sous l'occupation horthyste. Par cette action les effectifs qui devaient être renvoyés sur le front ont été diminués de quelques 220 000 militaires¹⁰ ; l'armée roumaine garda de cette manière des forces intactes de plus d'un million de combattants à la disposition de la révolution roumaine et de la guerre antihitlérienne.

Fermement convaincue de la justesse de la ligne politique établie par le Parti Communiste Roumain en étroite collaboration avec les autres forces intéressées de renverser la dictature d'Antonescu et de chasser les occupants fascistes, à 23 août 1944, à l'appel du pays, l'armée roumaine toute entière a réalisé l'acte historique suprême de tourner les armes contre l'Allemagne hitlérienne. Tous les militaires du pays, de soldat au général, actionnant en coopération avec les formations de combat patriotiques, les détachements populaires armées consti-

tués ad-hoc, avec toutes les forces du système militaire nationale, ont passé à la lutte contre les occupants fascistes, aux côtés de la coalition antifasciste.

Les documents de l'époque gardent des appréciations de grande valeur historique et politique à l'égard de la haute responsabilité avec laquelle actionna l'armée roumaine dans la lutte antifasciste. Le Manifeste du C.C. du P.C.R. adressé à l'armée soulignait : „*Votre lutte héroïque a brisé en quelque jours la domination des Allemandes et de leurs serviteurs [...] Le peuple entier suive de tout cœur votre lutte pleine d'enthousiasme et de sacrifice, car votre lutte c'est la lutte du peuple tout entier pour liberté, indépendance et une vie meilleure*“¹¹.

À son tour l'organ central de presse du P.S.D. mentionnait : „*Avec enthousiasme, avec un héroïsme au-dessus de tout éloge, les unités roumaines, conduites par leurs braves officiers se sont levé comme un seul homme par leurs poitrines fortes de paysans et d'ouvriers et ont mis à mort la bête sauvage hitlérienne*“¹². L'article „*Vive l'armée roumaine*“ publié dans le journal „*România liberă*“ souligna : „*L'armée roumaine a parlé. Au nom du peuple roumain entier (...) Entière, sans hésiter, à la disposition du gouvernement qui a restitué au pays les libertés démocratiques, elle a inauguré l'oeuvre de nettoyage du territoire national de bandes hitlériennes (...)*“¹³. Jusqu'à 31 août 1944, l'armée roumaine — en luttant intégralement sous les ordres du Commandement National — a écarté la présence hitlérienne du territoire du pays qui se trouvait alors sous le contrôle du gouvernement

roumain. Pendant les mois du septembre et d'octobre, elle a lutté en coopération avec les troupes soviétiques afin de libérer la partie nord-ouest de la Roumanie, une action achevée avec succès le 25 octobre 1944.

Actionnant héroïquement aux côtés de la coalition antifasciste, contre les troupes hitlériennes et horthystes sur les territoires de l'Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche, jusqu'à la victoire finale du mai 1945, l'armée roumaine achevait glorieusement sa voie de combat contre les agresseurs et contre les occupants hitléristes. Elle a sacrifié dans ce combat près de 170 000 hommes (morts, blessés et disparus) pour la cause noble de la libération des peuples de l'occupation nazie. En synthétisant la voie de combat de l'armée roumaine, le président Nicolae Ceaușescu relèva : « Il est le grand mérite de notre armée qu'en ces moments

elle a compris sa responsabilité face à la patrie et au peuple et, à l'appel du Parti, elle tourne entièrement les armes contre l'Allemagne hitlérienne, en luttant ensuite, aux côtés des glorieuses armées soviétiques, pour la libération complète de la terre du pays, jusqu'à la victoire totale sur l'Allemagne hitlérienne »¹⁴.

On peut ainsi conclure que pendant la période surtout dure et complexe de la lutte contre le fascisme, le révisionisme et le révanchisme, aussi comme pendant son histoire toute entière, le peuple roumain a eu un appui de confiance. L'histoire a validé en totalité le réalisme et la justesse de la stratégie du Parti Communiste Roumain à l'égard de la levée de tout le peuple roumain au combat contre les agresseurs fascistes, par le consensus national de toutes les forces patriotiques, progressistes parmi lesquelles l'armée du pays a eu un rôle décisif.

¹ „Scinteia” du 17 septemb. bre 1940.

² Mișcarea muncitorească, socialistă, democratică. Activitatea Partidului Comunist Român și apărarea patriei la români. Repere cronologice, Editura Militară, Bucarest, 1983, p. 500

³ Ibidem

⁴ Arh. I.S.I.A.P., A, XXV-10.

⁵ Mișcarea muncitorească socialistă, democratică, p. 519.

⁶ Ibidem, p. 520.

⁷ Ibidem, p. 540.

⁸ Ibidem, p. 555.

⁹ Lieutenant-Général dr. Ilie Ceaușescu, Corpul de comandă al ostirii române împotriva Germaniei naziste, dans „Magazin istoric”, no. 6/juin 1984 et no. 7/juin 1984.

¹⁰ Ibidem, no. 7 juin 1984, p. 11.

¹¹ „România liberă” no. 20 du 4 septembre 1944.

¹² „Libertatea”, no. 6 du 1 septembre 1944.

¹³ „România liberă”, no. 13 du 27 août 1944.

¹⁴ Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 10, Editura Politică, Bucarest, 1974, p. 899—900.

(Suite de la page 35)

Juin 1848. Les Roumains de Bucovina présentent aux autorités de Vienne la *Pétition du pays*. Ils y revendiquaient, que la Bucovine „soit considéré comme une province indépendante, avec une Diète spéciale”, qu'elle aurait une administration provinciale propre, la langue roumaine en écoles et institutions, multiples liens sociaux de commerce avec la Moldavie et la Valachie etc.

19/31 juillet. Sous la pression de la diplomatie tzariste, la Sublime-Porte décida qu'une partie de l'armée stationnée à Rusciuk passe sur le territoire roumain afin de rétablir „l'ordre légal”. Suleyman pacha envoya une lettre aux „boyards et aux notabilités” de Bucarest afin de les convaincre „de rentrer sur la voie de la soumission”.

— Note du gouvernement tzariste qui condamne d'une manière tendentieuse

les actions des Roumains et leurs objectifs, en soulignant l'orientation pan-roumain de la révolution de Valachie; on reprocha aux Roumains qu'ils voulaient constituer un bloc ethnique national indépendant dans lequel soient incluses les provinces roumaines historiques aussi se trouvant encore sous la domination des empires tzariste et des Habsbourg.

20 juillet/1 août. Manifestation de protest au Champ de la Liberté de Bucarest contre l'invasion du territoire du pays par l'armée ottomane, action où participaient plus de 30 000 d'hommes, dont la moitié étaient des paysans.

Fin de juillet. À Bucarest ont lieu des négociations avec Tingir efendi, le secrétaire du commissaire ottoman Suleyman pacha, au cours de lesquelles le dignitaire ottoman se convaincra de la

(Suite page 93)

ARGUMENTS NOUVEAUX RECONFIRMENT LA QUATRIÈME PLACE OCCUPÉE PAR NOTRE PAYS DANS LA COALITION ANTIHITLÉRIENNE

Chapitre couvert de gloire de l'histoire bimillénaire du peuple roumain, la participation de la Roumanie à la guerre antihitlérienne dès le 23 Août 1944 — au moment du déclenchement de la révolution de libération sociale et nationale antifasciste et antiimperialiste, qui fu longuement et minutieusement préparée par le Parti Communiste Roumain en collaboration avec d'autres forces démocratiques, patriotiques et antifascistes du pays — représentait un événement d'importance remarquable dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale, qu'elle a écourté de quelque 200 jours. Déclenchée en un moment où la défaite de l'Allemagne ne s'était pas encore nettement dessinée, l'action militaire de la Roumanie aux côtés des forces des Nations Unies constitua une contribution remarquable d'ordre stratégique et militaire à la victoire de mai 1945 ; elle resta dans la conscience des contemporains comme un événement d'importance décisive pour le déroulement générale des opérations militaires, même pour le déroulement de la conflagration.

Appréciations objectives — faites par des personnalités politiques, spécialistes militaires, commentateurs des posts de radio et publicistes des nombreux pays des toutes les continents peu de temps après le déclenchement de la révolution et le commencement des combats contre l'Allemagne nazie et l'Hongrie horthyste — ont relevé dès le début les conséquences graves de l'action roumaine, les avantages remarquables que celle-ci apporta aux Nations Unies, parmi lesquelles nous mention : l'écroulement de la défensive allemande à l'aile sud du front soviéto-allemand ; la „pulvérisation“ du dispositif aménagé par le Wehrmacht dans les Balkans ; l'ouverture de la „Porte de Focșani“ et par conséquent des „portes“ de l'Europe centrale (par la Vallée du Danube) et d'Europe de sud-est, ce qui permettait aux troupes sovié-

tiques d'avancer sans „développer d'autres actions ultérieures“ entrevues par le Commandement suprême soviétique dans la Directive stratégique de 2 août 1944 ; la réalisation en peu de temps d'une immense translation du front — à l'aile sud de l'est de l'Europe —, une action sans égal dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; l'important changement du l'équilibre des forces belligérantes, un impact négatif sur la machine de guerre hitlérienne par le suspension inattendue de l'approvisionnement de Roumanie en ressources vitales pour continuer la guerre, surtout en pétrole et grains ; un vrai séisme dans le système politique dominé par l'Axe ; une contribution continue (basée seulement sur les possibilités propres et sur le travail du peuple roumain), aux plus hautes paramètres du pays et très efficiente, avec des finalités stratégiques importantes à l'égard de l'évolution générale de la guerre sur le continent etc. Malheureusement plusieurs des tels appréciations réalistes faites pendant ces moments historiques — dans le contexte où les calculs politiques et d'autre sorte, du reste contraires à la nature, n'étaient pas en totalité pris en considérations par maint des ceux qui ont récepté alors directement et ont bénéficié de conséquences notables de l'action roumain — sont aujourd'hui ignorées par certains représentants de l'historiographie étrangère qui minimisent l'effort et la valeur de la contribution du peuple roumain à la victoire sur le fascisme, ignorent les dates déjà mises dans le circuit scientifique, dénaturent la signification des faits historiques en tirant des conclusions qui ne peut être soutenues par des arguments scientifiques.

À l'encontre de la situation des autres pays européennes dont la libération était dû dans une grande mesure aux facteurs extérieurs, la levée du peuple roumain à la lutte contre les envahisseurs, en août



La Transylvanie de nord-ouest a été libéré par la brave armée roumaine après plus de quatre ans d'occupation horthyste

1944, ne constituait pas le résultat exclusif d'une évolution favorable de la situation externe, mais un acte révolutionnaire avec des racines profondes dans le passé héroïque des Roumains, le couronnement du combat du peuple roumain pour la défense de l'indépendance, de la liberté et de son unité, une lutte menée par le mouvement de résistance antihitlérienne déclenchée en automne 1940 au moment de l'entrée des troupes allemandes en Roumanie, un fait qui signifiait pratiquement aussi l'occupation du pays par le Wehrmacht nazi. Oeuvre du peuple roumain lui-même, la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et antiimperialiste déclenchée à 23 Août 1944, dans un contexte révolutionnaire qui se révéla décisif au cours des événements, bénéficia à l'extérieur d'une série d'actions favorables : les victoires remportées sur le Wehrmacht nazi par les armées de l'Union Soviétique, des États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et les autres États de la coalition antihitlérienne, ainsi que l'acroissement des luttes de partisans et de libération nationale des pays divers.

Dès ce moment historique la Roumanie participa à la guerre antihitlérienne avec tout le potentiel humain, militaire et économique, avec toutes ses forces, son

armée — soutenue par la nation toute entière, mobilisée par l'enthousiaste appel patriotique „Tout pour le front, tout pour la victoire !” —, en luttant héroïquement en étroite coopération avec l'armée soviétique jusqu'à la défaite définitive du Reich nazi. „Le peuple roumain — soulignait le président Nicolae Ceaușescu — a démontré ainsi, par des nombreux faits de bravure et de haut héroïsme, que son aspiration vitale, son but suprême était de liquider le fascisme — le plus grand ennemi de la liberté et de l'indépendance des peuples, de la civilisation humaine, d'assurer l'indépendance de la patrie, le droit de se développer libre”.

Au moment de l'entrée dans la coalition antihitlérienne, par suite des antérieures préoccupations des généraux et des officiers patriotes du Grand État Major pour conserver les forces militaires nationales en vue de la libération du territoire national de sous la domination fasciste, la Roumanie disposa d'un important potentiel de combat, qu'elle a mis sur-le-champ et intégralement à la disposition des Nations Unies. En disposant — à l'encontre des autres États européens — d'une armée à proprement parler, avec une conduite centralisée et des structures bien-définies (50 divisions

d'infanterie opératives et d'instruction, 71 escadrilles avec 1 646 avions — dont 508 de combat —, 71 navire etc.), encadrée d'environ 1 200 000 hommes (à peu près 8,5% de la population du pays et 15% de la population masculine). À 23 Août 1944, la Roumanie a mis à la disposition des Nations Unies la totalité de l'organisme militaire roumain, que représentait une force militaire remarquable.

sovie-Berlin) et dans un espace européen d'anvergure de la Mer Noire jusqu'au Plateau de Bohême, en parcourant 1700 km. Après avoir libéré jusqu'à 31 août 1944, par les propres efforts, tout le territoire national trouvé à 23 Août sous l'autorité du gouvernement roumain, l'armée roumaine a bloqué et même repoussée, au debout du septembre 1944, les divisions hitlérisme et horthystes qui tentaient d'occuper les défilés des Carpates

Les effectifs et les catégories de militaires mobilisés qui encadraient l'armée roumaine à 23 Août 1944.

		Actifs	En reserve	Total
Officiers		17 086	22 611	39 697
Sous-officiers		36 100	14 813	50 913
Troupe		317 553	742 026	1 059 579
Elèves en écoles militaires	officiers	1 890	9 258	11 148
	sous-officiers	5 840	10 791	16 631
D'autres catégories de personnel		environ		25 000

Ci au cours de la guerre antihitlérienne le quantum de ces forces se diminuait, ce fait était dû à la Convention d'armistice du 12 septembre 1944, au protocole militaire soviéto-roumain du 25 octobre 1944 et à d'autres exigences de la Commission Alliée de Contrôle. Les alliés soviétiques n'ont pas intervenu en Roumanie pour constituer des unités militaires pour le combat contre les troupes hitlérismes, car l'effectif militaire de la Roumanie a été en totalité utilisable sur le front antihitlérien, comme d'ailleurs on procéda avec le potentiel économique du pays aussi. Ce pourquoi le remarquable effort militaire, économique et financier de la Roumanie se réalisa seulement sur la base des propres ressources du pays, par le travail sans réserve du peuple roumain, qui accomplira irréprochablement les grands charges dérivant de la Convention d'armistice.

La même importance ont eu les avantages stratégiques de la participation effective de la Roumanie à la guerre antihitlérienne, les actions des forces armées roumaines en se déroulant en étroite coopération avec les troupes soviétiques dans une des principales directions de pénétration vers le centre de l'Europe, la Vallée du Danube, ayant la même importance que celle située au nord (Var-

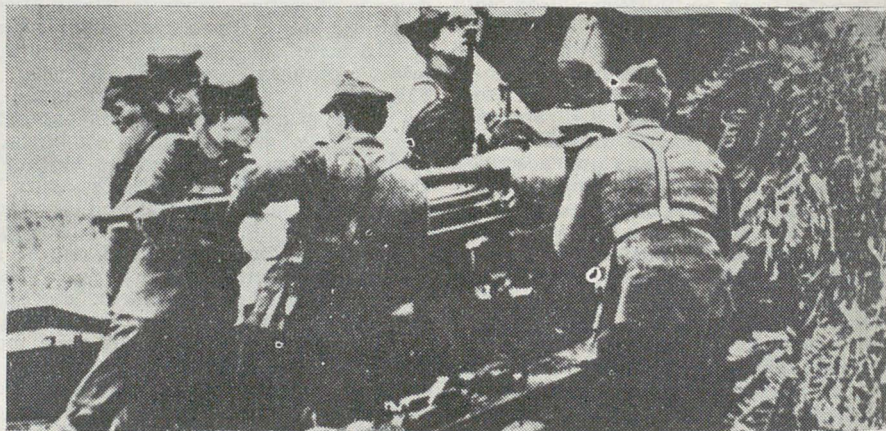
Méridionales et Occidentales, après quoi, elle a déclenché en coopération avec l'armée soviétique l'offensive libératrice dans la partie nord-ouest du pays, finalisée à 25 octobre 1944. Le coup appliqué sans cesse à l'ennemi dans la direction sud-est — nord-ouest, par les armées roumaines et soviétiques au nord des Carpates Méridionales et à l'ouest des Carpates Occidentales a facilité l'offensive des forces soviétiques qui actionnaient à travers les Carpates Orientales dans la direction générale Tirgu Mures-Dej-Satu Mare. D'une pareille importance et efficacité ont été les opérations militaires déroulées pour la libération de l'Hongrie et de la Tchécoslovaquie, où les 1^{re} et 4^e armées roumaines ont actionné sur des grands fronts compacts de jusqu'à 120 km en Hongrie et 130 km en Tchécoslovaquie, dans des secteurs de front ayant une évidente finalité stratégique (Debretin), ensuite sur les voies d'accès et à l'intérieur du Budapest sur le cours supérieur et moyen de la Tisza, dans les massifs montagneux de Bukk, Hegyalja et Matra, dans la vallée du Hernad, ainsi comme dans la zone montagneuse de l'est de la Tchécoslovaquie (d'où l'ennemi menaçait tant l'aille des groupements stratégiques soviétiques qui actionnaient dans la direction Varsovie-Berlin, que l'aille des forces soviétiques et

roumaines qui assaillaient les résistances hitléristes et horthystes de Budapest) et au centre du ce pays, à l'ouest du Hron jusqu'à proximité de Prague. Actionnant héroïquement dans la direction Oradea-Budapest-Prague-Vienne, les deux armées roumaines ont libéré seules environ 30 000 km² en Hongrie et 35 000 km² en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire 25%—30% de la surface totale des deux pays, en représentant plus d'un quart du l'effort des forces alliées dans cette direction. En même temps les unités roumaines blindées et de chemins de fer ont actionné en Autriche dans l'espace pétrolifère de plus grande importance situé au nord-est de Vienne. Les suivants dates exprime d'une manière suggestive l'importance de la place occupé par la Roumanie dans le cadre commun des Nations Unies : les unités roumaines ont parcouru 1700 km en luttant avec l'ennemi au rythme moyen d'avance de 6,5 km par jour ; elles ont vaincu les troupes hitléristes et horthystes en 20 massifs montagneux ; ont forcé 12 grands cours d'eau ; ont libéré 8 717 localités ; ont fourni un effort économique de plus de 1 200 000 000 de dollars (au cours de 1938) ; ont engagé en lutte 538 536 militaires, dont 170 000 ont été perdu (morts, blessés et disparus) etc.

Comme on l'a dit ci-dessus, la contribution remarquable de la Roumanie à la défaite du Reich nazi, le quantum élevé des forces engagées dans les combats ont été remarqué déjà pendant la guerre antihitlérienne : le 7 janvier 1945, Radio Londres a pris et diffusé l'opinion pu-

blée par le journal britannique „Sunday Times“ selon laquelle „Au point de vue des effectifs qui participent à la bataille d'aneantissement du nazisme, la Roumanie est la quatrième des nations qui luttent contre l'Allemagne hitlérienne“. En reprenant cette vérité, le député labouriste Ivor Thomas déclarait dans la Chambre des Communes : „Etant donné que la Roumanie est, du point de vue des effectifs engagés, le quatrième pays sur le front contre l'Allemagne, il serait opportun de proposer qu'on lui accorde le statut de cobelligérance“. L'importance de l'entrée de la Roumanie dans la guerre antihitlérienne et de sa contribution remarquable à la défaite de l'Allemagne nazie et de l'Hongrie horthyste a été souligné par des notabilités de premier ordre des États de la coalition antihitlérienne. Nous rappelons à ceux qui souffrent d'amnésie quand on apprécie l'apport roumain à la défaite du fascisme le décret par lequel on attribuait au chef de l'État roumain la plus haute distinction de guerre soviétique, l'ordre „La Victoire“, que soulignait la vérité que l'entrée de la Roumanie dans la coalition antihitlérienne se produira „à un moment où la défaite de l'Allemagne ne s'était pas encore nettement précisée“ ; la déclaration du secrétaire d'Etat des États Unis d'Amerique, Cordell Hull, qui soulignait que par l'entrée de la Roumanie dans la guerre „Les nazis doivent savoir que leur dominations dans les Balkans s'écroule“ ; Les remarques élogieuses du premier ministre de la Grande-

Des canonniers de la 19^e Division d'infanterie en action contre l'ennemi en Hongrie



Bretagne, Winston Churchill et d'Anthony Eden, le ministre des Affaires Étrangères, le premier déclarant : „Le ralliement de la Roumanie aux Alliés a apporté aux Russes des avantages extraordinaires : ils atteindront Belgrade, Budapest et probablement Vienne avant que les pouvoirs occidentales soient percées la ligne Siegfried“ (comme s'était passé). Parmi les mêmes appréciations : à 13 janvier 1946 Radio Paris diffusait : „La France estime que la Roumanie a apporté par sa contribution un abrègement de la guerre d'au moins six mois“. Quelques mois plus tard, le délégué de l'U.R.S.S. à la Conférence de paix de Paris, Al. I. Vişinski soulignait : „La Roumanie a prêté son aide aux Nations Unies et, en premier lieu, à l'Union Soviétique...“, qui a fait les plus grands efforts pendant la guerre antihitlérienne. Heliodor Pika, membre de la délégation tchécoslovaque relevait : „La contribution de l'armée roumaine à la victoire a été incomparablement plus grande que celle, par exemple, de l'Italie, reconnue, elle, comme État cobelligérant“.

La signification remarquable de ces appréciations constitue pour le peuple roumain un motif de légitime fierté patriotique et pour les historiens un stimulant de présenter avec objectivité

scientifique la contribution du peuple roumain, des tous les peuples du monde à la grande victoire. En ce que concerne la Roumanie, l'analyse attentive et objective des dates et des faits historiques démontre qu'en dehors de l'Union Soviétique, les États Unis d'Amérique et la Grande Bretagne, aucun autre État de la coalition des Nations Unies n'a pas eu une influence stratégique plus défavorable au Reich nazi dans le déroulement de la guerre en Europe que celle provoquée par les actions des forces militaires de la Roumanie.

Commandant ALESANDRU DUȚU

¹ Dr. Ilie Ceașescu, dr. Florin Constantiniu, dr. Mihail E. Ionescu, 200 de zile mai devreme. Rolul României în scutarea celui de-al doilea război mondial, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1985.

² General-locotenent dr. Ilie Ceașescu, colonel dr. Florian Tucă, major dr. Mihail E. Ionescu, capitaine Alesandru Duțu, România și marea victorie, 23 august 1944—12 mai 1945. Editura Militară, București, 1985.

³ Ecolul internațional al revoluției române din august 1944 și al contribuției României la războiul antihitlerist, Editura Politică, București, 1984.

⁴ România în războiul antihitlerist, 23 August 1944—9 mai 1945, Editura Militară, București, 1966.

⁵ Arh. M.Ap.N., fond 948, Section 1, dossier no. 3376.

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

La force, la fermeté de toute armée résident dans les liens étroits qui l'unissent au peuple, dans leur lutte commune.

NICOLAE CEAUȘESCU

Il n'y a pas d'armée plus efficace que sa propre armée (...) le courage et l'habileté peuvent devenir qualités des soldats selon la façon dont on les arme, on les instruit et on les commande.

MACHIABEL

Celui qui ne montre pas de courage perd toujours, sans doute, car c'est le courage qui élève ou perd une armée.

PIERRE Ier le Grand

Qui veut maîtriser l'art militaire doit l'étudier sans cesse. Je ne pense nullement qu'on puisse l'épuiser (..) L'expérience m'a appris, d'une bataille à l'autre, des choses nouvelles, mais il en reste une profusion dont je n'ai pas fait l'expérience.

FREDERIC II

NOUS SOMMES ICI DEPUIS TOUJOURS Autochtonisme et continuité du peuple roumain dans l'espace carpato-danubien-pontique

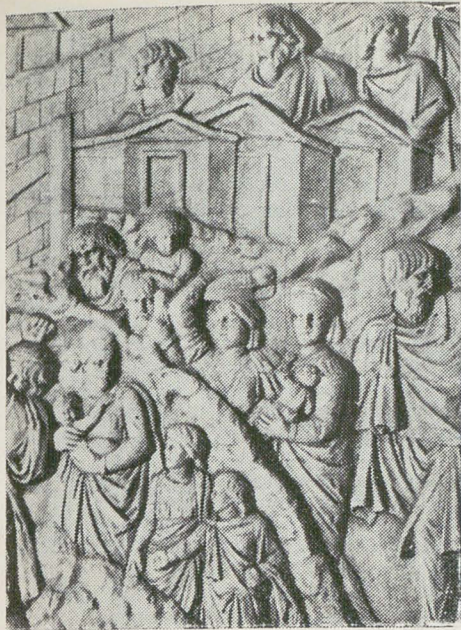
par général-lieutenant **ILIE CEAUȘESCU**
docteur en histoire

L'histoire des Roumains est l'histoire d'un peuple sédentaire, formé dans un seul et même foyer où il s'est exprimé de manière spécifique, où il a créé une culture matérielle et spirituelle originale. Nombre de vestiges archéologiques et de sources écrites de l'antiquité mettent clairement en évidence le fait incontestable que les ancêtres du peuple roumain habitaient l'espace carpato-danubien-pontique depuis les temps les plus reculées, que le peuple roumain habite depuis toujours ces contrées. Nous, Roumains, sommes les habitants les plus anciens de nos terres ancestrales, un des peuples les plus anciens d'Europe. Nicolae Iorga soulignait avec une remarquable force évocatrice que le peuple roumain «par ses ancêtres, a des racines quatre fois millénaires : c'est notre fierté et notre force. Là où habitaient les pères thraces se sont fixés les Romains ; là où se trouvaient les camps des Romains on a fondé les forteresses de nos voïvodes ; là où étaient sis les villages thraces il y a maintenant les villages roumains ; là où se trouvent nos villes il y avait autrefois les centres des civilisations antérieures représentées par ces individus dont nous sommes les descendants»¹.

Les écrits de l'antiquité montrent que les Géo-Daces, nos ancêtres, sont nés et ont vécu dans ces contrées ; il s'agit d'une continuité ininterrompue dans l'espace carpato-danubien-pontique. Ils n'ont

jamais abandonné le sol où ils avaient vu le jour, y sont restés inébranlables, défendant leur être et leur droit à l'existence libre en dépit des vicissitudes de l'histoire. Les liens indestructibles des Géo-Daces avec les contrées qu'ils habitaient depuis toujours représentent un trait fondamental de la vie socio-économique et politique de nos ancêtres. L'élevage et l'agriculture, leurs principales occupations, ont constitué un facteur particulièrement important de leur existence sédentaire, de leur continuité dans cet espace. Tout au long de l'antiquité, l'agriculture — pratiquée dans des formes toujours plus évoluées, à l'aide d'outils toujours perfectionnés — fut une occupation constante des ancêtres du peuple roumain ; à côté de l'élevage, de l'apiculture, de la poterie et de la pelletterie, de l'extraction et de la transformation des métaux, d'autres métiers, elle a contribué au développement d'une riche vie matérielle ; de même, la spiritualité du peuple, l'amour des contrées natales ont sans cesse puisé dans ce cadre existentiel.

Créateurs d'une des grandes civilisations antiques, comparable à celles nées et développées aux bords de la Méditerranée, les Géo-Daces ont toujours éveillé l'intérêt des auteurs de l'époque : Hérodote fut le premier à en faire mention. Il y a plus de 2 500 ans, nos ancêtres se sont vaillamment opposés au roi persan Darius Ier, témoignant de leur



Un groupe de Daces retournent à leurs foyers (image de la Colonne Trajane)

volonté inébranlable de défendre le sol qu'ils habitaient de manière ininterrompue. Sont bien connus la prouesse avec laquelle ils ont lutté contre l'armée persane, le courage et la sagesse dont ils ont fait preuve en s'opposant à Lysimaque, roi des Macédoniens.

Au I^{er} siècle av.n.è., un puissant Etat dace, centralisé et indépendant, s'est formé sous la direction de Burebista, qu'une source antique considérait «le premier et le plus grand de tous les rois de Thrace»; il y a plus de 2050 ans, l'existence de l'Etat dace fut le résultat des conditions favorables à l'union politique de nos ancêtres; cette union allait constituer une idée force de toute l'histoire des Roumains. Burebista exerçait son pouvoir sur un vaste territoire qui s'étendait au nord jusqu'aux Carpates boisées, à l'ouest jusqu'au cours moyen du Danube, à l'est au-delà de Tyras, au sud jusqu'aux monts Haemus et au sud-est jusqu'au littoral occidental de la mer Noire (englobant également les colonies qui y avaient été fondées par les Grecs). Depuis cette époque même, le principal ennemi de la Dacie libre fut l'Empire romain. L'organisation politique la plus puissante du monde antique, en pleine expansion. Cette expansion vers le nord-est s'est heurtée à la résistance des Daces que dirigeait le roi-héros Décébale. Suite aux guerres de 101-102 et

105-106, une partie du royaume dace a été occupée par les Romains; sa liberté a été dissoute, sa vie politique, militaire, économique et culturelle désorganisée. Cependant, en dépit de ces dures épreuves, le peuple dace a conservé ses structures socio-économiques, politiques et militaires traditionnelles, a repris son existence étatique dans les territoires de l'ancien royaume qui n'avaient pas été occupés par les Romains.

Les sources écrites, les vestiges archéologiques rejettent l'affirmation conformément à laquelle le peuple dace aurait été exterminé à l'occasion de la conquête romaine. Cette «théorie» lancée à la seconde moitié du XIX^e siècle par R. Roessler et reprise depuis par les adversaires de la continuité de notre peuple dans ses contrées a été fermement contestée, de solides arguments à l'appui, par des historiens roumains et étrangers. Les nombreuses localités daces ayant continué d'exister après 106 n.è., la céramique fréquemment mise au jour par les fouilles archéologiques, les pratiques d'incinération spécifiques des Daco-Gètes, les anthroponymes et toponymes daces qui se sont conservés après la conquête, les détachements daces intégrés aux légions romaines, etc. constituent des épreuves irréfutables de la continuité des Daces dans ces contrées après la transformation d'une partie de leur Etat en province romaine. L'extinction des Daces est une affirmation qui contredit la vérité historique. «Un peuple nombreux comme fut le peuple dace, occupant une aire géographique si étendue et protégée par un relief si varié (...) ne saurait être détruit. Cette conception catastrophique contredit tout ce qu'on connaît de l'histoire d'autres peuples»², montrait Simion Mehedintzi.

Le revers d'un dénar romain présentant la Colonne Trajane (environ 113 n.è.)



Les recherches pluridisciplinaires — historiques, archéologiques, sociologiques, linguistiques, ethnographiques, etc. — ont offert des réponses claires concernant l'être ethnique et la continuité des Daces à l'époque du contact, aux II^e et III^e siècles, avec la civilisation romaine. La communauté dace — communauté agraire spécifique, aux amples fonctions économiques, sociales, politiques et militaires — a fait preuve d'une extraordinaire vitalité, tant dans le territoire occupé que dans la Dacie libre. Sa survie a permis la conservation du fonds ethnique originaire et la continuité ininterrompue de notre peuple dans l'espace carpatodanubien-pontique. P.P. Panaitescu montrait : « Fait essentiel, la continuité des communautés sur le territoire de notre pays depuis les Gétos-Daces et jusqu'à la fondation des Etats féodaux signifie la continuité du peuple roumain en Dacie en tant que peuple sédentaire, fixé au territoire qu'il habitait, indestructiblement lié à ce territoire »³.

Nombre de sources attestent incontestablement que l'expansion des Romains vers le Danube et au nord du fleuve a déterminé le contact toujours plus étroit entre deux grandes civilisations qui se sont influencées l'une l'autre. Le peuple dace a adopté le latin, d'autres éléments de la civilisation et de la spiritualité romaines ; le résultat fut une série de caractéristiques que le peuple roumain a conservées pendant presque deux millénaires. Ce processus de fusion a duré plusieurs siècles et connu sa plus grande intensité et son parachèvement aux II^e et III^e siècles n.è., dans tout l'espace carpatodanubien-pontique. Le peuple roumain, habitant depuis 2 000 ans son foyer ancestral, est le fruit de la fusion des deux civilisations : dace et romaine.

Au cours des siècles ultérieurs à sa genèse, le peuple roumain a dû affronter les vagues de migrants qui traversaient le territoire qu'il habitait ou s'y arrêtaient temporairement et étaient assimilés par les autochtones. Les peuples migrants, à un stade de civilisation inférieur par rapport à celui des habitants des territoires envahis, n'ont pas pu déterminer le peuple roumain à quitter les contrées où il s'était formé et développé. Si les sources écrites datant de l'époque ultérieure à la retraite de Dacie de l'armée et de l'administration romaines et qui attestent l'existence d'un peuple qui venait de naître sont plus rares, cela ne constitue nullement, pour les adversaires de la continuité de notre peuple dans cet espace, un argument à invoquer. C'est à juste titre que le savant roumain Sextil Pușcariu écrivait : « Dans les chroniques on notait les événements, et non pas l'écoulement uniforme du temps, les in-

vasions de peuples nouveaux, et non pas l'existence quotidienne des autochtones, les guerres, et non pas la vie pacifique et les organisations étatiques anciennes. L'époque des migrations a pleinement illustré la vigueur, la vitalité, la résistance spécifiques du peuple roumain, ses liens profonds avec le sol ancestral. L'historien A.D. Xenopol montrait que les peuples migrants n'ont pas pu chasser les autochtones de leur foyer, que les Roumains se retiraient « dans les abris offerts par les monts et les forêts voisins, afin d'être toujours près de leurs maisons, de leurs champs (...) Que faisaient les Roumains chaque fois que les Tatars envahissaient leur pays ? Est-ce qu'ils l'abandonnaient ? Nullement, parce que, à chaque invasion, on les trouvait réinstallés dans leurs maisons »⁴. Exprimant une expérience historique plusieurs fois millénaire, le voïvode Neagoe Basarab conseillait à ses descendants, dans ses bien connues *Invățăturî*, de ne jamais abandonner le sol ancestral même dans les circonstances les plus dramatiques, lorsque les envahisseurs auraient occupé leurs bercails, de continuer à résister jusqu'à la victoire : « ne quittez jamais le pays, mais résistez (...) dans vos frontières (...) Vos ennemis, qui vous auront attaqués, ne pourront pas y demeurer longtemps (...) Vous foulerez aux pieds vos ennemis »⁵.

La remarquable civilisation matérielle et spirituelle de notre peuple, sa supériorité numérique, la continuité de son existence dans le même foyer furent les sources de sa capacité de résister aux vicissitudes de l'histoire, d'assimiler des populations qui s'établirent tout auprès. Soulignant la continuité ininterrompue de l'existence matérielle et spirituelle de notre peuple dans son berceau ancestral et répondant aux tentatives de falsifier la vérité historique, l'écrivain Liviu Rebreanu affirmait : « Quel argument pour la continuité serait plus plausible que l'existence même d'un peuple, pendant deux mille ans, dans ses contrées ? »⁶.

Les découvertes archéologiques, complétées de sources écrites, fournissent d'importantes informations concernant l'organisation de la vie socio-politique des Roumains au haut Moyen Âge. Les « romanes populaires » aux IV^e—VIII^e siècles, les knézats et les voïvodats attestés aux IX^e—XI^e siècles et dirigés par des maires, ducs ou knèzes et voïvodes, formations politiques d'un seul et même peuple, ont donné une ferme impulsion au développement des forces productives et des relations de production, ont assuré la défense contre les envahisseurs, ont entretenu des rapports entre eux, avec les Etats voisins ou plus éloignés, parti-



La „Proclamation de Padeș“ (peinture de D. Stoica)

cipant de manière toujours plus active à la vie politique de l'Europe centrale et du sud-est⁷.

La tradition de l'organisation étatique chez les Roumains — ces «pays des Roumains» que mentionnent les écrits, voïvodats de Gelu, Glad, Menumorut qui existaient en Transylvanie, au Banat et en Crișana avant l'arrivée des Hongrois dans le Bassin Pannonien — atteste la continuité de notre peuple, de ses formations politiques dans ses contrées ancestrales. Vivant et travaillant sur le sol de leurs ancêtres, les Roumains ont toujours eu le sentiment aigu de leur autochtonisme. Ce sentiment, les chroniqueurs l'ont clairement exprimé dans leurs ouvrages, les voïvodes l'ont défendu au prix de leur vie, comme ils ont défendu les droits qui découlaient de la réalité même qui l'avait inspiré, les historiens et les voyageurs étrangers l'ont diffusé comme ils ont diffusé ses fondements. Invoquant la chronique d'Anonymus, le savant allemand I. Thunmann affirmait que «l'invasion des Hongrois, en 896, les a trouvés (les Roumains — n.d.l'a.) en Transylvanie et dans la Hongrie en deçà du Danube (...) Les Roumains habitaient également, depuis des temps immémoriaux, la Valachie et la Moldavie»⁸. L'historien et l'ethnographe magyar Paul Hunfalvy écrivait : «les ancêtres des Roumains n'ont pas cessé depuis Trajan d'habiter l'ancienne Dacie, c'est-à-dire la Transylvanie, la Moldavie et la Vala-

chie»⁹, tandis que Horváth Mihály affirmait sans équivoque : «La Transylvanie était peuplée par les Roumains lorsque les Hongrois firent leur apparition dans le Bassin Pannonien»¹⁰.

Les Roumains, leurs ancêtres ont donc eu depuis toujours un foyer qu'ils n'ont jamais abandonné, leur continuité étant une des vérités fondamentales de leur histoire. Synthétisant de manière magistrale cette réalité, le président de la Roumanie soulignait : «Aux époques les plus difficiles, nos devanciers n'ont pas abandonné la terre où ils étaient nés, mais — fraternisant avec les montagnes et les plaines, avec les rivières et les magnifiques bois — y sont restés inébranlables, en défendant leur être, leur droit à l'existence libre»¹¹.

L'élément essentiel dans la résistance du peuple roumain tout entier contre les invasions étrangères est sa persistance dans son foyer ancestral, sa capacité de conserver intact son être. Aspects fondamentaux de la spécificité de notre peuple, la langue, la civilisation roumaines ont conservé leur vigueur, s'enrichissant continuellement suite à leur évolution interne et aux contacts avec d'autres civilisations. Le peuple roumain a édifié sur tout le territoire qu'il habitait des formes supérieures d'organisation politique, des États féodaux puissants qui allaient consolider sa cohésion interne et créer les prémisses d'actions concertées sur le plan international. Les vicissitu-

des de l'histoire n'ont jamais eu raison de notre peuple ; au contraire, il en est sorti plus fort, plus décidé de ne pas épargner d'efforts pour défendre ses contrées ancestrales. Les tentatives de pseudo-historiens de contester la continuité des Roumains dans leur patrie sont donc vouées à l'échec. «**La réponse** — montrait le secrétaire général de notre parti —, ce furent Mircea, Etienne le Grand, Ioan de Hunedoara, Michel le Brave qui la donnèrent. Ceux ayant vaincu Bajazet, ayant fait face à tant de conquérants, ayant édifié le premier Etat centralisé des Roumains de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie. Ils ne vinrent d'autres régions, ni ne tombèrent du ciel, mais naquirent et vécurent ici, dans ces contrées qu'ils défendirent de leur sang»¹².

Notre peuple, habitant depuis toujours son foyer, a dû résister, au Moyen Age, à nombre de tentatives des puissances voisines de conquérir ses territoires, de déstabiliser la situation dans ses frontières, de désagréger son unité, de mettre un terme au processus de constitution d'un seul Etat des Roumains. L'Empire ottoman, qui avait conquis la péninsule des Balkans et transformé en pachaliks les Etats bulgare et serbe, avait des frontières communes avec la Valachie (au sud du pays roumain). Le front commun anti-ottoman, la résistance prolongée et résolue contre l'expansion et l'agression turque, les accords et traités conclus avec la Porte — appelés *capitulations* ou *ahidname* — ont permis à la Valachie, à la Moldavie et à la Transylvanie de se développer de manière autonome, de conserver leur intégrité territoriale, leurs lois et coutumes. La victoire obtenue par les Ottomans à Mohács (1526) et l'instauration de la domination turque en Hongrie (transformée pendant un siècle et demi en pachalik) ont eu d'importants effets sur la situation des pays roumains. La Transylvanie est devenue voïvodat autonome et, dans cette qualité, a établi avec la Porte des rapports comparables à ceux que les deux autres pays roumains avaient établis avec l'Empire ottoman ; les rapports constants entre eux se sont intensifiés. Michel le Brave a repris les luttes contre la suzeraineté ottomane et obtenu — à Giurgiu, Călugăreni, Nicopolis, Vidin, Silistra, etc. — des victoires ayant démontré les aspirations légitimes du peuple roumain vers la liberté, la prouesse et l'habileté de l'illustre voïvode que des documents de l'époque appelaient à juste titre «le trop brillant», «le trop vaillant», «le trop fameux», «brave», «digne», «rempart de la chrétienté et son vengeur», «nouvel Achille», «le merveilleux», «loué dans le monde entier», etc.¹³. Depuis 1600, il est

connu dans l'histoire comme «voïvode de la Valachie, de la Transylvanie et de tout le pays de Moldavie» (c'est ainsi qu'il s'intitulait lui-même) ; c'est sous Michel le Brave que notre peuple enregistra sa première unification — *inevitabilis factorum lex*, accomplissement du destin implacable, comme affirmait à juste titre Gaspar Bojtinus, historien officiel de Gabriel Bethlen. Ce fut un triomphe de la continuité du peuple roumain dans les contrées où il était né, où il lutait et travaillait. L'union de 1600 fut à la fois l'effet et la cause du sentiment d'autochtonisme et de continuité de notre peuple. L'Etat unitaire centralisé et indépendant fut une réalisation historique objective et viable, en dépit de sa destruction temporaire par l'intervention militaire étrangère : «la nation roumaine s'est de nouveau émiettée ; les Roumains sont tombés sous des puissances étrangères, sous des autorités diverses»¹⁴. Cependant les rapports multilatéraux entre leurs pays ont persisté ; l'origine commune, la situation économique, la langue, les coutumes, la tradition historique jamais interrompue, etc., tout démontre que la continuité du peuple roumain dans son foyer ancestral a constitué une réalité objective, sensiblement plus forte que les pressions, les immixtions et la domination étrangères. Après les défaites que l'Empire ottoman avait subies entre 1683 et 1687, une partie de notre territoire (la Transylvanie) a été occupée par l'Empire des Habsbourg ; en 1691, la Transylvanie est devenue principauté, aux lois et institutions propres, dépendant de la cour de Vienne, à la différence de la Hongrie, que l'Autriche a effectivement englobée. La politique des Habsbourg n'a pas pu effacer une réalité millénaire : la

Michel le Brave, prince régnant
de la première union
des Roumains
(peinture Gh. Tăltărescu)



Transylvanie comme entité politique distincte, où les Roumains étaient les seuls à habiter depuis toujours leurs foyers, qu'ils n'avaient jamais abandonnés, entité politique dont les habitants avaient de permanents contacts avec leurs frères de l'autre versant des Carpates. Ni l'annexion, pendant 21 ans (de 1718 en 1739) de l'Olténie — autre partie du territoire roumain —, ni l'instauration, jusqu'en 1918, de l'autorité des Habsbourg au Banat, ni l'occupation, par l'Empire des Habsbourg, du nord de la Moldavie (la Bucovine) en 1775, ni le pacte odieux entre le tsar et le sultan concernant l'annexion par l'Empire russe de la Bessarabie — partie de la Moldavie comprise entre les rivières de Prut et de Dniestr — après la guerre russo-turque de 1806—1812, ni la répression des révolutions roumaines de 1821 et de 1848 par les troupes ottomanes et, respectivement, les troupes tsaristes, autrichiennes et turques, ni la terreur folle et la dénationalisation auxquelles avait eu recours en Transylvanie la monarchie bicéphale (pendant 51 ans, entre 1867 et 1918, elle y a exercé une double oppression) n'ont pu arrêter le cours inexorable de l'histoire dans l'espace carpatodanubien-pontique, histoire qui atteste que les Roumains sont les seuls maîtres légitimes du sol qu'ils habitent. Notre peuple a été et est conscient qu'il représente ici l'autochtonisme et la continuité. C'est cette conscience qui a déterminé — comme le montre Keith Hitchins, professeur à l'Université d'Illinois d'Urbana-Champaign (Etats-Unis) — la fusion des objectifs sociaux et nationaux dans le programme de la Révolution de 1848 dans les pays roumains, notamment en Transylvanie : «Iancu et son armée paysanne ont lutté pour réaliser un ample programme de réformes où les composantes sociales, nationales et libérales n'ont pas été séparées : abolir complètement le servage, sans dédommagements pour les nobles ; accorder toute la liberté politique et l'égalité civile à toute la population de la Transylvanie, quelle que fût la langue qu'elle parlait ; reconnaître le droit à l'autodétermination»¹⁵.

En effet, c'était pour l'affirmation de ces valeurs dans leur foyer ancestral que luttèrent les Roumains, qui — selon Alfred Ramboud, un des plus grands historiens français — étaient «sédentaires par excellence, aimaient au plus haut degré leurs terres, pratiquaient le culte de Terme* et, dans un de leurs proverbes, se comparaient avec les pierres d'un torrent que l'eau ne peut pas rouler»¹⁶.

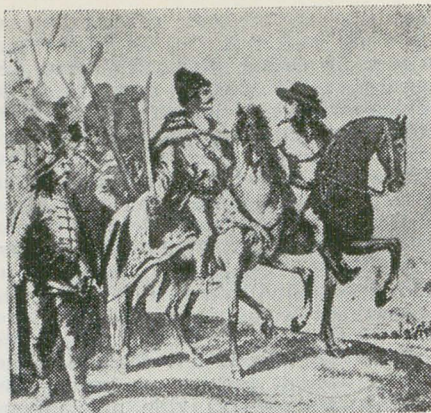
Autochtones habitant continuellement leur foyer ancestral, les Roumains ont toujours représenté, du point de vue démographique, l'écrasante majorité de la population. L'historien français Henri Gaidoz, étudiant les populations se trouvant au nord et à l'ouest des Carpates, affirmait que, «d'après le recensement de l'administration hongroise en 1890, dans les 15 comitats qui formaient la Transylvanie il y avait 2 251 000 habitants, dont 1 276 000 Roumains,** 697 000 Hongrois et 217 000 Allemands»¹⁷. Et pourtant — constatait stupéfait le même historien — «en 1845 on refusait un Roumain de Braşov qui avait fait des études de droit et désirait occuper un poste dans l'administration de sa ville natale pour la seule raison qu'il était Roumain»¹⁸. Anticipant les événements qui allaient avoir lieu presque un quart de siècle plus tard, Henri Gaidoz soulignait que les Roumains aspiraient vers «l'union des terres qu'ils habitaient en un seul Etat, que la réalisation de la patrie roumaine, de la Dacie, n'aurait été possible que suite à un cataclysme européen, à l'écroulement de la monarchie austro-hongroise»¹⁹.

Les temps durs ont rendu toujours plus ferme notre peuple, qui, en dépit de tant de vicissitudes, n'a pas quitté son foyer, n'a pas oublié son origine, sa langue, sa croyance, a rejeté la passivité et a organisé des formes actives de résistance — militaire, politique, culturelle, religieuse — contre les envahisseurs. C'est là encore un élément témoignant du fait que «toutes les branches de la nation roumaine»²⁰, comme disait Nicolae Bălcescu, étaient solidaires, qu'elles voulaient exprimer cette unité sur le plan politique aussi, de manière à ce qu'elle «fût des Valaques, des Moldaves, des Bessarabiens, des Bucoviniens, des Transylvains, des habitants du Banat, des Macédo-Roumains un corps politique, une nation roumaine, un Etat de sept millions de Roumains»²¹.

La continuité des Roumains dans ces contrées a connu des moments de triomphe en 1859, lors de l'union de la Moldavie et de la Valachie, pendant la guerre d'indépendance de 1877—1878 et à l'occasion de l'intégration à la mère patrie de la Dobroudja, au cours de la guerre de libération et d'unification nationale de 1916—1918 qui a affranchi des territoires habités sans cesse depuis les temps les plus reculés par les Roumains, à l'occasion des grandes assemblées populaires ayant décidé l'union à la Roumanie du reste des Roumains et des territoires qu'ils habitaient : Transylvanie, Banat, Bessarabie, Bucovine, Roumains

** ultérieurement, les recensements ont enregistré environ 3 000 000 de Roumains

* dieu latin protecteur des limites



Horea à la tête de son armée révolutionnaire

qui saluaient «solidaires et enthousiastes la libération des nations subjuguées jusqu'ici (jusqu'en 1918 — n.d.l.a.) par la monarchie austro-hongroise, à savoir les nations tchécoslovaque, austro-allemande, yougoslave, polonaise et ruthène»²².

L'évolution des événements ayant abouti à la Grande Union de 1918 montre de la manière la plus catégorique que ce moment — unique dans l'histoire du peuple roumain par son ampleur et ses significations — ne fut pas le fruit du hasard, de conjonctures favorables ou d'accords conclus à la table des négociations, mais le résultat naturel de la lutte des masses les plus larges, un acte de profonde justice historique, susceptible de faciliter une concordance à caractère de loi entre la réalité objective et les droits inaliénables de notre peuple, d'une part, et le cadre national que ces réalités réclamaient impérieusement, d'autre part. «L'union fut le couronnement des luttes séculaires que menèrent les forces les plus avancées du peuple roumain de Moldavie, Valachie et Transylvanie, les érudits et les grands penseurs de la nation, de l'activité que déployèrent les éléments révolutionnaires, les militants socialistes, des aspirations et de la volonté du peuple roumain entier»²³, soulignait le secrétaire général de notre parti.

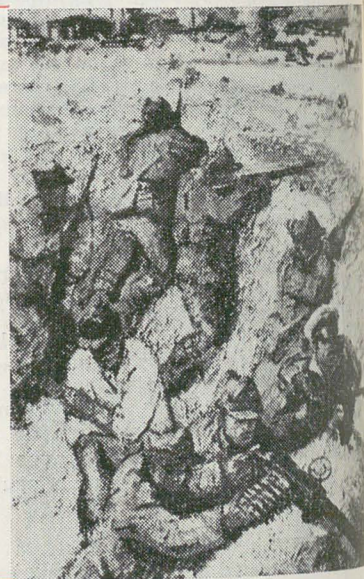
Les représentants des Magyars, des Saxons, des Souabes, des Juifs ont reconnu et les traités internationaux de paix validé du point de vue juridique²⁴ la continuité dans l'espace carpatodanubien-pontique de nos devanciers, dirigés par Burebista, Décébale, Michel le Brave, par d'autres illustres figures, réalité dont le couronnement fut la Grande Union, acte nécessaire de justice historique.

La Grande Union a consolidé davantage les assises communes à toutes les provinces

roumaines, la communauté que les siècles ont rendue toujours plus étroite, a créé le cadre national, socio-économique et culturel pour le développement encore plus rapide des forces productives, a déterminé la concentration dans les frontières d'un seul Etat des énergies et des capacités créatrices du peuple entier, a favorisé l'affirmation du mouvement ouvrier révolutionnaire, de toutes les forces avancées de la société.

Dans l'entre-deux-guerres, lorsque les forces fascistes et révisionnistes de l'Europe menaçaient l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale de notre pays, le parti communiste, créé en 1921 par la transformation du parti socialiste, a appelé le peuple entier à «se maintenir en état d'alerte (...) Hitler veut nous arracher le blé, le pétrole, le territoire»²⁵. En août 1940, lorsque la Hongrie horthyste a arraché à la Roumanie et annexé une partie de la Transylvanie, le peuple roumain a fermement protesté contre l'odieux Diktat de Vienne qui était «en flagrante contradiction avec la réalité et avec ses droits imprescriptibles (du peuple roumain — n.d.l.a.) sur le sol de la Transylvanie entière»²⁶. Le 23 Août 1944, on a déclenché la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste. La victoire de la révolution a été le résultat du combat héroïque qu'a livré le peuple entier; aussi a-t-il reconquis son indépendance. La participation de la Roumanie à la coalition anti-hitlérienne a entraîné des changements radicaux dans le déroulement de la seconde guerre mondiale: la

„Băneasa pendant les jours d'Août 1944“ (peinture de Ion Ţolaş)



durée du conflit a été écourtée d'environ 200 jours.

Au cours des décennies qui se sont écoulées depuis la victoire de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste d'août 1944, la Roumanie a traversé plusieurs étapes historiques. On a réalisé la révolution démocratique; à partir de 1948 on a commencé de réaliser les objectifs de la révolution socialiste, qui avait liquidé une fois pour toutes l'exploitation et l'oppression, les inégalités économiques, sociales et nationales, assurant la totale égalité, la liberté de tous les citoyens de notre patrie. Dans une période très brève (une vingtaine d'années), «on a réalisé l'organisation selon les principes socialistes de la propriété d'Etat et coopérative, de tous les secteurs économiques et sociaux, ce qui a assuré la victoire de la première étape de la révolution socialiste»²⁷.

Dans le cadre des transformations révolutionnaires qui ont eu lieu dans notre pays, un rôle particulièrement important joue la période ultérieure au IX^e Congrès du P.C.R., événement politique décisif dans la vie de notre parti et de notre peuple: le congrès a inauguré une étape nouvelle dans l'histoire contemporaine de la Roumanie en posant le problème du développement à des rythmes élevés de l'industrie, des autres domaines d'activité, de la croissance sensible de la production agricole, de l'essor général de l'économie socialiste. La matérialisation de ces objectifs, le puissant développement des forces productives dans toutes les régions de la Roumanie ont assuré le passage à une étape nouvelle, supérieure: l'édification de la société socialiste multilatéralement développée.

Au cours des vingt-trois années qui se sont écoulées depuis le IX^e Congrès du P.C.R., le peuple roumain a réalisé une ample et radicale transformation de toute la société; on a développé et modernisé l'industrie et l'agriculture socialistes, on a assuré l'épanouissement de la science, de l'enseignement, de la culture et des arts, on a sans cesse élevé le niveau de vie matérielle et spirituelle de tous les travailleurs, on a œuvré pour l'affirmation toujours plus puissante de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté nationales. La Roumanie a connu la période la plus fertile de son histoire, que notre peuple appelle avec une fierté justifiée l'Epoque Nicolae Ceaușescu.

L'étape socialiste de l'évolution plusieurs fois millénaire du peuple roumain est l'aboutissement de son exemplaire persistance dans son foyer ancestral; elle auréole son autochtonisme et sa continuité dans l'espace où il s'est formé, où il travaille pour édifier son destin.

¹ Nicolae Iorga, Originea, firea și destinul neamului românesc dans Enciclopedia României, vol. I, București, 1938, p. 34

² Simion Mehedinți, Coordonate geografice, București, 1930, p. 94

³ P. P. Panaitescu, Obște țărănească în Țara Românească și Moldova. Orinduirea feudală a Xenopol, 1961, p. 27

⁴ A.D. Xenopol, Istoria românilor în Dacia traiană, 2^e édition vol. I, Cartea Românească, București, 1927, p. 31

⁵ Învățăturile lui Neagoe Basarab către fiul său Teodosie, Minerva București, 1984, p. 294

⁶ Liviu Rebreanu, Laudă țăranului român, Discours de réception à l'Académie Roumaine, dans «Viața românească», XXXII, nr. 7 juillet 1940, p. 5

⁷ P. Diaconu, Românii și populațiile în migrație, dans Independența României, Editura Academiei R.S.R. București, 1977, p. 41

⁸ I. Thunmann, Untersuchungen über die Geschichte, der ostlichen europäischen Völker, Leipzig, 1774, p. 324, 369

⁹ Paul Hunfalvy, Neure Erscheinungen der rumänischen Geschichtsschreibung, Wien und Teschen, 1886

¹⁰ Michael Horvath, Geschichte der Ungarn, vol. I, p. 9, apud «Universul», nr. 338, 10 décembre 1933

¹¹ Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 24, Editura Politică, București 1983, p. 14

¹² Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 24, Editura Politică, București, 1983, p. 12

¹³ Cartea cronicilor, Junimea, Iași, 1936 p. 120

¹⁴ F. Aaron, Idee revede de istoria Prîntărilor Țării Românești, tom III, București 1837, p. 322

¹⁵ Keith Hitchens, Avram Iancu and the European Revolution of 1848, dans Studies on Romanian National Consciousness, Naard, Madrid-Paris-Roma, Pelham, N.Y., 1983, p. 98

¹⁶ Histoire générale du IV^e siècle à nos jours, Paris, 1893—1901, p. III

¹⁷ Henri Gaidoz, Les Roumains de Hongrie. Leur état present, dans «Revue de Paris», 15 mai 1894, p. 12

¹⁸ Ibidem, p. 16

¹⁹ Ibidem, p. 18—19

²⁰ «Junimea română», I. 1851, nr. 2, p. 13 (Discursul cetățeanului Bălcescu)

²¹ Nicolae Bălcescu, Opere, vol. I Editura Academiei R.S.R. București, 1974, p. 177—178

²² Marea Adunare Națională întrunită la Alba Iulia în ziua de 1 Decembrie 1918. Acte și documente, București 1928, p. 11

²³ Nicolae Ceaușescu, România pe drumul desăvîrșii construcției socialiste, vol. 2 Editura Politică, București, 1988, p. 470.

²⁴ «Arady-Kozlány», 21 novembre 1918; «Revista Institutului social Banat-Crișana», XXI, 1943, p. 420

²⁵ Documente privind activitatea P.C.R. în armată, 1921—1944, Editura Militară București 1974, p. 123—124

²⁶ «Libertatea», 27 octombrie 1944 (I, 61)

²⁷ Nicolae Ceaușescu, Raport la Conferința Națională a Partidului Comunist Român, 14 decembrie 1937, Editura Politică, București 1987, p. 11

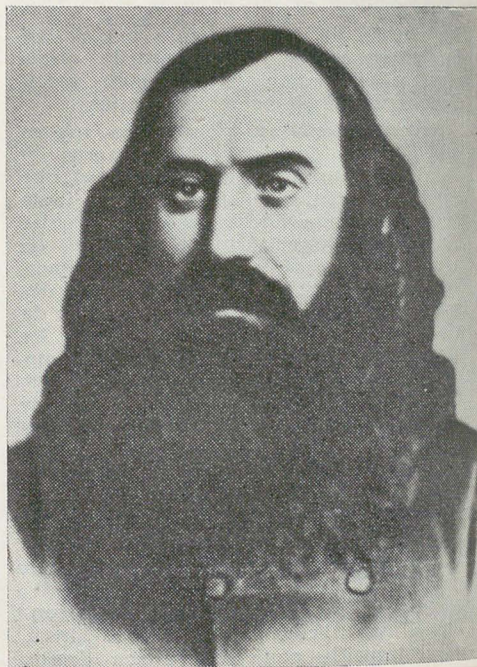
La nation armée et la guerre populaire dans la conception des révolutionnaires de 1848

La lutte du peuple roumain pour l'unité et l'indépendance, pour la continuité de son existence étatique a engendré depuis les temps les plus reculés une manière spécifique de faire la guerre, caractérisée par la participation aux efforts militaires de tous ceux capables de prendre les armes, quelle que fût leur condition sociale, par l'utilisation de tous les moyens — depuis la retraite délibérée et jusqu'au harcèlement permanent — afin de diminuer les forces de l'ennemi, de l'épuiser, de le chasser finalement; cela supposait la création devant les troupes ennemies d'un véritable vide démographique et économique, la destruction délibérée des localités, des récoltes, des voies de communication, de toutes les sources des ravitaillement, des moyens de transport, etc. Nicolae Bălcescu, idéologue militaire de la Révolution de 1848 dans les pays roumains, présentait de manière synthétique cette forme spécifique de résistance : «Chaque fois qu'un ennemi puissant envahissait le pays, les habitants des plaines abandonnaient les villes et les villages et se réfugiaient avec leurs animaux et provisions dans les montagnes, où la nature même et les fortifications rendaient l'accès difficile. Les vieillards, les femmes et les enfants y reposaient, tandis que les hommes prenaient les armes, constituaient des groupes de combat et harcelaient l'ennemi. L'armée était cachée dans les forêts, évitant d'engager un affrontement total avec les troupes de l'ennemi et se contentant de le harceler, de couper ses communications, de le laisser sans provisions, donc de l'affamer, de l'obliger à quitter le pays sans aucun gain, de l'attirer dans des endroits dangereux et inconnus où il payait cher l'audace d'envahir les contrées roumaines. C'est de cette manière qu'on a chassé maintes fois les hordes hongroises et tatares qui menaçaient d'envahir notre pays»¹. Cette modalité de résister aux agressions supposait nécessairement la grande force morale et la parfaite discipline de ceux qui y avaient recours. «Il faut que dans tout le pays règne une seule volonté, une parfaite discipline pour que le premier appel mobilise tout le peuple comme s'il s'agissait d'une seule personne»², montrait

Mihail Kogălniceanu. Il était donc question d'une guerre populaire dans le sens le plus profond du terme, d'une guerre qui réclamait la participation — directe ou indirecte — de toute la population valide aux efforts de chasser les envahisseurs. Cette mobilisation générale a constitué le fondement des grandes victoires obtenues par les armées roumaines au fil des années.

Toujours obligé à combattre des ennemis supérieurs du point de vue du matériel de guerre et des effectifs, le peuple roumain a découvert les solutions adéquates pour avoir raison des envahisseurs; au XIX^e siècle, les solutions inspirées du passé ont tenu compte également des conditions in-

Etîmie Murgu, représentant de marque de la révolution roumaine de 1848 en Banat



VITEZA OASTEI ROMANE

CU COLOANA DE INVASIUNE OTOMANA
IN DELUL SPIRII

Bucuresti, anul 1848, sept. 12, total la 4 copii dupa arceata

DE

Domn. D. Papazoglu.



BUCURESCI

TIPOGRAFIA NAȚIONALĂ A LUI ȘTEFAN KASSIDERSCU,
Strada Gheorghe, Hotelul Gherman, No. 2.

1866

**L'oeuvre du commandant D. Papazoglu
concernant l'héroïque combat des soldats
roumains à Dealul Spiirii**

ternes et internationales. D'ailleurs, l'armée roumaine moderne était formée, outre les unités permanentes, de formations territoriales constituées au besoin (*dorobanți*, gardes-frontière, serviteurs, gendarmes). Les principes de recrutement, l'accomplissement du service militaire étaient, pour ces formations, inspirés de l'ancienne structure militaire autochtone; ils contribuaient à l'augmentation sensible des effectifs en temps de guerre; aussi l'armée roumaine moderne a-t-elle conservé d'emblée — en dépit des ingérences étrangères — des catégories militaires «étroitement liées aux traditions les plus anciennes et plus solides du pays même»³, comme le remarquait Nicolae Iorga. D'ailleurs, l'expérience de la révolution américaine et notamment l'expérience de la révolution française ont témoigné — comme le soulignait Friedrich Engels — que les Etats agressés doivent opposer aux armées envahissantes la «mobilisation de la nation entière»⁴.

C'est aux leaders de la Révolution de 1848 dans les pays roumains que revient le mérite d'avoir élaboré le concept de nation armée et de l'avoir matérialisé de manière adéquate. L'augmentation des forces militaires nationales, leur «démocratisation» par la création d'une armée et de catégories de troupes d'essence populaire, en d'autres termes, la concrétisation de la doctrine de la nation armée avaient constitué un des des-

iderata exprimés fréquemment dans les programmes des milieux patriotiques et progressistes roumains, programmes élaborés avant la révolution. Dix ans plus tôt, en 1838, le Parti national de Valachie, dirigé par le colonel Ion Cimpineanu demandait que «parallèlement à l'armée active soit créée une garde nationale»⁵; l'article 2 du Projet de Constitution du même parti, projet élaboré par son leader et le jeune Nicolae Bălcescu, préconisait : «tout Roumain capable de prendre les armes sera soldat»⁶. Il s'agissait donc d'armer et instruire des effectifs aussi nombreux que possible. Les leaders du mouvement de 1848 considéraient qu'une tâche prioritaire du gouvernement révolutionnaire après la prise du pouvoir était celle de «créer une armée révolutionnaire» formée surtout de paysans et de la garde nationale qui devait être constituée. Dans son ouvrage publié en 1846 à Brașov et intitulé *Elemente de dreptul politic dupre mai mulți autori, de un filo-român* (*Éléments de droit politique inspirés de plusieurs auteurs et écrits par un patriote*), Costache Negruzzi appréciait qu'une des obligations d'un gouvernement représentatif était «la création d'une armée vraiment populaire»⁷, d'une armée dont les intérêts et les missions fussent en harmonie avec les aspirations et la lutte d'émancipation du peuple. Negruzzi affirmait : «Il faut que l'armée soit le peuple même, qu'il y ait une communion spirituelle entre le peuple, l'armée et les citoyens qui en font partie, que ceux-ci ne soient enrôlés que dans des formations bien délimitées, pour que, une fois intégrés à la nation, ils n'aient pas d'intérêts autres que les intérêts de celle-ci, et soient les instruments du pouvoir»⁸. Nicolae Bălcescu s'était prononcé en 1844 pour une base populaire de l'armée. Dans son étude aux profondes analyses *Puterea armată și arta militară la români de la întemeierea Principatului Valahiei pînă acum* (*Les forces armées et l'art militaire chez les Roumains depuis la fondation de la Principauté de Valachie et jusqu'à nos jours*), il militait pour la «réorganisation de notre organisme militaire, réorganisation qui assure une meilleure défense»⁹ et soulignait une thèse fondamentale de la politique de construction de l'armée roumaine moderne : «la nécessité impérieuse que tous les habitants entre 20 et 60 ans, sans exception, fussent soldats de la patrie»¹⁰. C'est dans l'esprit de ces conceptions qu'il proposait un système militaire où les effectifs de l'armée active — qui réclamaient des dépenses considérables et qui privaient l'industrie et l'agriculture de main d'œuvre — fussent limités et où l'on mit l'accent sur les «réserves nationales» (troupes territoriales, milices, garde nationale, etc.). Ce déplacement d'accent s'expliquait, à l'avis de Nicolae Bălcescu, par le fait qu'en Valachie, «la force de l'Etat ne consiste pas dans l'armée active, mais dans les réserves nationales»¹¹. Cette organisation militaire aurait été la plus

adéquate, parce qu'elle aurait été conforme non seulement aux réalités politiques, économiques, sociales, géographiques et historiques roumaines, mais aussi à son objectif stratégique principal : avoir «seulement un but défensif»¹², comme s'exprimait le penseur et l'animateur de la révolution roumaine.

Mais cette augmentation des effectifs instruits en temps de paix pour participer à la défense de la patrie représentait seulement un aspect du concept de nation armée. Lorsque le pays est envahi par des troupes ennemies, «lorsqu'il s'agit de défendre le territoire national, de défendre la patrie contre les invasions étrangères, de la libérer si elle est occupée (...), alors l'armée active, les soldats ne suffisent pas, il faut quelque chose de plus, il faut que l'ensemble de la population soit armé»¹³. On réclamait donc l'armement de tous les citoyens, l'utilisation de tous les moyens pour chasser l'agresseur, le déclenchement de la guerre du peuple entier pour sauvegarder ses intérêts et prérogatives fondamentaux. De ce point de vue, sont significatives les affirmations que C. A. Rosetti faisait à l'été de 1848, à un moment où les troupes des empires réactionnaires voisins étaient concentrées à nos frontières pour liquider la révolution qui avait triomphé à Bucarest. Dans ces circonstances cruciales, il fallait que «tous les citoyens, de toutes les couches, de tous les âges, de 18 à 50 ans (...), au besoin tous les habitants, se rassemblent au son des tambours et soient prêts à défendre la patrie, la liberté, à verser jusqu'à la dernière goutte de sang»¹⁴.

Voici les coordonnées de la politique militaire adoptée par les facteurs responsables des destins du peuple roumain dans ces jours tumultueux, lorsque notre nation revendiquait la satisfaction de ses droits légitimes à une vie digne, dans les fron-

tières d'un Etat unitaire et indépendant. En effet, d'une part, la Révolution de 1848 dans les pays roumains a créé une série de structures militaires de la catégorie des «réserves nationales» — telles la garde nationale et les régiments de *panduri* volontaires —, d'autre part, elle a contribué à la cristallisation dans la pensée militaire nationale de la doctrine de la nation armée et de la guerre populaire, fruit de la collaboration des leaders du mouvement de tous les territoires roumains, synthèse dialectique entre des revendications spécifiques de la révolution bourgeoise-démocratique et des éléments traditionnels, issus d'un long effort armé que notre peuple avait fourni pour défendre l'unité et l'indépendance de la patrie.

Colonel CONSTANTIN CAZĂNIȘTEANU

¹ Nicolae Bălcescu, Puterea armată și arta militară de la întemeierea Principatului Valahiei până acum, in Paul Cornea, Mihai Zamfir, Gindirea românească în epoca pașoptistă, vol. I, Bucarest, 1969, p. 286

² Mihail Kogălniceanu, Sclavie, dreptate și boieresc, in Paul Cornea, Mihai Zamfir, op. cit., vol. I, p. 200

³ Nicolae Iorga, Istoria armatei românești, vol. II, Bucarest 1929, p. 248

⁴ K. Marx, Fr. Engels, Opere, vol. VI, Bucarest 1959, p. 429

⁵ Cornelia Bodea, Lupta românilor pentru unitate națională, 1834—1849, Bucarest, 1967, p. 222

⁶ Cornelia Bodea, op. cit., p. 219.

⁷ Cornelia Bodea, 1848 la români. O istorie în date și mărturi, Bucarest, 1982, p. 162.

⁸ Paul Cornea, Mihai Zamfir, op. cit., vol. II, p. 277

⁹ N. Bălcescu, Opere, vol. I Bucarest, 1974 p. 75

¹⁰ N. Bălcescu, op. cit., vol. I, p. 77

¹¹ N. Bălcescu, op. cit., vol. I, p. 77

¹² N. Bălcescu, op. cit., vol. I, p. 77

¹³ N. Bălcescu, op. cit., vol. II, p. 24—25

¹⁴ Apud Istoria militară a poporului român, vol. IV, Bucarest, 1987, p. 571

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

La fausse image qu'on se fait de la force de l'ennemi est l'ennemi le plus grand, l'obstacle de toutes les grandes actions.

JOHANN DAVID SCHARNHORST

La guerre est (...) un acte de violence, afin d'obliger l'ennemi à accomplir sa volonté. La violence s'arme des inventions des arts et des sciences pour faire face à la violence.

KARL VON CLAUSEWITZ

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

RÉSEAU «CEREUS»

(I)

par commandant dr. MIHAIL E. IONESCU

Le bureau à Istanbul de l'Office d'Etudes Stratégiques américain (O.S.S.) — une vaste organisation de renseignements ayant des «résidents» aux quatre coins du monde — entra sérieusement en alerte au printemps de 1944. Des officiels de Washington se déplacèrent sur les rivages du Bosphore. Leur but : questionner les officiers chargés de «contrôler» les sources d'informations, en estimer la portée et synthétiser les renseignements pris et même vérifier les «sources» ou «sous-sources», donc les agents informateurs eux-mêmes. Au bout de quatre semaines d'investigations, l'un de ces officiels dressait un rapport, intitulé «L'Organisation Dogwood». En guise d'introduction, on y affirmait : « Ce memorandum consigne les informations recueillies par moi, soussigné... à la suite d'une série d'entretiens avec Dogwood, entretiens qui se sont déroulés pendant quatre semaines. Conclusion : «En tant qu'observation finale, j'exprime ma conviction que Dogwood lui-même a servi aux Allemands et que son organisation a été utilisée non pas par une seule source (ennemie — n.t.d. l'a.) mais par plusieurs, pour intoxiquer les agences d'informations des Alliés».

Partant, le réseau Dogwood fut démantelé le 31 juillet 1944. Ainsi prenait fin, tout un chapitre de l'histoire de la guerre secrète qui a représenté, de l'avis des divers spécialistes, un véritable fiasco pour l'O.S.S. Un chapitre fermé donc, et cependant un chapitre qu'on n'a pas fini d'élucider. Le secret de la «mission Ştirbey» en fait partie. Comme on le sait, Barbu Ştirbey s'était rendu à Istanbul en mars 1944, ayant pour mission de discuter avec les représentants des Alliés les conditions de la sortie de la Roumanie de la guerre contre l'Union Soviétique et de sa jonction à la coalition des Nations unies. D'Istanbul, Barbu Ştirbey se rendit au Caire, y menant, le 17 mars 1944, une première discussion avec les représentants des Alliés (soviétique, britannique et américain).

Bien que la «mission Ştirbey» fût considérée un secret absolu, à son arrivée à Istanbul la presse internationale publiait déjà des relations sur le voyage de l'émissaire roumain et sur ses objectifs. Avant que les premières informations ne paraissent dans le journaux à ce sujet, les services secrets britanniques savaient que l'Abwehr était parfaitement au courant des mobiles de la présence de Ştirbey en Turquie. Comment l'ennemi avait-il appris un secret d'une telle importance ? On peut trouver la réponse sur cette fuite — au moins une partie, comme à propos de tout ce qui a trait à la guerre secrète — si l'on reconstitue certains aspects de l'activité du réseau d'espionnage Cereus,

Le plan «Zeppelin» et le réseau «Cereus»

Dans le cadre des préparatifs que faisaient les Alliés occidentaux pour ouvrir le deuxième front à l'ouest de l'Europe, les actions déployées sur le front secret afin de désorienter l'ennemi, en lui faisant parvenir des renseignements faux sur l'endroit où devait avoir lieu le débarquement sur le continent avaient une grande importance. Entre autres, les services secrets américains avaient élaboré un ample plan d'intoxication de l'ennemi, en lui faisant croire que le débarquement — projeté, comme on le sait, pour le nord-ouest et le midi de la France — aurait lieu dans les Balkans. Ceci avait pour but de l'obliger à disperser ses forces, l'empêchant de concentrer une masse de choc suffisante pour anihiler l'opération alliée à ses commencements. «Le plan nommé Zeppelin — montre l'un des historiens spécialistes de ce problème, Anthony Cave Brown — se fondait sur l'information que détenaient les Alliés au sujet de la conviction — erronée

— des Allemands selon laquelle Churchill aurait été en faveur d'une invasion alliée dans les Balkans, comme cela s'était passé pendant la première guerre mondiale».

Pour démarrer les actions préconisées par le plan Zeppelin, le chef de l'O.S.S., le général William J. Donovan, arrivait en personne au Caire en septembre 1943.

On ne connaît pas le plan dans toute son ampleur, nombre de détails étant ignorés (ou mis avec soin à l'abri des regards indiscrets). Des participants directs à la mise en œuvre du plan n'ont pu publier de brefs relations — inévitablement fragmentaires — que dans l'obscure publications de la province, et ceci seulement une quarantaine d'années après que les événements se fussent consumés. Dans les archives américaines toutes les références aux personnes impliquées ont été impitoyablement rayées, les documents en question, ainsi «arrangés» viennent seulement d'être classés.

Il est connu qu'un rôle de la plus haute importance dans le cadre du plan a été accordé à l'organisation d'espionnage créée par les services secrets américains et nommée en code Cereus.

Deux officiers d'informations, arrivés en Turquie en mai 1943, étaient responsables de la création de cette organisation. Ils étaient Lanning Macfarland et Archibald F. Coleman, qui opéraient en Turquie sous le couvert de correspondants du journal «Saturday Evening Post». Parmi les premiers agents recrutés des Américains il y avait le Tchèque surnommé Dogwood, ingénieur, lequel, selon certains historiens, «avait contacté et entretenait des relations avec pratiquement tous les services de renseignements européens, y compris britanniques». Il bénéficiait de l'avantage que constituait tout un réseau d'informateurs en Autriche et Hongrie. «Cereus» avait deux principales composantes : les réseaux «Rose» et «Dogwood» (bois punais), le premier ayant pour officier contrôleur Macfarland, et le second le soi-disant journaliste Coleman.

Dogwood avait créé une compagnie — Western Elektrik — dont le siège était en réalité un véritable bureau du réseau, comportant interprètes, sténographes et employés salariés. Ce personnel, comme les informateurs, était d'origine allemande, autrichienne, tchèque ou hongroise. Tous portaient des noms de code tirés de la flore.

La figure la plus importante du réseau Cereus était celui qu'on connaissait sous le nom Dogwood, et dont l'identité n'a jamais été révélée. (Qui, plus est, les lignes qui auraient pu conduire vers son identification ont soigneusement été rayées des dossiers conservés dans les archives américaines). Le rapport final d'enquête, dont nous avons reproduit quelques lignes ci-dessus, le présente comme une personne «d'un immense égoïsme,

se considérant omniscient et d'une habileté sans égale». Le même document tire la conclusion que «sa vanité et sa soif de pouvoir illimitée ont contribué à le transformer, directement ou indirectement, en outil aux mains de n'importe quel agent allemand».

Echecs successifs et spectaculaires

En février 1944, l'un des agents de l'Abwehr à Istanbul, Erich Wermehren, en compagnie de sa femme, se rendait à l'O.S.S. Son exemple fut suivi presque tout de suite par trois autres agents allemands en Turquie. Leurs interrogatoires préliminaires dévoilèrent aux Américains un fait presque invraisemblable : l'un des meilleurs agents secrets américains en Turquie — dont les délateurs allemands ne connaissaient ni le nom réel ni le surnom — se trouvait sous le contrôle strict de l'Abwehr.

Washington envoya d'urgence un agent qui devait investiguer la situation. Celui-là eut vite fait de découvrir un point commun entre toute une série d'échecs de l'activité du bureau de l'O.S.S. à Istanbul. Ce point commun était Dogwood. A la suite d'un interrogatoire poussé de ce dernier, le réseau Cereus fut démantelé et l'agent lui-même disparut dans des conditions mystérieuses. Chose surprenante pour les enquêteurs, Dogwood n'avait dévoilé les noms des agents de son réseau que lors des interrogatoires, défiant les règles les plus élémentaires dans ce domaine. Qui plus est, les protestations de l'officier chargé de veiller à la «sécurité» de la résidence O.S.S. à Istanbul furent rapidement étouffées.

Le rendement du réseau Cereus — et, dans son cadre, du réseau Dogwood — était remarquable. Entre juin 1943 et février 1944, Cereus avait fourni aux services secrets américains 730 rapports informatifs en provenance de 53 agents. En décembre 1943, sur les 117 rapports informatifs qui étaient la «moisson» de tout le bureau OSS à Istanbul, 51 provenaient de Cereus — dont 31, un nombre considérable, de Dogwood. Le mois suivant, sur 153 rapports, Cereus tenait toujours la première place avec 83. Dans les papiers de l'organisation, on constate d'ailleurs que Cereus et Dogwood se confondaient, le réseau Rose étant enregistré séparément.

Quels étaient alors les échecs enregistrés dans l'activité des services de renseignements américains en place à Istanbul ?

(Suite page 91)

« PARLONS ENCORE UN PEU D'HUMANITÉ »

Lors de la révolution de 1848—1849, animés de l'idéal commun de la liberté, unis par leur opposition à un même oppresseur — l'empire des Habsbourg — Roumains et Hongrois se trouvèrent d'abord du même côté de la barricade. Les militants roumains firent de leur mieux pour faire concorder les actions révolutionnaires des Roumains et Magyars de Transylvanie, pour leur imprimer un cours commun, ce qui aurait pu valoir aux deux peuples leur liberté. Malheureusement, proclamant la liberté de la Hongrie, les révolutionnaires magyars eurent le tort immense de ne pas reconnaître aussi au peuple roumain, aux autres nations opprimées, leur droit à décider eux-mêmes de leur sort, et proclamèrent unilatéralement l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie. Mais un peuple digne et parfaitement conscient de la légitimité de ses droits ne pouvait pas accepter que le joug autrichien fût changé contre un autre, hongrois. Rejetant l'annexion forcée de la Transylvanie à la Hongrie, en y voyant à juste titre un acte brutal, injuste, contraire aux idéaux révolutionnaires, les Roumains se proclamèrent à leur tour une nation libre et indépendante.

Or, c'est en ce moment-là que la lutte s'engagea. Une lutte acharnée, parfois même désespérée, dans laquelle on se jeta corps et âme, mettant en jeu toutes les ressources. Une lutte dramatique, où chaque partie faisait usage de ses « propres armes ».

Dans le discours qu'il avait prononcé dans la cathédrale de Blaj le 2/14 mai 1848, le leader roumain Simion Bărnuțiu déclarait : « La nation roumaine fait savoir aux autres nations avec lesquelles elle cohabite que, dans sa volonté de se constituer et de s'organiser sur une base nationale, elle n'en veut à aucune autre nation, et reconnaît les mêmes droits à tous, n'exigeant à pour soi que le respect qui lui est dû en toute justice ; conséquemment, la nation roumaine n'entend point dominer d'autres nations, mais elle n'admettra jamais la domination d'autrui et souhaite que tous aient des droits égaux »¹.

Par contre, Kossuth Lajos, leader de la révolution hongroise, déclarait : « Faisons de tous les Roumains des Hongrois, sinon nous périrons... Seuls auront des droits civiques les Roumains qui se feront hongrois ». Et il ajoutait : « Les dirigeants de ce pays commandent aux Roumains à se soumettre. Sinon, on les châtiara d'une terrible façon »².

Sachant bien que « celui qui sème le vent, récoltera la tempête », les Roumains répondirent pacifiquement. Le Comité de pacification lança un Appel à la nation hongroise et aux Szekler de Transylvanie où il était dit : « Maintenant, tant que nos sens ne sont pas encore grisés du sang des batailles, que la furie des passions ne trouble point nos jugements, parlons encore un peu d'humanité... S'il nous faut nous faire les uns aux autres la guerre, rendons justice à nos propres sentiments d'humanité, honorons notre bon renom, et ouvrons, pour l'amour de l'humanité, une possible porte vers la paix... »

C'est dans cet esprit de l'humanité que nous provoquons nos connationaux et les frères coalisés. Faites comme nous : l'amour de l'humanité et la générosité dont vous ferez preuve ne manqueront pas de porter des fruits d'or »³.

De l'autre côté, encore, des menaces. Dans son Appel au peuple valaque, Kossuth Lajos promet aux Roumains des droits sociaux en échange de leur renonciation aux droits nationaux, et lance l'avertissement suivant : « Que personne de ceux qui se sont révoltés contre la patrie (l'Etat hongrois créé par l'incorporation forcée de la Transylvanie — n.d. l'a.) ne s'attende à notre pitié... On prendra aux traîtres leurs terres et on les distribuera aux fils fidèles de la patrie. Quant à eux, ils périront sous les coups du bourreau ou par l'épée »⁴.

Comparons ces propos avec ceux que le préfet roumain Simeon Prodan Probul adressait aux Magyars de la ville d'Aiud : « Je m'adresse encore une fois à vous, en tant que bons voisins, des voisins que je souhaite de tout coeur défendre, en faisant pour cela tout ce qui sera en mon pouvoir. C'est un



Simion Bărnuțiu, un des chefs de la révolution de 1848

bon conseil que je veux leur adresser, demandant tout d'abord, à mes bons concitoyens, ceci : Savez-vous bien ce que vous êtes en train de faire ? Contre qui avez-vous pris les armes ? A qui voulez-vous faire la guerre ? Je ne puis croire que vous savez ce qu'il en est. Et alors, compte tenu du bon voisinage dans lequel nos nations vivaient, je vous demande : pour qui, pour quelle cause voulez-vous prendre les armes ? Les citoyens de nos villes ont-ils vraiment des raisons d'être assoiffés de sang ? Souhaitent-ils à tout prix voir lancer les balles contre la vie, détruire leurs demeures construites avec tant d'amour, avec tant de peine ? Leur faut-il se conduire tels des enfants qui se fourrent, inconscients dans un guêpier ? »⁵.

C'est avec sauvagerie qu'on allait répondre à cette exhortation à l'humanité. Le militant magyar Vasváry Pál, par exemple, s'adressait à propos des Roumains en ces termes : «Tendons amicalement la main à ceux qui se montrent raisonnables (acceptant la magyarisation — n.d. l'a.) mais que dans l'autre main scintille l'épée sans merci de la vengeance... Contre ceux qui ne se convertissent pas, nous prononçons cette sentence : ce peuple a été anéanti ! »⁶.

Le président de l'Assemblée Nationale Roumaine, tenue à Sibiu le 16/28 décembre 1848, constatait alors que «le terrorisme de l'adversaire et avec lequel nous luttons atteint

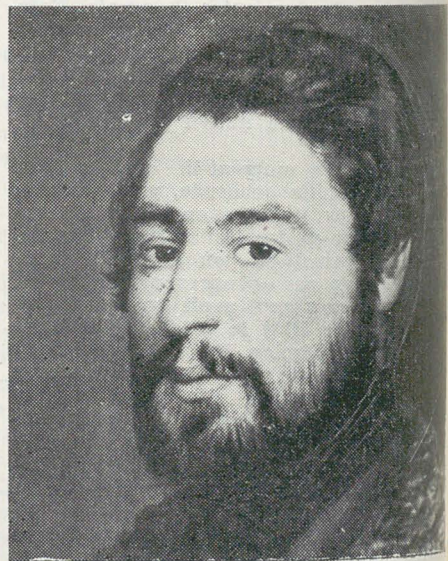
de telles proportions que sont affectées jusqu'aux mesures prises pour mener la guerre aussi humainement que possible», recommandant à l'assemblée de «s'attacher à tout prix à trouver des moyens de réconciliation et de mettre fin aux atrocités»⁷.

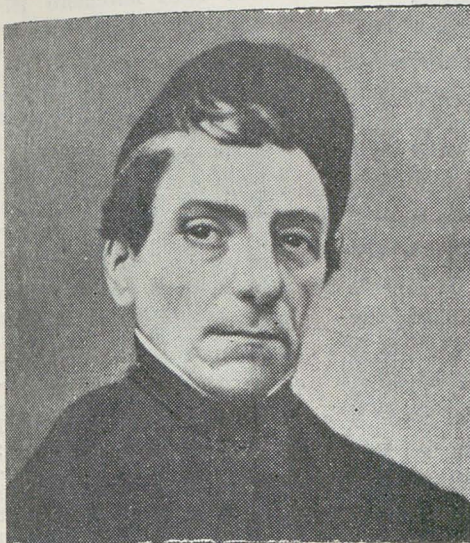
S'adressant au commandant Csutak Koloman, le préfet Ion Buteanu disait : «vous n'auriez qu'à gagner si vous pensiez mieux et si vous vous efforciez de faire en sorte que les Roumains vous aiment, car, à la vérité, c'est leur affection qui vous fait le plus défaut. Plutôt que de tuer des gens qui ne sont pas armés, des femmes et des enfants sans défense, plutôt que de mettre la feu aux villages et à transformer tout le pays en cimetière. Ceci est contraire aux lois des hommes, de la nature et des peuples et, si vous ne cessez à vous adonner à de telles actes, qui sont le fait d'un peuple barbare et sauvage, vous devrez un jour rendre des comptes devant l'Europe civilisée, car une telle dure oppression ne saurait être que sous le joug des sauvages.

Or cela, frères magyars, ni Dieu, ni les hommes ne sauraient tolérer. Nous sommes prêts à vivre comme à mourir et à soutenir notre humanité et nous sommes aussi prêts à querroyer encore pour notre cause et nos principes. Le sort décidera.

Réveillez-vous, tant qu'il n'est trop tard, et ne nuisez pas à votre bon renom. Vous êtes orgueilleux et le mauvais orgueil bien souvent nuit à une nation ; une politique mauvaise et déraisonnée peut conduire une nation à sa tombe»⁸.

Le préfet Ioan Buteanu sacrifia sa vie pour la cause de la nation roumaine





Stephan Ludwig Roth : la langue de ce pays n'est pas l'allemande, même pas l'hongroise, c'est la valaque

A la vague de pillages, atrocités et crimes, aux injures et aux menaces — que le général Bem lui-même avait répudiés, déclarant aux Magyars que la Transylvanie qu'ils s'étaient comportés en tyrans et que leurs faits l'avaient dégoûté — les Roumains ont répondu toujours, même dans les plus terribles moments, avec décence, modération et humanité.

Affligé et déçu de ne pas avoir trouvé chez Kossuth, qu'il avait pourtant admiré et respecté, la compréhension et la chaleur fraternelle qui auraient dû accompagner leur lutte commune contre la tyrannie, Avram Iancu, le héros de la révolution roumaine de Transylvanie, écrivait le 15 juin 1849, au commandant de brigade Simonffy Jozsef : «Croyez-moi, frère, c'est avec le plus grand déchirement de mon cœur que je dois

avouer que les armes, nous les avons prises avec raison, en nous dressant contre nos oppresseurs...

Nous voulons dessiller aussi vos yeux, et vous montrer que c'est dans vos rangs que se cache le ver qui ronge vos racines et sape le fondement d'un avenir qui semblait si lumineux...

...En bref, nous répétons ceci, en nous écrivant ainsi : si, au ciel, vous avez un Dieu, si, sur Terre, vous avez une patrie, trouvez donc les moyens de traiter aussi avec nous, soyez convaincus que les armes ne seront jamais celles qui décideront entre nous et vous. Et ne tardez point à le faire !»⁹

Les démarches en faveur de la paix furent vaines, et parmi celles-ci il ne faut pas oublier celle de l'illustre révolutionnaire roumain Nicolae Bălcescu. En dépit de toutes les tentatives entreprises pour rapprocher les leaders révolutionnaires roumains et magyars, la lutte se déchaîna. Ce qu'avait prédit et affirmé péremptoirement Avram Iancu : «Ce n'est pas avec des arguments

(Suite page 92)

¹ Simion Bărnuțiu. Români și ungurii. Discours prononcé dans la cathédrale de Blaj le 2/14 mai 1848. Introduction et commentaire de C. Bogdan Duică. Cluj, 1924, p. 9

² Cornelia Bodea. 1848 la români. O istorie în date și mărturii. Editura Științifică și Enciclopedică. Bucarest, 1982, vol. I, pag. 460, vol. II, p. 921

³ George Barițiu, Părți alese din istoria Transilvaniei, vol. II, p. 767—768

⁴ Kossuth Lajos, Oeuvres complètes, XII (III), Budapest, 1952, p. 153—154

⁵ Cornelia Bodea, op. cit., vol. II, p. 981

⁶ Titus Popovici. Metode și stiluri în serviciul falsificării istoriei României literare, nr. 13, 1987.

⁷ Ibidem

⁸ Cornelia Bodea, op. cit., vol. II, p. 1081—1082

⁹ Ibidem, p. 1091

¹⁰ Iosif Sterca-Suluțiu. Biografia lui Iancu, Sibiu 1937, p. 95

¹¹ Nerva Hodoș. Simeon Balint. Viața și luptele lui în Munții Apuseni ai Ardealului la 1848—1849. Bucarest, 1913, p. 18

¹² Iosif Sterca-Suluțiu, op. cit., p. 1

¹³ Cornelia Bodea, op. cit., vol. II, p. 1101—1102

Comandant VIOREL DOMINICO

1877-1878 PAGES D'ÉPOPÉE

En analysant les actes de la politique extérieure roumaine de la huitième décennie du siècle passé, nous pouvons constater que dans les années 1871—1876 notre pays actionna déjà comme un Etat indépendant, maître de son destin.

Des conventions télégraphiques, postaux, commerciaux ont été signées avec les pays voisins ; des agences diplomatiques ont été fondées à Berlin, à Rome et à Pétersbourg. Le gouvernement roumain renvoya, le 16/28 juin 1876,

un mémoire („les sept revendications“) à la Porte Ottomane et aux Puissances garantes, en demandant la reconnaissance de „l'individualité du l'Etat roumain et du nom de Roumanie“, ce que signifia la reconnaissance de l'in-

dépendance du notre pays sous la garantie des grandes puissances. Mais de l'Istanbul on répondra que la Porte ne pouvait pas se préoccuper de ce mémoire qu'à la fin de la guerre (le soulèvement antiottoman de la Bosnie et de la Herzégovine en été 1875, puis, en avril 1876 celui des Bulgares, ensuite la Serbie et le Monténégro déclaraient la guerre à l'Empire ottoman). L'activité diplomatique des grandes puissances à l'égard de la situation „brûlant“ des Balkans est devenu très intense et on entrevoyait la possibilité de changer l'équilibre continental des forces. Les traitatives de l'Empire tzariste avec l'Autriche-Hongrie concernant le nouveau partage des zones de domination du sud-est de l'Europe — une zone située sous la juridiction de l'Empire ottoman, dénommé dans la diplomatie aussi „l'homme malade“ — ont été couronnées de succès pour toutes les deux parties. D'abord avait lieu le rencontre de Reichstadt (Zakupy), le 8 juillet 1876, entre Alexandre II, l'empereur de la Russie et François-Joseph, l'empereur de l'Autriche-Hongrie, accompagnés par leurs ministres des Affaires Etrangères, Gortchakov et Andrassy. On arriva à une réglementation provisoire des contradictions d'entre les deux empires dans les Balkans. On y prévoyait par un accord verbal qui devait modifier la configuration politique de l'Europe de sud-est, qu'au cas de la défaite de la Porte ottomane, la Russie obtiendra les trois districts du sud de la Bessarabie — rétrocedés à la Moldavie par le Traité de Paris (1856) — et Batumi; en échange de la neutralité promise, l'Autriche-Hongrie devait recevoir une partie de la Bosnie et de la Herzégovine¹.

1. L'armée roumaine est „désireuse de participer au combat“ pour conquérir l'indépendance

Bien que l'accord de Reichstadt était secret, les hommes politiques se sont rendu compte de l'intention des Empires voisins. Essayant d'éviter une décision unilatérale de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, le ministre des Affaires Etrangères Mihail Kogălniceanu renvoya le 20 juillet/1 août, une nouvelle note adressée aux agents diplomatiques roumains auprès des Puissances garantes, en affirmant que l'armée roumaine est „désireuse de participer au combat“² pour conquérir l'indépendance de la patrie. Le premier ministre I. C. Brătianu entra en pourparlers diplomatiques avec François-Joseph à Sibiu (août 1876), puis avec Alexandre II et le chancelier Gortchakov, un mois après à Livadia (en Crimée) afin de préparer les conditions extérieures de la proclamation de l'indépendance. Il demanda aux notabilités russe qu'en cas de guerre contre la Porte ottomane, le passage des armées tzaristes sur le territoire de la Roumanie se déroulerait sur la base d'une convention, par laquelle on assurera l'intégrité territoriale de notre patrie. Le gouvernement roumain adopta une politique de neutralité bienveillante à l'égard de la Serbie — en permettant le passage sur le territoire du notre pays des volontiers, de l'armement, des munitions, de l'équipement et des vivres envoyées à l'armée serbe par le Comité panslave de Russie — et appuya les combattants bulgares qui

actionnaient pour l'indépendance de leur pays.

A 16/28 novembre 1876 arrivèrent à Bucarest le comte Nelidov et le colonel russe M. Cantacuzin, deux émissaires de l'ambassadeur de la Russie à Istanbul — un ardent partisan des idées panslavistes. Une semaine plus tard ils concluraient avec la partie roumaine un accord concernant les principes qui devaient être à la base de la convention de passage des armées russes par la Roumanie. Afin de rassurer les Roumains à l'égard de la question du sud de la Bessarabie, Nelidov avoua qu'il aurait trouvé la formule: „La Russie garantait la sécurité et l'indivisibilité (indivisibilité) de l'Etat roumain dans ses limites actuelles (ou bien comme il est maintenant constitué si elle auraient être menacées à la suite du passage des troupes russes“ — c'est-à-dire seulement par les Ottomans. La Roumanie était considérée encore comme vassale de la Porte³.

A 11/23 décembre 1876 commencèrent à Istanbul les travaux de la Conférence des représentants des puissances européennes destinée à rétablir la paix dans les Balkans. Le même jour, croyant qu'il ne pouvait priver les grandes puissances de n'importe quel prétexte d'intervention en Roumelie, la Porte promulgait une constitution avec des apparences libérales, par laquelle, elle s'arrogeait, parmi d'autres le droit d'investir les „chefs“ des provinces privilégiées (la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et l'Égypte). Le gouvernement roumain renvoya à la Porte ainsi qu'aux Puissances garantes une note de protestation, en considérant nulles et non avenues les dispositions de la constitution ottomane à l'égard de la Roumanie. Exprimant l'état d'espérance

du pays entier, Ion C. Brătianu, le chef du gouvernement roumain, déclara : „La Roumanie se trouve face à l'usurpation de ses droits, pour lesquels, les Roumains ont versé leur sang pendant des siècles. Ni le long sabre du Bajazet et Mohamed n'ont pu pas pénétrer les montagnes de la Roumanie, où ose percer aujourd'hui Midhat pacha avec sa Constitution“⁴. Sur la demande du gouvernement roumain que la Porte déclare solennellement que la Roumanie n'est pas considérée d'être une province ottomane, le ministre des Affaires étrangères turc Savfet pacha refusa de faire les précisions demandées et déclara que la Roumanie est „un territoire ottoman“⁵. Le Conseil de la Porte repoussa les propositions faites par les Puissances garantes et la conférence s'acheva ainsi sans se produire en apparence une clarification dans la question orientale. En fait la Russie a obtenu un grand succès diplomatique par l'isolement politique et diplomatique de la Porte ; en Roumanie, dont la demande de garantir sa neutralité a été refusée alors par les grandes puissances, le courant favorable à la guerre pour la conquête de l'indépendance se consolida.

A 3/15 janvier 1877 à Budapest a été signé un traité secret (parafé le 6/18 mars) entre la Russie et l'Autriche-Hongrie concernant l'éventualité d'un conflit militaire russo-turc dans le Balkans. L'Autriche-Hongrie s'obligea de rester neutre à l'échange de l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine⁶. Le sud de la Bessarabie aussi comme certains possessions ottomanes d'Asie⁷ devaient être incorporées à l'Empire tsariste. Ce traité secret avait une double signification : la Russie

voulait écarter le risque de la répétition des événements de l'année 1854, quand elle a été obligée de retirer ses soldats des Principautés Roumaines par suite de la menace de l'armée des Habsbourg ; François-Joseph et Alexandre II considéraient comme leur „devoir“ de „laver la honte“ de la cession des certains territoires sur lesquels ils avaient eu seulement le droit de la force. L'Autriche-Hongrie devait compenser la perte du Venise et du Lombardie par la Bosnie et la Herzégovine ; le sud de la Bessarabie, réuni avec la Moldavie en base du Congrès de paix de Paris (1856), devait être occupé de nouveau par la Russie tsariste.

2. Que vous n'avez pas „trop de scrupules envers la Roumanie“

Otto von Bismarck, le chancelier de l'Empire allemand, qui a été quelque temps „l'arbitre“ de l'Europe, était d'accord avec une action tsariste dans les Balkans et avec le passage du sud de la Bessarabie à la Russie. Une telle action pourrait aggraver les contradictions russo-britanniques (Londres était l'adepte du maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman). Elle pourrait, d'autre part, périliser les stipulations du Congrès de paix de Paris, considéré d'être une grande victoire de la France. Du reste Bismarck avait déclaré, en décembre 1875, à l'ambassadeur de la Russie à Berlin, Ubril, que l'Autriche-Hongrie serait satisfaite si elle occuperait la Bosnie „en échange de certains avantages pour la Russie de la part de Bessarabie [...] Nous n'aurions pas une difficulté de notre part pour signer“ un tel

entendement⁸. En décembre 1876, le chancelier de l'Allemagne a offert indirectement l'Égypte à Robert Cecil Salisbury — le ministre des Affaires de l'Inde, dont la compétence englobait aussi les questions de l'Orient — la Russie devant recevoir les embouchures du Danube⁹. Le très peu „honnête courtier“ des affaires européennes (comme s'intitulait Bismarck lui-même) a adopté la même attitude après l'échec de la Conférence de Istanbul, quand il a conseillé la Russie tsariste „qu'elle n'ait pas trop de scrupules envers la Roumanie!“¹⁰ dès le déclenchement de la guerre contre la Porte.

À 19/31 mars 1877 les Puissances garantes ont signé à Londres un protocole par lequel elles recommandaient à la Porte de démobiliser l'armée et d'appliquer les réformes concernant les populations chrétiens. Le gouvernement ottoman repoussa le protocole, en motivant qu'il „portait préjudice à la souveraineté de l'Empire ottoman, établie par le Traité de Paris“¹¹, en ouvrant ainsi la voie de la guerre. La Russie tsariste, qui s'élevait en mandataire des Puissances garantes, pouvait arriver sans contrainte à la force des armes afin de résoudre la „crise orientale“ selon les propres intérêts¹². Les intentions des deux grandes puissances du nord — la Russie et l'Allemagne — restaient pas sans écho dans la presse européenne. Le journal „Românul“ du 10 janvier 1876, signalait citant „Le Monde“ : „aux milieux diplomatiques avait été répandue la nouvelle que la Roumanie aurait eu réalisée avec la Porte — par l'intermédiaire de son agent à la Porte, Ion Ghica — un arrangement afin de racheter l'indépen-

dance par argent. L'accord de la Russie pouvait être obtenu en lui cédant la partie méridionale de la Bessarabie, et l'accord de l'Allemagne par des concessions dans la „question des chemins de fer“¹³. La Roumanie devait recevoir à cette occasion la Dobroudja, ancienne terre roumaine.

3. Nous sommes décidés de repousser par les armes toute occupation quelque ce soit“

Au début de l'année 1876, le 27 janvier, l'opinion publique de Bucarest a appris que la Russie tsariste massait des troupes au Prut et que le général Ignatiev, l'ambassadeur de la Russie à Istanbul, menaçait la Porte en présence de Ion Ghica, de fait que „son gouvernement prendra en gage les provinces danubiennes (n.s.) dès que les Turcs occuperont la Serbie et le Monténégro“¹⁴! Le prince régnant Carol, en exprimant la volonté de liberté

du peuple roumain déclarait: „Nous sommes décidés de repousser par les armes toute occupation quelque ce soit. Certainement, nous ne pourrions résister longtemps à une grande puissance, mais nous saurons nous garder face à elle notre point de vue“¹⁵. La position du deuxième Reich concernant les rapports entre la Russie et la Roumanie a été exprimée clairement par l'entremise du consul général allemand en Roumanie, von Alvensleben (17 décembre 1876) qui affirmait qu'il est „préférable pour la Roumanie de laisser passer les troupes russes en vertu d'un traité, que de se donner comme proie à la Russie“¹⁶.

(à suivre)

MIRCEA SOREANU

¹ *Istoria diplomatiei*, ed. V.P. Potemkin, vol. III, Bucarest, 1948, p. 40; H. Hauser, *Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1914)*, vol. I, Paris, 1929, p. 135; *Istoria României*, vol. IV, Bucarest, 1964, p. 592.

² Documente privind istoria României. Războiul pentru independență (de suite D.I.R. Războiul pentru independență), I, 2, Bucarest, 1952, p. 294.

³ N. Iorga, *Locul românilor în istoria universală*, ed. Radu Constantinescu, Bucarest, 1985, p. 419. Pour la position officielle de la Russie voir M.M. Zalişkin, *Vnesnjaja politika Rumynii i rumynsko-russkie otnosenija 1875-1878*, Moscou, 1974.

⁴ N. Iorga, *Istoria românilor*, vol. X, Bucarest, 1939, p. 172.

⁵ D.I.R. Războiul pentru independență, vol. II, p. 29.

⁶ E. Diaconescu, *Acordul de la Reichstadt (1876) și Tratatul de la Budapesta (1877)*, „A.A.R.M.S.I.“, 3e série, I, XXV, Mem. 27, Bucarest, 1942, p. 70; *Istoria diplomatiei*, III, p. 49.

⁷ H. Hauser, op. cit., I, p. 140-141; Serge Gorainow, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910, p. 333.

⁸ S. Gorainow, op. cit., p. 314.

⁹ Cf. E. Bourgeois, G. Pégès, *Les Origines et les Responsabilités de la grande Guerre*, Paris, 1922, p. 181; E. Diaconescu, op. cit., p. 11.

¹⁰ *Istoria diplomatiei*, III, p. 49.

¹¹ Mustafa Ali Mehmed, *Istoria turcilor*, Bucarest, 1976, p. 347.

¹² C. Căzănișteanu, M.E. Ionescu, *Războiul neamurilor României. 1877-1878*, Bucarest, 1977, p. 53.

¹³ C. Bacalbașa, *Bucureștii de altă dată*, vol. I, ed. A. et T. Avramescu, Bucarest, 1987, p. 185.

¹⁴ *Memoriile regelui Carol I al României* (de un marș ocular), vol. VIII, Bucarest, p. 35.

¹⁵ Idem., p. 36.

¹⁶ Idem., vol. IX, p. 16.

○●○●○●○●○●○ Nicolae Bălcescu ○●○●○●○●○●○

UN BRILLANT HISTORIEN MILITAIRE

Un siècle et plus nous sépare du monde où Nicolae Bălcescu (1819-1852) vécut une trop brève existence, sa vie étant consacrée en entier à son peuple, à la liberté et à la gloire de celui-ci. Dans la perspective de l'intervalle

qui nous en sépare, l'illustre révolutionnaire roumain de 1848 se révèle aussi en tant que grand historien militaire, spécialiste du Moyen Âge, dont les principaux écrits historiques — *La force armée et l'art militaire depuis la création*

de la principauté de la Valachie et jusqu'à présent (1844), *La force armée et l'art militaire chez les Moldaves au temps de leur grandeur* (1846) et surtout l'ouvrage posthume *Les Roumains sous Michel le Brave* — traitent en pri-

■ ■ ■ ■ ■ La mémoire des documents ■ ■ ■ ■ ■

orité de l'époque médiévale, des XIV—XVIII^e siècles notamment.

En plein tumulte révolutionnaire, l'intérêt de Bălcescu pour le passé militaire de son peuple revêt un caractère engagé, de prospective, dont il parle lui-même de la manière la plus ouverte : « j'ai préféré étudier les institutions militaires avant toute autre chose, car ce sont elles qui ont fait la grandeur et la force de ce pays au fil de quatre siècle. Et je suis convaincu que, si un jour le pays des Roumains prend jamais la place qui lui est due entre les peuples d'Europe, ce sera surtout grâce à la régénération de ses vieilles structures militaires »¹.

Dans les années 40 du siècle dernier, on assiste en Europe à des débats sur des réformes du système militaire en Prusse et en France. Les échos roumains de ces débats s'interféraient avec l'intérêt que manifestaient tant les facteurs de décision politique du temps que leurs adversaires du « parti national » à l'égard de l'évolution des institutions militaires dans les pays roumains. Les armées respectives avaient à surmonter en ce moment-là de graves problèmes résultant des traités internationaux en vigueur ainsi que des difficultés majeures, liées au financement et dotation en armement et équipement.

Les démarches de Nicolae Bălcescu et de son fidèle ami, son aîné de quelques années Ion Ghica, visaient à faire armer le peuple². Cette idée, issue aussi de l'étude de la tradition historique nationale, se rattachait entre autres à la perspective d'un conflit qui n'aurait pu être ou'inégal, avec des forces d'agression supérieures en nombre. Dans une très intéressante lettre adressée le 25 juin 1848 de Focșani

à Alexandru G. Goleșcu (Arăpila), Nicolae Bălcescu préconisait des mesures énergiques de constitution d'une *garde mobile* et de troupes de fantassins (*pan-dours*), d'acquisition d'armement en Prusse. A l'instar de Ion Ghica, Bălcescu songeait à la perspective d'une résistance dans les parties montagneuses du pays, une guerrilla y pouvant être organisée en cas d'agression étrangère³.

De Constantinople, où il prenait part aux négociations avec la Sublime Porte, Bălcescu écrivait à Christian Tell (à la fin d'août 1848), avec l'indication que l'on prépare des démonstrations militaires à proximité de Buzău de même qu'à Călugăreni, des pleins pouvoirs devant être accordés à Gheorghe Magheru en vue de la consolidation de la future résistance militaire suprême en Olténie⁴. A cette fin, il préconisait une coopération avec des forces armées roumaines de Transylvanie et de Banat.

Bien que très brève, la participation de l'historien au gouvernement effectif de la Valachie au cours de la révolution atteste la manière dont s'alliaient chez lui la conception théorique concernant la mise sur pied de la lutte de défense du peuple entier et l'analyse lucide de la situation réelle et des nécessités du moment.

A l'étape suivante, celle où Bălcescu exilé poursuivait à l'étranger sa lutte révolutionnaire, s'attachant à sensibiliser et à mobiliser l'opinion publique et diplomatique de l'Ouest de l'Europe à l'égard de la cause nationale roumaine, le patriote, gravement malade, concentra ses dernières forces, élaborant son oeuvre maîtresse, *Românii supt Mihai Voievod Viteazul* (Les Roumains sous le règne de Michel le Brave). Dans ce cas encore, les va-

lences prospectives de sa recherche sont évidentes. La reconstitution des événements entreprise par Bălcescu est subordonnée à la volonté constante d'expliquer les processus historiques et leur valeur aux fins de la mise en lumière du rôle futur des facteurs de l'unité nationale.

Mais ce qu'on a remarqué moins, ce sont les indications données par le grand historien militaire au sujet de la manière dont les recherches devaient être menées sur le terrain, ces indications étant glissées uniquement dans les notes suivant le deuxième chapitre du livre, insérées dans l'édition d'Alexandru Obodescu. Se trouvant en exil, Bălcescu sollicitait de la part d'un ami l'aide nécessaire pour se procurer plusieurs cartes de la Valachie et de la Transylvanie lesquelles, confrontées entre elles, auraient permis de reconstituer avec précision les campagnes menées par Michel le Brave. Dans l'ancien département de Vlașca, en Valachie, il fallait selon lui identifier les endroits où le voïvode avait campé au cours de l'hiver 1594/1595 et l'emplacement exact des champs de bataille de Stănești, Putineiu et Serpătești. Les recherches sur le terrain devaient aussi recueillir des renseignements en interrogeant les habitants de chaque zone, en étudiant les légendes et ballades populaires contenant des références aux événements. Bălcescu précisait à ce propos : « Les choses doivent être notées exactement de la manière dont les paysans les racontent ».

Au sujet des luttes données sur le Danube à l'été et à l'automne de 1595, le grand historien trouvait nécessaire d'établir la largeur du fleuve entre Roustchouk (Ruse) et

Giurgiu, d'identifier les petites îles ayant disparu depuis, qui avaient permis, à l'époque, de bâtir un pont, l'une de ces îles abritait même une citadelle «maintenant démolie»⁵, celle de Singiorgiu. Pour reconstituer la fameuse bataille de Călugăreni, estimait Bălcescu, il fallait se donner le loisir de «faire un croquis du plan de l'endroit et de décrire celui-ci en détail, avec la longueur et la largeur de l'espace étroit (où la bataille fut menée), de la route et du pont, avec les noms des affluents de la rivière et des collines qui l'entourent». L'investigation de terrain proposait la détermination des lieux où avaient campé les adversaires, sur deux hauteurs séparées par la vallée boisée, d'où ils pouvaient se surveiller réciproquement.

Les problèmes de topographie urbaine préoccupaient en égale mesure Bălcescu. A propos des lutes de Tirgoviște, son correspondant et aide devait préciser la position des églises, des monastères et des ruines de la vieille cour princière, confrontant les données des sources du temps avec celles prises sur le terrain. La détermination de l'étendue de la ville et du réseau hydrographique afférent s'associait à la nécessité de préciser et corréler dans le temps la position des belligérants ; il fallait par ailleurs, là aussi, consigner les souvenirs des habitants de l'endroit ayant trait aux événements étudiés.

A propos du retrait de l'armée du prince valaque vers la montagne, Bălcescu n'oubliait pas un autre moment historique passé sur les mêmes passages, à savoir la victoire que remportait le corps d'armée de Dragomir, le *pircălab* du voivode Vladislav (1364—1374) sur les Hongrois.

Il fallait à ce propos, écrivait-il, «faire une description minutieuse de l'endroit nommé *La Cité de Negru Vodă* et des ruines qui s'y trouvent». Et Bălcescu ajoute : «Fais-toi raconter toutes les légendes qu'on y trouve sur Negru Vodă et tout souvenir qu'il pût y avoir sur la bataille susmentionnée qui a rendu célèbre ce lieu».

La pensée de l'historien s'engageait, sur les traces de son héros et de l'armée qu'il dirigeait, dans les défilés, sollicitait que soient comparées les conditions de traversée des montagnes, telles qu'elles résultaient des sources, avec celles de son temps. Les mêmes conseils auraient dû suivre quant à d'autres campagnes de Michel le Brave, mais la plume de Bălcescu s'arrête là...⁶.

Avec son admirable intuition des temps révolus et de l'existence des devanciers, Nicolae Bălcescu avait saisi la véritable méthode de travail de l'histoire militaire, une discipline «en partie double», supposant une incessante confrontation des sources avec les réalités du terrain. Les éditions successives de l'ouvrage *Românii supt Mihai Voievod Viteazul* n'ont pas englobé les notes qui auraient représenté l'accomplissement des vœux de Bălcescu. Seule une brève reconstitution du chemin glorieux que le grand commandant d'armées avait fait de Giurgiu à Neajlov a été due aux soins pieux d'Alexandru Odobescu, qui s'est rendu aussi à l'endroit où avait eu lieu la fameuse bataille de Călugăreni, éclatante victoire sur les Turcs⁷.

A l'étude du passé d'armes de son peuple, Bălcescu avait ajouté une préoccupation constante pour l'art militaire. Parmi ses ouvrages qu'il avait con-

sultés avec profit, énumérons le *Cours élémentaire d'art et d'histoire militaire* de Rocquancourt (4 volumes, Paris, 1830), un tome de l'*Encyclopédie méthodique. Tableau analytique des principales combinaisons de la guerre et leurs rapports avec la politique des Etats*, du baron Henri de Jomini (Saint-Petersbourg, 1830) et *Stratagemmes et ruses de guerre* (2 volumes, Paris, 1826), qui l'ont familiarisé avec les guerres napoléoniennes.

Dans une lettre à Alexandru Zane datée du 19 juin 1850, Bălcescu écrivait de Paris : «Je me prépare recommençant à étudier plusieurs études d'art militaire, dont je m'étais occupé il y a une dizaine d'années. La théorie doit précéder la pratique»⁸.

Par toute sa démarche — une démarche exemplaire — dans le domaine de l'histoire militaire, Nicolae Bălcescu s'avère pour nous un illustre devancier. Ce fut aussi une grande conscience, engagée dans la bataille pour la défense des vestiges du passé et la promotion de la vérité.

SERGIU IOSIPESCU

¹ N. Bălcescu. Opere I. Scrieri istorice, politice și economice 1844—1847, ed. G. Zane, Elena G. Zane, Bucarest, 1974, p. 46.

² Ibidem. Opere IV. Corespondență, ed. G. Zane, Bucarest, 1962, p. 37 (lettre à Ion Ghica du 23 octobre 1843).

³ Ibidem, p. 92—93.

⁴ Ibidem, p. 106.

⁵ Les recherches archéologiques entreprises depuis 1970 par le Centre d'études et de recherches d'histoire et théorie militaire, du Musée militaire central à Bucarest et du Musée de l'Indépendance à Giurgiu, dirigées par le commandant Dan Căpățînă, ont apporté des précieuses contributions à l'étude de cette fortification.

⁶ Nicolae Bălcescu. Istoria Românilor sub Mihai Vodă Viteazul, ed. Alexandru Odobescu, Bucarest, p. 149—151.

⁷ Ibidem, 152—14.

⁸ Idem. Opere IV. Corespondență, p. 307.

GRANDS COMMANDANTS

AVRAM IANCU (1824, Vidra de Sus — 10 septembre 1872, Baia de Criș). Dirigeant politique et commandant militaire, promoteur de la révolution roumaine de 1848—1849. Diplômé du lycée de Zlatna et du Collège académique des Piaristes de Cluj (admis en 1841), il s'est formé par la suite auprès de la Cour d'appel de Transylvanie (1847). Aux côtés du prêtre Balint de Roșia et de l'avocat Ion Buteanu d'Abrud, il a mené une intense activité de préparation de la révolution dans les monts Apuseni (mars-avril 1848), participant à l'organisation de la première assemblée des Roumains, tenue à Blaj le 18/30 avril 1848 et de la Grande Assemblée de Blaj des 3/15—5/17 mai 1848. A cette occasion, il a été élu dans le Conseil National, organisme chargé de la mise en œuvre du programme «d'octroi de droits égaux aux Roumains». Après que la Diète magyare de Cluj eut proclamé l'«union» de la Transylvanie à la Hongrie (29 mai 1848) et surtout après la sanglante répression à laquelle la réaction s'était livrée dans la zone d'Aiud, il a demandé au Conseil National d'organiser une opposition «la lance de Horea à la main» aux tentatives des magyats hongrois de conserver et relever l'ancien régime de la principauté, où les Roumains étaient privés de tout droit. Son



Avram Iancu

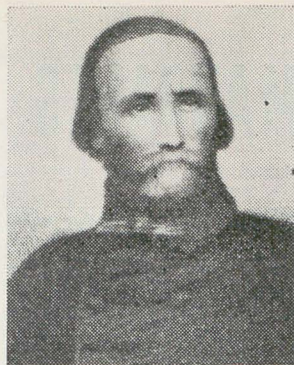
appel à la lutte, adressé à son peuple, relève que toute l'Europe «s'arme pour obtenir la liberté. Il faut que les Roumains s'y préparent eux aussi, car le temps est venu pour eux comme pour d'autres d'avoir la liberté». Le 17 juin, les armées des *Motzi* (habitants des monts Apuseni), portant fusils, lances et faux, se réunissaient à Cîmpeni, Iancu y proclama le passage des terres des latifondistes en propriété des anciens serfs (17—18 juin 1848). Plusieurs milliers de paysans se réunissaient par ailleurs à Gura Riului (21 juin 1848) et s'organisaient en détachements commandés par des capitaines (une organisation qui avait été celle de la grande révolte roumaine de 1784, dirigée par Horea, Cloșca et Crișan). Présent à la troisième assemblée de Blaj (14/26—16/28 septembre 1848) à la tête de 6 000 *Motzi* armés, il a fait a-

dopter un programme de revendications vitales pour la nation roumaine, rejetant avec fermeté l'«union» forcée de la principauté avec la Hongrie. Sur l'initiative du Conseil National, quinze «légions» ont été formées en Transylvanie, formées de «tribunats» et de «centuries» et commandées par des tribuns et des centurions. Désigné préfet de la Légion «Auraria Gemina» (de Cîmpeni, Bistrița et Bucium), Iancu a écrasé les complots contrerévolutionnaires des monts Apuseni et a rejeté les attaques des détachements des nobles hongrois et des régiments fidèles au gouvernement de Budapest, sur la ligne de la rivière Mureș (octobre 1848), à Aiud, Turda, Cluj (novembre 1848). Le rapport de forces change en faveur de l'ennemi au moment où une grande armée hongroise commandée par le général polonais Joseph Bem pénètre en Transylvanie (décembre 1848 — janvier 1849). Les *Motzi* des monts Apuseni, commandés par leurs préfets locaux dont Avram Iancu, ont été à même de tenir tête bravement à l'adversaire, menant «une véritable guerre nationale», ainsi que l'appréciait Karl Marx.

Avram Iancu a divisée la région des monts Apuseni en quatre secteurs militaires occupés chacun par une légion. Chaque grande unité était formée de sous-unités distinctes de lanciers et chasseurs (fusiliers), d'infanterie et de cavalerie, et possédait des canons improvisés ou capturés. Un préfet ayant sous ses ordres des vice-préfets commandait chaque légion. Iancu a fait imposer dans cette armée une discipline rigoureuse et s'est attaché à renforcer la capacité de

lutte, les dotant, autant que possible, d'armes de feu (d'habitude, aux premiers mois de la révolution, les détachements comprenaient chacun 15 ou 16 fusiliers). L'armée ayant Avram Iancu à sa tête a opéré dans des conditions complexes, étant encerclée par des troupes ayant des effectifs et surtout un armement supérieurs. Pour réduire cet handicap, celui qui avait été surnommé le «roi des montagnes» a adopté pour principale forme de lutte la défensive, organisant un dispositif circulaire autour les points forts du terrain; ce dispositif englobait les principales voies de pénétration vers le réduit alpin. Pratiquant une défense active, il a toujours visé à avoir l'initiative et à surprendre l'ennemi par des attaques et contre-attaques, par le harcèlement et les embuscades.

GIUSEPPE GARIBALDI (4 juillet 1807, Nice — 2 juin 1882, Caprera). Général, combattant pour l'unité et l'indépendance de l'Italie. Enrôlé, à 25 ans, dans la flotte sarde. Il adhéra à la société révolutionnaire secrète «La jeune Italie», animée par Giuseppe Mazzini, dont l'objectif était l'unité et la liberté de ce pays. Participant à une tentative échouée d'insurrection à Gênes, il fut obligé de se réfugier en France (1834), ensuite en Amérique latine. Il a soutenu les républicains de Rio Grande do Sul, révoltés contre le gouvernement brésilien (1836—1841). Il a ensuite prêté son concours aux Uruguayens engagés dans un conflit avec le dictateur argentin Juan Rosas (1836—1848), défendant Montevideo et organisant une offensive dans



Giuseppe Garibaldi

le Nord de l'Argentine (1846). Au cours de la révolution italienne de 1848—1849, il a dirigé les volontaires du Comité provisoire de Milan dans les affrontements avec les troupes autrichiennes d'occupation (1848); il a défendu Rome contre les troupes françaises commandées par le général Oudinot, venues remplacer sur le siège pontifical le pape Pie IX (1846—1878). En exil aux Etats-Unis et au Pérou (1849—1856), il s'est impliqué ultérieurement dans les agitations politiques de la péninsule pendant la guerre franco-austro-sarde (1859) où il a commandé un corps de 4 000 volontaires. Il a remporté les victoires de Varese (26 mai) et San Fermo (27 mai), ce qui lui a permis de libérer Brescia (13 juin). Profitant des mécontentements de Sicile et jouissant de l'appui officieux de Camillo Cavour, le premier piémontais, Garibaldi a débarqué par surprise dans cette île commençant la série de campagnes visant l'unification des «Deux Siciles» avec le Piémont. A la tête de «Mille» volontaires (les «chemises rouges») il a vaincu successivement les Napolitains dans les luttes de Calatafimi (15 mai 1860), Palerme (7 juin 1860), Milazzo (20—25 juillet

1860). Il a traversé le détroit de Messine (le 20 août 1860), a marché sur Palerme (6 septembre 1860) et Naples (7 septembre 1860) et, grâce à la victoire de Volturno (1—2 octobre 1860), il a parachevé la libération du sud de la péninsule. Essayant de pénétrer dans les Etats pontificaux, il fut blessé à Aspromonte (29 août 1862) et fait prisonnier par les troupes pontificales. Dans la guerre italo-austro-prussienne (1866), il a de nouveau commandé un corps de volontaires, s'avancant dans le Trentino, à Caffaro, Monte Sequello, Bezzecca, etc. Après une nouvelle tentative de libérer Rome, étant vaincu à Mentana (2 novembre 1867), il se retire à Caprera. Lors de la guerre franco-prussienne (1870—1871), il a offert ses services au gouvernement de Versailles, formant un groupe de corps francs dans les Vosges. Il a défendu avec bravoure Dijon (21—23 janvier 1871). Après la guerre, il s'est consacré à la vie politique.

Représentant illustre de la génération révolutionnaire-démocratique européenne de la moitié du siècle dernier, figure légendaire dans l'épopée de la réunification de l'Italie, Garibaldi a aussi été un organisateur et commandant militaire doué, ses qualités étant rehaussées par la grandeur de son idéal — la lutte de libération. Expert des actions d'avant-garde, des attaques imprévues, des marches forcées, il a formé et conduit une excellente armée révolutionnaire dont il a comblé les carences par l'élan et la souplesse de sa pensée tactique.

Capitaine
VLADIMIR ZODIAN

L'opération offensive de la 4^e Armée roumaine dans les monts Petite Fatra

par colonel dr. **NICOLAE CIOBANU**

L'opération offensive de la 4^e Armée roumaine dans les Monts Petite Fatra s'inscrit parmi les plus amples actions menées par les forces roumaines sur le front antihittérien.

Au début de l'opération les forces principales de l'armée roumaine, commandées par le général de corps d'armée Nicolae Dăscălescu, se trouvaient engagées sur les versants de sud-est du massif Petite Fatra. Elles étaient flanquées à droite par les forces du Corps Tchécoslovaque et à gauche par la 40^e Armée soviétique avec laquelle elles formaient le Groupe d'armées „Général Jmăcenko“. La 4^e Armée avait dans sa structure le 2^e Corps d'armée (commandé par le général de division Costin Ionașcu) avec les 6^e et 21^e Divisions d'infanterie et la 1^{re} Division de cavalerie, dont les grandes unités étaient engagées à l'ouest de Vah, sur les pentes d'est des Carpates Blanches ainsi que le 6^e Corps d'armée (commandant, le général de division Gheorghe Stavrescu) avec les 3^e, 11^e, 18^e Divisions d'infanterie, le 54^e Secteur de fortifications et deux bataillons soviétiques de lance-flammes en action sur les pentes d'est du massif Petite Fatra. La 4^e Armée engagea 6 divisions (dont 5 d'infanterie et une de cavalerie) et un secteur de forti-

fications soviétique qui avait une valeur combative pareille à une division d'infanterie. Les autres deux divisions de l'organique de l'armée étaient subordonnées à la 40^e Armée soviétique.

En face de la 4^e Armée roumaine se trouvaient les troupes allemandes et hongroises de la 320^e Division Volksgrenadiere, ainsi que les 76^e et 15^e Divisions d'infanterie et plusieurs sous-unités parmi lesquelles nous mentionnons deux bataillons d'infanterie, l'un de génie, l'autre d'instruction — tous allemands — ainsi que quelques sous-unités hongroises parmi lesquelles a été identifié le 43^e Bataillon de chasseurs. L'ennemi, en utilisant les avantages du terrain, se donna de la peine de maintenir plus longtemps la tête de pont à l'est de la rivière Vah.

La 4^e Armée roumaine avait la mission de liquider la tête de pont détenu par l'ennemi à l'est du Vah, de forcer le cours d'eau et d'engager les troupes fascistes qui se trouvaient dans les Carpates Blanches; après l'anéantissement des celles-ci, elle devait pénétrer avec le flanc gauche dans la vallée de la Morava pour retourner les résistances hitlériennes du flanc gauche.

Le commandant de la 4^e Armée décida de passer à l'offensive avec le 2^e Corps

d'armée, dans un secteur avec une évolution frontale d'environ 12 km, à l'ouest du Vah. Sur le reste du front devait actionner le 6^e Corps d'armée.

L'opération offensive déclenchée par le 4^e Armée roumaine pendant la nuit de 11 vers 12 avril 1945 se déroula en étroite coopération avec la 40^e Armée soviétique, sa voisine de gauche, où actionnaient aussi les 9^e Division d'infanterie et le 8^e Division de cavalerie roumaine. Pour assurer la densité de forces nécessaires sur les directions d'effort, ont été exécutés d'amples manœuvres de forces et de moyens dans le dispositif opératif de l'armée. Son secteur d'offensive toucha ainsi à 15 avril environ 100 km et passa sur l'alignement: la cote 1018 km, les hauteurs de l'est des localités Fackov et Cîcmany, Opatova, 10 km sud de Trencin.

L'opération offensive se déroula en deux étapes distinctes par le contenu et le caractère des actions militaires engagées. Entre 11—14 avril, en même temps avec le passage à l'offensive des forces roumaines du flanc droit, l'armée exécuta un ample manœuvre d'extension vers l'aile gauche du secteur d'offensive. Dans ce but le 2^e Corps d'armée recevra des forces nouvelles, le commandant de l'armée concentrant ici trois divisions qui ont passé à l'offensive à l'ouest du Vah; elle devait passer ultérieurement à l'offensive vers le cours du Morava en coopération avec les forces soviétiques du 51^e Corps d'armée (où était engagée la 8^e Division roumaine de cavalerie aussi). Sur le reste d'environ 90 km du front actionna le 6^e Corps d'armée et d'autres unités d'armée qui ont lutté pendant toute l'étape afin de

vers Morava. En même temps la 1^{re} Division de cavalerie et la 21^e Division d'infanterie ont pénétré, par des combats acharnés, entre 10 et 15 km, dans la défense ennemie et ont traversé la crête principale des Carpates Blanches. En ces combats les militaires roumains ont achevé des nouveaux faits d'armes. Parmi les soldats tombés sur le champ de bataille se remarqua par sa bravoure, sa tenacité et l'espérance de sacrifice le ca-

pitaine Gheorghe Decuseară (commandant de batterie dans le 30^e Régiment d'artillerie de la 21^e Division d'infanterie) qui a réussi d'arrêter — avec les soldats de sa batterie — une puissante contre-attaque ennemie.

La 4^e Armée roumaine a accompli avec succès sa mission jusqu'à la fin de l'opération offensive, en dépassant avec le 6^e Corps d'armée (La 18^e Division d'infanterie, le 54^e Secteur soviétique de fortification,

les 3^e et 11^e Divisions d'infanterie) la crête principale du massif Petite Fatra, et avec les forces du 2^e Corps d'armée (la 1^{re} Division de cavalerie, les 21^e et 6^e Divisions d'infanterie) traversa le Vah et la crête principale des Carpates Blanches. Les autres divisions roumaines (la 8^e de cavalerie et la 9^e d'infanterie) qui actionnait dans le secteur de la 40^e Armée soviétique ont sorti dans la vallée de Morava.

Par ses caractéristiques (un secteur d'offensive d'environ 100 km, la profondeur d'opération de 25—30 km, la durée de l'action de combat de 16 jours, des rythmes de l'offensive propre aux actions en terrain montagneux, des manœuvres amples de translation, exécutées les plus souvent parallèlement à la ligne du front), l'opération de la 4^e Armée roumaine dans les Monts Petite Fatra et les Carpates Blanches s'inscrit parmi les actions importantes de l'armée roumaine dans la guerre antihitlérienne, en représentant, à côté des autres opérations libératrices roumaines, une remarquable contribution à la défaite du fascisme pendant la deuxième guerre mondiale.

Sous-unités roumaines d'artillerie sur le front de Tchécoslovaquie



LA «MER DES CORAUX»

Au début de mai 1942, l'invasion japonaise en Asie du Sud-Est avait atteint la presqu'île Malaise, les Indes Hollandaises (l'actuelle Indonésie), les Philippines et la plus grande partie de la Birmanie. En avril, une force aéronavale japonaise avait attaqué et repoussé, dans le secteur est de l'Océan Indien, une flotte britannique, lui infligeant de graves pertes. Le 6 mai avait lieu la reddition de Corregidor, important point de

résistance américaine dans les Philippines.

La rapidité avec laquelle avaient été obtenus ces succès militaires a déterminé une reconsidération des projets du Grand Quartier Impérial, à Tokyo. L'amiral Yamamoto, commandant de la *Flotte combinée* (flotte de combat japonaise, laquelle comprenait les principaux navires de combat, les cuirassés et les porte-avions), s'opposait vivement à la continuation d'une

offensive soutenue en direction de l'Australie, plaidant en faveur d'un nouveau coup dans le Pacifique, qui eût conduit à la prise des îles Midway, afin d'attirer la flotte américaine dans une action décisive.

Finalement, vu l'insuffisance des effectifs — d'importantes forces nippones étaient concentrées en Mandchourie, afin de parer à un éventuel affrontement avec l'U.R.S.S. —, Tokyo décida d'entreprendre, en l'attente de l'opération *Midway* (MI), l'opération dite *MO* (de Port Moresby). Celle-ci devait être dirigée vers le

sud-est, visant notamment la prise des ports Tulagi (sud des îles Salomon) et Port Moresby (côte sud de la Nouvelle-Guinée), dans le nord de la mer des Coraux. Cette action était conçue comme devant faciliter une attaque ultérieure contre l'Australie, en l'isolant de la zone du Pacifique. Lae et Salamaua avaient été prises déjà en mars, la mise sur pied des forces de débarquement et d'occupation avait commencé dès avril, et, par conséquent, l'opération *MO* fut déclenchée le 3 mai.

Les forces navales britanniques et américaines étaient loin de pouvoir effectivement assurer la défense de l'Australie. La flotte alliée du Pacifique du Sud-Est — l'*ABDA Fleet* (American-British-Dutch-Australian Fleet) — avait été perdue dans les combats de défense des Indes Hollandaises. Les Australiens avaient cependant la détermination d'opposer une ferme résistance aux Japonais. L'ancien premier ministre Hughes allait déclarer devant le Parlement de Canberra : « Si le sort sera défavorable aux flottes des Nations Unies qui tentent de déjouer l'attaque des escadres nippones, il nous faudra accourir colmater la brèche et nous préparer pour les grandes batailles décisives ! ».

La côte nord-ouest de l'Australie — en principe, la plus propice pour un débarquement — bénéficiait de la défense naturelle assurée par la « Grande Barrière de Coraux », qui s'étend sur 2 400 kilomètres. Mais l'*Immigration Act* de 1901, en stipulant l'expulsion des travailleurs étrangers — japonais, chinois, malais, indiens —, avait fait une exception pour les pêcheurs de perles, or, ces derniers, pour la plupart des Japonais, connaissaient très bien — sans doute mieux que les océanographes — tous les couloirs, secrets et tortueux, qui eussent permis

aux envahisseurs de franchir la Grande Barrière.

En même temps, le Commandement naval américain du Pacifique (*CINCPAC*) estimait qu'il était essentiel de localiser la « Force de choc », c'est-à-dire le groupement de six porte-avions qui avait valu aux Japonais leurs succès. Or, les informations fournies par les sous-marins, par les services de déchiffrement des communications par radio, ainsi que par divers autres observateurs ne permettaient pas une localisation exacte de ce groupement. Cependant, on avait toutes les raisons de conclure que les Japonais préparaient des débarquements sur le côte sud-ouest de la Nouvelle-Guinée. Pour contrecarrer cette action, les forces alliées constituèrent dans la mer des Coraux, trois groupements : vers l'ouest, sous le commandement du contre-amiral britannique I. C. Crace, un groupement comprenant trois croiseurs et deux destroyers (contre-torpilleurs) vers l'est — la *Task Force 17* (TF) —, formée du porte-avions *Yorktown* (19 000 tonnes, 108 avions), trois croiseurs et quatre destroyers, placée sous le commandement du contre-amiral américain F. I. Fletcher (cette force se trouvait dès février dans la région du Pacifique sud) ; enfin, le groupement du contre-amiral américain Aubrey Fitch — la *TF 11* —, comprenant le porte-avions *Lexington* (33 000 tonnes, 135 avions), deux croiseurs et quatre destroyers, et qui venait de Pearl Harbor. Le ravitaillement en carburant des vaisseaux de ces deux *Task Forces* était assuré en haute mer, par deux navires pétroliers (le *Nesoshō* et le *Tippicanoe*) escortés par deux destroyers.

Les convois japonais, qui avaient pris la mer à Rabaul (Nouvelle-Bretagne), étaient censés exécuter le débarquement en Australie protégés par le grou-

pement du contre-amiral Goto — le porte-avions léger *Shōhō*, de 11 500 tonnes, à 30 avions, quatre croiseurs et un destroyer — venant du nord-est, de la zone de l'archipel Bougainville. A Tulagi, un seul navire de transport qui avait à son bord une partie des troupes de la Force spéciale de débarquement, était escorté par un poseur de mines, huit dragueurs et deux destroyers (contre-amiral Shima). Suivaient 11 autres navires de transport, avec le gros des troupes de la « 3e Force spéciale », accompagnés d'un croiseur, six destroyers et un poseur de mines (contre-amiral Kajioka) et d'un groupement d'appui (deux croiseurs, trois canonnières et un vaisseau-base aérienne — contre-amiral Marumo), qui ont mis le cap sur Port Moresby, envisageant d'emprunter le détroit de Jomard, au sud-ouest de la Nouvelle-Guinée. Vu que les Japonais connaissaient l'existence, dans le Pacifique sud, d'une *Carrier force* (comportant des porte-avions), cette opération était, dans son ensemble, appuyée par une Force de choc, comprenant les porte-avions *Zuikaku* et *Shōkaku* (ayant chacun 25 600 tonnes et 90 avions), sous le commandement du contre-amiral Hara, ainsi que deux croiseurs et six destroyers (vice-amiral Takagi), venant du nord, de Truk (Carolines). Le commandement supérieur de tous les groupements était exercé, depuis Rabaul, par le vice-amiral Inoue, commandant de la IVe Flotte Japonaise.

Le 3 mai, les Japonais occupent Tulagi. Le lendemain le convoi en direction de Port Moresby quitte Rabaul. L'amiral Fletcher se dirige vers le nord avec le groupe *Yorktown* seulement, *Lexington* se trouvant en cours de ravitaillement. En quelques raids successifs, 99 avions américains envoient par le fond, à Tulagi, un destroy-

yer, trois dragueurs et endommagent quelques navires de débarquement. Fletcher retourne ensuite pour le ravitaillement, puis rejoint la TF 11, le 6 mai. Etant averti par des hydroavions B 17, en provenance de Port Moresby, de la présence de la force d'appui Japonaise (groupe-ment Shoho), l'amiral américain envoie les croiseurs de Crace au sud de la Nouvelle-Guinée, puis se dirige, avec la TF 11 et la TF 17, vers le détroit de Jomard, afin d'y intercepter les Japonais, que des hydroavions avaient attaqués sans résultat.

Le lendemain, le 7 mai, vers 04 h 00, le convoi japonais en route vers Port Moresby est rallié par la Force de couverture. Mais qui étaient arrivés les porte-avions américains 200 milles du détroit de Jomard, lancent à l'attaque 93 avions. Vers 09h45, le Shoho (commandant : Izawa), l'objectif principal de l'attaque aérienne, est touché par 13 bombes et neuf torpilles, coulant en 15 minutes ; les navires de transport de troupes se dispersent vers le nord, accompagnés par les destroyers (dont le *Sazanami*, lequel repêche une centaine de survivants, rescapés du vaisseau envoyé par le fond). Le coup semble avoir été décisif — Inoue allait renoncer à l'opération —, mais les Américains, qui s'attendaient à un affrontement avec trois porte-avions ennemis, ne savaient pas que la Force de choc approchait. Or, celle-ci, ayant pris connaissance des attaques aériennes de Tulagi avait cinglé à toute vitesse vers le sud, s'était ravitaillé en carburant le 6 mai, à l'est de l'île Rennell (au sud de l'Archipel Salomon) et, gagnant la mer des Coraux, s'était rendu compte, par les observations des avions de reconnaissance, qu'une Carrier Force se trouvait au sud. L'identification n'était pas encore correcte.

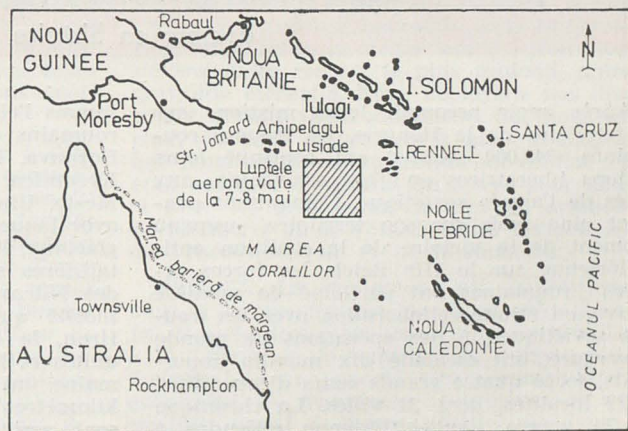
Dans la même matinée du 7 mai quand les Américains envoyaient par le fond le *Shoho*, les 78 avions envoyés par la Force de choc mettaient le feu, par 7 bombes, non pas à un porte-avions, mais au pétrolier *Neosho*, qui avait ravitaillé les navires américains de la Task Force et coulait, avec trois bombes, le destroyer Sims. Les rescapés du *Neosho* n'allaient être recueillis qu'au moment où l'épave a effectivement sombré, quatre jours plus tard...

Dans l'après-midi du 7 mai, le temps se gâte sensiblement dans le secteur est de la mer des Coraux. Les Japonais avaient obtenu entre temps des informations plus exactes sur la position des porte-avions américains ; aussi le contre-amiral Hara envoya-t-il en mission d'attaque, à 16h15, 27 avions pilotés par des aviateurs expérimentés en actions menées par temps couvert. Mais, sur les 27 appareils japonais, 11 sont interceptés par des *Wildcat* américain guidés par radar, un est abattu par la D.C.A. et 11 autres s'écrasent lors de la manœuvre d'appontage. Les Japonais n'avaient aperçu que l'espace de quelques instants à travers le brouillard leurs adversaires, bien que les vais-

seaux de ceux-ci fussent arrivés à 100 milles seulement de distance. Les Américains, quant à eux, se tenaient désormais sur leurs gardes, sachant que les porte-avions japonais n'étaient pas loin. Afin de parer à une éventuelle attaque par surprise, les deux flottes se sont éloignées l'une de l'autre à la tombée de la nuit, Fletcher voguant vers le sud-ouest et Takagi vers le nord. Tous les deux amiraux estimaient que l'affrontement allait avoir lieu le lendemain, dans la matinée.

Le 8 mai, à l'aube, les adversaires modifient le cours et envoient en mission des groupes d'éclaireurs. Le contact est repris presque simultanément, vers 08h00, depuis une distance de 235 milles. Des deux côtés, deux porte-avions entra en action. Les Japonais disposent de 122 avions, d'une plus riche expérience de combat, leurs avions de chasse sont plus manoeuvrables que ceux des Américains et les torpilles dont ils disposent sont plus efficaces, mais ils continuent à se trouver dans une zone à mauvaise visibilité. Les Américains ont 122 avions, et leurs bombardiers sont supérieurs à ceux des Japonais.

Grandes batailles aéronavales dans la mer des Coraux



Ce furent Takagi et Hara qui lancèrent les premiers leurs avions à l'assaut. 70 bombardiers et avions-torpilleurs, escortés par 20 chasseurs. Entre 09h50 et 10h30, le *Yorktown* évite l'impact des torpilles et n'est frappé que par une seule bombe qui, bien que provoquant un incendie à bord, ne le fait pas réduire sa vitesse. Le *Lexington* (commandé par F. C. Sherman), attaqué de deux côtés à la fois, est frappé par deux torpilles à babord et par deux bombes sur le pont de commande. Par des compensations (manœuvres consistant à faire passer le liquide d'un tank dans l'autre), le navire demeure à flot, droit, et peut

continuer d'avancer à une vitesse de 24 nœuds. Entre temps (de 09h00 à 09h25), 82 avions américains ont été lancés à l'assaut et, vers 10h30, les bombardiers découvrent les porte-avions ennemis. Mais le *Zuikaku* est aussitôt caché par les nuages de pluie, et ce n'est que le *Shokaku* qui devient cible de l'attaque aérienne, étant atteint par trois bombes lancées par les bombardiers qui avaient décollé du *Lexington*. Comme les pilotes nippons avaient rapporté avoir coulé les deux porte-avions américains, Takagi renvoie le *Shokaku* à la base, car ses avions ne pouvaient plus apponter (et seulement quelques-uns en ont été récupérés). Et, ne dis-

posant plus que de mener avions, sur un ordre d'Inoue, il se retire vers le nord avec tout le groupement. Cependant, les pilotes japonais avaient estimé à tort avoir coulé les navires américains, mais voilà que les gaz qui s'échappaient des conduites endommagées du *Lexington* provoquèrent, plus tard, de grandes explosions puissantes, l'incendie à bord ne put plus être maîtrisé et le navire abandonné par l'équipage évacué à temps, coula le 19h56, après avoir reçu cinq torpilles lancées par un des destroyers de sa propre escorte.

NICOLAE KOSLINSKI

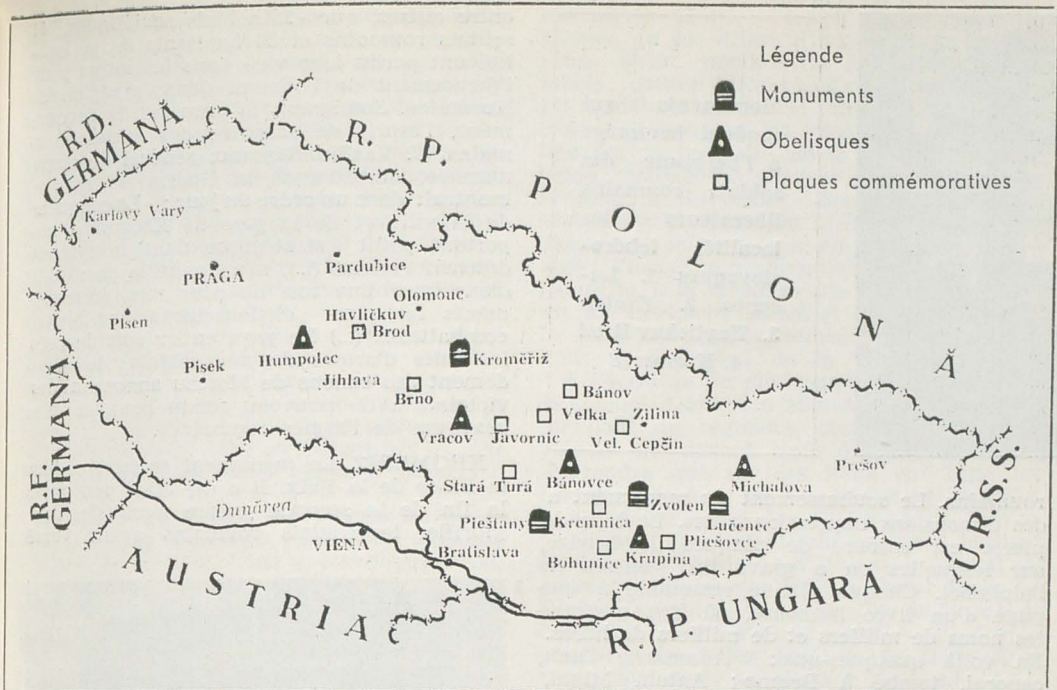
MONUMENTS À NOS LUTTES

L'armée roumaine : marche victorieuse sur le territoire de la Tchécoslovaquie

par le colonel de réserve **FLORIAN TUCĂ**
docteur en histoire

Après avoir accompli leurs missions sur le territoire de la Hongrie, les troupes roumaines (240 000 soldats) ont continué leurs actions libératrices en Tchécoslovaquie, aux côtés de l'armée soviétique. Combattant pendant cinq mois sur son territoire, jusqu'au moment de la victoire de la coalition anti-hitlérienne sur le III^e Reich, les forces armées roumaines ont participé de manière active, en étroite collaboration avec les troupes soviétiques, à des opérations de grande envergure, ont escaladé dix massifs importants, forcé quatre grands cours d'eau, libéré 1 722 localités, dont 31 villes. La chronique de la guerre anti-hitlérienne retiendra à

jamais l'élan et la prouesse dont les soldats roumains ont fait preuve dans les luttes de Roznava, Lučenec, Zvolen, Banská Bystrica, Kremnica, Banovce, Kromeriz, Kojetin, Nové Město, Uherski Brod, Veselý, etc., la ténacité avec laquelle ils ont escaladé, par des froids glaciaux, les cimes enneigées des Monts Métallifères slovaques, des Tatras, des Fatras, des Nitras et des Carpates Blanches, l'ingéniosité qu'ils ont déployée en forçant le Hron, la Nitra, le Váh et la Morava. Les unités et les grandes unités de l'armée roumaine ont fait des percées de plus de 400 kilomètres dans le dispositif ennemi ; elles sont arrivées à environ 80 kilomètres de



Localités tchécoslovaques où ont été élevés des monuments évoquant les inoubliables faits d'armes des héroïques soldats roumains

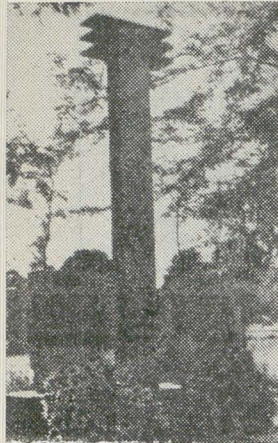
Prague. Ces actions ont coûté notre armée de considérables pertes. Selon les statistiques roumaines, dans les luttes pour la libération de la Tchécoslovaquie plus de 66 000 soldats sont morts, disparus ou ont été blessés. A Lučenec et Zvolen, à Humpolec et Piestani, à Michalova et Banovce, à Kromeriz et Kremnica, à Bohunice, Krupina, Vel. Cepčín, Stara Tura, Vélka, Javornic, Havlickuv Brod, Pustimer, Brno, dans d'autres localités on a érigé des obélisques et des monuments, on a dévoilé des plaques commémoratives en l'honneur des soldats roumains ayant versé leur sang pour la libération de la Tchécoslovaquie, pour l'anéantissement du fascisme. Les inscriptions gravées sur les monuments expriment la profonde reconnaissance de la population tchécoslovaque. Nous présentons ci-dessous quelques-uns de ces monuments.

LUČENEC Le monument se dresse à l'extrémité est de la localité. Il est consacré «Aux héros du IV^e Corps d'armée, des 2^e et 3^e divisions de chasseurs alpins, tombés dans la région de Lučenec pour la libération de la Tchécoslovaquie». Les journaux d'opérations des unités et des grandes unités ayant agi dans cette région les 9—24 janvier 1945 montrent qu'environ deux milliers de fils de notre pays y ont versé leur sang. Le monument impressionne par ses dimensions et son originalité: une colonne parallélépipédique, massive, de pierre, au sommet de laquelle il y a un biplan. La colonne a été

minutieusement ornée de motifs floraux roumains.

Le monument, érigé à la mémoire des héros roumains tombés au champ d'honneur pour la libération de Lučenec, a été dévoilé le 6 juillet 1945. A l'occasion de son inauguration, à laquelle ont participé de nombreux citoyens tchécoslovaques et des officiers et soldats roumains, le maire de la ville a déclaré: «Nous nous sommes réunis afin de rendre honneur aux héros le l'armée roumaine alliée qui avaient sacrifié leur vie, leur bien le plus précieux, pour notre libération, pour la libération de leur patrie. (...) Ils ont contribué, par leur sacrifice, à rendre notre existence heureuse, dans le nouvel Etat tchécoslovaque démocrate (...) Nous leur devons notre respect le plus profond, notre gratitude éternelle. Nous déployons nos drapeaux devant votre monument qui nous est cher. Je vous assure, chers amis roumains, que nous veillerons au monument comme s'il était consacré à nos fils, qu'il sera pour nous et pour les générations futures un symbole de la liberté et de l'amitié entre les peuples de Tchécoslovaquie et de Roumanie».

ZVOLEN Le monument est impressionnant, à la mesure des sacrifices qu'il glorifie. Il a été dressé sur une colline de la ville, à la libération de laquelle les troupes roumaines avaient apporté une contribution essentielle. Le monument proprement dit est un bloc massif de pierre, parallélépipédique, qui rappelle les sanctuaires des voïvodes



1

Monuments qui rendent hommage à l'héroïsme des soldats roumains libérateurs des localités tchécoslovaques

1. Lučenec.
2. Zvolen
3. Havlickuv Brod
4. Kromeriz

roumains. Le soubassement du monument a des dimensions impressionnantes. Le bloc de pierre est entouré de plaques de bronze, sur lesquelles on a gravé les lettres de l'alphabet. Chaque plaque ressemble à une page d'un livre immense, où l'on a gravé les noms de milliers et de milliers de héros. En voilà quelques-uns : Adamache Dinu, caporal, tombé à Brezno ; Antohi Mihai, soldat, tombé à Zvol Slatina ; Constantin Vasile, sergent, tombé à Nova Bosaca ; Cană Mihai, sergent, tombé à Buzica ; Chiriță Vasile, sergent-major, tombé à la cote 665 ; Zoinea Ioan, soldat, tombé à Lest ; Zoica Aurel, soldat de première classe, tombé à Detva. Ce sont des noms de gens simples, nés dans les contrées roumaines. Ils ont versé leur sang dans les luttes ayant eu lieu loin de leur patrie, au nom de nobles idéaux : la libération de peuples occupés, l'anéantissement du fascisme. Ce sont des noms de soldats et d'officiers inscrits en lettres d'or dans le chronique de la guerre antihitlérienne.

Une inscription a été gravée sur le bloc du pierre, au-dessous des armoiries de la Roumanie, en roumain et en tchèque : «Gloire éternelle aux héros roumains tombés dans les luttes pour la libération de la République Tchécoslovaque de sous la domination fasciste. 1944—1945».

KREMNICA La plaque commémorative, de fonte, a été fixée sur la façade de la mairie, à l'occasion du Xe anniversaire de la libération de la ville. L'inscription montre,

entre autres, que «26 soldats soviétiques, 41 soldats roumains et 80 habitants de la localité ont perdu leur vie» dans les luttes pour l'écrasement de l'ennemi dans la région de Kremnica. Soulignant la prouesse, le dévouement, l'esprit de sacrifice des soldats roumains, C. Vasiliu Râșcanu, général de corps d'armée, ministre de la Guerre à l'époque, montrait dans un ordre du jour : «La conquête de la ville et de la gare de Kremnica, important point stratégique dans le système défensif ennemi (...), m'a donné la possibilité d'exprimer une fois de plus mes remerciements les plus chaleureux à nos braves combattants (...) Le pays entier suit de près les faits d'armes de nos soldats ; le grondement des canons de Moscou annonçant des victoires a de nouveau rendu honneur à la bravoure de l'armée roumaine».

KROMERIZ Le monument se trouve dans la Place de la Paix. Il a été érigé peu après la fin de la seconde guerre mondiale, pour glorifier les soldats roumains ayant versé

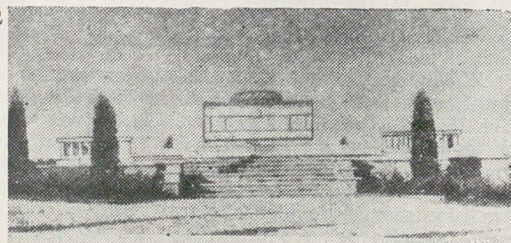
3



4



2



leur sang, au début du mois de mai 1945, dans les luttes pour la libération de la ville. Une initiative locale a transformé un canon antichar en monument. Le canon avait été frappé par un projectile au cours des luttes des 4-5 mai 1945, à l'extrémité sud de la localité. Peu après la fin de la guerre, les autorités de la ville ont disposé l'installation du canon sur un socle de béton ; sur la plaque de marbre fixée au socle on a gravé l'inscription suivante : «5-6 mai 1945. Monument aux luttes de Kromeriz. Gloire éternelle à ceux ayant sacrifié leur vie pour la libération de notre patrie».

A Kromeriz on a ultérieurement érigé deux autres monuments, consacrés aux héros roumains ; le fait illustre la reconnaissance de leur apport à la libération de la localité, d'autres villes de cette région de la Tchécoslovaquie, des sacrifices qu'ils ont faits au cours des rudes combats qu'on y a livrés.

HAVLICKUV BROD Le monument a été érigé sur une éminence (cote 488), à faible distance de la ville. C'est à Havlickuv Brod, à environ 80 kilomètres de Prague, qu'ont cantonné le 12 mai 1945 les soldats du 26^e Régiment «Rovine» de *dorobanți*. Pendant 206 jours ils avaient combattu l'ennemi en parcourant 1700 kilomètres, sans que le so-

leil ou la pluie, l'orage ou le froid, les plombs ou les éclats d'obus pussent les arrêter. Mais nombre de camarades étaient morts ; quatre officiers, six sous-officiers et 101 soldats et gradés de l'unité avaient versé leur sang pendant les luttes qui avaient eu lieu sur le territoire de la Tchécoslovaquie. Leurs compagnons d'armes ont érigé en leur honneur, à Havlickuv Brod, une croix, au soubassement formé de blocs de pierre. Une plaque de marbre y a été fixée où l'on a gravé l'inscription suivante : «Un signe pour l'éternité, à la mémoire des soldats roumains du 26^e Régiment „Rovine“ de *dorobanți*, de la ville de Craiova, tombés dans les luttes pour la libération de la Tchécoslovaquie».

A l'occasion du dévoilement du monument, le colonel Alexandru Mandache, ancien commandant du régiment, disait : «Celui qui passera par-devant cette plaque de marbre apprendra que sur ces lieux ont lutté les soldats roumains du 26^e Régiment de *dorobanți*, descendants des Olténiens de Mircea le Grand qui s'étaient héroïquement battus à Rovine, des Moldaves d'Etienne le Grand qui avaient vaillamment lutté à Podul Inalt (...) Dormez en paix, héros du 26^e Régiment de *dorobanți* ! Vous avez accompli votre devoir, comme vous aviez juré de le faire. Que votre mémoire ne s'efface jamais !».

ATTITUDES

Histoire et politique, vérité et faux : sur certains ouvrages concernant l'histoire de la Transylvanie

par docteur en histoire **FLORIN CONSTANTINIU**

Achevant la lecture de l'ouvrage de l'émigrant hongrois Árpád Balog, *Histoire démythifiée de la Roumanie* (Paris, 1979), le supplément spécial de la publication „Carpathian Observer“, *Transylvania and the Theory of Daco-Roman-Rumanian Continuity* (ed. Louis L. Lôte, Rochester, New York, États-

Unis) et *Erdély története* (sous la rédaction du Köpeczi Bela, Budapest 1986), le lecteur constate tout de suite que au-delà de la violence triviale de la première, du caractère „docte“ de la deuxième et des prétentions d'objectivité „académique“ de la troisième se trouve les mêmes thèses : la contestation

de la continuité daco-romaine et roumaine dans l'espace de la Dacie aux III^e-XIII^e siècles, la prétendue origine sud-danubienne du peuple roumain et de la langue roumaine, l'arrivée tardive en Transylvanie (à la fin du XIII^e siècle au début du XIII^e siècle) des Roumains, présentés comme une population pastorale, nomade. Comment s'explique la reprise par des dilettantes, comme Árpád Balog, ou par des spécialistes, comme le collectif

d'auteurs de l'ouvrage *Erdély története* publié par l'Académie de Sciences de la R. P. Hongroise, des certains thèses, affirmations et interprétations dénigratrices, qui se trouvent en totale contradiction avec la réalité historique et sont infirmées depuis longtemps par les recherches des historiens roumains et des quelques historiens étrangers? Comment s'explique l'insistance avec laquelle l'historiographie marxiste de la R. P. Hongroise et l'émigration hongroise de l'Europe occidentale, des États Unis d'Amérique et du Canada propagent ces thèses et refusent de prendre connaissance de la témoignage des sources écrites et archéologiques, des arguments linguistiques, ethnographiques et logiques en faveur de la continuité roumaine au nord du Danube?

Pour répondre à ces questions il est nécessaire de descendre aux origines de la discussion concernant la continuité des Roumains. Au préalable nous devons rappeler que tant les *Gesta Hungarorum*, la chronique du Notaire anonyme du roi, rédigée vers l'année 1200, que *Gesta Hunnorum et Hungarorum*, la chronique du Simon de Kéza, rédigée entre 1280—1285 — toutes les deux écrites, donc, pendant la période quand les adversaires de la continuité roumaine au nord du Danube prétendent que se déroulait l'infiltration en Transylvanie des bergers roumains, venus du sud du Danube —, ni l'une ni l'autre des deux chroniques ne se réfèrent à cette pénétration de la population valaque à l'intérieur du Parc carpatique¹. Au contraire, le Notaire anonyme relate les combats menés par des Hongrois contre Gelu, „quidam Blacus“ (un cer-

tain Roumain) „dux Blachorum“ (le chef des Roumains) et signale la présence de Roumains dans l'armée du Glad. On peut conclure sur la base de l'analyse des deux chroniques qu'à la date de leur élaboration personne ne se doutait pas de la continuité des Roumains en Transylvanie, de l'antériorité par rapport aux Hongrois en Transylvanie. Si au temps que les deux auteurs rédigeaient leurs chroniques les Roumains étaient une population récemment venue en Transylvanie ou bien étaient en cours de traverser les Carpates, comment pouvaient les deux se tromper aussi gravement en écrivant sur les Roumains de Pannonie ou de Transylvanie? Pouvait Anonymus inventer un chef militaire et politique roumain en lutte avec les Hongrois quand — si nous croyons aux adversaires de la continuité roumaine — ses contemporains ne savaient et ne voyaient que les Roumains sont des émigrants tardifs? La vérité est que tant que la question de la continuité roumaine au nord du Danube et surtout en Transylvanie n'a pas reçu une connotation politique, personne de la société hongroise et — dans le cas du Notaire anonyme — même dans l'entourage du roi n'hésitait pas affirmer que les Roumains ont précédés les Hongrois en Transylvanie. Que déterminait l'abandon de cette attitude? La réponse doit être cherchée dans le déroulement de la lutte d'émancipation nationale des Roumains transylvains. Comme on sait, Inochentie Micu revendiqua pour les Roumains l'égalité en droits avec les autres „nations“ de Transylvanie. Il invoqua à l'appui de sa demande l'argument selon lesquelles les Roumains représentaient la plus

vieux et la plus nombreuse population de Transylvanie et, par les impôts payer à l'Etat, ils couvraient la plus grande partie des dépenses publiques². L'argumentation de Inochentie Micu est devenue le noyau du programme politique du mouvement national des Roumains transylvains de Supplex Libellus Valachorum (1791) jusqu'à la Grande Union de 1918.

Dans les confrontations politiques générées par le refus de satisfaire les revendications légitimes des Roumains de Transylvanie, des adversaires de ceux-ci ont utilisé les affirmations de Fr. Sulzer (1727—1791) de sa „Geschichte des transalpinischen Daciens sur l'origine sud-danubienne des Roumains et leur arrivée au nord du Danube aux XIIe-XIIIe siècles. Afin de combattre le Supplex, J. C. Eder et Martin Bolla ont appelé aux „arguments“ de Sulzer³. Dès ce moment la question de la continuité des Roumains a été politisée et dès lors jusqu'à aujourd'hui elle a gardé cette finalité politique. Ici cette connotation politique n'existait pas, n'existait pas ou le moins, n'existerait (plus exactement ne serait entretenue) la discussion sur la question des Roumains au nord du Danube.

Dès que la théorie de l'origine sud-danubienne des Roumains a reçu la forme connue donnée par Robert Roesler (1871), l'historiographie roumaine accumula un volumineux „dossier de preuves“ de la continuité que ne peut pas être ignoré par aucun chercheur honnête et informé.

En dépit de ces recherches, l'historiographie hongroise plus ancienne et plus nouvelle continue de rester sur ses anciennes positions. Le fait significatif est que dans le

„susnommé supplément du „Carpathan observer“ a été publié de nouveau un article écrit par László Réthy en 1886 ! Pour cet auteur comme aussi pour ses éditeurs d'aujourd'hui, la langue roumaine est née en... Dalmatie !

Dans les circonstances du refus de prendre connaissance des conclusions de l'historiographie roumaine, le dialogue authentique et second est impossible. L'école roumaine d'histoire ne prétend d'avoir le monopole de la vérité, mais elle est conduite seulement par la recherche de la vérité. Les historiens roumains ont considéré et considéré que l'investigation du passé est un effort de connaissance pas achevé, que au fur et à mesure de la découverte des sources nouvelles ou de l'énoncé des interprétations nouvelles, nos connaissances concernant le passé s'accroissent et sont toujours plus approfondies. L'histoire de la Transylvanie, partie intégrante de l'histoire du peuple roumain a constitué et constitue l'objet d'étude des chercheurs roumains. Sa vaste bibliographie est le témoin de l'intérêt pour cette ancienne terre roumaine. Un exemple récent met en lumière l'effort permanent de renouveler la base d'information et de penser de nouveau les questions de l'histoire de la Transylvanie. Grâce à l'utilisation des sources arabes a été élucidé un passage du voyage fait dans l'Empire mongol (1253—1255) par Guillaume de Rubruck, qui plaça les Roumains à côté des Bachquirs en qualité de „peuple auxiliaire“ ; des éléments bachquirs ont accompagné les Hongrois dans la Plaine de la Pannonie, ensuite ont venu avec eux en Transylvanie ; le contact des autochtones roumains avec les Bachquirs a gardé le verbe

„a boscorodi“ (marmotter) et le substantif „bozgor“ (péjoratif pour hongrois)⁴.

Aussi longtemps que la recherche est guidée seulement afin de découvrir la vérité historique, elle rend des services à la connaissance réciproque des peuples et contribue à leur rapprochement. La perpétuation dans l'historiographie hongroise d'aujourd'hui des certains thèses et points de vue du passé, y compris depuis la période horthyste ne peut pas constituer qu'une source de controverse et de tension.

Sans tenir compte des explications données, une affirmation comme celle de *Erdély története* selon laquelle la Transylvanie est une entité ethnique et culturelle distincte en Europe centrale et d'est, en contestant ainsi son caractère de partie intégrante de la Roumanie et de l'histoire du peuple roumain, une telle affirmation élimine le vrai change d'opinion utile au progrès de la recherche historique. La condition fondamentale du dialogue scientifique c'est que les interlocuteurs soient informés et de bonne foi. Mais comment pouvons nous considérer les auteurs de *Erdély története* qui affirment que la grande épidémie de peste de 1388—1389 frappa les Hongrois et épargna les Roumains ?

L'entière évolution de la science prouve que la confrontation d'opinions est bénéfique à l'investigation scientifique. On peut discuter, par exemple, si le nom de la localité Gilău vient du nom de Gelu (comme nous croyons)⁵ ou au contraire (comme croit Gy. Görffy, qui affirme que le Notaire a „inventé“ le Gelu du toponyme Gilău), mais pour que le résultat de la discussion soit édifiant, donc utile, doit être abandonnée l'attitude apriorique de discrédita-

tion de Anonymus, seulement parce qu'il mentionne les Roumains comme habitants de la Transylvanie avant l'arrivée des Hongrois.

La controverse sur la continuité des Roumains naîtra à la fin du XVIII^e siècle, dans le „feu“ des combats politiques déclenchés par la revendication faite par les Roumains transylvains concernant l'égalité en droits ; plus tard, après la Grande Union de 1918, la continuité roumaine a été contestée afin de nier la légitimité de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie. Aujourd'hui, on véhicule la théorie de l'origine sud-danubienne des Roumains avec le même but politique, même si ses souteneurs tentent la nier.

L'histoire prononça son verdict de 1 Décembre 1918, quand la population autochtone et majoritaire de la Transylvanie — les Roumains — a voté l'union avec les frères au-delà des montagnes. La tentative de contester de toute manière une réalité historique née d'une procès objectif — la formation de la nation roumaine et de son statut national — discrédite les auteurs même d'une telle tentative et les démasque comme ennemis de l'entendement et de la coopération entre les peuples.

⁴ Stelian Brezeanu, La continuité daco-roumaine. Science et politique, Bucarest, 1984, p. 29.

⁵ D. Prodan, Supplex Libellus Valachorum, Bucarest, 1984, p. 151—158.

⁶ Stelian Brezeanu, op. cit., p. 58—59.

⁷ Virgil Ciociltan, Informations lui Guillaume de Rubruck despre români și bașkirii în lumina izvoarelor orientale, dans *România în istoria universală*, vol. II/1, Iași, 1987, p. 19 et suiv.

⁸ Idem, Observații referitoare la românii din cronică Notarului anonim al regelui Bela, dans „Revista de istorie“, t. 40 (1987) no. 5, p. 445 et suiv.

La création de l'Association d'études historiques Roumanie — Inde



A 20 janvier 1988, dans la salle voievodale de la Maison Centrale de l'Armée de Bucarest a eu lieu la réunion solennelle de constitution de l'Association d'études historiques Roumanie-Inde. Fondé à la suite de la collaboration fertile et de longue durée des historiens roumains avec les éditions indiennes „Socialook International Publications“ et la revue „Socialook International“, conduites par B. C. Gupta, le nouveau organisme scientifique se propose d'actionner avec persévérance afin de promouvoir la connaissance réciproque des peuples des deux pays et de leurs histoire multimillénaire.

À la réunion, honorée par la présence du général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu — le président de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire — et de l'éditeur indien B. C. Gupta ont participé des nombreux chercheurs et spécialistes dans le domaine de l'histoire, représentant institutions de profil de la capitale. Le général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu évoqua dans son discours introductif la fertile activité de la maison d'édition indienne, de l'Association des études historiques Inde-Roumanie, constituée le 9 mars 1987 à New Delhi.

Le maître de conférence dr. Mircea Mușat présenta le plan d'activité de l'association roumaino-indienne pour la période 1988—1989, document qui prévoit d'organiser des réunions, séminaires, colloques, conférences bilatérales etc. aux thématiques convenues ensemble; de publier dans la presse indienne et dans la presse roumaine des certains matériaux et d'articles concernant l'histoire et la culture des deux peuples; d'éditer réciproquement des ouvrages d'his-

toire nationale; de constituer à la Bibliothèque du C.E.R.H.T.M. d'une section de livres concernant l'histoire du peuple indien; de réaliser en Inde et en Roumanie des expositions de photos et de livres dont la thématique sera établie de commun accord; d'organiser des changes de visites de documentations pour la réciproque information et connaissance des membres de l'Association d'études historiques. Certains numéros de la revue „Socialook International“ seront dédiés à l'anniversaire de 140 d'ans de la révolution roumaine de 1848 et de 70 d'ans depuis la constitution de l'État national unitaire roumaine.

De suite ont pris la parole le colonel dr. Gheorghe Tudor, directeur du Centre d'Études et de Recherches d'Histoire et de Théorie Militaire, secrétaire général de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire, le colonel dr. Vasile Mocanu, chef de la chaire d'histoire de l'Académie Militaire, dr. Cristian Popișteanu, rédacteur en chef de la revue „Magazin istoric“, Ana Budura, chercheuse scientifique principale à l'Institut d'Études Historiques et Sociales-Politiques auprès du C.C. du P.C.R., le colonel dr. Constantin Toderașcu, le capitaine Cornel Codiță et Mihail Zahariade — chercheurs au C.E.R.H.T.M. — qui ont exprimé leur admiration pour la fertile activité déroulée par le hôte indien pour la connaissance de l'histoire du peuple roumain, de l'œuvre du président de la Roumanie socialiste, contribuant ainsi au renforcement de l'amitié entre le peuple roumain et le peuple indien.

L'éditeur B. C. Gupta a présenté aux participants les ouvrages parues à New Delhi

à l'occasion de l'anniversaire de la naissance et de 55 d'ans d'activité révolutionnaire du président de la Roumanie socialiste, le camarade Nicolae Ceaușescu. Il a relevé qu'après la création de l'Association indo-européenne d'études historique en Inde ont été apparues des nombreuses demandes d'informations sur la Roumanie, sur son président qui se consacre à la lutte pour le bonheur des peuples, pour la paix et le désarmement dans le monde.

À la fin des travaux de la réunion, le général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu souligna la signification scientifique remarquable de la constitution de l'Association roumaino-indienne d'études historiques et remercia chaleureusement à l'éditeur B. C. Gupta pour toute l'activité menée à l'intérêt de l'approchement et du l'entendement entre le peuple roumain et le peuple indien, en l'invitant de visiter de nouveau la Roumanie.

REDACTION

Présences des scientifiques roumains aux États-Unis

Les historiens roumains ont participé en 1987 au 102^{ème} Congrès annuel de l'Association des Historiens Américains (A.H.A.), leur participation à cette manifestation étant déjà traditionnelle. Le congrès, réuni entre le 27 et le 30 décembre derniers à Washington D.C., a enregistré 4005 participants de divers pays, dont en premier lieu, évidemment, ceux du pays-hôte. Pour les historiens roumains, ce fut l'occasion d'organiser et soutenir deux séries de communications, la première ayant le thème «*De la nation médiévale à la nation contemporaine en Europe de l'Est et Centrale*», et la seconde portant le titre «*La politique étrangère des pays d'Europe de l'Est et Centrale à la fin de la deuxième guerre mondiale*». Des aspects dignes d'intérêt se rattachant au «cas» roumain dans le cadre des thématiques susmentionnées ont été présentés par Ion Pătroiu, maître de conférences, docteur en histoire, de l'Université de Craïova, par les chercheurs Gh. Buzatu et Valeriu Dobrinescu, docteurs en histoire, de l'Institut d'Histoire et Archéologie «A. D. Xenopol» de Iași, et commandant Mihail E. Ionescu, docteur en histoire, du Centre d'Études et de Recherches d'Histoire et de Théorie Militaire de Bucarest.

Relevant la continuité de la présence de l'historiographie roumaine aux réunions annuelles des historiens américains, le docteur Samuel Gammon, directeur exécutif de l'A.H.A., a fait valoir l'utilité d'un tel dialogue pour une meilleure connaissance mutuelle et le renforcement des liens scientifiques bilatéraux.

Dans le cadre de la visite aux États-Unis, les historiens roumains — avec l'appui de l'organisation I.R.E.X. et du directeur de

celle-ci, A. Kassof — ont effectué des recherches dans les archives et les bibliothèques de ce pays, notamment à Washington D.C., et ont donné des conférences sur des thèmes d'histoire roumaine dans plusieurs universités et collèges américains (à Boston, Sarasota, Portland, New York e.a.). Lors de ces conférences, on a fait valoir des aspects importants concernant la lutte menée pendant des siècles par le peuple roumain pour son indépendance et son unité, les grandes réalisations obtenues par la Roumanie à l'étape d'accomplissements majeurs caractérisant son évolution historique au cours des deux dernières décennies, sa politique étrangère de paix et de collaboration.

À la fin du mois de janvier 1988, les historiens roumains ont fait don à la Bibliothèque du Congrès de Washington d'une série de livres d'histoire roumaine; par ailleurs, on a organisé, à l'aide des dirigeants de cette institution, une exposition de livres roumains des domaines socio-politique et technico-scientifique au Département pour l'Europe orientale de la bibliothèque.

L'appui prêté aux historiens roumains par les scientifiques américains de diverses institutions, le dr Radu Florescu (Boston College), le dr George Ursul (Emerson College-Boston), St. Fischer-Galați (Université de Boulder-Colorado), John Taylor (Archives Nationales de Washington), le dr David Kraus (Bibliothèque du Congrès), le dr Paul Heimstra (fondation Fullbright), le dr K. Verdery (Baltimore), Walter Beach (Brookings Institution-Washington) a rendu fructueuse cette visite sur le plan du développement des relations scientifiques entre les deux pays.

Dr. GHEORGHE BUZATU

RENDRE CONNUS À L'ÉTRANGER LES VÉRITÉS FONDAMENTALES DE L'HISTOIRE DU PEUPLE ROUMAIN

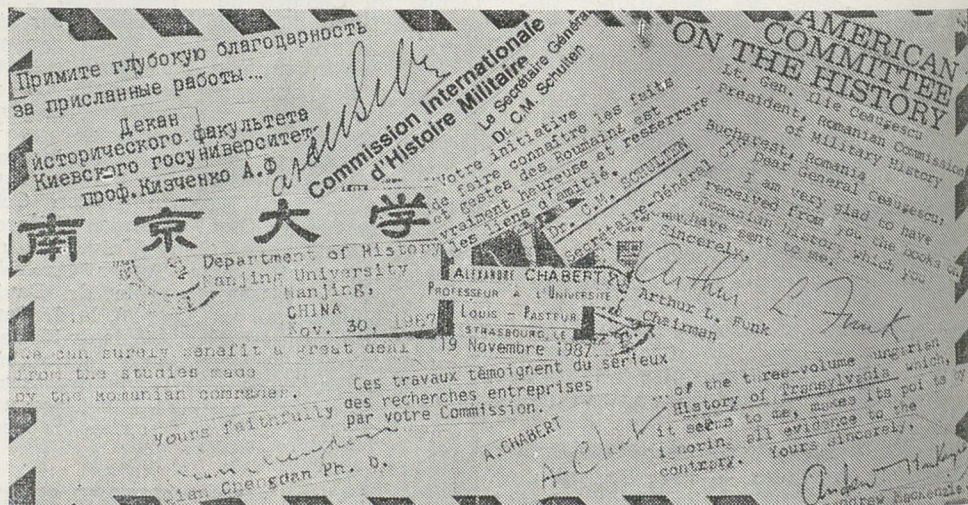
Rendre mieux connues les vérités fondamentales de l'histoire du peuple roumain au-delà des frontières de notre pays, tel est l'un des objectifs permanents de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire. En procédant ainsi, la Commission vient à la recontre de l'intérêt toujours plus vif manifesté dans le monde — du fait de l'accroissement continu du prestige de la Roumanie — à l'égard de l'histoire, de la culture et du pouvoir de création du peuple roumain.

Vu ces considérations, et tenant compte en même temps du fait que dans maintes bibliothèques du monde on ressent un manque aigu de livres concernant l'histoire du peuple roumain, la Commission Roumaine d'Histoire militaire envoie, périodiquement, à l'étranger des livres d'histoire roumaine imprimés sous son égide.

Ainsi, au cours de l'année dernière, les nouvelles parutions ont été envoyées à près de 200 institutions et forums scientifiques étrangers — les plus de 30 commissions nationales d'histoire militaire, des instituts de recherches historiques militaires et civils, de grandes bibliothèques universitaires et publiques —, ainsi qu'à des professeurs et des chercheurs spécialistes de l'histoire, etc., de divers pays d'Europe, Asie, Afrique, Amérique du Nord et Amérique latine. Les ouvrages en question peuvent maintenant être consultés par les étudiants, les scientifiques et le public de l'Union Soviétique, de la R. P. de Chine, d'autres pays socialistes, ainsi que des États-Unis, de Norvège, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, du Japon, d'Australie, mais aussi d'Algérie, d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Venezuela

et d'autres pays. En même temps, ces livres ont enrichi le patrimoine des grandes bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies : la bibliothèque «Dag Hammarskjöld», à New York, et celle du Palais des Nations, à Genève.

Parmi les ouvrages qui ont été ainsi diffusés figurent les monographies *Dr. Ilie Ceaușescu De l'État dace à la Roumanie socialiste* — 2 000 ans d'État (en anglais et allemand); *Dr Mircea Mușat, Dr Ion Ardeleanu La formation de l'État national roumain* — *La reconnaissance internationale* (en anglais); *Dr Vasile Alexandrescu La Roumanie dans la première guerre mondiale* (en anglais); *Dr Ilie Ceaușescu, Dr Florian Tucă, Dr Mihai E. Ionescu, Alesandru Duțu La Roumanie et la grande victoire* (en russe, anglais et français), le recueil d'études *Pages de l'histoire militaire du peuple roumain*, no 16, dédié à la participation de la Roumanie à la guerre anti-hitlérienne (avec des résumés en langues étrangères), la *Revue Internationale d'Histoire Militaire*, no 66, éditée par la Commission Roumaine d'Histoire Militaire à l'occasion du 2 500^e anniversaire des



premières luttes du peuple géto-dace pour la liberté et l'indépendance, trois numéros spéciaux, en français, anglais, russe, espagnol et allemand, de la revue **La lutte du peuple tout entier**, dédiés à des moments importants de l'histoire du peuple roumain : la Guerre d'Indépendance de 1877, les glorieuses batailles de Mărăști, Mărășești et Oituz de 1917, la Grande Union de 1918.

L'utilité et l'importance de l'activité d'édition promue par la Commission Roumaine d'Histoire Militaire sont remarquées et soulignées dans les lettres qui nous ont été adressées. Ainsi, le professeur A. F. Kutenko, doyen de la Faculté d'Histoire de Kiev, exprimant une profonde reconnaissance pour les ouvrages, publiés sous l'égide de et envoyés par la Commission Roumaine d'Histoire Militaire, estime que ces ouvrages «contribueront à une meilleure connaissance et à une étude plus approfondie de l'histoire de la Roumanie en U.R.S.S., ainsi qu'à une collaboration plus étroite entre nos historiens, au rapprochement entre les peuples roumains et soviétique». Le professeur Djan Chengdan, président du Département d'histoire de l'Université de Nanjing (Chine), met en évidence le grand intérêt manifesté à l'égard de la Roumanie et remercie pour la possibilité de bénéficier des études envoyés par les camarades roumains. Remerciant pour les «livres intéressants concernant l'histoire du peuple roumain», le commandant P. E. Helba Pedersen, secrétaire de la Commission Danoise d'Histoire Militaire nous apprend que les ouvrages en question «entreront dans le fonds de la bibliothèque de la garnison de la Cité de Copenhague, où ils se trouveront à la disposition du public de tout le territoire du Danemark». Le Dr C. M. Schulten, secrétaire général de la

Commission Internationale d'Histoire Militaire, remarquait, en s'adressant au président de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire : «Votre initiative consistant à rendre connus les faits et les réalisations des Roumains mérite en effet d'être félicitée, et conduit au resserement des liens d'armistie entre les peuples». Exprimant des appréciations positives à l'égard de l'activité de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire telle qu'elle se relève par les ouvrages est que celle-ci fait publier et met à la disposition des chercheurs et du public de divers pays, le professeur français Roland Andréany, de l'Université Paul-Valéry, à Montpellier, remerciant pour les livres reçus par l'université, nous écrit que c'est avec plaisir qu'il a pu constater que la Commission Roumaine d'Histoire Militaire est constamment active et que ses activités la situent à un niveau élevé dans le cadre de la Commission Internationale d'Histoire Militaire.

La probité scientifique avec laquelle sont traités les sujets abordés par les livres édités et diffusés par notre Commission est appréciée par le professeur Alexandre Chabert, de l'Université Louis-Pasteur, à Strasbourg, dans les termes suivants : «Ces ouvrages démontrent le sérieux des recherches effectuées par votre Commission. Ils apportent une vision nouvelle de certains aspects moins connus relevant de l'histoire du courageux peuple roumain. Ils enrichissent, en même temps, la problématique de l'histoire actuelle et, finalement, contribuent à l'approfondissement de la connaissance des rapports entre les peuples». Le journaliste et écrivain anglais Andrew Mackenzie quant à lui nous écrit : «A mon avis, il est à présent plus nécessaire que jamais que le point de vue roumain sur l'histoire soit

porté au premier plan de l'attention du monde entier, vu que par la publication des trois tomes de l'histoire de la Transylvanie les Hongrois exposent leurs points de vue en ignorant tous les témoignages contraires». Le professeur américain Arthur L. Funk, président du Comité Américain pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, nous écrit : «Je suis très heureux d'avoir reçu les livres concernant l'histoire de la Roumanie que vous m'avez envoyés. Il est très important de mentionner que vous publiez des ouvrages en anglais, très utiles pour ceux qui ne connaissent pas les langues est-européennes». Le professeur H. Yasui, président de la Commission nipponne d'histoire militaire, constate que dans le sein de la commission nipponne se manifeste «un intérêt spécial à l'égard de l'histoire des pays de l'est de l'Europe, de la Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale» et est d'avis que les livres qui ont été reçus offriront à ceux qui s'intéressent au thème mentionné la possibilité d'approfondir certains problèmes qui en relèvent. Le professeur Dr Amalendu Guha, directeur de l'Institut pour la Recherche sur le Développement Alternatif, d'Oslo, exprime sa conviction que tous les «livres seront de grande utilité pour nos chercheurs dans le domaine de l'Europe de l'Est», tandis que le professeur Dr dozent Manfred Rauchensteiner, secrétaire de la Commission Autrichienne d'Histoire Militaire nous fait savoir que les ouvrages que nous avons envoyés ont été inclus «dans le fonds de la Bibliothèque de l'Institut des Sciences Militaires et constitueront l'objet de l'étude et des recherches entreprises par les historiens autrichiens».

Lieutenant-colonel
FILIP ANGHEL

tions cadre des activités industrielle et commerciale, création d'une banque nationale, «émancipation des paysans corvéables et distribution des terres contre dédommagements» (point 13^e de la *Proclamation d'Islaz*), etc.

Le caractère unitaire et légitime de ces revendications, la participation permanente des masses aux actions révolutionnaires représentent les éléments ayant assuré le gouvernement pendant 105 jours des forces progressistes en Valachie, la promulgation de lois conformes aux documents à caractère de programme qu'on avait publiés, les éléments ayant conféré de la force à la résistance héroïque des Roumains transylvains, obligés à affronter de nombreuses et diverses forces ennemies, jusqu'à l'été de 1849.

Le président Nicolae Ceaușescu soulignait que «la présence, sur le Champ de la Liberté, à Blaj, aux côtés d'Avram Iancu, Simion Barnuțiu, George Barițiu, Timotei Cipariu, Al. Papiu-Ilarian, d'autres leaders révolutionnaires transylvains, de militants révolutionnaires venus des autres provinces roumaines tels Alexandru Ioan Cuza, Vasile Alecsandri, Alecu Russo, Costache Negri, Gheorghe Sion, Dimitrie Brătianu, etc. revêt les dimensions d'un symbole impressionnant. Ce fut une expression éloquent de la fraternité de tous les Roumains de l'époque pour la matérialisation des revendications de la révolution bourgeoise-démocratique, pour l'affirmation des aspirations vers l'unité nationale, de la volonté d'unité nationale, d'édification de l'Etat national unitaire».

L'histoire a enregistré l'intervention militaire contre la révolution roumaine des Empires ottoman et russe. Aussi Nicolae Bălcescu était-il amené à conclure que la révolution future devrait être une révolution nationale qui «ne se bornera pas à réclamer la liberté à l'intérieur des frontières, impossible à obtenir sans la liberté au-delà des frontières, sans la libération de sous la domination étrangère, mais exigera l'unité et la liberté nationales». Il est significatif que les demandes formulées à Blaj tenaient compte de la situation spécifique des Roumains transylvains par rapport aux nationalités cohabitantes et, notamment, par rapport à la politique nationaliste du gouvernement révolutionnaire hongrois, qui repoussait tout élément ayant trait au droit à la liberté et à l'indépendance nationales de ceux-ci. L'aspiration vers l'unité et l'indépendance nationales était clairement formulée dans le programme des révolutionnaires moldaves aussi, qui, après la défaite de la révolution et l'émigration, continuaient leur activité à l'étranger; ils demandaient l'union de la Moldavie et de la Valachie, la «clef de voûte sans laquelle l'édifice national s'écroulerait».

Le président Nicolae Ceaușescu montrait que «dans toutes les principautés roumaines,

ce furent la liquidation des relations féodales, la libération de sous la domination et l'oppression étrangères, l'engagement du peuple sur la voie du progrès socio-économique, l'édification d'une Roumanie moderne, unie et libre qui constituèrent les objectifs fondamentaux et qui se situèrent au centre de la Révolution de 1848». Les idéaux sociaux et nationaux inscrits sur le drapeau des révolutionnaires — idéaux pour la matérialisation desquels ceux-ci se sont soulevés et ont soulevé le peuple —, l'héroïsme et le dévouement avec lesquels ils se sont opposés à la réaction, le courage et l'esprit de sacrifice dont les masses ont fait preuve pendant les luttes ont mis en évidence la volonté du peuple roumain, conscient de ses intérêts vitaux, de conquérir à n'importe quel prix la liberté sociale et nationale, le droit de vivre libre et uni dans son pays. Bien que vaincue par les armées étrangères à force militaire supérieure, la Révolution de 1848 dans les pays roumains a représenté un important moment d'affirmation plénier du potentiel et de la capacité révolutionnaire du peuple roumain, de sa conscience nationale, de sa décision d'aller du pas de l'époque, d'avancer de manière inébranlable sur la voie de la démocratie et du progrès. La Révolution de 1848 dans les pays roumains a relevé à l'opinion publique européenne, aux forces progressistes du monde entier l'esprit de sacrifice des Roumains qui ont livré une des luttes les plus pénibles, les plus longues et les plus dramatiques contre les forces hostiles à la révolution de toutes celles ayant eu lieu sur notre continent au milieu du siècle dernier.

La Révolution de 1848 dans les pays roumains a marqué une étape importante dans l'évolution de notre nation, a ouvert d'amples perspectives à l'essor de l'économie capitaliste, a individualisé les classes et les catégories sociales qui allaient édifier la Roumanie moderne. Les idéaux de 1848, nourris par toutes les couches de la société roumaine, se sont matérialisés en 1859 (union de la Moldavie et de la Valachie), en 1877 (conquête de l'indépendance d'Etat), en 1918 (union de la Transylvanie à la Roumanie), dans l'organisation de la vie économique et socio-politique roumaine sur les coordonnées du progrès et de la démocratie. Le président Nicolae Ceaușescu montrait que «les enseignements des événements ayant eu lieu en 1848 attestent vigoureusement que la constitution des nations, l'édification des Etats nationaux est un processus à caractère de loi, irréversible, qu'il n'y a pas de force à même d'empêcher ce processus, d'avoir raison de la volonté des peuples de vivre libres et indépendants».

Célébrant le 140^e anniversaire de la révolution de 1848, le peuple roumain agit fermement pour l'édification d'une société nouvelle, pour la gloire de la Roumanie socialiste.

(Suite de la page 64)

Une première défaite, dont les explications auront dévoilé aux enquêteurs du Dogwood et aux ses agents, a été le „cas Moltke“. Helmuth von Moltke était le troisième comte qui portait ce nom. Le premier avait été le Feldmaréchal prussien dès la guerre de 1870 avec la France; le deuxième, le chef du Grand État Major allemand au début de la première guerre mondiale. A la fin de l'année 1943, Moltke est venu de l'Allemagne à Istanbul en possédant un document intitulé „Exposé concernant l'existence d'un puissant groupe allemand, prêt à préparer et soutenir les opérations militaires alliées contre l'Allemagne nazie“. L'essence des propositions du Moltke, qui par l'intermède du Dogwood arriva jusqu'aux notabilités politiques et militaires alliées, était l'acceptation de la défaite par l'Allemagne et l'occupation de celle-ci par les forces occidentales, sans la participation de l'Union Soviétique. En considérant sa mission accomplie, l'émissaire du groupe allemand anti-Hitler se retourna en Allemagne. Quoique Moltke devait revenir à Istanbul en janvier 1944 pour continuer les pourparlers, il a été arrêté par la Gestapo, accusé de haute trahison et exécuté.

La deuxième action secrète américaine, connue par les services secrets allemands, a été le „cas Morde“. Correspondant de la revue américaine „Reader's Digest“, Theodore Morde arriva en octobre 1943 à Istanbul, où il contacta Coleman, en prétendant qu'il se trouve dans une mission spéciale assignée même par le président des États Unis et qu'il doit immédiatement prendre contact avec l'ambassadeur de l'Allemagne nazie en Turquie, Franz von Papen. Étant donné, qu'il arriva à Istanbul dans des conditions inattendues, appuyé directement par les échelons supérieurs des O.S.S., les officiers d'informations américains l'ont appuyé sans retard. L'accès de Morde à von Papen a été facilité par *Magnolia*, le nom de code d'un des agents

de Dogwood, identifié d'être Alexander Rustow, professeur d'études économiques et politiques à l'Université d'Istanbul, réfugié de l'Allemagne à cause de ses convictions antinazies.

Le plan que Morde présenta à von Papen, incluait la reconnaissance par les États Unis de la suprématie allemande en Europe, à condition que Hitler sera écarté. Le plan possédait une évidente orientation anti-soviétique, en prévoyant le partage des sphères d'influence dans le monde entre les États Unis, la Grande Bretagne et l'Allemagne, cette dernière conservant la suprématie à l'Europe continentale. La réponse de von Papen a été positive. Il accepta les discussions et rendra à Morde un chiffre secret pour communications télégraphiques. (Même 2—3 télégrammes de von Papen sont parvenues au „poste“ O.S.S. de Cairo où elles n'ont pu être descifrées).

Même ci dans „l'épisode Morde“ il y a des doutes motivés par l'implication du président américain, il est fait qu'un rapport de Morde concernant les entrevues avec von Papen a été trouvé dans l'archive présidentielle et Morde obtiendra une haute distinction de guerre pour les services remportés à l'O.S.S.

Mais ce qu'était évident pendant l'entier épisode, c'était le fait que les agents allemands à Istanbul ont commencé de répandre le bruit concernant les pourparlers entre un émissaire du président américain et un représentant du Reich en Turquie afin de conclure la paix. Or cette action allemande était destinée à torpiller la conférence de Teheran des chefs de l'U.R.S.S., des États Unis et de la Grande Bretagne (décembre 1943), en démontrant la „duplicité“ américaine. Il était aussi évident que l'Abwehr connaissait le „cas Morde“. On a fait la liaison entre cet écoulement d'information et Dogwood, dont l'agent, *Magnolia*, avait participé aux pourparlers Morde — Papen.

(à suivre)



(Suite de la page 67)

philosophiques ou humanitaires que vous convaincrez ces tyrans, mais en prenant dans les mains la lance, la lance de Horea»¹⁰.

Dans les batailles menées par les Roumains, les luttes de défense eurent la première place, en réponse aux provocations des Magyars. Lors de ces luttes, s'affirmaient chez chacun des combattants les plus nobles vertus militaites et humaines des Roumains. «Les Motzi dirigés par Iancu, par Axente Sever ou par l'abbé Balint — note Nerva Hodoș — qui réagissent terriblement si on les provoque, n'ont jamais été cruels, et n'ont jamais déshonoré leur nom»¹¹. «Nulle part nous ne trouvâmes plus d'enthousiasme pour le pays et pour la nation — estime Iosif Sterca-Suluțiu — que chez les Roumains des monts Apuseni, un peuple aussi brave en temps de guerre qu'il est doux en temps de paix»¹².

Malheureusement, les vertus roumaines de modération, dans l'esprit desquelles furent adressés, alors même que l'on livrait les luttes les plus acharnées, les nombreux appels à la réconciliation furent ignorés par ceux qui n'auraient pu que profiter s'ils s'étaient trouvés du même côté des barricades et qui, au lieu d'en tenir compte, ont déclenché une véritable guerre d'anéantissement des Roumains transylvains. L'effet, évidemment, fut exactement contraire. Les mesures les plus draconniennes ne firent que durcir les cœurs des Roumains, que raffermir leur détermination et leur conviction dans la justesse de leur lutte : car c'étaient eux les véritables maîtres de ces terres disputées. Triomphant de l'oppression, des malheurs, des obstacles, les révolutionnaires roumains transylvains de 1848 ont conservé intacte leur humanité,

en ont fait un signe de leur force — le sceau ineffaçable d'un peuple qui a su et qui sait que rien ni personne ne saurait l'ébranler s'il compte sur ce qui lui appartient depuis la nuit des temps, un peuple dont l'amour pour la terre ancestrale n'a jamais dégénéré en haine et inimitié. Les combattants révolutionnaires roumains sont restés fidèles à leurs idéaux, en dépit des crimes perpétrés à leur encontre, en dépit des plus dures épreuves qu'ils ont su traverser en conservant intactes leurs qualités bien connues — dignité, bravoure, humanité. Le 3 août 1849, quand les révolutionnaires magyars battaient en retraite, accablés par les forces des armées impériales autrichiennes, quand les révolutionnaires roumains auraient pu obtenir des avantages de la part des Habsbourg, Avram Iancu écrivait à Kossuth les lignes suivantes : «...aux fins de prouver nos sentiments fraternels à l'égard de la nation magyare, nous avons décidé de rester neutres pendant ces luttes, nous abstenant d'attaquer l'armée hongroise et nous bornant à nous défendre en cas d'attaque»¹³. Une décision attestant noblesse et dignité, force de caractère, vertus sublimes, et aussi une décision empreinte d'esprit révolutionnaire, d'humanité, définissant la structure même et l'essence de l'humanisme roumain : la conscience du fait que personne, quelles que soient les circonstances, ne saurait se dresser et prendre les armes pour ses propres liberté et justice, s'il opprime les autres et se rend coupable d'injustice à leur égard. Même dans les plus terribles moments de notre histoire — opprimés, accablés par les injustices et les inimitiés — nous avons été, nous sommes restés et nous resterons d'abord des hommes. L'humanité est une caractéristique de l'esprit roumain.

MAXIMES ET RÉFLEXIONS

Dans les rapports avec les peuples nombreux et puissants ayez recours à des paroles douces et pacifiques. Il est bien de rester en paix avec ceux-ci grâce à de telles paroles.

NEAGOE BASARAB

Et si les ennemis vous attaquent (...) ne les craignez pas, ni leur nombre (...) les hommes courageux et braves ne craignent pas les plus nombreux qu'eux.

NEAGOE BASARAB

Les droits sacrés de l'humanité ont toujours trouvé des défenseurs dans ce pays ; nos ancêtres les ont appris, les ont vénérés, ont versé leur sang pour eux et s'ils ne vous les ont pas laissés intacts, ce n'est pas de leur faute ; c'est à cause des circonstances difficiles où ils se sont trouvés.

NICOLAE BĂLCESCU

Bien dirigés par leurs commandants, les soldats roumains — nombre d'exemples l'attestent — sont les meilleurs soldats.

Général GEORGE ARION

force de la révolution, de la stabilité des transformations et des vrais sentiments du peuple; le gouvernement provisoire été remplacé par une Régence, formée de trois membres et reconnue par Suileyman pacha comme un gouvernement légitime de Muntenie.

31 août/12 septembre. Combats sanglants entre les Roumains et les autorités hongroises du village Luna (Comitat Turda) provoqués par le refus des paysans d'être récrutés, manifestation de protestation à l'égard de „l'union“ avec l'Hongrie.

Fin d'août. À Cernăuți viennent de paraître *Les requêtes de la faction nationale de Moldavie*, rédigées par le comité révolutionnaire de Moldavie, fort influencées par les programmes de Brașov, Islaz et Blaj. Ne disposant d'un caractère officiel, ce programme pouvait inclure la majeure revendication, celle de l'Union des deux provinces roumaines extracarpatiques, acte politique considéré „le clef de voûte à défaut de laquelle tout l'édifice national s'effondrerait“.

2/14—16/28 septembre. La troisième assemblée nationale de Blaj où participaient environ 60 000 d'hommes. La résolution adoptée protesta de nouveau contre l'incorporation de la Transylvanie à l'Hongrie, acte accompli en dépit de la volonté du peuple roumain. On y revendiqua une Diète formée des députés roumains, allemands et hongrois, élus proportionnel au nombre des habitants qu'ils représentaient ainsi qu'un gouvernement provisoire, la création des gardes nationales roumaines, l'abolition du régime terroriste institué par le gouvernement révolutionnaire hongrois.

13/25 septembre. Les troupes ottomanes entrent dans Bucarest; lutte armée à Dealul Spirii où les soldats de la garnison de la ville ont donné une riposte inattendue et méritée à l'armée envahisseuse; l'ancien régime est de nouveau instauré.

15/27 septembre. Les troupes tzaristes sous les ordres du général A. N. Lüders entrent dans la Muntenie pour soutenir l'armée du sultan; l'arrestation des participants à la révolution.

28 septembre/10 octobre. La dissolution du campement militaire de Riurenî (Champ du Trojan) dans les circonstances de l'accablante invasion ottomano-tzariste.

Septembre-octobre. Le Comité National Roumain de Sibiu organisa la Transylvanie en 15 préfectures, chacun ayant une légion commandée par un préfet et

un sous-préfet. On institue de cette manière une administration et une direction roumaine. En Banat aussi, à la suite des révoltes paysannes, les autorités locales hongroises ont été éloignées et on y instaura l'administration roumaine conformément aux principes inscrits dans le programme révolutionnaire.

13/25 décembre. L'armée du gouvernement hongrois conduite par le général Iosif Bem remporte la victoire sur les troupes autrichiennes et s'empare de Cluj; elle occupe jusqu'en mars 1849 la plus grande partie de la Transylvanie, à l'exception de la ville Alba Iulia et de la région des Carpates Occidentaux, qui restent sous l'autorité des Roumains et sont défendus héroïquement jusqu'en juillet 1849 par l'armée populaire commandée par Avram Iancu.

27 février/11 mars 1849. L'armée révolutionnaire hongroise occupe Sibiu; le Comité National Roumain ainsi qu'un grand nombre d'intellectuels durent se réfugier en Muntenie.

10/22—11/23 avril. Des négociations entre les chefs de l'armée populaire roumaine en tête avec Avram Iancu et le député Ioan Dragoș, le représentant du gouvernement hongrois de Pesta afin de concilier les forces révolutionnaires roumaines et hongroises.

24 avril/6 mai. Interruption des traitatives roumaines-hongroises par suite de l'attaque déclanchée par l'armée hongroise sous les ordres de Hatvani Emeric contre la ville Abrud.

26—28 avril/8—10 mai. Les forces révolutionnaires roumaines conduites par Avram Iancu remportent la victoire sur l'armée de Hatvani et libèrent Abrud.

29 mai/10 juin — 4/16 juin. L'armée populaire roumaine résiste face à l'attaque des troupes du colonel Kemény Farkas, qui essaient de percer la défense roumaine dans la vallée de Crișul Alb, vers Abrud.

20 juin/2 juillet — 24 juin/6 juillet. La dernière tentative de l'armée hongroise sous les ordres de Vasvári Pál de pénétrer les Carpates Occidentaux, par la vallée de Someș, soldée de nouveau par une victoire roumaine.

2/14 juillet. Sous la pression de la contre-offensive de l'armée autrichienne et de l'entrée des troupes tzaristes, le gouvernement de Pesta accepte de signer le *Projet de pacification* et le traité de constituer une légion roumaine.

Août 1849. La défaite de la révolution de Transylvanie et Banat ainsi que l'institution du régime absolutiste de la cour de Vienne.

MARIA GEORGESCU

HISTOIRE MILITAIRE DU PEUPLE ROUMAIN, TOME V

Le tome cinquième d'un solide ouvrage de synthèse, *Istoria militară a poporului român** (*Histoire militaire du peuple roumain*) a récemment paru sous l'égide de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire du Centre d'Etudes et Recherches d'Histoire et Théorie Militaires.

La parution de cet ouvrage d'intérêt national illustre le climat d'effervescence inauguré dans tous les domaines de la vie matérielle et spirituelle par le IX^e Congrès du Parti Communiste Roumain ; l'ouvrage même doit être considéré dans le contexte des thèses et orientations d'inestimable valeur théorique et méthodologique formulées par Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du parti, président de la Roumanie concernant la nécessité de connaître à fond l'histoire plusieurs fois millénaire de notre peuple. Le tome cinquième est conçu et réalisé dans cette vision scientifique, profonde et originale ; les tomes parus jusqu'ici présentent la genèse et l'évolution de la doctrine militaire roumaine, les traditions militaires héritées des Géo-Daces et Daco-Romains, la lutte du peuple roumain pour la défense de son intégrité territoriale, de son indépendance et de

sa souveraineté, le rôle de l'armée dans la vie socio-économique, politique et culturelle de la Roumanie, etc.

Le tome cinquième de *l'Histoire militaire du peuple roumain*, réalisé par un collectif de spécialistes consacrés de l'époque moderne et contemporaine — porte sur *l'Evolution de l'organisme militaire roumain depuis la conquête de l'indépendance d'Etat et jusqu'à la réalisation de la Grande Union en 1918. La Roumanie dans les années de la première guerre mondiale* (c'est le sous-titre du volume).

Les dix-huit chapitres (presque mille pages) valorisent de manière critique une vaste bibliographie, un fonds riche et divers de données statistiques et informations tirées d'archives nationales et étrangères, présentent de manière convaincante le progrès socio-économique, politique, militaire et culturel que notre pays connut à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Dans ces conditions, «l'évolution des structures militaires nationales depuis la fin de la guerre d'indépendance d'Etat et jusqu'à la veille de l'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale montre que les coordonnées principales de

la politique militaire promue par l'Etat roumain ont été conformes à la politique de défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales, ont imprimé les traits caractéristiques de la doctrine militaire roumaine» (p. XI). Conformément à cette conception scientifique qui examine le phénomène militaire en corrélation avec les conditions socio-économiques, politiques, etc. particulières de notre pays, des problèmes majeurs tels le cadre législatif et organisationnel du système militaire défensif, les organismes de direction du système de recrutement, instruction et préparation militaire des cadres et des troupes, l'équipement et la dotation en matériel de guerre, la structure territoriale de l'armée occupent une place importante dans l'économie de l'ouvrage (chapitres II-IV, p. 41—200). L'ouvrage met

* Commission de coordination : Ștefan Pascu, de l'Académie, général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire, coordonnateur principal, Ștefan Ștefănescu, professeur d'université, docteur en histoire, Ion Ardeleanu, maître de conférences, docteur en histoire, colonel Gheorghe Tudor, docteur en histoire, colonel Vasile Alexandrescu, docteur en histoire, commandant Ioan Talpeș, docteur en histoire.

clairement en évidence l'idée que dans cette période, comme il est d'ailleurs arrivé tout au long de notre histoire, l'armée roumaine a constitué plus qu'un facteur essentiel dans la lutte pour la liberté, la souveraineté et l'indépendance. En effet, l'armée a toujours participé aux efforts déployés afin d'assurer le progrès matériel et spirituel de la Roumanie. Le secrétaire général de notre parti soulignait : **«les soldats participaient aux activités économiques aussi, se préparaient pour la défense de la patrie, effectuaient les travaux agricoles leurs armes à côté, étaient toujours prêts à troquer la charrue au autres outils agricoles pour les armes pour défendre la patrie».**

Un ample chapitre est consacré à la participation des militaires à la vie culturelle et scientifique de notre pays. Nombre d'officiers furent membres de diverses sections de l'Académie Roumaine ; il convient de mentionner à cet égard les généraux Zaharia Petrescu, Gr. Crăiniceanu, C. N. Hirjeu, C. J. Barozzi qui se sont fait remarquer dans les domaines de l'histoire, de la cartographie, de la géographie, de la géodésie, de la médecine, etc. (p. 248—251). Il est significatif que nombre d'officiers ont figuré parmi les auteurs de deux grands ouvrages d'intérêt national : *Marele Dictionar Geografic al României* (Grand Dictionnaire Géographique de Roumanie), tomes I-V, paru à Bucarest entre 1892 et 1900 et *Enciclopedia României* (Encyclopédie de Roumanie), paru à Sibiu entre 1898 et 1904 sous la direction de C. Diaconovici Loga.

Dans la vie politique (campagnes électorales, présences dans la presse, diverses actions des sociétés culturelles, etc.), les militaires se sont prononcés pour toujours plus de

droits et libertés démocratiques, pour l'intensification de la lutte de libération nationale, pour le parachèvement de l'unité étatique du peuple roumain.

La première guerre mondiale a rendu encore plus manifestes des problèmes vitaux de l'évolution historique du peuple roumain. Il convient de mentionner, l'examen minutieux, dans l'ouvrage que nous présentons de la participation de la Roumanie à la guerre en y engageant tout son potentiel économique, militaire et humain et en as-



sumant tous les risques que comportait l'affrontement : l'entrée de la Roumanie, en août 1916, dans une guerre qu'elle n'avait pas déclenchée était nécessaire d'autant plus que les hostilités avaient lieu près de nos frontières, entre des grandes puissances qui occupaient des territoires habités par les Roumains et qui manifestaient des tendances annexionnistes. On souligne fermement que la participation de la Roumanie à la guerre (1916—1918) fut l'expression de la nécessité de parachever son unité étatique et non pas l'expression de fins impérialistes (comme des ouvrages historiographiques parus à l'étranger affirment tendencieusement).

Deux chapitres (chapitre XI et chapitre XIII) présentent les campagnes ayant eu lieu à l'automne de 1916 et en 1917, l'héroïsme de l'armée roumaine dans la guerre pour l'unité nationale. La campagne de 1916 avait deux objectifs stratégiques et tactiques majeurs : la libération de la Transylvanie et la défense du territoire roumain compris entre les Carpates, les Danube et la mer Noire. Elle a duré plus de 130 jours : ce fut une guerre que le peuple entier mena pour la défense des contrées ancestrales, de la souveraineté et l'indépendance du pays. Nombre de pages évoquent avec vibration patriotique les grandes batailles et actions militaires ayant eu lieu sur le front de la Dobroudja, à Sibiu, à Braşov, dans la zone Bran-Cimpulung, à Oituz, dans les vallées de l'Olt et du Jiu.

Afin de réaliser son objectif politique et stratégique (la libération nationale), la Roumanie a mobilisé, dans la campagne de 1916, quatre armées, formées de 20 divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, soit 834 000 personnes représentant 10,56 pour cent de la population (p. 499—500). Ce potentiel militaire et humain acquiert une signification particulière si l'on tient compte du fait, amplement souligné par l'ouvrage que nous présentons, que l'Etat roumain a dû franchir de grands obstacles dans la dotation et l'équipement de l'armée, que les alliés de notre pays dans le cadre de l'Entente n'ont pas honoré les commandes d'équipement et n'ont pas rempli les obligations économiques et militaires qui leur revenaient suite à la convention politique et militaire conclue avec le gouvernement roumain. Bien que l'armée roumaine ait souffert des pertes considérables (90 000 morts, 80 000 blessés, 110 000 prisonniers, selon les estimations), qu'on ait cédé aux

envahisseurs allemands et austro-hongrois plus de deux tiers du territoire national, la Roumanie n'a pas été mise hors combat. L'affirmation du général allemand Lüdendorff que « nous avons vaincu l'armée roumaine, mais nous n'avons pas pu la détruire » relève que la défaite de notre pays s'explique par l'inobéissance par les alliés de l'engagement d'ap-puyer le front entre les Carpates et le Danube.

Beaucoup de pages sont consacrées aux préparatifs de la campagne militaire de 1917. A partir de nombreuses sources documentaires, statistiques, d'informations et données conservées dans les archives militaires, les auteurs mettent en relief les initiatives et les mesures de l'Etat et du gouvernement roumains visant à la réorganisation de l'économie et du système militaire national, à la reconstruction du potentiel défensif. La réorganisation militaire, qui a bénéficié du concours de la mission française dirigée par le général Berthelot, a déterminé la constitution d'une armée puissante, que les observateurs politiques et militaires étrangers considéraient comme « l'un des meilleurs organismes de combat en Europe » (p. 531). En juillet 1917, les effectifs militaires de la Roumanie étaient de 700 000 personnes, dont 512 000 formaient l'armée opérationnelle (207 batail-

lons d'infanterie, 110 escadrons de cavalerie, 243 batteries). Les Empires centraux avaient concentré sur le front roumain des effectifs considérables : 80 divisions d'infanterie, 923 batteries d'artillerie (environ 800 000 soldats), tandis qu'environ 1 million de personnes restaient en réserve (p. 547—552).

Un chapitre de plus de cent pages présente les préparatifs, le déroulement et les effets des brillantes victoires obtenues à Mărăști, Mărășești et Otuz par les troupes roumaines que commandaient des officiers tels Eremia Grigorescu, Alexandru Averescu.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée au contexte politique interne et international de l'édification de l'Etat national unitaire roumain, aux significations de la Grande Union de 1918, à ses effets sur le développement de notre nation. Les paysans, les ouvriers, les intellectuels, le mouvement socialiste, toutes les classes et les couches sociales ont participé à la lutte pour la réalisation de la Grande Union ; c'est là le trait fondamental de ce mouvement national. La bourgeoisie, une grande partie des propriétaires terriens ont eux aussi participé — en dépit de leurs limites pointiques, de leur position sociale — à la lutte pour l'unité nationale,

agissant conformément aux exigences objectives du développement historique, dans l'esprit des aspirations nationales. L'ouvrage reflète, par l'examen scientifique, objectif des réalités socio-économiques, politiques et nationales de l'époque, la thèse formulée par le camarade Nicolae Ceaușescu, conformément à laquelle l'édification de l'Etat national unitaire roumain fut l'oeuvre de la nation entière, l'expression des lois objectives du progrès social et national, assurant l'unité totale et éternelle de notre nation, ouvrant la voie à son affirmation toujours plus puissante dans la vie économique et politique du monde entier.

L'Histoire militaire du peuple roumain comprend nombre d'illustrations, tables, cartes et cartogrammes, plans d'opérations militaires, une vaste bibliographie d'auteurs roumains et étrangers, un index général très utile, des résumés en français, anglais, allemand et russe.

Les cinq tomes de l'Histoire militaire du peuple roumain déjà parus, les tomes VI, VII et VIII qui doivent paraître représentent un fondement solide de futur traité d'histoire nationale.

ION PĂTROIU

maître de conférences
docteur en histoire

COUVERTURES

- I. Révolutionnaires roumains manifestant à Bucarest le 11/23 juin 1848 (aquarelle de C. Petrescu)
- IV. Le 1^{er} Régiment d'infanterie du Pays Roumain de Muntenie (1847)
Fantassins et officiers d'état major du Pays Roumain de Moldavie (1847)



CONTENTS

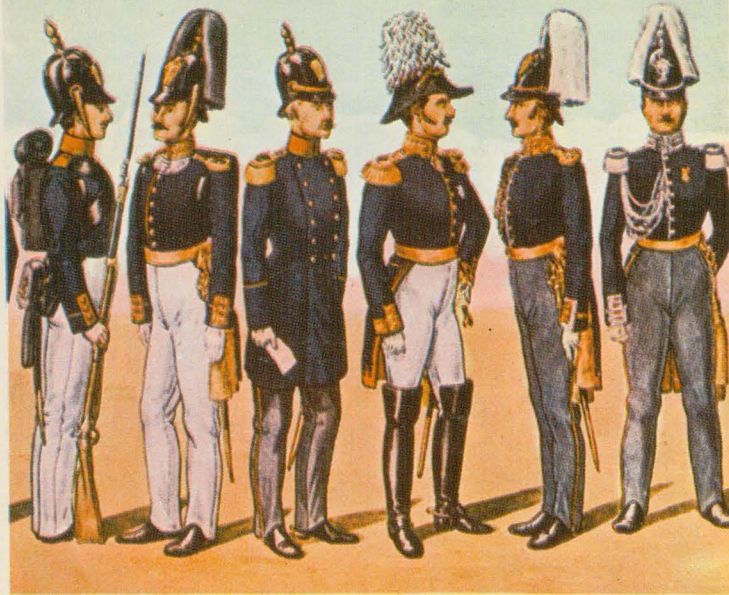
● 140 years from the 1848 Romanian revolution. The outlook of President Nicolae Ceaușescu about the place and role of the 1848 Romanian revolution in national history. „Eighteen centuries of endeavours”... The 1848 Romanian revolution, an outpost of the European revolution ● The flame of revolution is covering the entire Romanian territory. Jassy, March 27/April, 8, 1848: The first revolutionary programme. Blaj, May 3/15, 1848: „We want to unite with the Country”. Islaz, June 9/21, 1848: The historic proclamation, a true constitution of the country ● Maxims and meditations ● The Romanian army in defence of the revolution ● Popular military structures during the Romanian revolution in 1848—1849 ● The camp at Câmpul lui Troian (Trojan's Field) ● Chronological landmarks (March 1848 - August 1849) ● The year of 1848 in the light of seal sources ● The politico-military significance of the 1848 Romanian revolution ● Foreign testimonies. „The Romanian nation has the right to live by itself, for itself”. Vienna reverberations ● 55 years from the setting up of the Antifascist National Committee within which the young revolutionary NICOLAE CEAUȘESCU brilliantly asserted himself. Romania firmly pronounced against fascism and revisionism. The antifascist struggle in Romania had a reliable support: the army. ● Romania in the anti-Hitler war. New arguments reconfirm our country's ranking the fourth within the anti-Hitler coalition ● Fundamental truths of national history. We have been here from times of yore. The Romanian people's autochthony and steadiness in the Carpatho-Danubiano-Pontic area ● Groundworks of the Romanian military doctrine. The armed nation and the popular war in the outlook of the 1848 revolutionaries ● An unelucidated so far dossier: The Cereus network (I) The memory of the documents. „Let us talk once again about humanity”. Pages from the independence epos, Nicolae Bălcescu, a brilliant military historian ● Great commanders ● Great battles ● The monuments of fight ● Attitudes. History and politics, truth and forgery in some works about Transylvania's history ● From the activity of the Romanian Commission of Military History ● The book of history

СОДЕРЖАНИЕ

● 140-летие румынской революции 1848 года. Замысел президента Николае Чаушеску о месте и роли румынской революции 1848 года в национальной истории. «Восемнадцать веков труда...» Румынская революция 1848 года, форпост европейской революции ● Пламя революции охватывает все румынское пространство. Яссы 27 марта / 8 апреля 1848 года; Первая революционная программа. Блаж 3/15 мая 1848 года: «Мы желаем объединиться со Страной». Ислаз 9/21 июня 1848 года. Историческая прокламация, подлинная конституция родины ● Изречения и размышления ● Национальная армия защищает революцию ● Военные народные структуры во время румынской революции 1848—1849 года ● Лагерь Кымпуллуй Трои (Trojan) ● Хронологические данные (март 1848 г. — август 1849). 1848-й год в свете запечатанных источников ● Военно-политическое значение румынской революции 1848 года ● Иностранные источники и доказательства: «Румынская нация имеет право жить сама, своими силами, за себя». Венские отклики ● 55-летие создания Национального антифашистского комитета в котором блестящим образом проявил себя молодой революционер НИКОЛАЕ ЧАУШЕСКУ. Румыния решительно выступает против фашизма и ревизионизма. Антифашистская борьба в Румынии имеет надежную опору: армию ● Румыния во время антигитлеровской войны. Новые доказательства вновь подтверждают положение нашей страны на IV место в рамках антигитлеровской коалиции ● Фундаментальные истины национальной истории. Мы здесь навсегда. Местный коренной характер и непоколебимость румынского народа в карпатско-дунайско-понтийском пространстве ● Фундаменты румынской военной доктрины. Вооруженная армия и народная борьба в концепции революционеров 1848 года ● Нерешенное еще досье: Сеть связи Черуес (I) ● Память документов: «Еще одно слово о гуманности». Страницы эпопеи независимости. Николае Бэлцеску, блестящий военный историк ● Великие военачальники ● Крупные битвы ● Памятники борьбы ● Точки зрения. История и политика, правда и фальш в связи с книгами об истории Трансильвании ● Из деятельности румынской комиссии по военной истории ● Книга об истории.

INHALT

● 140 Jahre seit der rumänischen Revolution vom Jahre 1848. Die Auffassung des Präsidenten Nicolae Ceaușescu bezüglich der Stelle und der Rolle der rumänischen Revolution von 1848 in der Nationalgeschichte. „Achtzehn Jahrhunderte von Bemühungen...” Die rumänische Revolution von 1848, Vorposten der europäischen Revolution ● Die Flamme der Revolution fasst den ganzen rumänischen Raum um. Iasi, den 27. März/8. April 1848: das erste revolutionäre Programm. Blaj den 3./15. Mai 1848: „Wir wollen uns mit dem Land vereinigen”. Islaz, den. 9./21. Juni 1848: Die historische Proklamation, eine authentische Verfassung des Landes ● Maximen und Überlegungen ● Die nationale Armee verteidigt die Revolution ● Volkstümliche Militärstrukturen in der Zeit der rumänischen Revolution, 1848—1849 ● Das Lager am Feld Trojans ● Chronologische Anhaltspunkte (März 1848 — August 1849) ● Das Jahr 1848 im Lichte der Sichelquelle ● Die politisch-militärische Bedeutung der rumänischen Revolution vom Jahre 1848 ● Fremde Beweise „Die rumänische Nation hat das Recht durch sie selbst und für sich selbst leben”. Wienerische Echos ● 55 Jahre seit der Schaffung des Nationalen Antifaschistischen Komitees wo sich der Junge Revolutionär NICOLAE CEAUȘESCU glänzend behauptete. Rumänien drückt sich entschieden gegen den Faschismus und Revisionismus aus. Der antifaschistische Kampf aus Rumänien besitzt eine standhafte Stütze: die Armee ● Rumänen im Antihitlerkrieg. Neue Beweise bestätigen den 4. Platz unseres Landes im Rahmen der antihitleristischen Koalition ● Grundlegende Wahrheiten der Nationalgeschichte. Wir sind hier seit jeher. Die Autochtonie und die Standhaftigkeit des rumänischen Volkes im karpato-danubiano-pontischen Raum ● Grundlagen der rumänischen Militärdoktrin. Die bewaffnete Nation und der Volkskrieg in der Auffassung der Revolutionären vom Jahre 1848 ● Ein noch nicht aufgeklärtes Dossier: das Netz Cereus (I) ● Die Erinnerung der Dokumenten. „Sollen wir noch ein Wort über Humanität sagen. Seite aus dem Epos der Unabhängigkeit. Nicolae Bălcescu, ausgezeichnete Militärgeschichtler ● Grosse Heerführer ● Grosse Schlachten. ● Denkmäler des Kampfes ● Stellungnahmen. Geschichte und Politik, Wahrheit und Fälschung über zwei Arbeiten bezüglich der Geschichte Transilvaniens ● Aus der Tätigkeit der Rumänischen Kommission für Militärgeschichte. ● Das Geschichtsbuch.



Rédacteurs :

- ALEANDRU DUȚU
- JEAN GHELIUC
- MIHAIL E. IONESCU
- ION JIANU
- ILIE MANOLE
- NECULAI MOGHIOR
- IOAN TALPEȘ
- GHEORGHE VARTIC

Maquette

et mise en page :

- LUCIAN TEODORESCU

Couverture :

- GHEORGHE CĂLĂRAȘU

Illustration :

- GHEORGHE CHIRU
- VIRGIL ULIERU

